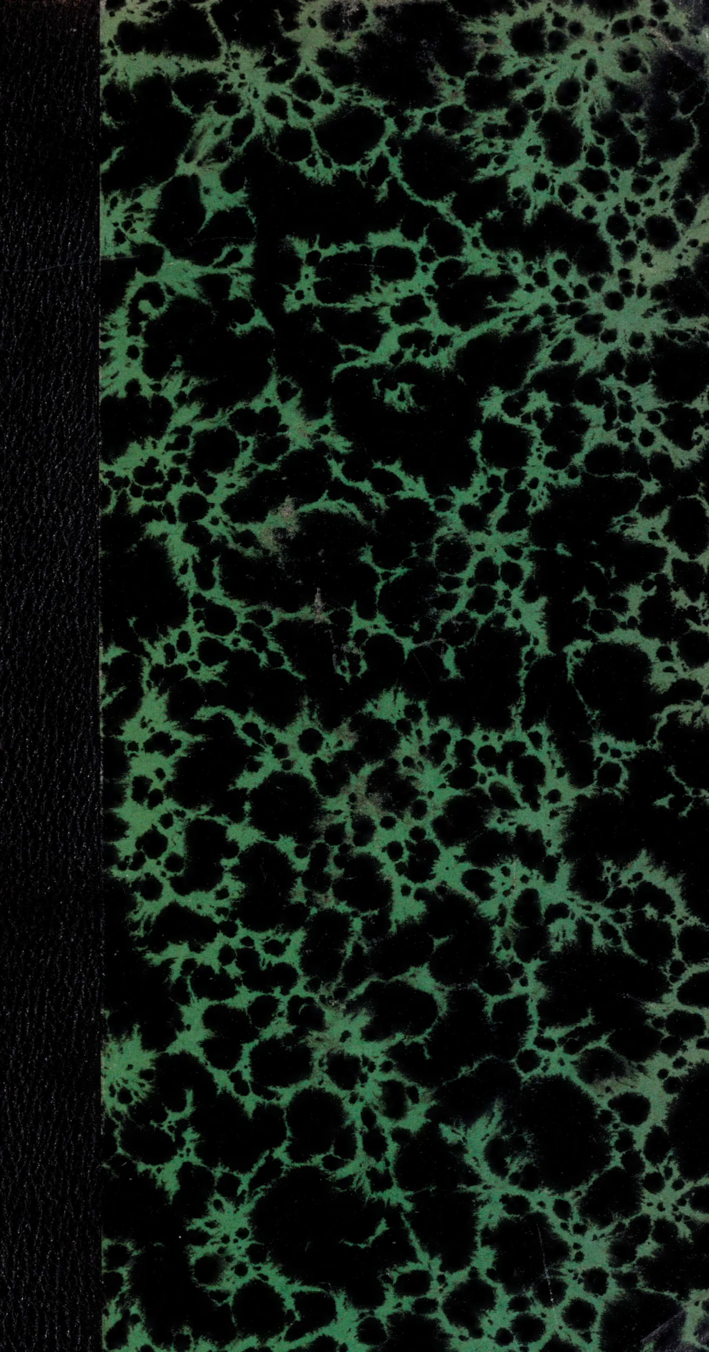
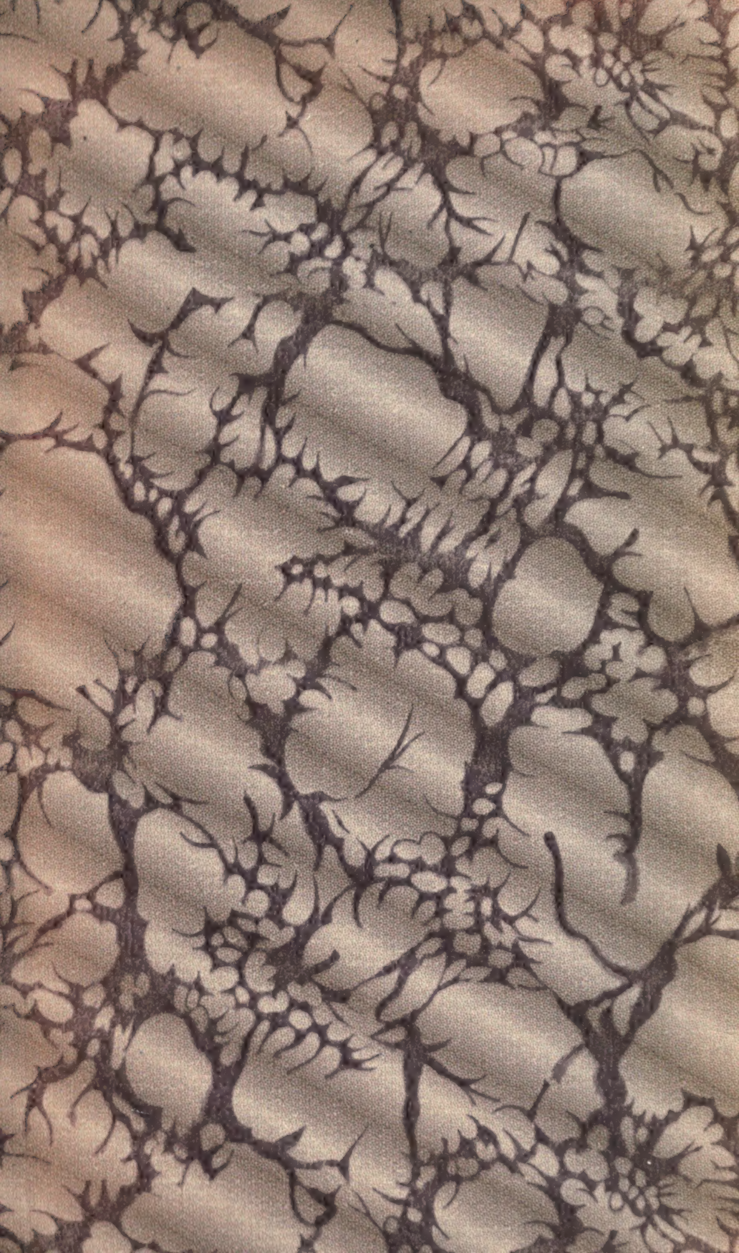
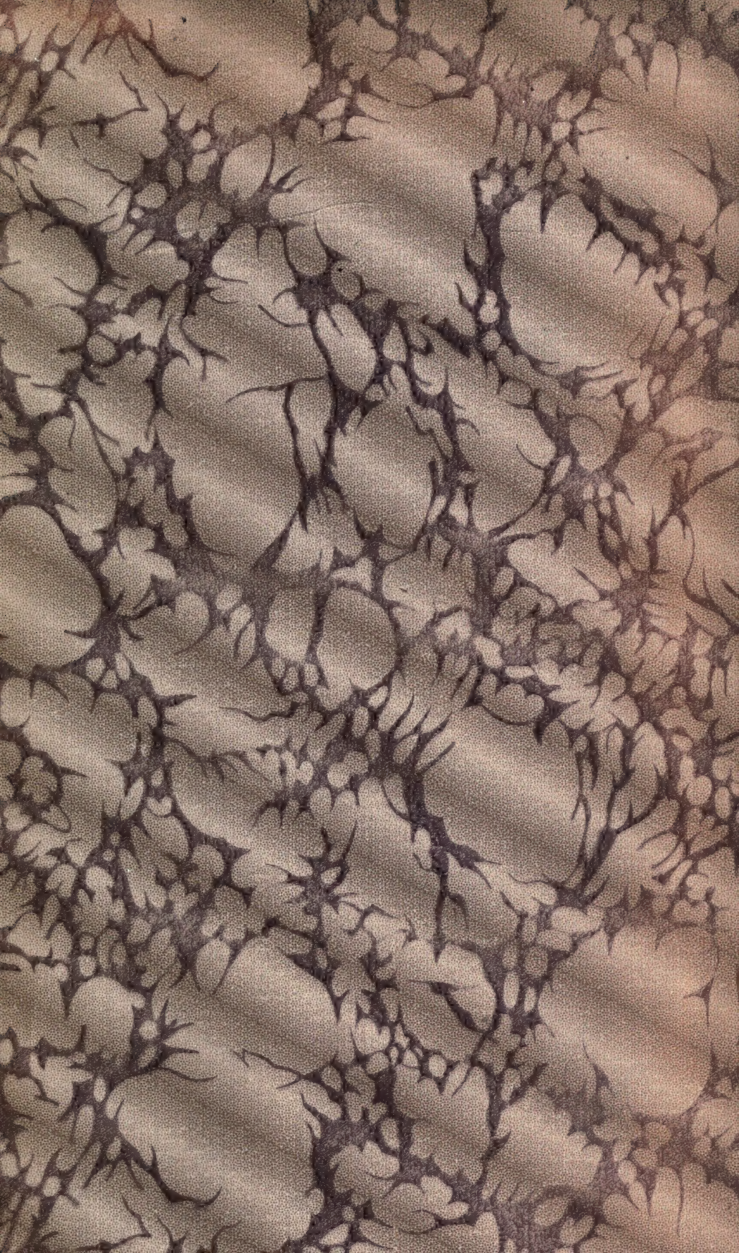






LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE

*

LA FRANCE
SE SAUVE ELLE-MÊME

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

L'AVENIR DE L'INTELLIGENCE, suivi de : *Auguste Comte; Le Romantisme féminin ; Mademoiselle Monk, ou la Génération des événements.* — Un volume in-8° écu (3e mille) *3 fr. 50*

LE DILEMME DE MARC SANGNIER. *Essai sur la démocratie religieuse.* — Un volume in-18 jésus (3e mille) . . . *3 fr. 50*

L'ENQUÊTE SUR LA MONARCHIE (1900-1909). — Un volume in-18 jésus (3e édition, 11e mille). . . . . *3 fr. 50*

LE MÊME. Édition in-8°. Un volume. . . . . *7 fr. 50*

KIEL ET TANGER. La République française devant l'Europe. — Un vol. in-16 de CXVIII-432 pages (10e mille). . . *4 fr. »*

LA POLITIQUE RELIGIEUSE. Un volume de LXV-447 pages (7e mille). . . . . *3 fr. 50*

L'ACTION FRANÇAISE ET LA RELIGION CATHOLIQUE. Un volume de 354 pages (6e mille) . . . . *3 fr. 50*

UNE CAMPAGNE ROYALISTE AU FIGARO. — Un petit volume in-18 jésus (2e mille). . . . . *0 fr. 75*

SI LE COUP DE FORCE EST POSSIBLE (*en collaboration avec* H. DUTRAIT-CROZON). — Un petit volume in-18 jésus (8e mille) . . . . *0 fr. 75*

En cours de publication :

LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE (1re Série).

* LA FRANCE SE SAUVE ELLE-MÊME. *De Juillet à mi-Novembre* 1914. — Un vol. de 476 pages . . . . . . *4 fr. »*

** LA SESSION DU PARLEMENT. *De mi-Novembre* 1914 *à fin Août* 1915. Un vol. de 300 p. env. (*paraîtra en Novembre* 1916) . . . . » »

*** MINISTÈRE ET PARLEMENT. *De Septembre à fin Décembre* 1915. — Un vol. de 320 pages . . . . *3 fr. 50*

**** VERS UN GOUVERNEMENT. *De Janvier à fin Mai* 1916. — Un vol. de 250 p. env. (*paraîtra en Décembre* 1916). » »

JEAN MORÉAS. *Etude littéraire.* — Brochure (épuisée).

L'IDÉE DE LA DÉCENTRALISATION. — Une brochure (*Larousse*) . . . . *0 fr. 60*

TROIS IDÉES POLITIQUES : *Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve.* — Un volume in-8°. (Nouvelle édition, *Champion*). . . . . *2 fr. »*

LES AMANTS DE VENISE. *George Sand et Musset.* — Un volume in-8° écu (*Fontemoing*) . . . . *3 fr. 50*

UN DÉBAT NOUVEAU SUR LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉCENTRALISATION (en collaboration avec MM. Paul Boncour, Joseph Reinach, Clemenceau, Xavier de Ricard, Varenne, Clémentel, etc.). Un volume (épuisé).

LIBÉRALISME ET LIBERTÉS. *Démocratie et peuple.* — Une brochure . . . . *0 fr. 10*

IDÉES ROYALISTES. Réponse à l'enquête de la *Revue hebdomadaire.* Une brochure . . . . *0 fr. 10*

L'ETANG DE BERRE. — Un volume in-8° (*Champion*). *5 fr. »*

CHARLES MAURRAS

LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE

★

LA FRANCE
SE SAUVE ELLE-MÊME

DE JUILLET A MI-NOVEMBRE 1914



NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
11, RUE DE MÉDICIS, PARIS

MCMXVI

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
QUATRE-VINGT-HUIT EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS
SUR PAPIER VERGÉ PUR FIL DES PAPETERIES LAFUMA,
A VOIRON
LES EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS DE 1 A 82
SONT IMPRIMÉS AU NOM DU SOUSCRIPTEUR
LES NUMÉROS ET LES NOMS FIGURANT SUR LE PRÉSENT
VOLUME, PREMIER DE LA SÉRIE

A

CAMILLE BELLAIGUE

EN

SOUVENIR DU 28 JUIN 1914

*Cher et grand ami, vous alliez à Rome, et vous me permettiez de vous confier pour le déposer entre des mains sacrées et augustes l'hommage d'une gratitude qui ne périra qu'avec moi. J'accourais donc vers votre Passy, une voiture m'emportait vers la maison charmante où fut sauvée l'*Action française *dans la même rue, presque vis-à-vis la maison où elle fut fondée. Mais voici qu'à l'Étoile, il fallut arrêter à cause des journaux* (la Patrie, *si je ne me trompe) dont les coureurs hurlants déployaient la haute manchette.*

— Ah! vous dis-je en entrant dans votre cabinet de travail, c'est le plus grand événement de l'Europe depuis vingt ans. L'archiduc héritier est assassiné.

Comme je disais peu! L'Europe entière s'effondrait.

Il y avait trois ans que Léon Daudet parlait d'avant-guerre. Jacques Bainville avait fait le tour de la France, l'année durant, afin de propager le même garde-à-nous. Tous, d'une même voix, nous suppliions nos compatriotes de sentir qu'il faisait un « temps bismarckien »[1] *sur les champs de l'Eu-*

1. *Action française* du 15 février 1914.

rope. Mais l'inoubliable dernier dimanche de juin sonna pour moi la cloche de l'extrême alarme, l'avènement du nouveau siècle de fer.

Qu'y avait-il dans cette trouble affaire de Sarajevo? les panslavistes? ou plutôt les pangermanistes? Ignorant d'où venait le coup, il m'était impossible de ne pas en saisir les conséquences. Des amis, plus rassurés ou plus confiants, se moquèrent. Mais la pierre de l'avalanche était bien détachée.

De Rome, où vous avez recueilli quelques-unes des suprêmes paroles de Celui qui bénit la paix et mourut de la guerre, avez-vous éprouvé l'intensité cruelle du mois qui suivit? Pour nous, ni les audiences d'un grand procès, ni les remous parlementaires contre la loi de trois ans, ni le voyage européen du président et des ministres, ni le congrès socialiste, la conférence de Bruxelles et la mort de Jaurès ne nous ont empêché de voir apparaître le plus haut point des émotions de l'heure au cadran du palais de nos sénateurs. Là, sous les vieux lambris de la reine toscane, des hommes de valeur diverse, mais que l'âge a instruits, n'avaient pu s'empêcher de flairer dans le vent les nouveautés pleines d'orage, et ils en frémissaient. C'est le 10 juillet que leur fut distribuée la pièce fameuse appelée le Rapport Humbert. C'est le 13 qu'elle fut discutée au Sénat. Au matin du 14, quand notre journal fut achevé, nous nous dirigeâmes, Maurice Pujo et moi, vers la pelouse de Longchamp pour y voir défiler tant de beaux jeunes hommes que la France martyre ne reverra plus! La pompe militaire pleine de vigueur et de grâce ne

pouvait dissiper l'obsession des paroles qui, la veille, étaient échangées, palais du Luxembourg, entre l'Administration militaire et le Parlement politique.

— Eh! bien, gémissait, en substance, l'organe du contrôle collectif, enfin averti des réalités, comment est-il possible que, de 1902 *à* 1913, *les dépenses de perfectionnement du matériel militaire chez les Allemands aient été plus du double des nôtres? Là-bas, deux milliards et deux millions de francs. Ici, pas même un milliard :* 980 *millions seulement.*

— Que pouvais-je, répondait l'Administration de la Guerre, à ce mal plus ancien que 1902? *Dès* 1900, *un ministre des Finances, qu'il serait aisé de nommer, rognait* 35 *millions sur les* 105 *et demi dont j'avais besoin. En* 1902, *je ne demande plus que* 98 *millions : mon propre ministre en rabat* 38, *puis* 10, *et le ministre des Finances en ôte encore* 38.... *A partir de ce moment-là, j'ai reçu des ordres de compression, et j'ai comprimé! Ce qui n'empêchait ni mon ministre, ni son collègue des Finances d'exiger de nouveaux rabais. « En* 1903, *les services ne « demandaient plus que* 59 *millions et on leur en « accordait* 36; *en* 1904, *ils demandaient* 61 *millions « et on ne leur en accordait que* 30; *en* 1905, *ils en « demandaient* 44, *et on ne leur en accordait que* 27. *« De* 1905 *à* 1907, *il est vrai, après la manifestation « allemande de Tanger, plus de* 230 *millions sont « dépensés hors budget; mais, à partir de* 1908 *et « jusqu'à l'époque des événements d'Agadir, les pré- « visions sont de nouveau diminuées; les services « réclament* 88 *millions et on ne leur en donne « que* 57. *Pour* 1909, *ils sollicitent* 98 *millions et on*

« *ne leur en octroie que* 66. *Pour* 1910, *au lieu de* « 81 *millions demandés, on n'en accorde que* 69, *et* « *pour* 1911, *les* 113 *millions déclarés nécessaires* « *sont ramenés à* 86 *millions*[1] ».

— Mais, répliquait alors le pouvoir politique et parlementaire, il ne fallait pas me laisser faire cela : il fallait insister, revenir à la charge, élever la voix, au besoin provoquer un scandale quelconque. Il eût valu la peine de m'offrir votre démission....

— Ma démission, répliquait avec tristesse le pouvoir administratif compétent, je ne l'ai pas offerte, je l'ai donnée. Souvent! Et à quoi cela servit-il?

» *Oui, je renonçais à ma fonction pour la mieux remplir : mais qu'est-il sorti par exemple des démissions du généralissime Hagron, et de son adjoint le général Michal en* 1907 ? *Rien du tout... Le pire peut-être.* »

Pendant que les régiments défilaient, le dialogue intérieur développait ses réponses et ses répliques bourrées de faits, de textes, de chiffres désolants[2].

Musicien, poète, critique, dites-moi, cher et grand ami, si l'harmonie des nombres développa jamais rien de plus pathétique? Nous étions à quinze jours de la guerre. Nous ne disputions pas comme ceux de Byzance de métaphysique sacrée. Il s'agissait de nous, de notre destin. L'indiscrétion de la dispute était dangereuse, car elle attirait l'ennemi; mais que dire de l'insouciance et de l'inattention de l'ami?

1. Rapport Humbert, page 88.
2. L'*Action française* parue au matin du 14 juillet 1914 garde la trace vive de ces préoccupations.

Le 4 août une fois sonné, tous ces mots perdirent leur sens. Il n'y eut qu'une nécessité : la victoire, avec sa condition à l'intérieur : une grande paix. Ne pouvant pas partir avec vos enfants et nos frères, nous nous sommes voués à l'œuvre de cette paix. La voici. Jugez-la d'après le recueil de nos articles quotidiens des trois premiers mois environ. Si vous voyez quelque apparence que nous ayons été les dupes ou de l'union sacrée ou de l'urgente nécessité d'épargner au pays toute alarme, cette duperie sera notre gloire pour les beautés qu'elles a permises et le bien majeur qu'elle a fait.

Jamais, depuis vingt-cinq ans et plus, l'idée de la France n'avait été si claire : des soldats vaillants, des chefs dévoués et lucides l'incarnaient seuls, car, au bout de peu de semaines, le Parlement et le pouvoir issu des partis n'était plus représenté à Paris que par un gouverneur militaire. Réduite à nos éléments nationaux, la France a pu SE SAUVER ELLE-MÊME.

Pendant l'opération qualifiée si souvent de miraculeuse, il nous était permis et prescrit d'élever de temps en temps le cri de la joie. Quant à la détresse, il fallait la dissimuler pour ne pas la répandre. C'est ainsi que vous ne trouverez dans ces quatre cents pages aucune trace des muettes magnificences de notre Paris solitaire. Comme tous nos concitoyens, je peux attester que, dans la tragique saison, la certitude de la victoire ne nous a point quittés. On était moins sûr que les Allemands ne violeraient pas le seuil de la capitale du monde. On se disait : c'est très possible,

avec une fermeté absolue, décidés à fuir sous la terre quand les sales capotes grises se présenteraient aux octrois. Jusque-là, on restait. Mais quelle pitié pour les choses! De quels yeux on couvait ces voûtes de Notre-Dame, ces arcs, ces colonnades de Palais admirables promis à la dévastation!

De ma petite enfance, des temps qui ont suivi la première invasion, renaissait en moi le fantôme des peupliers et des ifs plantés hors des limites du champ paternel : hautes cimes en pointe, aiguës comme des casques, berçant au ciel du soir le rang d'une armée ennemie. Ainsi flottait au nord de Paris la grande menace et, dans la ville pavoisée du haut en bas, le frisson des drapeaux, qui descendait le long des façades nocturnes au moindre souffle, troublait la paix de la rue vide, que la clarté du ciel tranquille rétablissait.

Un soir de la fin d'août, sur la terrasse suspendue entre les étoiles et la Seine, j'entends encore cette parole amie et confiante, comme ils approchaient :
— Après tout, peut-être qu'ils ne viendront pas jusqu'ici.

Ils n'y sont arrivés que par la voie des airs, et comme on les a reconduits!

Si vous trouvez des vides dans la suite de nos émotions de la guerre, c'est qu'elles se sont exprimées (pour Dixmude, par exemple) en faisant cortège à nos Morts. Ces mementos funèbres seront recueillis autre part. Ici et ailleurs, je crois bien avoir évité le ridicule de parler nulle part tactique ou stratégie. Les hommes de l'art travaillaient. Notre art ne

pouvait consister qu'à assurer leur liberté. Ainsi le conseillaient les anciennes maximes, qui sont sûres, je peux le dire, je ne les ai pas inventées. Elles se recommandent du souvenir immémorial des épreuves du genre humain. Ma seule crainte est d'avoir eu quelquefois trop raison. Mais il faut avoir du courage : il faut oser redire les vérités trop simples au monde indifférent et au siècle ignare. Il y va de la vie future de la France. Il y va, ce qu'oublient trop de malheureux, de la vie, de la sûreté, de l'intégrité physique de la personne même de ceux qui survivent. Plus ils seraient ingrats, distraits, oublieux et sots, plus ils auraient à subir encore, eux-mêmes, dans leur propre chair, les effets de l'erreur et la passion. Ces effets terribles, vous les savez mieux que personne, vous et les vôtres, après tant de mois de service de jour et de nuit dans les hôpitaux militaires! O voi ch'avete gl' inteletti sani, *vous êtes du très petit nombre à qui l'on peut redire sans avoir à le démontrer que le patriotisme, quand la raison l'éclaire, n'est que le synonyme de la pitié la plus profonde, des plus hautes tendresses et enfin de l'humanité.*

Puisse votre pensée de Français catholique, accordant le culte de la seule Internationale qui tienne au vigilant souci de la France éternelle, retrouver quelques-unes de ses préoccupations généreuses dans ce gros livre informe d'un ami très reconnaissant.

Ch. M.

LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE

LA FRANCE SE SAUVE ELLE-MÊME

DE JUILLET A LA MI-NOVEMBRE 1914.

AOUT 1914

LE MORAL

La seule chose triste est de penser à ceux qui restent.
(Lettre d'un soldat.)

1er août 1914.

A l'heure où l'on écrit ces lignes, rien n'est moins assuré que la paix ou la guerre. La paix sourit à tous. La guerre est une charge subie, certes, par tous, mais dont l'essentiel n'est assumé que par quelques-uns. Heureux, on peut le dire aujourd'hui, heureux ceux dont les cœurs et les bras auraient le privilège de combattre, de s'exposer et de frapper! Leur sort est particulièrement enviable pour ceux qui entrevoient, plus émouvant qu'aucune parole possible, le cortège des filles, des femmes et des mères qui, étreintes d'angoisse, donneront, peut-être avant peu de jours, les embrassements du départ! Et c'est à elles, à celles qui se voient déjà affligées et meurtries par l'événement, que je ne saurais m'empêcher de demander quelque chose de leur

pitié pour les autres, pour ceux, bons Français, qui ne partent pas, bien qu'ils soient nés aussi pour partir.

Je pense aux vieux soldats. Je pense plus amèrement encore à ceux qu'une cause physique ou morale retient loin des champs de bataille et qui, demeurés conscients de tout ce qu'ils doivent à l'air et à la terre de la patrie, se demanderont comment faire pour payer une équivalence du sang que leurs amis et leurs frères s'en vont verser. Pour moi, je ne puis me tenir de me voiler les yeux à la pensée de tel et de tel, et de tel encore, que j'ai vus travailler tant d'années auprès de nous et qui, un de ces jours, devront prendre congé pour la lutte suprême. Ces bons Français, ligueurs, camelots du Roi, étudiants d'Action française ou membres de nos Comités directeurs, auront longtemps étudié, approfondi auprès de nous toutes les raisons d'être du devoir envers la Patrie. Ils nous auront prêté les lumières de leur pensée. Nous leur aurons prêté, à notre tour, les nôtres. La plume et la parole auront multiplié et propagé à l'infini les éléments, les conditions, les conséquences de la vérité politique; et tout à coup, sur un signal, au canon, au clairon, ce collaborateur, cet ami nous auront quitté, le fusil sur l'épaule ou l'épée à la main, sans qu'il nous soit possible de marcher auprès d'eux pour les suivre ou pour leur donner, dans notre mesure, humble, certes, mais effective, l'exemple et la leçon de la conformité à ce long enseignement mutuel!

Il n'y a rien de plus pénible pour les esprits chargés d'une pensée certaine, d'une volonté dé-

finie, que ce brusque arrêt imposé par la vie devant l'acte décisif qui les réalise. Il est beau de mourir pour l'idée à laquelle on se donne, il n'est pas moins beau de vivre pour elle, quand partout notre vie atteint à ce maximum d'intensité de dévouement, de détachement, — le combat! Ceux des nôtres qui ont connu, dans leur jeunesse ou leur maturité, le bonheur, la douceur de porter les armes en se préparant à la défense du sol sacré, ceux, moins favorisés qui, tout enfants, se sont sentis appelés à cette existence sublime, et qu'un sort inflexible en a détournés, ceux-là me comprendront, car nous pouvons nous plaindre ensemble de ne pouvoir donner à la Patrie commune que ces ombres sans chair, nos paroles et nos pensées!

Eh bien! que du moins ces pensées et ces paroles, s'il en est encore temps, lui servent. Qu'elles dressent dans tous les esprits un autel, aussi solide, aussi durable, aussi éclatant que possible, au culte de ces armes que d'autres porteront, à la religion de cette discipline que d'autres observeront, à l'honneur du drapeau qui sera défendu, hélas! par d'autres que nous. Si nous n'exerçons pas sur l'agresseur l'action directe désirée, développons du moins une influence utile. Il ne nous appartient plus de donner des conseils ni de tracer sa ligne de conduite à la magnifique jeunesse qui marcha avec nous contre l'ennemi de l'intérieur avant d'aller affronter l'ennemi du dehors. Mais comme elle aime ses anciens chefs, comme ils savent qu'elle leur est passionnément dévouée, nous pouvons bien lui dire

de reporter ce dévouement et cette affection (afin qu'elle déborde, de beaucoup, le simple devoir) sur les chefs militaires que demain peut-être va leur donner. Qu'ils soient des soldats accomplis! Je ne dis pas seulement des guerriers : le sang français y suffirait. Qu'ils s'efforcent d'être bons militaires professionnels. Que leur docilité, leur impassibilité, leur esprit d'abnégation soient cités en modèle. Il faut des modèles partout. Que ces modèles soient donnés par l'unanimité des Camelots du Roi, des Étudiants et des Ligueurs d'Action française. Il y a des moments où une élite d'hommes peut tout emporter.

En poursuivant la même hypothèse cruelle, on me permettra de reposer aussi le regard sur ceux de nos amis qui, jeunes ou déjà anciens, iront à la frontière en qualité de chefs. Simples chefs d'escouade, meneurs de compagnie ou d'unités plus vastes encore, leur grave et sereine allégresse nous cause autant d'envie et d'admiration que l'entrain sérieux et l'enthousiasme réfléchi des jeunes soldats. En prenant les responsabilités dont le poids est proportionné à leur grade et à leur fonction, nous voyons bien qu'ils les ont prises dans la plénitude du sentiment des services sollicités et obtenus par la volonté supérieure de la patrie. Débutants, vétérans, s'ils sentent que la charge est lourde, quelle joie pour eux de sentir aussi que, du moins à quelque degré, il dépendra de leur sang-froid, de leur courage, de leur initiative et de leur science de refouler une invasion, de la refouler loin de France! L'esprit que nous leur connaissons

nous assure que ce sentiment de haute clairvoyance décuplera la vigueur de leurs facultés.

Les hommes de ma génération ont connu l'officier sceptique, le vieux militaire à la Picquart, murmurant à la cantonade que la manœuvre ne sert de rien, que la guerre n'aura jamais lieu. D'autres concédaient la possibilité du péril, mais ils mettaient leur confiance dans les idées démocratiques ou libérales, estimant qu'elles seules pouvaient fournir les éléments moraux de l'effort populaire : elles dont l'effet le plus sûr était, au contraire, de détourner le peuple de la discipline militaire en même temps que du devoir national ! D'autres enfin, parmi les officiers de l'ancien style, allaient jusqu'au pacifisme tout net, car, disaient-ils, à mettre les choses au pis et en supposant une guerre, nul sentiment que celui de la justice offensée n'était capable de mettre debout la nation, qui, alors, serait invincible.... On peut parler de ces chimères au passé. Les militaires qui les professaient les ont désavouées, les uns devant l'évidence de la vérité, et les autres sous la poussée des circonstances. Un moment égarés, ils ne peuvent plus s'attarder à de telles vieilleries. Depuis trois ou quatre ans, l'action les a ralliés tous. Mais ces convertis n'ont pas eu à faire la leçon à leurs nouveaux camarades, car ceux-ci étaient tous imbus du même esprit nouveau, qui ressemble au souffle de la respiration d'un peuple rajeuni.

Cet esprit militaire, grave, clairvoyant, incapable d'irréflexion et d'emportement, mais immuablement

résolu, c'est celui que, depuis quinze ans, nous enseignons, pour notre part, au reste de la France. Nous n'avons pas la fatuité de soutenir que le moral du corps des officiers puisse nous devoir quelque chose, nous affirmons même l'inverse : c'est au vieil esprit militaire français que nous sommes allés demander nos leçons. C'est lui que nous avons écouté avec une attention et un respect qui n'excluaient pas la raison critique. Tous nos sentiments sur l'autorité, la continuité, la hiérarchie, la responsabilité nous viennent en très grande partie de ce noble esprit. La corporation militaire est fille de l'histoire et de l'expérience autant que du génie et de la science. Ses décisions spéciales nous ont souvent guidés dans nos jugements généraux. Rien d'étonnant donc à ce qu'une sorte d'accord profond, de concordance spontanée ait été remarquée entre les principes de notre milice civile et les règles de l'organisation militaire. Mais nous serions très fiers si, comme on nous l'a dit souvent, la confrontation de notre réalisme politique avec les directions supérieures de l'art de la guerre avait affermi ou développé l'esprit, la volonté, la haute confiance de ceux de nos amis qui peuvent avoir rang de chefs.

Il y a quinze ans que nous nous appliquons non seulement à donner un cerveau, un chef, un chef héréditaire, à la nation française, mais encore à lui retremper le moral. C'est à l'*Action française*, que, au moment d'Agadir, un adversaire clairvoyant, M. Etienne Rey, faisait le principal honneur de ce qu'il appelait : « *la renaissance de l'orgueil français* ». Nous avons toujours été opposés à tous les

vertiges, celui de l'orgueil comme les autres, celui de l'orgueil personnel comme de l'orgueil national. Mais si, dans l'ombre et à l'écart, en un temps où nous n'étions connus encore que d'une élite, il nous était pourtant possible de servir dans cette direction, nous conservons l'espoir de pouvoir servir encore, au même grand objet. A défaut d'armes, nous nous efforcerons de rendre cette plume utile. Dans ce journal, où parut l'*Avant-Guerre*, dans l'organe qui, dès avant-hier, proposait à la presse parisienne la juste conception du devoir militaire et civique[1], nous essaierons de rendre le même service sacré si les conditions changent et que la guerre doive éclater. Sans crier : « A Berlin », sans consentir à prendre aucune responsabilité dans les décisions politiques, nous soutiendrons de notre voix ceux qui courront à la frontière, en essayant d'y mettre tout ce que nous avons de vie, d'âme et de sang !

1. Le 30 juillet, par l'initiative de Jacques Bainville, l'*Action française* avait publié un « appel à la presse française » invitant nos confrères à imiter les journaux anglais qui venaient de prendre « l'engagement d'honneur de ne publier, sur les préparatifs militaires de leur pays, aucune information qui n'ait été communiquée par les administrations compétentes et responsables aux fins même d'une publication ». Le soir du même jour, le ministre de l'intérieur convoquait les directeurs des journaux parisiens pour leur demander la même chose dans les mêmes termes ou à peu près.

APRÈS VINGT ANS : PAIX OU GUERRE

2 août 1914.

LA VIE ET LA MORT DE M. JEAN JAURÈS

Nons nous sommes inclinés hier[1] devant la dépouille sanglante de M. Jean Jaurès, et nous avons immédiatement exprimé la réprobation que nous inspirait cet attentat deux fois criminel, puisqu'il est stupide. L'incomparable honneur qui vient d'être accordé à M. Jean Jaurès de tomber en signe de sa foi et de sa doctrine affranchit sa personne des jugements d'ordre moral sur sa politique et sur son action. Seules, ses idées restent exposées au débat qui ne peut mourir.

L'importante atténuation que les événements l'avaient contraint d'apporter à sa longue espérance d'une paix estimée éternelle et fatale, se charge de répondre, répond seule, mais sans réplique, à la grande question sur laquelle se jugent les intelligences humaines : — Eut-il tort? ou eut-il raison?

Depuis une vingtaine d'années, non seulement la France, mais le parti socialiste et démocratique français se trouvait au carrefour d'Hercule, entre

1. Dès le soir de l'assassinat de Jaurès et dans son numéro du 1er août *l'Action française* avait énergiquement démenti les bruits qui attribuaient à un camelot du roi un « attentat contraire à l'esprit et à la lettre des instructions données » à nos amis. En raison de la crise extérieure, ils avaient été avertis d'avoir à éviter toute tentative de représailles même envers M. Caillaux, dont le procès venait de finir. « Nous nous inclinons devant la mort, ajoutait la note de *l'Action française*. »

le maximum et le minimum de l'effort national. Ma jeunesse a connu des socialistes presque chauvins. Il en était même d'antisémites, dont quelques-uns se retrouvèrent à l'affaire Dreyfus, contre Dreyfus ou bien sur un terrain de stricte neutralité. L'hypothèse d'un socialisme nationaliste n'était pas plus improbable qu'une autre vers l'année 1894. Le nationalisme sous-entend une idée de protection du travail et des travailleurs, et l'on peut même, au moyen de ces calembours qui sont fréquents en politique, y faire entrer l'idée de nationaliser le sol, le sous-sol, les moyens de production. Sans calembour, un sentiment national plus intense, avivé par une administration plus sérieuse des intérêts nationaux, *en tant que tels*, pouvait introduire dans l'esprit de nos lois un compte rationnel des fortes plus-values que la société ajoute à l'initiative et à l'effort des particuliers, membres de la nation. Cette espèce de socialisme nationaliste était viable à condition d'en vouloir aussi les moyens, dont le principal eût dépendu d'un gouvernement fortement charpenté. Si l'État doit être solide pour faire face à l'Étranger, il doit l'être bien davantage pour résister à cette insaisissable étrangère, la Finance, à ce pouvoir cosmopolite, le Capital!

Il fallait aussi renoncer à une bonne moitié de l'idée démocratique et convenir que le membre de la nation n'est pas le premier individu venu, qu'il est autre chose encore qu'un homme, à savoir un Français, né d'une famille française et que cette famille aurait comme lui-même des intérêts, des mœurs, des traditions, des droits particuliers. Au-

près et au-dessous de lui, soumis à un droit particulier lui aussi, pouvaient exister des métèques, associés, sujets, hôtes, amis, mais non participants de notre communauté. Cette communauté tutélaire devait avoir les moyens d'être respectée si on lui donnait la charge de protéger. Ce respect était dû plus rigoureusement à l'armée dont les juridictions et l'autorité résument tant de responsabilités délicates, graves, vitales! Le « communisme scientifique » ne répugnait aucunement, si on le prenait en lui-même, à cette discipline. Il y poussait même un peu. On l'accusait de préparer un avenir en forme de caserne. Eh! bien, sur la caserne, il était naturel d'arborer le drapeau. A la *Cocarde* de Barrès, j'ai connu, il y a vingt ans, de ces socialistes *d'abord français*, particulièrement communs en Lorraine, et non sans de fortes raisons.

Raisons fortes qui pouvaient se réduire à une seule : la possibilité de la guerre. Mais ces raisons perdaient leur force, elles tombaient à plat si la guerre était impossible, si les progrès de la science, si le tribunal de La Haye, qui devait être établi en 1900, si l'unification socialiste qui devait se réaliser en 1904 nous assuraient une ère de paix européenne et planétaire. Sous une influence métaphysique « trop allemande », M. Jean Jaurès et ses amis embrassèrent cette hypothèse pacifiste. Ils adoptèrent tout ce que l'autre excluait : le parlementarisme, le jeu des partis, le gouvernement sans chef personnel et sans durée ni tradition. Marcel Sembat l'a dit de la façon la plus explicite : les actes républicains et démocratiques des Français ont

toujours sous-entendu qu'ils n'envisageaient pas l'hypothèse guerrière ; devant un avenir guerrier, il eût fallu s'unir au lieu de se quereller et donner à l'union pour vivant emblême, le Roi. M. Jaurès et ses amis se montraient donc fidèles à la tradition républicaine ; à peine s'ils se distinguèrent, en en prenant une conscience absolue, en jouant tout, absolument tout, sur cette carte de la paix future, sur l'absurdité qu'ils prêtaient un peu gratuitement à nos retours au moyen-âge, comme disaient, il y a quinze ans, ceux qui nous traitaient d'esprits attardés et visionnaires du passé.

Visionnaires, nous ! C'était eux qui nous le disaient ! Et, comme, au contraire, la nécessité d'être forts, en tant que nation, s'imposait de plus en plus à nos esprits ou plutôt à nos yeux et à tous nos sens, par son évidence grossière, nous recherchions avec une anxiété profonde les conditions et les moyens de la force de la patrie. Cette recherche nous avait aiguillés tout droit à la nécessité de l'action royaliste. On lit dans une page de l'introduction à l'*Enquête sur la monarchie :*

« *Cela est très sensé*, me disait un socialiste à qui je « communiquais nos premiers travaux, *seulement vous « raisonnez comme s'il ne devait pas se produire de « transformations....* »

Eux, raisonnaient comme si les transformations devaient se produire dans le sens de la pacification graduelle, caractérisée par un état de consommation pure.

Évolutionnistes de formation, concevant l'avenir suivant un développement unilinéaire, à la manière

de M. Léon Bourgeois, ce fut pour eux un simple jeu d'écriture ou de langage que de prouver par *a* plus *b* de combien de façons nous marchions, nous courions au régime de la *société des nations*, les idées nationales, les faits nationaux devant se décomposer avant même qu'une génération d'hommes eût vécu !

Nous soutenions la thèse contraire, nous montrions que, partout, grandes, petites, avancées, arriérées, les nationalités contemporaines frémissaient, se tendaient vers l'indépendance, vers l'influence ou, pour les plus fortes, vers la domination. Nous attestions toutes les couleurs de la carte. Nous invoquions tous les récits des observateurs attentifs. Nous priions le public de se rendre compte de l'énorme pression exercée devant nous, sur nous, à Paris, par toutes les races de l'univers. Était-ce le moment de permettre à notre nationalité de fléchir? Nous était-il permis de la laisser s'affaiblir ?

— Cela nous est permis, répondait-on. Cela nous est même prescrit. Oui, c'est bien le moment ! Nous devons cheminer à la tête de tous les peuples, auxquels, comme en 48, il faut déclarer la paix.

Voilà l'erreur qui a plus ou moins dominé depuis vingt ans la politique française. Elle l'a menée absolument pendant les quatorze ans qui s'étendirent entre Fachoda (1898) et Agadir (1911). Si cette erreur ne l'eût pas emporté, l'État-Major général de l'armée française, ni le Service de renseignements n'auraient eu à subir les affronts, les persécutions et les ruines qu'on leur infligea ; on n'eût pas offensé de parti-pris les arrêts de la juridiction militaire; on n'eût pas infligé aux armées de terre et de mer

l'humiliante direction des André-Picquart-Pelletan; on ne se fût pas privé, au dehors, de la magnifique influence européenne représentée par notre ambassade du Vatican, on ne se fût pas lancé dans ces vexations religieuses ni dans ces luttes de classe qui, pour être caractéristiques du régime démocratique et républicain, d'après Marcel Sembat, n'en détruisent pas moins les ressources intérieures d'un État qui doit manœuvrer au dehors. C'est parce que le souci extérieur n'existait point que l'on a pu persévérer dans ce régime démolisseur. Depuis 1911, on n'y a persisté que par habitude, et faux point d'honneur, nécessité de manœuvres parlementaires ou électorales : le cœur n'y était plus. Mais que de fois magistrats ou chefs responsables parurent murmurer des sommets du pouvoir : — Si nous avions su ! Et si nous avions mieux prévu !

Il eût été possible de prévoir comme de savoir. L'histoire mieux interrogée aurait dû prévenir M. Jaurès et les socialistes qui le subissaient tous qu'ils tournaient le dos à leur siècle. L'évolution, comme ils disent, ne va pas à l'unité, mais bien à la diversité. Nous sommes moins près des États-Unis d'Europe, Bainville vous l'a souvent dit, qu'aux temps des Vergennes et des Choiseul, qui en étaient moins près qu'Henri IV, au moment du projet de paix perpétuelle, dont le simple rêve était de beaucoup inférieur à cette Unité du monde chrétien que le moyen-âge a réalisée. Cette diversification croissante emporte des risques de guerre croissants. Ceux qui ne font que les découvrir d'aujourd'hui ont bien mal lu les avertissements que leur donnaient, dès 1897, la

première guerre des Balkans, puis la guerre de l'Espagne et de l'Amérique, la guerre du Transvaal, la guerre de Chine, la guerre russo-japonaise et ce coup de Tanger que nul ne comprit, semble-t-il, si l'on s'en rapporte à l'histoire du parti socialiste et même de tout le parti républicain!... Il fallut l'envoi du *Panther* pour rouvrir enfin l'entendement d'une moitié environ du monde officiel. L'autre moitié fut irréductible jusqu'à ces derniers jours : ni la guerre de Libye, ni les deux dernières guerres balkaniques, animées d'un nationalisme si décisif, ne réussirent à convaincre un pacifisme invétéré. Les concessions faites à l'évidence l'ont été, pour ainsi dire, sous la pression aiguë de ces dernières heures, Guillaume II avait contraint nos modérés à la loi de trois ans : ce même Guillaume a acculé les jaurésiens à la sensation de la patrie en danger.

Il y avait même un vif contraste entre l'étendue des brutalités germaniques et la modicité des concessions de M. Jean Jaurès. Ce qu'il accordait était, je dois le dire, infiniment moins sensible que ce qu'il réservait encore. Plusieurs lui surent gré de son adhésion partielle à la vérité, mais l'immense majorité continuait de mesurer avec épouvante la gravité immense de son erreur. Sa mort tragique en de tels jours prend donc figure de symbole.

Avec M. Jean Jaurès, s'évanouit l'ancienne façon, humanitaire, révolutionnaire, romantique, de rêver les rapports du présent et de l'avenir. L'homme meurt dans la défaite de son rêve. On dirait même qu'il en est mort. C'est la grande pitié de sa brusque agonie. La balle indigne et sotte tirée contre lui par

un fou [1] était pourtant d'un fou que menait l'accumulation des passions du moment, des épreuves de la veille, des aventures politiques suivies depuis vingt ans par Jaurès et par l'importante fraction du pays qui le suivait.

Et si, comme on le dit, le jeune assassin a passé par le Sillon, s'il a été bercé là-bas par la chanson non moins pacifiste et non moins humanitaire d'un autre Jaurès, il n'est pas impossible que ce coup de folie tire en partie son origine d'un coup de déception et que son acte de désespoir criminel soit né des désillusions radicales d'un esprit mal équilibré.

Villain eût été contenu en d'autres temps par la crainte de la vindicte publique : la situation révolutionnaire, la guerre privée, rendue possible par le scandaleux acquittement de l'assassin de Gaston Calmette, venait d'emporter ce frein social salutaire. Que pouvait-il rester en ce point, le plus faible de la société humaine, dans le tendre et farouche cerveau d'un agité dément? Il y restait le vent qui passe, le souffle des angoisses et des soucis du jour. Je n'explique, ni je n'excuse. Je constate. Au degré le plus bas de l'échelle de l'être, à ce point d'intersection du crime et de la folie, dans ce domaine de l'irréflexion et de l'inconstance sinistres, la nature des choses françaises contemporaines est venue porter un témoignage, aussi douloureux que certain, de la profondeur de l'évolution nationaliste telle qu'elle était annoncée par la sagesse, par le patriotisme et par la raison depuis un laps de plus de vingt ans!

1. C'était le bruit qui courait alors.

DEVANT L'ENNEMI

3 août 1914.

Notre lien le plus fort est celui de la France, notre intérêt le plus pressant est de rester Français. Les circonstances qui rappellent aujourd'hui la vérité longtemps méconnue concourent à faire oublier cette longue méconnaissance, car jamais l'amitié nationale ne s'est exprimée dans Paris par des signes plus beaux. Dans la journée d'hier, parmi les cortèges qui sillonnaient toutes les avenues, promenant les drapeaux, chantant la résolution et l'enthousiasme, je n'ai pas aperçu un signe d'égarement ni d'absence et, ceux qui ont l'habitude des foules pardonneront ce trait direct, je n'y ai pas vu un ivrogne. Les visages des jeunes hommes respirent une volonté grave et forte, et les jeunes femmes qui leur disent adieu, dans l'extrême frivolité du vêtement d'aujourd'hui qui les fait ressembler à de grandes petites filles, n'en incarnent que mieux, droites, fières, sans un sanglot, les formes idéales de la Vaillance et de la Foi.

Les Français se réconcilient, l'esprit français reprend conscience de ses devoirs. Nous ne signerions pas toutes les syllabes de la lettre de M. Gustave Hervé rallié à la France. Nous ne sommes pas sûrs de tout ce qu'il affirme. Mais l'accessoire est l'accessoire, et l'essentiel ici, c'est le cri final décisif de « Vive la France tout court ». C'est aussi notre cri, et nous le reprenons d'autant plus volon-

tiers qu'il emporte la preuve d'une des idées qui nous ont toujours été les plus chères ; ce n'est pas, disions-nous, le cœur de la France qui est entamé, la tête seule est malade. Cette tête guérit par la force médicatrice de la réalité.

Puisse le souvenir des anciennes erreurs de M. Hervé le délivrer de celles qu'il commet encore aujourd'hui. Si la réaction de sa raison peut être complète, qu'elle le soit donc au plus tôt !

Désireux, pour notre part, de faire en ce moment tout effort capable de coopérer à la paix civique, nous suspendons, à dater d'aujourd'hui, le témoignage quotidien du crime commis contre les lois et contre la patrie par le plus haut tribunal de la République[1]. Nous nous proposons même de nous abstenir d'y faire aucune allusion. Hier, il fallait montrer les causes vives qui risquaient de nous affaiblir devant l'ennemi. Aujourd'hui, l'ennemi est là. Ne pensons qu'à le vaincre.

La même raison nous fait un devoir de demander à la population de Paris le plus grand calme devant les officines d'espionnage et de trahison[2]. Les unes sont désertes, les autres peut-être habitées encore par des gardiens inoffensifs ou que l'ouverture des hostilités a réduits à l'impossibilité de nuire. Saisie

1. Allusion au célèbre « talisman » de l'*Action française* : tableau comparatif du texte de l'article 445 du Code d'instruction criminelle et de l'application qui lui en a été faite par la Cour suprême à un condamné fameux.

2. Ce même numéro de l'*Action française* publiait un appel de Pujo, intitulé « l'Ordre avant tout » et interdisant à nos amis de se mêler en rien aux petites émeutes contre les boutiques Maggi.

depuis longtemps par les dénonciations du grand livre de Daudet, l'autorité civile a passé la main à l'autorité militaire. C'est celle-ci que la surveillance de l'espionnage concerne. Il est inutile et périlleux d'y mêler les rumeurs d'une multitude irresponsable et d'ailleurs forcément mêlée. Les bons citoyens s'abstiendront de ces mouvements; pour ceux qui font partie de nos organisations, ils ont reçu l'ordre formel de s'abstenir de ces tumultes et de recommander le calme, conformément à leur mission de « gendarmes supplémentaires », telle que l'a formulée mille fois Maurice Pujo. La gravité des circonstances ajoute au sérieux de nos recommandations.

C'est dans un vif sentiment de haute et courtoise amitié qu'il faut saluer les manifestations des étrangers, nos hôtes, qui veulent rester nos amis. Beaucoup même voudraient nous défendre à main armée. Il ne dépend pas de nous, mais du gouvernement, de dire si l'aide doit être accueillie. Personne n'a le droit de repousser un concours loyal. Mais chacun doit exiger que l'ordre public n'en souffre pas. Investie par l'état de siège, l'autorité militaire peut accepter, refuser ou choisir.

LA VÉRITÉ

4 août 1914.

La défense nationale tend à rendre unanimes la pensée et le cœur français.

Le gouvernement annonce qu'il laissera ouverts les deux cents établissements congréganistes dont la fermeture était annoncée. Les manifestants socialistes, qui se prenaient pour des antimilitaristes, ne seront pas poursuivis et feront de très bons soldats. Ne serait-ce que pour remplacer, dans les hôpitaux et dans les écoles, les instituteurs, les professeurs, les infirmiers qui seront à la frontière, le rappel de soixante mille religieux exilés s'imposerait au nom des mêmes convenances morales, des mêmes nécessités politiques. Il ne faut plus former qu'un peuple. L'intensité de notre lutte extérieure dépendra toujours, dans quelque mesure, de la profondeur de la paix que nous aurons fait régner entre nous.

En proclamant hier, à cette place, une volonté d'amnistie nationale, nous ne prétendons pas amnistier les institutions destructives ni aucune des idées qui feraient descendre ce noble peuple au tombeau. Nous n'oublions pas que la folle arrogance des Barbares vient uniquement des forces publiques et militaires que leur procure leur organisation politique. Nous ne tromperons pas, nous ne laisserons pas tromper le pays sur les vraies causes de l'invasion germanique. La distinction que l'on cherche à introduire entre les peuples allemands et les « castes »

ou les dynasties qui les dirigent sont plus que faibles. Voyons les choses et les nations comme elles sont. L'État teuton est l'expression de la nature, de la situation, de l'intelligence et de la volonté teutonnes, ni plus ni moins. Si, de Belgrade à Yokohama, si d'Alep à Rio, l'Allemand est l'objet de la haine de tous les peuples, c'est qu'il est en train de leur voler leur place à tous. A l'étroit sur un territoire à peine supérieur à celui où 39 millions de Français vivent à l'aise, ses 67 millions de nationaux étouffent, essaiment, chicanent, brutalisent en tout lieu sans pouvoir réussir chez aucune race, qu'elle soit rouge, jaune, noire ou blanche, à se faire autre chose que des ennemis obliques ou francs. Leur caractère haïssable, leur appétit inépuisable, voilà les deux facteurs d'un impérialisme qu'il faut voir et juger tel qu'il est.

A quoi bon des erreurs nouvelles ! Une République allemande, à supposer qu'elle se fondât, ne tarderait pas à nous donner un spectacle analogue à celui que nous offrirent vers la fin du XIX[e] siècle les États-Unis d'Amérique, cette République qui ouvrit en 1898 la série des grandes effusions de sang par sa guerre de Cuba et des Philippines, dont les violences matérielles le cèdent encore à l'indignité de la procédure diplomatique, à la honteuse tragi-comédie du *Maine*, aux pacifiques rapines du traité de Paris. Donnerez-vous une Constitution plus libérale à l'Allemagne ? C'est précisément la Constitution qui florissait au Japon à l'heure où fut commis le guet-apens de Port-Arthur. Les sauvageries de ce genre ne sont pas le fait des régimes, mais des nations; sur ce

point-là, l'absolutisme de Guillaume II peut invoquer le patronage du Sénat américain et de la monarchie tempérée du Japon. Aux uns comme aux autres, il n'y a pas à dire *à bas la Monarchie*, ni *à bas la République*, mais bien *à bas la barbarie!* Il y a six cents ans, le roi de France, Philippe le Bel l'avait jugée et condamnée en deux mots : *Troup alemant!*

Reste à sentir par les trois exemples de l'Amérique, de l'Asie et de l'Allemagne, donnés en seize années à peine, le peu de fonds que l'on doit faire sur les superstitions juridiques et ce respect du droit des gens que tant de bons esprits préférèrent longtemps à nos troupes de couverture[1]. Tant valent la faim, la soif, la jalousie, le fol orgueil de l'Allemand, tant vaudrait l'esprit de justice d'une Allemagne parlementaire.

Ce n'est pas du côté des chimères qu'il convient d'orienter notre esprit public. Dans la concorde revenue, dans les libres communications retrouvées, essayons, répandons et rendons lumineuses les causes vraies, profondes, de ce que M. Louis Dubreuilh appelait, à la réunion socialiste d'avant-hier, « *un sinistre destin* ». Ce destin, au point où il se dévoile, contient de précieuses révélations sur la nature exacte de la force des choses par laquelle, Français, nous ne voulons pas être emportés et qu'il nous appartient de maîtriser, puis de gouverner.

Les socialistes se montrent soucieux de réserver

1. Le jour où parurent ces lignes, le territoire belge était envahi au mépris des conventions européennes signées par la Prusse elle-même.

l'orthodoxie de leur doctrine et cet attachement à l'idée directrice fait toujours de l'honneur; mais l'idée vaut par sa vérité, une idée fausse ne mérite que l'oubli. Il faut, il faut que les hommes de bonne foi, nés bons Français et qui par socialisme, radicalisme ou libéralisme, adhérèrent de près ou de loin aux idées qui font ces faillites éclatantes se mettent en présence de la réalité politique, la voient, la palpent et s'en pénètrent exactement : l'impuissance profonde de l'internationalisme n'est pas un accident, mais un fruit essentiel de vingt siècles d'histoire humaine. Il n'y a pas à rêver que voici la dernière guerre, et qu'on n'en fera plus ensuite, et que les États-Unis d'Europe s'en vont fleurir. Nous ne défendons pas une fleur idéale, mais la fleur réelle et vivante de la civilisation de notre univers. Tâchons de briser l'agression et, l'agression brisée, de créer de solides défenses pour l'avenir.

...Voilà les pensées que l'on roule. Pendant qu'on les écrit, la porte s'ouvre, un Camelot du roi, un Etudiant, un Ligueur, un vieil ami se précipite, nous embrasse ou nous dit adieu et nous laisse pleurant de rage, mais obstinés dans notre ancien effort d'éclaircissement national. En une heure où tant de biens sont mis en commun, et de si grand cœur, afin d'éloigner l'ennemi, n'a-t-on pas le devoir d'y ajouter encore le plus collectif et le plus utile de tous les biens, celui qui grandit sans cesse, au fur et à mesure qu'on le partage : la vérité.

RAGE DE CYCLOPE

5 août 1914.

Il ne suffisait pas à l'Allemagne d'insulter à la fois toutes les nations et toutes les idées. L'offense au genre humain devait aboutir avec une folle rapidité aux lâches attentats contre les personnes humaines laissées à sa merci. Avant-hier, le président du Souvenir français de Metz, Alexis Samain, est tombé sous les balles du peloton d'exécution. Hier, à Moineville, l'abbé Gillet, et à Mulhouse, dix Alsaciens-Lorrains qui essayaient de gagner la France, ont subi le même martyre pour la patrie.

Un effet de terreur est sans doute escompté par les auteurs de ces massacres. Mais ce calcul, très digne du génie allemand, pourrait bien être démenti par les races supérieures qu'il est également incapable de comprendre et de gouverner. Pour peu que les circonstances veuillent s'y prêter, c'est la réaction d'une implacable colère qui se fera jour. Il y a dans ces infamies criminelles une dose d'imprévoyante sottise à laquelle il faut bien reconnaître une fois de plus les caractères naturels de la barbarie.

C'est la barbarie allemande qui déferle une fois de plus sur l'occident. Sa seule force tint à la solidité de l'organisation politique maintenue pendant que le reste du monde jouait au triste jeu des révolutions ou cédait à une évolution énervante. A l'abri de cette épée et de cette cuirasse, dans le cercle d'effroi

que leur cliquetis répandait, l'Allemagne aurait pu faire, d'un pas plus ou moins vif, les étapes du progrès intellectuel et moral qu'elle avait à parcourir encore; sa longue et ancienne candidature à la civilisation aurait pu aboutir enfin. On le croyait du moins; mais voici un nouvel échec, un nouveau refus devant le jury de l'histoire moderne. Il est bien établi que la race allemande, prise en corps, était incapable de promotion. Son essence profonde, sa destinée originelle était de s'enivrer, comme d'un vin grossier, des fumées de la force pure. Les manifestations de sa brutalité lui ont crevé les yeux, lui ont perdu le sens, et son carnâge de cyclope commence par le meurtre du président d'une société littéraire et d'un prêtre. Pour couronner ce noble début de campagne, il reste à l'Allemagne de condamner et d'exécuter une femme ou deux. Les nouvelles n'en disent rien encore. Comment ne pas présumer que cela viendra[1]?

POUR UN INCIDENT PERSONNEL

Les obsèques de Jaurès se sont accomplies dans le calme et dans l'ordre qui convenaient. — Je regrette d'avoir à faire connaître l'épilogue un peu moins digne que lui ont donné quelques amis du défunt.

Hier, vers deux heures et demie, entrant seul au restaurant de la rive gauche où je prends mon premier repas, je fus surpris d'apercevoir trois ou quatre rédacteurs de l'*Humanité* dont je connais les visages, sans savoir leurs noms et qui venaient sans doute

1. L'exécution de miss Cavels n'est venue que l'année suivante.

du convoi de Jaurès à la gare d'Orsay, toute voisine. Ils achevaient de déjeuner. Ma vue leur fit pousser de bruyantes exclamations. Sans y avoir pris garde, je m'assis à la place que j'occupe habituellement tout près de la porte d'entrée. Alors, ces messieurs, se jetant sur moi, me poussèrent dehors en redoublant de cris. Un attroupement se forma aussitôt, composé des honnêtes gens du quartier; l'un d'eux m'adjurait de m'éloigner, l'heure n'étant pas aux violences. Je le remerciai, mais l'assurai que je resterais. Il n'y avait d'ailleurs aucun risque de violence, car tous les passants prenaient fait et cause pour moi, s'indignaient du sans-gêne brutal avec lequel des inconnus prétendaient faire la loi dans un établissement du quartier, et comme un de mes agresseurs arguait de sa carte de député, le public répondit, tout d'une voix, que ce titre-là n'effrayait personne. Je me hâtai d'intervenir en invoquant la nécessité de suspendre toutes nos querelles civiles, de respecter et faire partout respecter l'union nationale la plus complète; j'ajoutai que la nervosité des socialistes s'expliquait par le deuil de leur chef, mais que tout bon citoyen devait s'appliquer à réparer les effets de leurs provocations, aussi ridicules qu'imprudentes, en un pareil moment. Ces messieurs s'éloignèrent au milieu de la réprobation générale et je pus déjeuner en paix.

Je prie formellement nos amis de ne tenir aucun compte de l'incident. Il fallait le faire connaître pour en éviter de pareils. Chacun de nous doit mettre son sang-froid et sa sagesse au service de l'ordre qui est indispensable à la défense du pays.

ERREURS QUI AFFAIBLISSENT

6 août 1914.

Nous sommes décidés à n'opposer d'objection à aucune idée capable de créer de la force. Si, comme l'assure un grand journal républicain qui, du reste, s'excuse de « dogmatiser dans l'hypothèse », si la pensée de faire « la guerre aujourd'hui pour l'égalité des peuples » ainsi qu'on a fait « la Révolution pour l'égalité des individus », quand il ne s'agit que d'équilibre européen, si cette pensée était de nature à ajouter un bras aux bras qui combattent, une arme aux armes qui se lèvent pour le salut de tous, nous prendrions sans effort le parti du silence. Mais il est des idées fausses qui sont nuisibles, et tel dogme hypothétique, le pacifisme par exemple, a failli coûter sa vie nationale à la France.

Est-ce trop ancien? Voici du récent.

L'antagonisme des pouvoirs civils et des pouvoirs militaires, qui est un résultat du pacifisme démocratique a déterminé dans les régions supérieures de l'État une série de discours officiels et d'articles officieux qui n'ont peut-être pas été sans action sur l'accès d'espoir fou qui vient de secouer le peuple allemand. Cette folie s'est heureusement développée jusqu'à la cécité, mais il eût été préférable que tant de maux fussent épargnés au monde : n'auraient-ils pas pu l'être sans la crise de verbiage qui s'empara du Parlement français, et qui sévit huit jours entiers par toute notre presse, il n'y a pas trois semaines, à

dater des 13 et 14 juillet derniers! Indiscrétion, querelles, diffamation contre les chefs de l'armée, rien n'a été épargné de ce qui pouvait mettre en goût l'ennemi....

Nous ne voulons pas insister, du moins pour aujourd'hui, sur un sujet cruel à tous. Mais, patriotes, nous avertissons des patriotes qu'ils se montrent bien sévères pour leur pays quand, sur la ruine d'erreurs anciennes, ils élèvent ou consolident des duperies nouvelles! Quel intérêt y a-t-il à confondre l'égalité des peuples et la politique de l'équilibre européen? Si on admettait la confusion, signifierait-elle autre chose que l'égale valeur de la barbarie germanique et de notre civilisation? Et que veut dire et à quoi tend une assimilation impie entre le sauvage Guillaume II et notre Louis le Grand? Vingt-quatre heures de réconciliation nationale sont-elles si pesantes aux rédacteurs du *Temps* qu'ils aient déjà plaisir à réduire la grandeur de Louis XIV aux figures de danse de Mme de Sévigné.

Notre amour de la paix civique ne va pas jusqu'à laisser offenser les Pères de la Patrie. D'autant plus que la mémoire de Louis XIV mérite un souvenir particulier, dès qu'il est question d'équilibre. Ce fut en revenant à la politique traditionnelle de l'équilibre, en renonçant à la chimère impériale éveillée par l'héritage de Marie-Thérèse, que le vainqueur de Denain, le tractateur d'Utrecht sauva le fruit de ses victoires, nous garda la Flandre, l'Artois, l'Alsace, la Franche-Comté et le Roussillon, enfin nous fit échapper avec lui aux conséquences d'une pé-

riode d'erreurs. Quel rapport entre ce retour si patriotique, si raisonnable, si sage, accepté vers 1714 par le Grand Roi et la fatale obstination de Napoléon Ier en 1814 ou l'extravagante folie de Guillaume II en 1914? Je le demande au *Temps*, au nom du passé de la race, je lui demande compte de ce parallèle entre un grand règne et deux tyrannies[1].

Est-ce à l'heure où nos soldats hérissent les plaines de Flandre et les cols de Lorraine pour sauver notre avoir territorial qu'il peut être permis de traîner l'histoire de France ou la raison française à de semblables abandons? Ce sac abominable d'un trésor immatériel équivaudrait à une invasion des barbares : nous serions conquis de tête et de cœur avant que d'être subjugués! Je ne souhaite ni à nos amis belges, ni à nos amis anglais de défendre leur terre en oubliant leurs morts. Une telle façon de se préparer à la guerre serait capable d'affaiblir même des Français!

1. Il fallut plus tard s'indigner de l'abominable propos de Gustave Hervé : « Notre *Kaiser* Napoléon Ier... ».

MAGGI ET « L'AVANT-GUERRE »

9 août 1914.

Il n'est pas vrai que les sociétés Maggi soient françaises ni suisses[1]. Les sociétés Maggi sont constituées avec des capitaux dont la plus grande partie vient d'Allemagne. Tout ce que nous avons publié sur les services rendus par ces sociétés et leurs diverses filiales à l'espionnage allemand est au-dessous de la vérité. Nous savons que les constatations les plus précises ont été faites ; les autorités sont averties. Cela suffit et doit suffire.

Nous avons prévenu les amis de l'Action française que désormais toute manifestation non seulement serait superflue, mais constituerait un crime contre l'ordre public, aujourd'hui le premier des biens.

Mais, comme on tâche de répandre une légende, ajoutons qu'il est faux que l'alimentation parisienne ne puisse se passer du concours des Sociétés Maggi. Les Sociétés Maggi n'ont pas de troupeaux qui leur appartiennent, elles ne produisent donc aucun lait. Leur rôle *avoué* s'est toujours borné à « ramasser » et à centraliser le lait d'une bonne partie des campagnes de notre France. Nous doutons fort que les Sociétés Maggi aient pu soustraire aux réquisitions de l'autorité l'outillage matériel et la cavalerie néces-

1. M. Gustave Hervé déclarait que les bureaux de son journal serviraient de consulat aux Austro-Allemands de Paris et commençait une ardente campagne en faveur des Maggi.

saire. Ce qui est certain, c'est que le soin de ravitailler Paris, aussi bien en lait qu'en toute espèce de subsistances est désormais dans les mains les plus sûres. On ne saurait donc trouver d'excuses aux insinuations et aux rumeurs de presse qui tendent à semer des inquiétudes sur ce point précis. L'explication, non certes la plus satisfaisante, mais la plus vraisemblable est que ces campagnes correspondent à un nouvel effort de publicité des Allemands de la Société Maggi.

Nous disons et nous répétons : *les Allemands*, — par le canal de personnes interposées, conscientes ou inconscientes, il importe peu ici. Ni sur la nationalité des Sociétés Maggi, ni sur la nature de leur rôle, il n'est plus de doute aujourd'hui.

Maurice Pujo déclarait hier que « seul le désir profond de maintenir l'ordre devant l'ennemi nous défend d'en dire plus long ». Mais il doit nous être permis d'être aussi nets que le *Temps* du jeudi 6 août. Le plus grand journal de la République écrivait à cette date :

Suppression des grandes affiches de publicité. — Les maires de plusieurs communes de Seine-et-Oise ont reçu ordre de faire enlever de tous les murs de leurs localités diverses grandes affiches de publicité qui, d'après certains dires, comporteraient des renseignements sur les routes et l'importance des villages au point de vue topographique et des réquisitions possibles à y effectuer et constitueraient en cas d'invasion un remarquable service d'information.

S'il résulte du ton de ces lignes que le *Temps* n'est pas très satisfait, on y voit clairement que

l'ordre de l'autorité est formel. Et ce n'est pas seulement en Seine-et-Oise, c'est aussi en Seine-et-Marne et, plus loin encore, en Indre-et-Loire, que le même « ordre » a été adressé à « certains maires ». Il est sans doute général. Ou il devrait l'être[1]. Ayant eu communication de cet ordre, et en ayant saisi comme nous le sens, l'un des premiers historiens de ce temps, dans une lettre adressée à Léon Daudet et à moi, dit à l'auteur de l'*Avant-Guerre* :

« Quelle belle campagne vous avez menée ! »

C'est le jugement même de l'Histoire de France formulé et signé par l'un de ceux qui ont qualité pour parler en son nom.

1. Il l'avait été. On verra plus loin qu'au fur et à mesure de leur arrivée. nous avons publié les nouvelles de l'arrachement des panneaux Maggi-Kub par toute la France, mais en nous astreignant à ne pas nommer les Maggi, afin d'éviter le retour de l'émotion publique.

ALSACE ET LORRAINE

10 août 1914.

Quelle journée que ce dimanche d'hier ! Ni excitation, ni ivresse, rien qui sortît des mesures de la grave raison. On ne rit pas, on ne chante pas à l'heure où coule un si beau sang ! Mais de tous les points de la ville, semblait monter un cri de joie, qui, arrêté au fond des gorges, s'échappait des yeux et des fronts comme un trait de lumière ardente.

Nous avions appris, la veille au soir, *Altkirch*, puis *Mulhouse* et, les débris de notre rédaction ajoutée au reste de notre équipe de linotypistes, nous avions, au petit matin, bu un verre de vin de France en l'honneur du retour des drapeaux en Alsace et des poteaux frontières bienheureusement arrachés. Le jour s'étant levé, un fiacre attardé nous rapatriait Pujo et moi, dans notre quartier, mais au coin d'une rue nous sommes tombés sur un détachement assez considérable, un bataillon peut-être, de soldats qui, traversant Paris, prenaient quelques minutes de repos. Les premiers feux de la matinée tenaient déjà toutes les pentes du ciel et la bonne nouvelle faisait apparaître plus beau le jour d'aurore que reflétaient ces visages étincelants du patriotisme de la jeunesse. Au fur et à mesure que nous passions devant eux, nous les saluions tous, presque un par un, avec un mélange de respect profond et de confiante amitié ; et puis, comme il nous souvenait que sur la même route, quatre mois plus tôt, s'était déroulé le cortège de Jeanne d'Arc et que nous

avions fait halte en ce même point pour regarder passer nos amis des grandes Ecoles, qui nous adressaient leurs signes d'intelligence et de sympathie, nous eûmes la grande joie de reconnaître, dans la troupe en armes, parmi certains qui répondaient avec plus de vivacité à nos salutations chaleureuses, trois ou quatre de nos Camelots et de nos Étudiants. Plusieurs noms nous vinrent aux lèvres. De quel cœur nous nous fussions arrêtés pour tenter de serrer telles et telles mains amies ! Il nous sembla meilleur de ne pas déranger la perfection matérielle, la pompe stricte et l'ordre sévère de la petite armée au repos, et non loin, la statue de Jeanne d'Arc, deux fois dorée sous le baiser de la lumière, sembla nous faire signe que, en effet, mieux valait suivre notre chemin sans rien mêler qui fut d'amitié personnelle à la grande amitié française unie sous le drapeau, en marche contre l'ennemi.

La journée qui suivit ce splendide matin fut remplie tout entière des mêmes effusions, de leur ardeur soutenue, de leur plénitude exaltante. Quand elle s'acheva, comment ne pas sentir et ne pas se redire à soi-même combien une allégresse nationale apaise, réunit, réconcilie les citoyens quand surtout elle s'interdit, par sagesse, de trop se répandre au dehors!... Minuit n'a pas sonné que les clairons de l'est envoient un nouveau cri de bonheur : le col de Bonhomme couronné par nos troupes, Sainte-Marie-aux-Mines reconquise par nos couleurs et, de cette crête des Vosges qui domine Colmar, les plaines de l'Alsace appelées du regard comme le champ sacré des résurrections de la France.

UNE SOUVERAINE RESTAURÉE

11 aout 1914.

Oui, M. Hervé a raison, ce ne sera pas une promenade militaire et le choc sera dur et la victoire nous sera souvent balancée : « croire le contraire « serait se préparer de terribles déceptions ! » Mais M. Ernest Lavisse n'a pas tort, lui non plus, et cette extraordinaire pointe en Alsace donne de fameux coups au cœur des Français de mon âge ! Eux qui virent l'ancienne idée de la Revanche se transformer dans le « rêve diminué », « déchu » du pacifisme humanitaire et démocratique ! Eux qui en ont désespéré !

A l'heure où tant d'autres agissent, on n'ose presque pas penser. Il y a des idées qui glissent devant nous, qui nous effleurent et s'envolent sans même nous laisser leurs noms. Mais je sais bien qui elles sont. Ce sont celles que nous aurions, que nous caresserions, que nous tâcherions d'exprimer dans leur vérité la plus belle, si, au lieu d'une plume asservie à l'encrier, nous pouvions espérer de manier bientôt des armes moins légères. Dans cette suspension du mouvement normal de l'intelligence, la ressource est de contempler et d'admirer le spectacle que donne la France, la France d'aujourd'hui, depuis que l'idée et le fait de la Revanche sont enfin remontés à leur rang de souveraineté.

Aux premières années qui suivirent la guerre de 1870, nous n'avions plus de chefs, la confusion

morale d'une défaite que la révolution avait compliquée ne nous permit pas de retrouver nos chefs historiques. Mais nous fûmes sauvés de la dispersion par le désir de rendre à la nation allemande les coups qu'elle nous avait donnés et aussi de reprendre à la puissance allemande les admirables peuples qu'elle nous avait pris. Si les citoyens se brouillèrent, si les croissantes divisions affaiblirent la cité, cependant, au rempart, le travail militaire put continuer. Il continua sans relâche, car, au-dessous de la division des partis, l'unanimité subsistait très profonde, en tout ce qui touchait aux intérêts majeurs de l'armée. Les querelles religieuses elles-mêmes si frivolement soulevées n'arrivaient point à refroidir la chaleur du patriotisme; en pleine crise intérieure il arrivait que les crédits militaires fussent votés par les Chambres avec cette unanimité qui vient d'être retrouvée au 4 août dernier. La pensée de reprendre Metz et Strasbourg, la volonté de tout soumettre à cette pensée directrice, régulatrice, modératrice même, formait alors le moteur central de la vie nationale et la cause suprême de notre unité. Cela du haut en bas de la société française! J'entends encore ce modeste fonctionnaire de l'inscription maritime, provençaliste ardent, mais non moins patriote, qui nous disait en 1891, croyant avoir à redouter de la décentralisation quelque affaiblissement de l'organisme militaire : — *Nous ne pourrons la faire qu'après avoir repris l'Alsace et la Lorraine...*

L'histoire nous laissait sans roi : l'obsession de cette reprise nous tenait lieu de reine. Et, je l'ai dit cent fois à nos plus anciens lecteurs, jamais reine

régente ne fut mieux obéie sur un sol où le sceptre ne tomba jamais en quenouille.

Il ne servirait plus de rien, il serait même beaucoup plus nuisible qu'utile de rappeler l'enchaînement d'erreurs et de faux calculs qui, de 1891 à 1895, oublia Metz, créa nos vingt ans de misère, au cours desquels l'armée, d'abord intacte et demeurée ardente à l'étude, à l'organisation, au perfectionnement de son matériel, finit par être obligée de ralentir l'effort, oh ! sans l'abandonner ! Barrès a bien raison de le dire, les « brutes galonnées » ont reçu impassiblement tous les affronts ; mais, du jour où le pays, réveillé par l'ennemi, par son ennemi en personne, commença à secouer courageusement la torpeur d'une inertie qui menaçait d'être mortelle, il trouva son armée rassemblée, parée, entraînée, prête à la défense comme à l'attaque et qui faisait en souriant le salut militaire.... A qui ? Aux autorités, naturellement, à tout ce qui représentait la loi, l'ordre, le droit, la puissance publique, mais par delà ces figurations discutables et discutées, à la royale Idée régnante remontée sur son trône de 1871, plus claire, plus brillante et plus dominatrice qu'elle ne fut jamais. L'armée française saluait cette souveraine plus vigilante que l'opinion, plus ferme, mieux concentrée et plus continue que le gouvernement : la rumeur des avanies de 1905, de 1908, de 1909, de 1911, puis le bruit des canons tripolitains et balkaniques l'avaient réveillée la première. Comme la princesse du conte, ses beaux yeux se rouvrant disaient : — Ai-je dormi ?

En vérité, non. Cette reine de songe, mais d'un songe plein d'avenir n'avait pas cessé de veiller sur

nous, et de vastes portions, d'immenses étendues du territoire avaient toujours explicitement reconnu son ordre et sa voix, dont le reste ne s'était jamais affranchi tout à fait, car ceux qui ne voulaient pas « reprendre » une province tenaient pourtant à faire respecter la volonté française et les goûts français des Alsaciens-Lorrains, ce qui, au fond revenait au même!

Les pensées et les sentiments ne variaient donc guère : mais ces variantes frivoles avaient pourtant suffi longtemps à permettre, parfois même à déterminer des actes discordants jusqu'au jour où la force des choses imposa la restauration de la vérité. Vérité toute pratique! Vérité qui consiste à obéir à l'idéale impulsion d'une souveraineté sans laquelle on court risque de ne plus avoir ni société, ni vie française, ni même territoire français, parce que, sans elle, l'armée française tombe en morceaux, n'ayant plus de direction, ni de chef, tandis que, à sa lumière et sous sa conduite, cette intrépide armée garde ou retrouve tous les éléments immatériels de sa vigueur native!

LES ORDRES DU ROI

12 août 1914.

Monseigneur le Duc d'Orléans a appris la déclaration de guerre au cours d'un voyage. Le Prince s'est hâté de rentrer à Bruxelles et, dès son arrivée, il a adressé la dépêche suivante à notre ministre de la Guerre :

Monsieur le Ministre,

Devant les événements actuels, toutes lois d'exception, tout dissentiment politique doivent tomber; tous les Français ont le devoir et le droit de reprendre leur place sous les drapeaux.

Ce droit et cet honneur, je viens vous les demander pour la durée des hostilités, certain que vous saurez comprendre à quel sentiment j'obéis.

J'attends donc avec confiance votre réponse télégraphique et vos instructions pour partir.

PHILIPPE, duc d'Orléans.

Au bout de plusieurs jours, Monseigneur le Duc d'Orléans a reçu de M. René Viviani, président du Conseil, la réponse suivante :

Le Président du Conseil des ministres
à Philippe, Duc d'Orléans.

Paris, le 9 août, 14 h. 40.

L'état de la législation française ne permettant pas votre enrôlement dans l'armée française, tout en rendant hommage à votre initiative, je ne puis que vous faire la réponse déjà faite à d'autres demandes pareilles à la vôtre et vous engager à vous enrôler dans les armées amies ou alliées qui combattent à nos côtés.

N'ayant pu faire accepter ses services en France, le Prince a fait pressentir les Souverains belge et anglais.

Malgré l'indication contenue dans la dépêche de M. René Viviani, Monseigneur le Duc d'Orléans a constaté que les puissances amies et alliées conservaient un scrupule et n'envisageaient pas comme possible la présence dans leurs armées du Chef de la Maison de France.

Patriotiquement résolu à ne susciter aucune difficulté dans les circonstances actuelles, Monseigneur le Duc d'Orléans dont « *toutes les pensées vont à la France* », qu'il désire servir par tous les moyens restés à sa disposition, s'est résigné à sacrifier son vœu et son espoir de défendre sa patrie les armes à la main.

Il a pris la décision de demeurer à Bruxelles au milieu des malades de l'ambulance qu'il a organisée au château de Putdaël avec le concours du docteur Depage.

Sa Majesté la Reine des Belges, qui est à la tête de la Croix-Rouge de Belgique, a agréé les services de Monseigneur le Duc d'Orléans.

Le serviteur fidèle qui est allé chercher en Belgique ces informations et ces documents a rapporté aussi ces paroles du Prince destinées à un royaliste parisien :

« — *Dites à M... que toutes mes pensées vont à la France.*

« *Il n'y a plus de divisions politiques qui tiennent.*

« *Face à l'ennemi!* »

LE FÉDÉRATEUR ALLEMAND

13 août 1914.

Ainsi les faits publics, les renseignements indirects semblent concorder; oui, les fautes énormes, les manœuvres suicides multipliées par l'empire allemand pendant ces derniers jours, permettent de de penser qu'un plagiat de deux siècles va prendre fin : l'imitation ou, pour mieux dire, la singerie prussienne de la sagesse millénaire de nos rois Capétiens n'aura atteint à la couronne impériale que pour déchoir avant que son demi-siècle soit révolu! Les Hohenzollern ne s'étaient élevés sur le plus haut lieu que pour y révéler leur inaptitude à poursuivre la tradition du grand Frédéric et de ce Chancelier de fer, auxquels on a rendu une pleine justice quand on les a nommés deux brillants écoliers (mais écoliers germains!) de l'Histoire de France.

La force prussienne et l'unité germanique fondées par leur génie de la contrefaçon se trouvent aujourd'hui compromises, perdues peut-être, par le jeu instinctif des mêmes vieilles causes qui ruinèrent toujours les dominations tudesques antérieures : comme les Othon, les Henri et les Charles, les Guillaume subissent donc le délire et le vertige de la puissance! On les voit chanceler dans l'ivresse grossière que donne ce grand vin aux têtes et aux cœurs qui ne sont pas faits pour le supporter.

Cet empire allemand, ouvert de toute part, en-

clavé de nationalités hostiles, créé et soutenu par une race ombrageuse et lourde, d'esprit personnel et jaloux, remplit le moyen âge de ses luttes contre la plus auguste expression de l'unité chrétienne, cette bienfaitrice à laquelle il devait tout. Quand, en fin de compte, le Sacerdoce eut résisté, lorsque la Papauté eut fait la preuve de l'ascendant supérieur d'une sagesse universelle, le génie allemand tira sa vengeance en procédant au schisme affreux du XVIe siècle, qui fut d'ailleurs pour lui le principe d'une autre ruine. Ainsi tout ce qui sort authentiquement des profondeurs de l'Allemagne connaîtra le même destin, portant le même caractère d'outrance rude et vaine, signe d'une ambition véritablement sans objet parce qu'elle est toujours sans mesure.

Ces édifices de burgraves auront croulé l'un après l'autre, pour la seule raison qu'ils n'allaient nulle part et se contentaient d'étaler sous les regards du monde étonné ou moqueur les triomphes béats de la force brute. Toutes les nations allemandes et non la seule Prusse ont donné successivement à l'Histoire l'échantillon de cette erreur. Erreur d'une essence purement allemande. Le sentiment de l'abus ridicule, celui de l'excès criminel, l'idée du correctif, du tempérament et de la limite sont des inventions étrangères qui n'ont pas pénétré le cuir national[1].

1. Ὕβρις! Renouvelant, le 12 septembre la même remarque sur l'excès romantique naturel à l'âme allemande, si opposé au « rien trop » de La Fontaine, d'Horace et des Grecs, nous la trouvions vérifiée dans la lettre d'un « professeur américain » à son collègue M. Souriau, de notre Faculté

Du haut en bas, c'est la même grossièreté d'intelligence. Mais, plus l'on descend, mieux cela se voit. Les épreuves infligées à nos consuls et à nos voyageurs en font des témoignages d'une ignoble naïveté : une police bien faite est celle qui procède à des bonnes fouilles, la fouille consciencieuse est celle qui s'étend à toutes les parties du corps des patients; cet intrépide syllogisme teuton aboutit naturellement à la sordide historiette qu'on trouvera plus loin et qui renouvela, sur la frontière de Hollande, l'exploit des Barbaresques en Méditerranée, au siècle où Voltaire contait[1].

Exception faite pour quelques grands Germains, candidats à l'humanité, qui ne laissèrent qu'une rare descendance, l'apogée naturel de ces romantiques-nés se reconnut toujours au même goût de la domination pour la domination. La langue, le fidèle et pur miroir de l'âme populaire, en témoigne elle-même, s'il faut en croire ce mystique philosophe et philologue saxon qui remarqua, avec un curieux

des lettres de Caen, publiée au journal républicain l'*Action* et parlant de « l'orgueil sans fond et sans frein, que les Grecs nommaient *hubris*, qui dépose les grands de leurs sièges, l'avant-coureur de la chute terrible dont il n'y a plus de relèvement ». Cette vue d'un habitant du nouveau monde sur le caractère immodéré et irrationnel des nations allemandes, confirme ce qui a été dit constamment par les civilisés de tout temps, sur tous les siècles, toutes les régions, tous les régimes de l'Allemagne.

1. « Plus loin », la sordide historiette ne se retrouva point : notre secrétaire de rédaction l'avait jugée trop dégoûtante. Il se contenta d'insérer le rapport du Consul de France à Dusseldorf, M. Netton qui eut à subir avec ses compagnons et compagnes de route des visites si minutieuses qu'on ne faisait point grâce à l'interstice « des doigts du pied ».

mélange de vanité et de dédain, que dans les divers idiômes germaniques, le titre de roi et de chef exclut toute autre idée que celle de puissance pure, *Kœnig*, *Konnig*, *Canning* : bon pour les pauvres peuples classiques d'enfermer dans leur sens du *basileus*, du *rex*, du *roi*, du *chef*, ces vaines notions intellectuelles de directeur de peuples, de guide réfléchi ou de tête éclairée par des yeux bien ouverts! L'orgueil butor tiré précisément d'un cas d'infériorité obtuse exprime l'épaisseur et la présomption d'une race.

Tel étant et tel se montrant le Germain cultivé, dès qu'il érige en loi son instinct, jugez des autres : ceux qui manient l'outil, ceux qui portent les armes! Les sévices barbares exercées tous ces jours-ci sur la personne sacrée de diplomates, de prêtres ou de malheureux prisonniers, ne se comprennent tout à fait que par l'étude de l'Allemagne lettrée. Il me souvient d'un professeur à l'Université de Marbourg, fort occupé d'études romanes, qui s'était fait aussi une spécialité d'analyser la « littérature » de la guerre de 1870, Édouard Koschwitz. En 1896 ou 1897, à l'époque où toutes les forces de l'État français tendaient à nous faire oublier l'idée de Revanche, ce petit vieillard d'un blond jaune qui tirait sur le roux vint en France et prit figure de personnage. Une de ses brochures, traduite pour nous, prétendue « étude psychologique » sur *Les Français* pendant la guerre est à peu près entièrement consacrée à la négation placide des « atrocités », « mises sur le compte des soldats allemands » par la seule imagination de libellistes chauvins; l'espionnage

allemand n'était qu'un mythe solaire, les fusillades de francs tireurs ou de particuliers inoffensifs, simples racontars de journaux. Le docteur y conclut par un éloge bien senti de « l'action profonde » qu'aurait exercée l'Allemagne au XIXe siècle, influence tellement bienfaisante, déclarait-il, que « les générations futures de la France, rendues plus clair-« voyantes, ne méconnaîtront pas ce fait : *elles ne « regretteront pas même les défaites de la dernière « guerre* ». Ils sont comme cela! disait Jules Lemaître en éclatant de rire. C'est ainsi que leurs mères les font!

L'Allemand est persuadé qu'il améliore et embellit le monde en le ravageant. Il a peine à comprendre que le monde ne soit jamais de son avis.

C'est ainsi que l'homme allemand, homme total, excellent (*all*, *man*, observe le bon Fichte) a perdu la tête, c'est ainsi qu'il la perdra toujours. Il ne faut pas que le sort l'élève trop haut, car, immanquablement, ce soldat fanfaron devenu aussi le politique fanfaron, réunira l'univers contre lui.

Cette fois, pour le garder de son péché originel, il avait les leçons, les exemples et les traditions continues d'une dynastie économe, instruite à la copie de nos bons modèles français. Comme Jacques Bainville n'a cesse de le faire observer ici, il avait ce testament bismarckien qui est la formule la plus nette de l'esprit de conservation dynastique prussien. Personne n'était plus intéressé que Guillaume II et ses fils à s'y tenir, à être en garde contre l'esprit de hauteur ruineuse propre à la Germanie. Or, l'esprit allemand a vaincu l'esprit politique. Malgré l'héré-

dité et malgré notre loi salique adoptées enfin, la furie germanique est venue à bout des conseils de la monarchie. Le poison national, lampé depuis quarante-trois ans, finit par être le plus fort. Il a noyé circonspections, prudences, souvenir des précédents et des avertissements. L'Allemand éternel titube sur le bord de la catastrophe historique, dans une direction exactement contraire à celle dont ses grands modèles du passé lui avaient donné la notion.

.... Le roi de France fut le juge de paix du monde. Sa magistrature consistait à faire l'union autour de lui. Sauf des moments d'erreur vite réparés, sa tâche habituelle était de grouper les États moyens, avec leur clientèle de petits princes, contre le prétendant, quel qu'il fût, à la Monarchie universelle. Ainsi graduellement s'imposèrent le prestige, l'honneur et l'amour de la nation française. Ainsi sa propre autorité se créait, s'affermissait et s'étendait. Son royaume était vaste, mais plus vaste l'immense domaine moral adjacent. On a pu dire qu'il était, de père en fils et, sous les derniers Bourbons, plus que jamais, le Fédérateur de l'Europe. Nous avons aujourd'hui un fédérateur allemand. Mais c'est contre lui-même qu'il sait fédérer les nations. Et c'est à ses dépens que se reforme l'union du monde. Il a su de ses propres mains souder la Russie à la Serbie, la France à la Russie, la Belgique à la France, l'Angleterre à la Belgique; demain peut-être Italie, Hollande, même Portugal se trouveront-ils insérés dans les mailles de la même coalition du seul fait de sa volonté, de sa manœuvre, et, pour ainsi dire, sans

qu'aucune de ces puissances ait eu la peine de le vouloir ou l'audace de le rêver !

UNE LETTRE DU GÉNÉRAL MERCIER : LE CANON DE 75

L'un de nous a reçu du général Mercier une fort belle lettre. L'illustre ami de l'*Action française* nous pardonnera d'en extraire quelques lignes :

... Je vous félicite de l'attitude si digne et si patriotique que l'*Action française* a prise dans la crise actuelle. Il faut rester fidèle à la devise de notre Prince : « France d'abord ! » Mais comme ce cher Prince doit souffrir de son inactivité forcée dans de pareilles conjectures ! Je suis angoissé quand j'y pense.

J'ai naturellement écrit au ministre de la Guerre pour me mettre à sa disposition, avec une entière loyauté, dans la limite de mes forces. Combien je regrette de n'avoir plus que celles que m'ont laissées mes quatre-vingts-ans ! Enfin, tout semble aller pour le mieux, et je crois vraiment qu'un vent de folie pousse l'empereur Guillaume vers le démembrement de l'Allemagne.

Je vous serre la main de tout cœur, ainsi qu'à tous nos amis de l'*Action française*.

A. Mercier.

Les regrets du général Mercier doivent être adoucis par le souvenir des immenses services qu'il a rendus à la Patrie, notamment lorsque, ministre de la Guerre de décembre 1893 à janvier 1895, il prit sur lui d'adopter et de faire construire, contre toutes les oppositions, ce canon du colonel Deport qui n'est autre que l'admirable canon de 75.

Cet engin puissant, le chef-d'œuvre de l'artillerie moderne, fut enfin mis en service en 1897, toute

l'armée en était pourvue en 1900 et, en 1907, aux premiers engagements marocains, il faisait son entrée dans l'admiration de l'Europe et du monde. Il y a sept ans de cela, mais aucune nation n'a encore trouvé un équivalent du canon choisi par le général Mercier.

La Patrie bien défendue sur les champs de bataille de l'Alsace, de la Lorraine et de la Belgique, témoignera sa reconnaissance à ce grand Français.

LE TRAVAIL NATIONAL

14 août 1914.

Comme on peut trouver temps pour tout et que l'*Action française* s'est toujours donné pour premier devoir de maintenir la vérité, nous discuterons toutes les doctrines historiques, politiques ou sociales qu'on voudra bien nous proposer. On verra plus loin un débat que nous n'aurions pas engagé. Mais, vraiment ! à l'heure qui sonne, mieux vaudrait, de l'arrière où nous sommes placés, seconder l'héroïque effort de la belle jeunesse en marche vers la victoire. Nous ne partons pas, c'est entendu, et nous ne pouvons pas partir. Alors, au nom de ceux qui partent et pour l'amour d'eux tâchons de faire à l'intérieur du pays la concorde publique aussi active, aussi généreuse que nous pourrons afin qu'aucune arrière-pensée d'inquiétude ne détourne les combattants, afin qu'ils sentent derrière eux les foyers aussi tranquilles que la cité !

De toutes parts, dans les organes de la haute société bourgeoise, comme dans les feuilles socialistes, courent les mêmes conseils, les mêmes prières, les mêmes vœux : ce qui importe, c'est d'ouvrir le plus d'usines et d'ateliers possible, c'est de réunir le plus d'argent possible, de mobiliser le plus de bonnes volontés possible ! Un correspon-

dant du *Temps* emploie ce langage, que je n'ai qu'à recopier. M. Jouhaux écrit de son côté qu'il faut du travail, c'est le meilleur, le seul moyen de maintenir la « tranquillité intérieure ». Venir en aide à la misère est bien; prévenir cette misère par l'occupation des hommes valides est mieux. » Il faut favoriser « la reprise de la production utile », il faut créer « de la circulation ».

Je sais qu'on s'y applique. On m'a fait connaître des efforts admirablement combinés.

Il y a des maisons de commerce, des industries, des entreprises qui se sont honorées en continuant aux familles de ceux qu'elles emploient et qui sont partis pour la guerre, des traitements pareils ou sensiblement analogues à ceux de la paix. Il y en a qui ont réussi à occuper les femmes, les tout jeunes gens, les enfants et qui peuvent ainsi continuer à marcher. D'autres ont trouvé d'ingénieux procédés de demi-paie comportant la demi-journée du travail féminin. Cela permet à la machine de fonctionner, tant bien que mal, au rendement utile de se produire... Tout vaut mieux que l'arrêt et le désœuvrement.

Pour empêcher l'arrêt, pour parer au désœuvrement, n'y a-t-il point de mesures plus générales à envisager?

Nous ne sommes ni socialistes d'État, ni socialistes tout court, mais la guerre fait très étroitement dépendre le libre facteur économique de l'autorité politique, et c'est à l'État que revient, dans ces conditions, le droit, le devoir, le pouvoir d'utiliser rapidement tout ce que la situation natio-

nale comporte d'avantages moraux susceptibles de se transformer en avantages matériels. Le crédit qui n'est que le nom technique et financier de la confiance et de la foi dans un avenir prochain, le crédit de la France a pu être ébranlé dans la période incertaine qui a précédé et suivi le 4 août.

Au fur et à mesure qu'elle se définit, la situation s'éclaircit, chacun peut se rendre compte qu'elle est déjà forte et que de beaux atouts se trouvent réunis dans les mains de la France : il y a longtemps qu'elle n'a tenu un jeu pareil. Il n'est plus seulement permis de croire à la victoire, cette espérance est devenue la raison même; tout ce que l'effroi de la défaite pouvait légitimement ébranler s'en trouve raffermi et consolidé. Et puis l'air est limpide, on voit droit devant soi, on se rend compte de la valeur propre des gages dont l'immense fortune française dispose. Ces garanties matérielles ne bougent pas. Les virtualités du travail national, un moment suspendu, ne sont pas abolies, elles subsistent, et quels que puissent être les dégâts de la guerre, des compensations soudaines, dans une mesure inouïe, s'établiront comme toujours quand reviendra la vie normale. Les financiers et les légistes ne peuvent se sentir bien embarrassés de trouver des symboles fiduciaires correspondant et suffisant à cette situation. Elle est très spéciale, mais les intérêts généraux du pays, les intérêts sacrés de l'humanité y peuvent trouver la matière d'un accord avec l'intérêt sainement entendu des bons citoyens.

LA RÉPUBLIQUE ET LA PAIX

La *Lanterne* proclame, en avouant son paradoxe, que « la République, c'est la paix. »

Supposons que la forme gouvernementale démocratique se soit imposée aux États de l'Europe et brusquement l'hypothèse abominable des luttes de violence et de brutalité est aussitôt écartée.

En vérité? Cependant la forme démocratique républicaine s'est imposée à tous les États américains. Cela n'a pas empêché les guerres sanglantes de la Bolivie, du Chili, du Pérou, du Paraguay, de l'Argentine. Cela n'empêche pas les hostilités entre le Mexique et les États-Unis. Et ce sont les États-Unis qui ouvrirent en 1898 la période des grandes luttes du siècle par leur guerre contre l'Espagne. La *Lanterne* n'en écrit pas moins : « Sans empereurs et rois, pas de guerres dynastiques; *sans eux, pas de guerres économiques!...* »

Alors la guerre de Cuba et des Philippines est un fait à rayer des mémoires si l'on veut que les faits concordent avec les théories?

Si la civilisation n'est pas un vain mot, l'antipathie des races ne conduit plus à l'égorgement des peuples *sans le signal des rois.*

Il y a donc un roi à New-York, à Mexico, à Lima, à Santiago?... Il y eut même un roi à Paris pour donner « le signal » de ces guerres coloniales qui remplissent l'histoire de la troisième République?

LA NATURE ALLEMANDE

15 aout 1914.

Je vois bien l'avantage qu'on peut trouver à concentrer l'attention publique sur de petits faits particuliers, que provisoirement nous considérons comme exceptionnels, tel le mot des prisonniers de la Voivre : « Ce n'est pas une guerre nationale, c'est une guerre d'officiers », ou la parole de cet autre arrivé hier à Versailles : « *Kaiser capout.... Ia, ich, social democrat* ». Mais si la tendance et l'objectif de ces sortes de considérations sont très clairs, il est encore plus clair qu'elles risquent de jeter l'opinion française sur la pente d'une illusion très dangereuse. C'est très joli de dire qu'on ne fait pas la guerre aux peuples ! Si la manœuvre ne persuade point le peuple ennemi, elle a le grave inconvénient d'exposer le nôtre à des élans de confiance dont il serait infailliblement la victime.

L'exception est l'exception, il faut la connaître, et elle est précieuse, mais c'est le général qui est la règle, qui se présente et s'applique dans la plupart des cas !

Ceux qui ont vu de près l'Allemand se rendent compte, comme Pierre Lasserre l'expliquait ici même il y a peu de jours, de l'importance et de la généralité de la haine qui nous est vouée en Allemagne. Ce ne sont pas des unités d'exception qui agonisent les Français de basses injures et excitent les troupes allemandes à « taper sur les vauriens de

Français. » Ce sont les foules qui encombrent les brasseries allemandes. A cela se marque le caractère et en cela s'affirme la volonté naturelle de cette nation. Nous avons dit, nous redirons tout ce qu'il faut penser de la ridicule démence qui s'est emparée de Guillaume II et de ses fils. Toutefois, ce mal-là ne se comprend tout à fait qu'à la condition d'y reconnaître le mal sacré de l'Allemagne éternelle, celui qui fut propre à tous les peuples allemands, à toutes les époques de leur histoire, celui qui caractérisa toutes les « querelles d'Allemand » auxquelles répondirent nos plus beaux « tumultes gaulois ».

L'Allemagne contemporaine était gardée et défendue depuis un demi-siècle par la forme héréditaire de son gouvernement, enfin arraché au système électif, qui l'avait séculairement désolée, par une loi successorale imitée du royaume de France et aussi, dans quelque mesure, par certaines qualités de sérieux et d'application qui furent strictement particulières au peuple prussien, le plus excentrique et le moins allemand des peuples d'Allemagne. Mais le *furor teutonicus* a fini par tout envahir et tout dominer. C'est lui, c'est cet esprit de rage grossière, de brutale forfanterie, d'arrogance démesurée qui, avant de s'imposer à la politique, a profondément pénétré les mœurs administratives, remplaçant un esprit de discipline rigoureux, mais formaliste et ainsi un peu garanti contre lui-même, par la sauvagerie innée des instincts de la chair et du sang allemands. Les fouilleurs effrontés de la frontière de Hollande ont fourni un brillant échantillon de ce

genre de sauvagerie. On en relève un autre à la frontière de Russie, où des Allemands ont tué la femme d'un officier de gendarmerie qui refusait de leur indiquer le mouvement des troupes russes. Un autre encore, non moins ignoble, aura brillé dans l'évacuation du sanatorium de Francfort que les malades à peine opérés ont dû quitter à la hâte, même une femme en couche avec son enfant!

Que dites-vous encore de l'espionnage pratiqué avec tant de simplicité, de facilité et de naturel? Comment l'empire a-t-il trouvé tant de brutes retorses à utiliser dans un emploi généralement en horreur aux peuples policés? Il faut que l'Allemand ait le génie de l'espionnage, comme de l'insolence et de la muflerie. Ces choses-là ne sauraient tenir à la seule impulsion venue d'en haut. Affaires d'exécution, donc affaires de personnes humaines, inhérentes à l'état du cœur de chacun, au degré de la civilisation morale, à l'épaisseur ou à la sensibilité de la fibre. Ces choses-là donnent la mesure exacte de la valeur individuelle allemande. Elles fixent l'état des mœurs d'un peuple avec la précision que le dynamomètre apporte à chiffrer la vigueur d'un muscle donné.

Il est d'humanité et de bon sens élémentaire d'épargner aux Français toute espèce d'erreur à ce sujet, au moins pour tout le temps que cette guerre sera balancée. Oh! quand nous marcherons en Allemagne, la férocité allemande sera sujette à changer d'aspect! Elle tournera bonnement en servilité. Tant mieux sans doute. Mais tant mieux à la condition de rester en garde! Il est inutile de laisser nos

soldats se reposer sur la bonne foi ou sur la bonhomie du peuple allemand. La méprise pourrait coûter des flots du plus beau sang de France, sang de héros dont nous avons plus que jamais le devoir d'être ménagers. Il y a des rois et des chefs allemands dont on pourra peut-être tirer un parti judicieux: ne les rejettons pas en bloc; la fable complaisante de la bonne nation opprimée et amie n'est pas non plus à rejeter en bloc. N'adoptons rien qu'avec précaution et vigilance, et réglons tout plan d'avenir, sur la vue exacte de ce qui est.

Le rédacteur en chef du *Rappel*, M. Charles Briand, vient d'exprimer dans les termes les plus nobles et les plus éloquents le sentiment de gratitude qu'il veut bien éprouver envers Léon Daudet, auteur de l'*Avant-Guerre*, et envers moi[1]. Il est bien exact que nous n'avons jamais partagé cette longue erreur sur la bonté allemande et nous nous sommes efforcés d'en préserver quiconque nous écoutait. Mais voici les Français avertis par le fer et le feu : ce n'est pas l'instant de les laisser se jeter dans des erreurs nouvelles !

1. M. Charles Briand écrivait au *Rappel* du 11 août que l'Allemagne avait trompé les Français : « Ce n'est que justice de rendre hommage aujourd'hui à ceux qui l'ont reconnue sous tous ses déguisements, à ceux qui, pas une heure, ne manquèrent de nous mettre en garde contre ses fureurs et ses appétits. Français de toutes les églises, de tous les partis, n'oublions pas, à l'heure prochaine de la victoire, de saluer ces deux Français : Charles Maurras, Léon Daudet. »

EN AVANT LES CIVILS!

16 août 1914.

La question du chômage continue à préoccuper tous les bons citoyens. Le nombre des désœuvrés menace de s'accroître, et cette oisiveté serait deux fois mauvaise conseillère puisqu'elle amènerait fatalement la faim. Cependant rien n'est plus nécessaire à la défense nationale que le calme et la sécurité à l'intérieur. On secondera utilement l'œuvre de nos troupes en s'efforçant de rétablir et de stimuler le travail national.

Beaucoup d'établissements industriels ont fermé du fait de la mobilisation. C'était peut-être un mouvement inconsidéré. On craignait l'absence de la main-d'œuvre : la main-d'œuvre abonde, elle s'offre de toute part, la difficulté n'est que de l'employer. On prévoyait le retrait des capitaux : il semble se dessiner à cet égard un mouvement de retour qui n'est point audacieux, mais simplement fort sage. Alors, pourquoi ne pas mettre à profit, dès le début de la guerre, quelques-uns des bons côtés de la situation qu'elle nous fait?

Une place splendide est usurpée sur tous les points du globe par le commerce maritime allemand. M. Jouhaux a fait justement observer, avant-hier, dans la *Bataille syndicaliste*, que cette place, moralement vacante depuis que nous sommes les maîtres de la mer, passera dans nos mains si nous savons le bien vouloir? Allons-nous laisser un si beau domaine

au petit nombre des puissances neutres? Cette magnifique dépouille sera-t-elle abandonnée à nos vaillants alliés, belges, russes ou anglais? Eux-mêmes ne comprendraient pas que nous pussions leur céder toute cette besogne quand, sur l'autre champ de bataille, nous prenons si gaîment la large part qui nous revient[1] !

PAS D'ANARCHIE

Est-ce dans les articles de M. Clemenceau à l'*Homme libre* qu'il faudra chercher désormais les nouvelles officieuses de la guerre? Nous avons la surprise de lire dans ce journal sous la signature du sénateur du Var :

Ces beaux succès (de nos troupes sur l'Othain) sont déparés par la *retraite en désordre* de deux bataillons qui se sont *laissés surprendre* en Alsace près d'Avricourt. A M. *Messimy* de faire sans délai un vigoureux exemple sur le chef qui n'a pas compris que *la négligence* aujourd'hui est une trahison. »

Ainsi, d'après M. Clemenceau (qui, par parenthèses, met les villages lorrains en Alsace), il y a eu une négligence ; il y a eu une surprise ; il y a eu une retraite en désordre. Or, le communiqué du ministère de la guerre, par lequel tout le reste de la France a connu le fait, disait simplement :

1. La fin de l'article conseillait de faire porter l'effort économique sur telles spécialités comme les préparations pharmaceutiques réservées jusque-là à l'industrie allemande. Une lettre de notre ami F. Michelin nous avait mis en mesure d'aborder les premiers cette question.

Un combat à La Garde. — Deux bataillons qui s'étaient emparés du village de la Garde en ont été chassés par une contre-attaque allemande très supérieure en nombre. Ils ont été rejetés aux Xures.

Pas un mot, du désordre, de la surprise, ni de la négligence. De quel droit M. Clemenceau prononce-t-il ces mots? De quel droit lui permet-on de les prononcer? Je n'examine pas s'ils divulguent la vérité ou s'ils font courir une fable, car je n'ai aucun moyen de le savoir. Ce que je sais, c'est que de tels propos exorbitent la zone tracée par l'autorité compétente à toute la presse, que M. Clemenceau est sorti de cette zone et que ce n'est plus de jeu. Si la loi commune est violée par un sénateur bien en cour le premier folliculaire venu pourra la déchirer demain : nous retombons dans l'anarchie.

Cette anarchie est d'autant plus dangereuse que M. Clemenceau se permet de la déchaîner, à son accoutumé, contre un chef militaire. Si ce chef a été négligent, que ses supérieurs le punissent. Si la faute est grave, qu'elle soit portée à la connaissance du pays entier. Si elle est irrémissible, que le châtiment le soit aussi. Il n'y a pas à barguigner devant l'ennemi. Mais il n'y a pas non plus à faire de détour par l'*Homme libre* ou par le Sénat! Il est vraiment inadmissible, il est peut-être odieux que nos officiers, quand ils font face à la frontière, soient attaqués à Paris par des personnalités incompétentes, Dans ces affaires militaires, tout doit se passer militairement. Les opérations des armées ne regardent pas plus M. Clemenceau que nous-mêmes. Son immixtion est ridicule. Il est inouï qu'elle soit soufferte.

Note de 1916. — Cette protestation du 13 août 1914, contre le sans-gêne anarchiste de M. Clemenceau n'était pas la première que nous eussions publiée. Dès le 6, notre administrateur aujourd'hui chef d'escadron au front, Bernard de Vesins, rendant compte de la réunion du Syndicat de la presse, à laquelle il avait assisté la veille, parlait de « la voie dangereuse où M. Clemenceau prétendait engager la presse » et s'engageait lui-même en présentant « une proposition qui, sous prétexte de sauvegarder la *dignité* de la presse, avait pour effet de substituer au contrôle du ministère de la Guerre la censure d'une commission prise dans la presse elle-même. Encore cette censure ne s'exercerait-elle que sur les nouvelles de la guerre, mais non sur les articles, les commentaires ou les discussions que chacun pourrait écrire *à sa fantaisie* sur ces nouvelles. Et comme on lui objectait la loi adoptée la veille par les Chambres, il se déclarait *prêt à désobéir le premier à la loi qu'il avait votée* ».

Bernard de Vesins protesta énergiquement.

Le 7, toute l'*Action française* s'associa à cette protestation.

VERS STRASBOURG

18 août 1914.

Cette descente de la Bruche! Cette occupation du Donon! Cette direction de Strasbourg prise par nos corps avancés quand la mobilisation n'est pas encore achevée à l'intérieur du pays! De nouvelles plus douces, de sons plus enivrants à l'oreille française, on n'en peut concevoir pour les hommes grandis dans l'espoir et le désespoir, dans le souvenir et dans le désir de Strasbourg et de Metz, de l'Alsace et de la Lorraine, dans ce regret et cette idée fixe d'une France enfin complétée!

C'est à cela que vont manifestement nos armées... Non, ne nous grisons pas, mais, Français de toutes régions, prenons conscience de la grave échéance historique. Presque aussi loin que peut remonter ma mémoire, j'aurai vécu tant en Provence qu'à Paris dans l'étroite amitié de familles originaires des pays annexés ou nées au bord de l'abominable frontière artificielle qui tranche nos Vosges : ces exilés, ces amputés rayonnaient autour d'eux les passions qui nous ont soutenus quarante ans et qui trouvent enfin à se satisfaire. Il y a quatre étés, en compagnie d'un ancien officier supérieur du génie, grand ami de l'*Action française*, j'ai gravi cette espèce de chemin de croix nationaliste qui s'élève de Strasbourg à la Saale, à travers vignes et sapins, par le plus beau soleil[1], la plus douce campagne et

1. Le commandant Picot me dit qu'à la descente de Saale

les plus sombres souvenirs de l'histoire du monde. Mon guide qui en savait tous les détails me les confiait pas à pas. Mais, depuis ces quinze derniers jours, quel coup de lumière magique à travers les deuils de cette lointaine montée !

C'est un bonheur physique, c'est une paix pour le cerveau de se dire que nos couleurs flottent gaîment par toutes ces pentes, que notre poudre y parle, que notre épée y luit, qu'elle avance, qu'elle court peut-être vers la ville au grand cœur où la nationalité de l'Alsace s'exprime si limpidement, par l'aspect ahuri qu'y revêtent les produits et les importations d'Allemagne, répudiés par le merveilleux Strasbourg médiéval, honnis par l'élégant et fin Strasbourg du XVIIIe siècle ! Il faut voir Strasbourg pour sentir toute l'intensité de ses droits sur la France, des droits de la France sur elle. Mais il faut vivre en ces jours d'août 1914 pour savoir ce que vaut, dans l'histoire de l'homme, un ferme espoir de fidélité enfin couronné.

LE CANON DE 75

Nous avons reçu la lettre suivante :

Il y a quinze ans, le général de Gallifet, qui était alors ministre de la Guerre, disait du haut de la tribune du Palais-Bourbon : « Messieurs, vous ne saurez « jamais la reconnaissance que vous devez au général « Deloye. » Les merveilleux effets du canon de 75 qui terrifie les troupes allemandes, permettent aujourd'hui de juger l'œuvre géniale accomplie obscurément par

à Saint-Dié nous eumes la pluie battante. N'empêche, à la montée, le joli soleil !

ce grand serviteur du pays qui s'appelait Félix Deloye et qui est mort il y a cinq ans.... Lorsque le général de Gallifet rendait cet éclatant et solennel hommage au général Deloye, celui-ci était directeur de l'artillerie au ministère de la Guerre.

Peu de semaines après, le général André remplaçait le général de Gallifet, et son premier soin était d'éloigner le général Deloye du poste où il avait rendu d'*inappréciables services*. Les ennemis de l'armée ne pardonnaient pas au général Deloye sa noble attitude dans un procès fameux....

... Nous avons, en de nombreuses circonstances, rendu à l'éminent *constructeur* du canon de 75 les hommages que nous devions à sa personne vivante, ensuite à sa mémoire! Quelqu'un qui lui tenait de près nous a fait l'honneur de nous en remercier. Mais les mérites du général Deloye, qui construisit et mit en service le canon de 75 sont d'un ordre, ceux du général Mercier qui avait choisi, adopté, imposé le même canon, sont d'un autre ordre, comme les mérites du colonel Deport, le premier *inventeur*, sont d'un autre ordre encore. Tous les trois doivent être associés dans la juste gloire[1]. Le mot de Gallifet et les applaudissements de la Chambre ont défini et consacré la gloire du général Deloye.

Tant que nous n'aurons pas obtenu la même reconnaissance pour le général Mercier, nous la réclamerons sans cesse, avec une grande pitié pour ceux

1. Le 19 août, nous rappelâmes la part qu'avait prise à la construction du 75 le général Sainte Claire Deville, le 20 août nous rendîmes hommage au colonel Rimailho; plus tard au commandant de Pistoye. Le *choix* du canon Deport reste l'œuvre personnelle du général Mercier.

que les passions politiques rendent iniques ou ingrats pour un général royaliste.

Une note publiée dans un journal du matin ajoute à ces faits connus des précisions qu'il faut utiliser et des imprécisions qu'il faut dissiper. Il n'est pas exact d'écrire que « ce canon merveilleux fut adopté par nous en 1895 ». Le canon de ce type est connu sous le nom de « modèle 1897 ». Et l'époque de son adoption remonte au moins à avril 1894, c'est-à-dire à l'époque à laquelle le général Mercier était ministre de la guerre.

La note déclare qu'en 1898 (ou 1897?) il n'existait encore « qu'une demi-douzaine de batteries de 75 », car « l'adoption n'en avait été décidée qu'en principe et en cas de besoin ». Outre qu'une décision de principe était assez nécessaire à l'exécution, on ne nous dit pas d'où venait le retard de cette exécution. Nul ne saurait l'attribuer au général Deloye : mais, de 1894 à 1897, si le directeur de l'artillerie n'avait pas changé, le ministre de la guerre avait été remplacé dès janvier 1895. « L'*influence prépondérante* » du général Mercier cessa de se faire sentir et l'orientation allemande de notre politique extérieure, accusée en juin suivant par la visite de Kiel, rendait tout le monde officiel sceptique sur la nécessité d'armer contre l'Allemagne.

Heureusement, poursuit la note à laquelle nous faisons allusion, le général Billot, ministre de la guerre en 1896, fut prévenu par les voies les plus détournées que l'Allemagne construisait un matériel d'artillerie nouveau. Malgré les dénégations de Picquart, alors chef et chef incapable du bureau des

renseignements, la nouvelle fut confirmée : Picquart, disgracié fut envoyé aux confins tunisiens et, avec un zèle auquel nous avons rendu hommage en temps utile, le général Billot, patriotiquement soutenu par M. Méline, fit procéder à la construction rapide du matériel que le général Mercier avait fait adopter mais dont la mise en service avait été suspendue par l'anarchie, l'ataxie et la discontinuité du régime : ce fut seulement en 1900 (rappelons ce détail déjà donné par nous) que toute l'artillerie se trouva pourvue du matériel de 75.

Cet exposé découragera-t-il les velléités d'une injustice et d'une ingratitude qui seraient scandaleuses? Le général Mercier est un de ces Lorrains qui ne se soucient pas de paroles, mais d'actes. Ses actes subsistent, et leurs conséquences foudroient l'invasion allemande. Une décision prise par lui il y a vingt ans sauve, de nos jours, la Patrie. Cela lui suffit. Je me demande seulement si le témoignage des faits, si éloquent soit-il, peut suffire aux besoins de la gratitude française.

PIE X[1]

21 août 1914.

Le cri d'admiration, de douleur et de reconnaissance élevé ci-dessus par notre directeur Henri Vaugeois me dispenserait de rien dire aujourd'hui du grand deuil qui vient de frapper le monde si nous n'avions l'humiliation de voir en tête d'un important journal français, dans l'article consacré à cette mémoire, couler de tels flots d'inexactitudes et de rêveries que le patriotisme aussi bien que l'honneur oblige à rectifier sans retard.

On pourrait s'en tenir à déchirer la première page du *Temps* pour ne retenir que les paroles véridiques enregistrées dans la troisième, comme elles échappèrent à la douleur du peuple romain : « *Quel malheur! Quelle perte! Il était si bon, si généreux, si juste!* » On pourrait aussi se borner au mot si direct et si vrai, par lequel le correspondant romain du *Temps* résume l'espèce de popularité tendre et parfaite dont jouissait cette grande âme pontificale, à Rome et partout : « *Il était aimé pour lui-même.* »

Comment M. André Tardieu ou son intérimaire peut-il oser écrire : « *Sans éclat personnel et sans mérites brillants.* » Des rancunes de mauvais clercs ou de diplomates manqués valaient-elles une pareille offense à la vérité lumineuse?

Eh! quoi? « Pie X n'a considéré que *l'idéal* »,

1. Lignes parues en note d'un article de Henri Vaugeois, directeur de l'*Action française*.

c'est-à-dire (si je sais lire l'allemand), il a perdu de vue les réalités? Ceux qui ont lu l'histoire de son pontificat ne peuvent ignorer qu'il fut un administrateur merveilleux. Il a refusé de connaître « la politique »? Mais le correspondant romain du *Temps* montre au contraire avec quel sens incomparable des réalités politiques cet esprit sublime allia le maintien des revendications romaines et les relations avec l'Italie de l'unité. Il a été trompé par son entourage? Cet entourage empêchait la vérité d'arriver à lui? Un « rigoureux contrôle s'exerçait au seuil pontifical »? La vérité, audacieusement travestie dans chacune de ces assertions, est, au contraire, que nul seuil n'était plus accessible, nul entourage mieux contrôlé ni surtout mieux défendu de ces informations inexactes qui assiègent les cours sans que d'ailleurs elles respectent les chaumières. Tout ce qui travaillait au-dessous de Pie X savait que rien n'était fait ni ne pouvait l'être sans avoir été examiné dans la conscience sévère et dans la limpide intelligence du Maître.

« *Oui, oui* », disait-on couramment dans les bureaux, « *mais il y a là-haut l'Homme blanc....* »

Blanc comme la lumière, blanc comme on aime à se représenter la pure pensée, le Vieillard auguste, le doux et saint Docteur qui vient de rendre l'âme, laisse une mémoire si belle, il a tracé un tel sillon dans les mouvements de son siècle, qu'il n'y a rien à craindre des médiocres nuages d'encre amassés par une plume inconsidérée. On excusera cette remontrance inutile. Mais le plus grand journal de la République avait mieux à faire aujourd'hui que

de mettre au compte du Pape les torts de son propre gouvernement.

L'avenir ne manquera pas de trouver également frivole un jugement respectueux et admiratif, mais encore inexact, de M. André Chaumeix. Le rédacteur en chef des *Débats* a cru devoir caractériser une politique de principe par « l'indifférence aux faits »; il a cru devoir en exclure « le sens du réel ». Cependant c'est un fait réel que relate notre confrère Eugène Tavernier, neveu et biographe de Louis Veuillot, quand il dit que Pie X a laissé son Église « honorée et unie ». Posséder un honneur immatériel n'est pas un fait sans réalité. Disposer de l'union intellectuelle et morale, imposer au monde plus que le respect, une vénération qui ressemble à un culte, c'est peut-être jouir de réalités plus solides et plus enviables que beaucoup d'autres; en tous cas, elles ne sont point à exiler dans la catégorie de l'idéal.

Je n'ai aucune qualité de plus que les rédacteurs des *Débats* et du *Temps* pour apprécier le règne d'un Pape, mais à qui soutiendrait que, dans Pie X, le profond souci des principes, une foi de mystique, un sentiment presque passionné des devoirs et des droits de l'autorité purent enlever quelque chose à la lucidité d'une pensée maîtresse, à sa vue claire de toutes les nuances les plus subtiles, surtout à cette ardente et tolérante bonté paternelle qui fut peut-être le caractère essentiel de ce prêtre si humble et de ce pontife si grand : à qui dirait cela, j'aurais le devoir de répondre qu'il se trompe et que l'histoire, un jour, établira la fausseté radicale, honteuse, de ces confusions ou de ces mensonges.

LES NOUVELLES D'HIER

22 août 1914.

Nous voici entrés dans l'une des grandes semaines de la campagne. La grosse partie semble s'engager. Dans la Haute-Alsace, « les Allemands sont en retraite sur le Rhin[1] ». La route de Colmar nous semble ouverte. Mais, dans le district de la Lorraine qui mène à Strasbourg et à Metz, nous rompons et nous nous replions. Enfin, sur les champs de la mystérieuse Belgique, de Namur à Anvers, de Namur à Arlon, l'invasion germanique dégorge à pleins flots.

L'entrée dans une capitale ouverte est déjà montée au cerveau des Allemands.

Les communiqués officiels s'étendent sur les opérations de la Haute-Alsace. Des éloges et des blâmes y sont distribués, les blâmes pour la phase de la première entrée à Mulhouse, les éloges pour les manœuvres qui ont abouti à la reprise. Si M. Clemenceau n'avait donné hier en tête de son journal une sorte de mise en demeure exigeant la rédaction et la publication de cette critique, nous ne nous permettrions pas d'en rien penser : nous demeurerions fidèles à notre règle qui est d'agir, voire de sentir comme si toute la direction gouvernementale était aux mains d'une poignée de héros du patriotisme, éclairés par le génie même de la patrie.... Mais il nous déplaît d'avoir à constater

1. Communiqué du 21 août.

qu'il a suffi à M. Clemenceau de récriminer pour se voir exaucé dans les vingt-quatre heures. Dira-t-on que M. Clemenceau en porte la grave responsabilité devant l'avenir ? mais cela n'a jamais gêné son incohérence. Ceux qui se laisse méduser par son tonnerre de carton devraient se dire qu'en fin de compte ils resteront un jour tout seuls sous le poids des initiatives prises de compte à demi avec lui.

Dans la rédaction de ces communiqués, je noterai, par contre, deux traits qui honorent les hommes qui en ont eu la pensée. En exposant et en commentant les erreurs ou les fautes qui se sont produites lors de la première occupation de Mulhouse, on ne nomme ni les troupes blâmées, ni le général qui se trouvait à leur tête. Ceci sera connu plus tard, à l'heure de la justice. Nous ne sommes encore qu'à l'heure de l'action. Ce n'est pas le moment de livrer le nom des soldats malheureux aux aigres discussions de la place publique. En revanche, après la description d'un mouvement habile couronné de succès, son auteur est cité. Le premier nom de général inscrit au Bulletin est celui que chacun prononçait à voix basse : le général Pau.

L'ALLEMAGNE AU-DESSOUS DE TOUT

23 août 1914.

La loi est dure, mais éternelle : toutes les fois qu'une civilisation affronte une barbarie, la barbarie, même succombante, blesse la civilisation. Il faut s'y résigner ou consentir à une extrémité autrement effroyable, la victoire pure et simple de la barbarie.

Sans doute les civilisés ont le devoir très strict de faire effort pour rester eux-mêmes et dignes d'eux-mêmes, pour maintenir la supériorité de leur cause qui forme leur titre moral à la victoire matérielle; mais il n'est pas moins obligatoire, il l'est beaucoup plus, d'éviter d'être dupes! La duperie ici serait une bien sanglante sottise puisqu'elle mettrait au tombeau des armées immenses, unique sauvegarde de grandes nations. Jamais le salut public n'a imposé plus fermement sa suprématie.

La nature des choses nous impose, sous peine de mort, de prendre les moyens nécessaires et suffisants pour notre défense. Mais cet honneur du nom français, sans lequel nul ne se résout à concevoir la vie de la France, interdit d'appliquer littéralement le talion des sauvageries allemandes.

Les uns donc parlent de représailles, et, comme le faisait le général Humbel l'autre jour, ils demandent qu'une note énergique du commandement français au quartier général ennemi l'avertisse de

la ferme résolution de ne laisser aucune cruauté impunie.

Mais les autres protestent. Ils protestent d'ailleurs avant qu'aucun fait de représailles se soit, je ne dis pas produit, mais esquissé. Et ce sont des actes tout contraires qui ont eu lieu à chaque instant avec un raffinement de magnanimité presque exagérée. Nous avons cité le cas d'un général invitant à sa table un officier uhlan prisonnier. Au même instant, la *Libre Parole* relevait, d'après le compte rendu du conseil général des Deux-Sèvres, qu'à Niort les internés austro-allemands étaient traités comme des hôtes de distinction.

La moindre infraction aux règles de notre courtoisie est très vivement relevée. Ainsi, à Montpellier, des cris déplacés, poussés sur le passage des prisonniers allemands, ont provoqué une très belle et très noble protestation du général commandant d'armes.... Non, non, les révolutionnaires ont beau s'échauffer, l'autre excès n'est pas à craindre. Le gouvernement lui-même le craint si peu qu'une note officielle, parue hier, avertit qu'on ne saurait « conserver vis-à-vis de nos adversaires actuels la générosité chevaleresque qui, jusqu'à ce jour, était de règle entre les soldats. Le temps de la guerre en dentelles est passé ». Cette espèce de faire-part du décès de l'antique fraternité des armes, cette lettre de deuil de la chevalerie émanée du Ministre de la guerre de la République française constitue un rappel à la réalité et à la plus dure, à celle de nos jours et de notre temps.

L'histoire dira que la dernière guerre en den-

telles, vive mais élégante, a été menée de 1908 à 1914, à l'intérieur de la France, par les adhérents de l'Action française, soucieux d'atteindre leur but national, sans rien détruire de précieux, sans rien casser d'irréparable. Nous opérions dans la Patrie, nous savions quels ménagements nous imposait son sol sacré. Mais nous savions aussi que la prochaine guerre extérieure serait terrible et que les horreurs qui nous seraient faites imposeraient aussi d'implacables ripostes. Ces vérités se dégageaient pour nous d'un simple regard promené sur un univers où le perfectionnement des biens scientifiques et industriels a été accompagné du recul religieux et moral qui, depuis la fin du XVIIe siècle, sinon du moyen âge, a été constant.

Au fur et à mesure que les passions sont moins réfrénées, les objets de désirs, tout ce que les passions tendent à posséder et à utiliser, sont devenus plus divers et plus désirables : du fait de la rapidité croissante des communications, chacun un peu partout commence à savoir fort bien où se trouve, en chaque ordre et sous chaque ciel, le meilleur : comment les riches plaines belges, comment l'incomparable variété du territoire français auraient-elles échappé aux convoitises des barbares?

Il y a dix-huit ans, un de mes amis, réfléchissant aux destinées de la Toscane, s'accusait, comme d'une véritable folie, d'avoir noté comme un contraste la suavité du paysage florentin et la rude physionomie de la ville. « C'est cette douceur du pays qui fit courir aux armes.... C'est elle qui forma l'appareil guerrier de ces murs. Lorsque le paradis

règnera sur la terre » (et mon ami songeait au paradis matériel de Karl Marx) « comptez, disait-il, que toutes les maisons seront fortifiées comme les palais de Florence, car tout le monde aura beaucoup à perdre et à gagner[1]. » Nous n'en sommes pas encore à ce paradis-là. Mais c'est bien pis : nous traversons une époque de paradoxes où les plus puissants organes de la force se trouvent au service de la nation la moins capable de l'employer, car elle est la moins dégrossie, le peuple retardataire par excellence et qui fut toujours le traînard de la civilisation. Tout était à craindre de lui au premier conflit, et les conflits ne paraissaient pas évitables : il les cherchait. Écoutez, disions-nous et n'avons-nous cessé de dire à nos concitoyens depuis que nous tenons la plume, écoutez ce que chantent les Allemands : leurs paroles d'orgueil publient que leur race est la première du monde, mais elles font comprendre que le contraire est vrai, c'est *l'Allemagne, l'Allemagne qui est au-dessous de tout.*

En France, nous craignons de tomber dans le voisinage de sa bassesse par la nécessité où elle nous a mis de lui rendre plaie pour plaie. Mais la plus grande erreur que nous puissions commettre serait ici de céder à notre vieille pente gauloise et de nous former en deux camps selon que nous serions d'un avis ou d'un autre sur le degré et la mesure des représailles françaises. Des camps, des partis sur la question de savoir ce qui doit l'emporter de la patrie française ou de l'honneur français! Comme si un

1. *Anthinea*, le Génie toscan, 1897.

choix s'imposait! Comme si de justes mesures ne pouvaient les concilier! Il devrait suffire en pratique de faire généreusement confiance aux autorités responsables quelles qu'elles soient, puisqu'elles ont pour agents d'exécution des militaires de sang français. Et théoriquement, si les théories importent encore, il suffit de bannir du code de nos représailles un acte de barbarie quel qu'il soit. Mais les représailles loyales sont toutes absolument de droit contre un ennemi déloyal.

M. LAVISSE RETROUVÉ

24 août 1914.

Un homme que M. Ernest Lavisse n'aime peut-être pas encore autant qu'il le faudrait, le général Mercier, nous disait il y a sept ans :

— Si vous saviez comme tout change quand l'ennemi est là !

Un éclair humide, accompagné d'un sourire triste, passa sous le voile des paupières, comme pour souligner ces prophétiques paroles. Je ne les ai jamais oubliées. Il eût été impie de souhaiter cette menace des barbares pour assister à la réconciliation des Français. Mais enfin, si le mal est là, emparons-nous des avantages qu'il nous apporte. Si l'ennemi nous met d'accord, savourons ces accords et profitons-en pour le mieux combattre! Hier, c'était Maurice Donnay qui portait à l'auteur des *Amitiés françaises*, à l'auteur du *Romantisme français*, l'aveu de ses doutes anciens et de son adhésion présente : comme Barrès, comme Lasserre, il bannit les Germains de l'humanité. Aujourd'hui, c'est Ernest Lavisse qui vient ajouter à ses récentes considérations sur l'Alsace et la Lorraine de nouvelles réflexions sur l'unité française, qui sont magnifiques.

Je ne sais si j'oserais dire en termes assez cordiaux notre joie. M. Lavisse nous manquait, à nous qui, peu ou prou, sommes ses anciens écoliers, auditeurs ou lecteurs de ses belles leçons sur la Prusse et enrichis d'une morale politique extraite de ces

leçons. Celui qui nous manquait ne s'était-il pas exilé un peu, je ne dirai pas de lui-même, mais des plus hautes préférences de son esprit? N'avait-il pas quitté l'histoire, ses constatations, ses inductions et ses lois concrètes pour suivre la pente de la métaphysique historique, celle qui se vante de rechercher et de retrouver la loi unique du mouvement de l'humanité? Bref, lui qui avait été entre 1885 et 1890 une sorte de Boulanger universitaire, professeur et docteur d'un patriotisme intellectuel des plus militants, il assista au nationalisme et il n'en fut pas! Il sembla même le combattre. On le croyait rangé du côté pacifiste et résigné à cet abandon de l'idée de revanche qui fut la grande faute des premières années de l'alliance russe et aboutit à la fatale gaucherie de Kiel.

Chose curieuse : au fur et à mesure que M. Lavisse paraissait s'éloigner du séjour naturel et de la maison natale de son esprit, il s'attristait. Son front se plissait, ses yeux se rembrunissaient. On disait : l'âge. Mais l'âge n'y était pour rien. La pensée et le cœur de l'écrivain ont, comme le marin, leur étoile. Quand elle s'obscurcit, tous les deux se troublent. La lueur ranimée ranime aussi la joie. Si cruelles que soient nos journées d'attente anxieuse, les semaines de guerre ont manifestement rapporté à M. Lavisse ce ferme sentiment d'une mâle allégresse qui met l'accent vital sur tous les mots écrits ou dits et donne témoignage de leur résonnance profonde. Plus d'hésitation, ni de recherche inquiète. Plus de nuées : elle est retrouvée! Qui? Une étoile teinte de sang, mais étincelante au plein ciel.

M. Lavisse conte dans le *Temps* daté d'aujourd'hui « la découverte de la France par les Français ». Disons mieux, il la chante. Il dit la mobilisation sans retard et sans heurt, l'union et l'admirable élan vers les champs de bataille, de ces Français que tout divisait, « pays, conditions, églises, clans politiques », M. Malvy suspendant « l'exécution des lois contre les congrégations », M. Augagneur « nommant des aumôniers à nos vaisseaux de guerre ». Tiens! tiens! s'écrie le sosie de M. Lavisse, et M. Lavisse feint de s'étonner avec lui, bien que, tout au fond, comme nous, aucun doute ne l'eût pressé!

M. Lavisse ajoute :

Sans bruit, par un travail qui occupa les jours et entama les nuits, des officiers ont préparé jusque dans le plus petit détail l'œuvre de la mobilisation, ils ont fait un chef-d'œuvre. D'autre part, des ingénieurs de chemins de fer ont désigné les quais, dressé des horaires, calculé, combiné jusque dans le plus petit détail; ils ont fait un chef-d'œuvre. Or, les Français sont capables éminemment de chefs-d'œuvre de cette sorte, par la précision de leur esprit, leur amour de l'ordre, leur ingéniosité, leur goût pour l'ouvrage « bien faite ».

Enfin, M. Lavisse écrit :

Remercions de toute notre gratitude les hommes qui, dans les bureaux et dans les rangs, depuis des années, moins honorés qu'il n'eût fallu, humiliés par le protocole des préséances qui exalte les sous-préfets, insultés par maints journaux, souffrant dans leur honneur des affronts à nous infligés par la brutale Allemagne, ont travaillé silencieusement pour obéir au devoir et malgré tout soutenus par l'espoir d'une guerre réparatrice et vengeresse.

Enfin, M. Lavisse écrit :

« Être ou n'être pas », a dit l'empereur allemand, et notre peuple a dit aussi : « Être ou n'être pas ». Et alors infiniment petites et misérables sont apparues les questions qui passionnaient ce pays dans les récentes batailles électorales; ridicules les affiches encore collées aux murs, les échanges d'injures, les rivalités de personnes et de clochers; et les députés et les sénateurs, un moment assemblés pour écouter debout de simples et grandes paroles, se sont séparés; l'intrigue ne bavarde plus dans les déplorables couloirs, et la tribune est muette.

Dans ce silence, on entend battre le cœur de la France.

... A ce battement grave, régulier et puissant du cœur de la nation, dans cet heureux silence de la tribune, M. Lavisse voit s'évanouir tout l'artificiel de la vie politique contemporaine. Il voit aussi se dissiper, aux yeux du monde comme à nos yeux, les préjugés qui avaient forgé l'image d'une fausse France, d'une France qui se calomniait plus encore qu'elle ne se déchirait :

Quel contraste avec la France que nous paraissions être, tuberculeuse, alcoolique, pornographique, divisée contre elle-même, incapable de discipline, de sacrifices et de courage, vouée à la servitude!

Et M. Lavisse conclut, comme s'il écrivait un chapitre d'histoire du moyen âge. « C'est à cette France que *les empereurs germaniques* ont cru avoir affaire. »

Cette France fictive, tous les Français en sont évadés et ils se rejoignent sur les réalités à défendre, à venger et à protéger. Les dissentiments ne sont

pas oubliés, mais les dissensions s'apaisent : si je sens bien, sur quelques sujets, la pensée de M. Lavisse entrer comme une pointe vive dans ma pensée, si je n'ignore pas que la mienne peut lui produire çà et là les mêmes effets, tout de même je me rappelle un curieux retour de pensée de Jules Lemaître[1] dans les premiers temps de l'*Action française* quotidienne :

— Et Lavisse? aimait-il à dire. Croyez-vous qu'il n'y ait aucun espoir dans Lavisse?

Nous hochions tristement la tête.... Combien nous nous trompions ! Et combien notre illustre ami eût souri finement à mener son triomphe sur les ruines de notre erreur !

Nous marchons au milieu des tombes. Mais comprenons-en le conseil.

L'autre grand mort de ce cruel mois d'août 1914, Pie X, a répondu à l'Autrichien qui lui demandait de bénir les armes de son empire :

— Je bénis la paix.

N'est-ce pas sur la France qu'est tombée cette incomparable bénédiction? Notre incroyable paix française ne nous est-elle pas venue des mains tremblantes du saint Vieillard moribond ? Étendues sur le monde elles ont rencontré notre pays, qui les cherchait !

1. Jules Lemaître était mort le 5 août. Les Adieux funèbres à nos morts de l'année seront recueillis dans un autre volume.

DEUIL PROVENÇAL

25 août 1914.

Quelques journaux de diverses couleurs s'étaient mis d'accord ces jours-ci pour déclarer que le silence des bureaux militaires était ce qu'il y avait de pire au monde et qu'un bon petit bavardage serait inoffensif. Nous n'étions pas de leur avis. On a bavardé ; le résultat ne s'est pas fait attendre. Plus direct et plus douloureux que tout raisonnement, il nous a donné trop raison. Un hurluberlu du nom de Gervais, qui est sénateur de la Seine et rédacteur au *Matin*, ayant découvert que son « inébranlable confiance dans la valeur de nos troupes » lui donnait toute « la liberté d'esprit nécessaire » pour faire des sottises, il s'est fourré en tête de livrer au public les causes de notre insuccès et de notre recul en Lorraine, et il a publié qu'une « division du 15e corps composée de contingents d'Antibes, de Toulon, de Marseille et d'Aix a lâché pied devant l'ennemi. » Le ministère de la Guerre a rectifié. Les quelques coupables ont été châtiés, le journal criminel blâmé. Et le parlementaire? Est-ce qu'il s'en ira sain et sauf? L'homme qui lâche pied devant l'ennemi mérite le peloton d'exécution, mais un homme d'État qui lâche le secret dont il a le dépôt, mérite le fouet. Je dis peu.

Fouetté ou non, M. Gervais peut se dire que le mal est fait et qu'il ne dépend même plus de lui de le réparer. Quelque beau coup, un acte d'héroïsme

hardi et sauveur réussi en pleine lumière par les Provençaux du 15e corps lavera le nom provençal du crime collectif qui leur est imputé. D'ici là, quoi que l'on rectifie et quelques explications que l'on donne de vive voix ou par écrit, le « *vieux peuple fier et libre* » se croira en deuil de l'honneur. Ceux des nôtres qui sont aux frontières ne le sentiront heureusement pas, puisque la bataille charme toute inquiétude et qu'ils peuvent montrer, en le versant à flots, que leur beau sang n'a pas dégénéré encore.

Mistral est mort à temps. Le vieillard de Maillane eût frémi de l'opprobre du 25 août. Il est vrai qu'il se fût redressé l'autre jour au bruit des applaudissements qui saluèrent l'intrépide traversée de la *Lorraine*, dirigée au milieu des croiseurs allemands par mon éminent homonyme le commandant Maurras, que je n'ai pas l'honneur de connaître, mais qui est né quelque part autour de La Ciotat.

Comme dans les pays de plaine restés quelque temps à l'abri des incursions de l'étranger, les Provençaux n'ont pas toujours fourni un peuple très aguerri. Walter Scott n'apparaît pas mauvais historien quand il nous le montre à la fin du quinzième siècle presque perdu par les délices de la paix. Or, moins de cinquante ans après la réunion à la France, il se lève en Provence des générations singulièrement batailleuses et valeureuses dévouées jusqu'à l'héroïsme dans la défense contre les armées de Charles-Quint; cela s'est retrouvé pendant les guerres religieuses et les guerres de la Révolution. Mais, de tout temps, ce fut sur mer que le Provençal donna sa mesure. Il suffit au *mocò* d'avoir

de bons chefs et de combattre sous leurs yeux : sa frugalité, sa sobriété, sa prestesse, sa sensibilité prodigieuse aux nuances du point d'honneur et enfin cette ténacité de race, si éloignée de la prétendue « impressionnabilité des méridionaux » dont parle M. Clemenceau ce matin, ténacité qui faisait dire à la vieille France : « têtu comme un Provençal », le rendait redoutable sur tous les océans. C'est avec lui que Suffren a fait ses miracles, et quelques-uns de nos matelots enfermés à Montrouge en 1870 n'ont pas laissé pâlir cette réputation.

La mer est une éducatrice. Mais les Provençaux ont connu, depuis, une corruptrice : la politique. On ne saura jamais les torts que la politique a faits à notre race. Les facilités croissantes de naturalisation commencèrent par introduire ces derniers cinquante ans un flot d'étrangers trop divers. Ensuite le régime électif surprenant le pays dans une heure de dépression[1] fit jouer ses mauvais ressorts. Une représentation politique désastreuse, fonctionnant au rebours de l'organisation sociale et s'occupant même de la combattre méthodiquement, y réalisa peu à peu, mais de plus en plus et à la lettre, ce que Jules Lemaître nomma « le gouvernement des pires ». Nous avons expliqué en de vieilles études (le *mauvais Midi*, le *Midi esclave*), comment le régime fut dans cette région plus entier que partout ailleurs et put aller jusqu'au bout de sa malfaisance. Opportunistes, radicaux, socialistes, anarchistes formèrent dans le Midi une chaîne continue, commen-

1. La grande agitation électorale menée par Gambetta coïncide avec le phylloxéra.

çant aux Rouvier, continuant par les Clemenceau ou les Pelletan et se terminant par ces fauteurs de l'anti-militarisme avoué qui n'ont que trop infesté nos parages, qui n'ont que trop chanté dans le voisinage des troupes :

Salut, salut à vous!
Nobles soldats du dix-septième!...

Dans un port de mer qui le mettait d'ailleurs volontiers en minorité, j'ai vu pendant vingt ans, un député de la circonscription, agitateur et doctrinaire, rallier les moins bons éléments du pays contre les plus honorables fonctionnaires de la Marine. La vingt et unième année il reparut avec sa cour des miracles habituelle, mais, cette fois, pour récompense, il était ministre de la Marine, et les habits brodés d'argent se tenaient inclinés devant lui au débarcadère .... La prime ainsi donnée à un certain talent révolutionnaire élève forcément la cote de l'esprit d'anarchie. Enchérir sur le radical paraît la voie normale des honneurs, des triomphes, d'ailleurs suivis d'assagissements fructueux. La conscience d'aucun peuple ne tiendrait contre cette immoralité en action. Et la fibre morale une fois relâchée, la fibre physique est malade.

Mais, encore une fois, devant l'ennemi, tout change, tout se réforme, quand les énergies du passé veulent refleurir. La mobilisation s'est faite en Provence avec un enthousiasme, un élan auquel nul ne s'attendait, les régiments ont quitté nos villes comme pour une promenade à la campagne, le mauvais esprit ne s'y faisait pas sentir et les renseignements

qui circulent s'accordent à montrer que les défaillances partielles ont causé une vive horreur parmi les compagnons d'armes des défaillants.

De cette horreur sacrée jaillira bientôt la revanche de nos soldats. Peut-être déjà est-elle obtenue. Nous ne demandons d'ailleurs pas à la connaître, non plus que nous n'aurions demandé à savoir le crime. En de si cruelles rencontres, un seul parti est sage, le parti pris, bien pris, de ne point gêner l'action par la critique. On ne me fera jamais prendre les bureaux officiels pour un organisme infaillible. Ils peuvent et doivent se tromper. Mais ils peuvent aussi paraître se tromper en ne se trompant pas ou en se trompant moins qu'il ne semble : dès lors leur position de gens qui savent n'est-elle pas supérieure à la nôtre, qui sommes aussi faillibles qu'eux, et qui ne savons pas? Les silences de ces messieurs peuvent avoir tous les défauts et tous les inconvénients énumérés par M. Clemenceau ou par M. Pichon. Mais voici qui doit tout régler : dans l'excès de parole que l'on réclame d'eux ou dans celui que l'on se permet sans leur permission, il peut se cacher tel péril incomparablement supérieur, inconnu de nous et qu'ils savent!

CONTRE LES MURMURES[1]

26 août 1914.

Il court de beau récits de l'héroïque endurance de nos blessés. Si nous voulons bien raisonner sur n'importe quelle question, commençons par lire ces Actes magnanimes. Celui-ci remuera le meilleur de chacun de nous; il m'est parvenu hier soir de la frontière :

Un convoi de blessés arrive à l'ambulance tenue par les Dames de la Croix Rouge. Il y a là trente chasseurs à pied dont le bataillon vient de repousser, après un violent combat, une troupe très supérieure en nombre. Ils sont précédés de cinquante prisonniers allemands dont plusieurs sont également blessés. Parmi ces derniers se trouve un malheureux Alsacien auquel un projectile français, hélas! a fracassé la jambe. Son caleçon est inondé de sang et le pauvre garçon se console en disant : « C'est presque un pantalon rouge. »

Il me semble qu'en méditant l'exemple donné au loin, en tendant énergiquement les esprits dans la direction des beaux jeunes gens déchiquetés par la mitraille, amputés par la chirurgie, et qui serrent les dents pour guérir ou mourir sans bruit, il serait moins difficile d'avoir le silence à Paris; peut-être même serait-il possible d'y faire comprendre que les plus grands blessés ne crient pas toujours le plus haut.

1. Écrit aux premières rumeurs de nos grands échecs de Belgique.

Certains hommes d'une réelle capacité, beaucoup d'autres dont la capacité est moindre s'appliquent depuis quelques jours à critiquer la mesure dans laquelle le pays est bien ou mal renseigné sur la guerre. Le trop, le pas assez et le juste milieu se trouvent ainsi dosés, pesés, contre-pesés en d'illustres balances sur lesquelles chaque docteur expose de combien de manières il a raison d'être mécontent, raison de le montrer et finalement de le dire : c'est tantôt leur patriotisme qui saigne et tantôt leur logique, tantôt même leur sens commun. Ne pouvant critiquer les opérations militaires insuffisamment définies, ils censurent le travail de style qui nous en rend compte, et toute objection que suggère leur cerveau ou leurs nerfs est couchée par écrit pour montrer que leur tête est forte ou solide leur cœur. La démonstration, je l'avoue, ne me convainc pas. Elle serait meilleure s'ils savaient opposer un peu plus de calme aux malaises. Fût-on agacé, irrité et blessé mille fois plus profondément, il serait beau et digne d'attendre avec patience afin de juger sur pièces définitives.

Certes, il ne faudrait pas se contenter d'écrire ou de parler, et il faudrait crier, agir si les interventions de cet ordre étaient de nature à améliorer quoi que ce soit. Mais on vient d'en faire l'expérience, les coupables l'ont même avoué : ce courant de critiques vaines et vagues n'a fait qu'aggraver la situation. Les rédactions jugées mauvaises sont devenues pires, et les comptes rendus qui étaient un peu gauches ont été déclarés ensuite tout à fait maladroits, chaque correctif suggéré ou exigé de

gauche et de droite ayant abouti à produire des impressions plus fausses que les premières. Sans doute les hommes qui, appartenant, à l'oligarchie du régime, ont leurs grandes et petites entrées dans les Ministères pourraient, en s'y prenant avec un soin extrême et une discrétion scrupuleuse, demander, obtenir de réelles améliorations. Seulement, il faudrait intervenir avec tact, prudence, légèreté de main et surtout s'abstenir de crier son nom ou même de le dire. Mais quoi ! l'habitude est plus forte ! Si les Chambres étaient réunies, on verrait ces messieurs à la tribune : ils n'ont que les journaux, ils s'en servent avec l'inconscience de l'automatisme et de la manie. Quant à redouter des sanctions, ils sont au-dessus de telles misères. Avec une superbe qui ne lui était probablement pas perceptible, l'un d'eux, dans un procès fameux, répondait doucement à un témoin qui le menaçait de la loi : « *S'il existait des lois qui me fussent applicables....* » Jusqu'à la preuve du contraire, je demeure persuadé qu'il n'y a point de loi applicable à M. Clemenceau, ni à M. Pichon, ni à M. Gervais. Les lois sont pour le Peuple maigre, ainsi qu'on disait à Florence ; ces messieurs sont du Peuple gras. La presse leur sert de tribune, nul pouvoir non pas même l'état de siège, nulle autorité non pas même le salut public, ne peut les empêcher d'installer sur cette tribune de papier un tremplin d'où ils comptent rebondir dans quelque ministère en projet. C'est leur jeu naturel, c'est leur art et c'est leur talent.... Sembat, dans *Faites un Roi*, a déjà expliqué comment d'anciens ministres demeurés ministrables ne peuvent s'employer de bonne foi à

éclairer, ni à conseiller les ministres qui les ont supplantés : tout ce qu'ils peuvent faire, c'est d'essayer de leur succéder. — Même en temps de guerre? Même devant l'ennemi? — Hélas! Voyez. Et voyez comme nous voyons : sans récriminer. Ce gouvernement d'opinion est à tout instant menacé de mort par l'opinion qui l'a créé. Mais il est le gouvernement de la France envahie : que pas un mot, que pas un murmure venus de nous n'aident à le rejeter dans le gouffre natal!

Jamais notre paix intérieure n'a été plus digne d'être appelée le premier des biens. Jamais il n'aura été plus utile de tenir les bons citoyens en accord. Les mauvais le troublent? Eh! qu'ils le troublent tout seuls! Blessés souvent à la surface de nos opinions, de nos appréhensions, de nos préjugés, de nos soupçons ou parfois même (tout se peut) dans les profondeurs de nos certitudes, blessés, dis-je, ne crions pas. Soucieux, alarmés, ne murmurons pas. D'autres là-bas, se taisent, qu'on entaille à des profondeurs autrement cruelles!

L'EMBUSQUÉ [1]

27 août 1914.

Il est partout question de nommer de nouveaux ministres, sans éliminer les anciens. Des noms sont prononcés : Millerand, Delcassé, Briand. On a imprimé aussi le nom de Marcel Sembat. Et Clemenceau ?

M. Clemenceau veut-il en être? Ou se réserve-t-il? Cela ne regarde que lui. En doit-il être? Cela nous regarde, nous. Pour répondre à ceci, il faudrait savoir où M. Clemenceau sera le plus dangereux : dans le ministère ou dehors ?

N'ayant pas fait partie du ministère Clemenceau, ni d'aucune combinaison politique, littéraire, scientifique ou mondaine à laquelle M. Clemenceau ait été mêlé, j'ignore ce qu'il vaut comme collègue ni s'il a mérité sa réputation de mauvais coucheur. Ce qui est certain, c'est que sa profession de journaliste et la faculté qui lui est laissée, *malgré l'état de siège*, de dire à tort et à travers tout ce qu'il peut savoir comme homme public, fait de lui un danger public évident. Aucun devoir qui le limite ne lui est supportable. Il y a des fictions qui peuvent être d'intérêt national : incapable de s'y plier lorsque son caprice est en jeu, il répandra à pleine gorge toutes les fables qu'il lui conviendra d'imaginer. Grâce à lui,

1. J'ai plaisir à dire que ce titre excellent appartient à Maurice Pujo, alors mon compagnon de travail, aujourd'hui soldat au front.

on peut dire que les conseils de la défense se tiennent en plein vent.

Son article d'hier est particulièrement inouï. On y trouve d'abord toutes les sages invitations au calme, toutes les justes recommandations de faire confiance au gouvernement quel qu'il soit : bons conseils qui traînent partout. Mais, ailleurs, ceux qui les donnent, commencent par se faire un devoir de les suivre. Cet homme vraiment libre ne s'embarrasse point de ses propres principes. Il écrit :

Forte ou faible, quelle que soit l'action gouvernementale, nous ne pouvons commettre de plus grande faute que de la contrarier.

La légalité, l'ordre, le calme comme nos meilleurs points d'appui.

Cela dit, s'estimant couvert par ces protestations, M. Clemenceau fait ce qu'il peut pour troubler l'ordre, ébranler la confiance, critiquer le gouvernement « dans la mesure où il le rend nécessaire », qui n'est autre que la mesure du plaisir de M. Clemenceau.

Il délivre au généralissime (qu'il n'était pas chargé d'apprécier) un brevet de satisfaction, mais « pour la défensive » seulement ; il fait savoir de cette sorte aux Français et aux étrangers, aux amis et aux ennemis, que la question du généralissime a pu être posée en haut lieu. Et ce premier paquet lâché, il renouvelle le conseil de « patience » et de « tranquillité ».

Alors, l'agitation de M. Clemenceau recommence.

Contre le ministère de la guerre, cette fois. « Sous prétexte de concentration », on s'en est remis « de

tous les services les plus importants » à ce ministère qui est déclaré « hors d'état de « les diriger et de les contrôler ». Tous ses « directeurs abandonnés à eux-mêmes ont eu pour première occupation de s'octroyer la plume blanche ». Enfin, les communications dudit ministère à la presse ont besoin d'être « controlées ». Par qui? Par la presse elle-même, particulièrement par la presse de Londres.

C'est une opinion. Peut-être vraie! Peut-être fausse! Mais elle contredit l'opinion des autorités responsables et elle correspond aux passions du public, à ses nerfs, à ce que M. de Mun appelle éloquemment les perfides conseils de la fiévreuse curiosité et les tentations de la critique ignorante.

L'article de M. Clemenceau intitulé *La volonté* annonçait de bonnes recettes pour discipliner les réflexes du public : il ne tend qu'à libérer ces réflexes jusqu'à la folie.

Si je publiais les mêmes renseignements, si j'émettais les mêmes affirmations, si je me permettais, chétif, de critiquer bureaux, ministres, président, d'abord on ne laisserait pas passer cette prose et l'on aurait raison. Mais, à supposer qu'elle parût et circulât, le beau malheur! On sait que les sphères d'informations des écrivains d'opposition sont toujours suspectes aux officiels. Il serait trop facile de maintenir par tous les organes de l'État la vérité gouvernementale audacieusement contestée! Mais avec M. Clemenceau, c'est une autre paire de manches. Que répondre à l'homme qui écrit :

Ayant reçu la visite de M. Viviani le lendemain, je lui parlais de cette affaire....

Qu'objecter au sénateur qui ose écrire :

Je m'inscris en faux contre le démenti de M. Messimy qui est bien placé pour savoir de qui je tiens une information accompagnée de cette remarque, etc.

Notez que les points abordés par M. Clemenceau ne sont pas en cause. Que faut-il penser de l'interdiction, puis de l'admission, puis de la nouvelle interdiction du journal le *Times*? Ou encore du récit de M. Gervais sur l'abominable incident du 15e corps, du démenti que M. Gervais a reçu du gouvernement et du démenti que M. Clemenceau donne au démenti gouvernemental? Questions particulières! Sujets dont discuterait indéfiniment en une heure où la discussion est pire que tout! Mais sur l'indiscrétion avec laquelle M. Clemenceau se mêle de faire juger ces divers incidents, il n'y a pas de doute possible; le désordre ainsi provoqué peut avoir des conséquences épouvantables, non seulement pour la patrie, mais pour chacun des membres de la patrie, pour vous qui me lisez, pour votre enfant ou votre frère qui est à l'armée, pour le toit sous lequel s'abrite votre paix douteuse.... Les nécessités de l'ordre sont aujourd'hui vitales et les désordres sont mortels. Si pareille situation devait s'éterniser, l'Histoire de France dirait qu'une somme effroyable de catastrophes collectives et de deuils personnels porte pour signature la parole légère et l'intempérant journalisme d'un parlementaire fameux.

Que faire donc de cet homme libre, trop libre? A la place de M. Poincaré, disent quelques-uns,

nous donnerions à M. Clemenceau le choix entre un siège au Conseil des ministres ou le passage en conseil de guerre. Mais M. Poincaré a sans doute des objections.... Elles peuvent tenir à ce petit fait que, du printemps à l'automne 1906, il fut le collègue de M. Clemenceau dans le cabinet Sarrien : ce n'était pas drôle, dit-on. D'autre part, M. Clemenceau peut trouver que l'autorité sans la responsabilité a des charmes, et qu'il est doux de tout pouvoir sans avoir à répondre de rien.

Alors, quoi? . . . .

Alors, le ministère est remanié, paraît-il. A l'heure où j'écris, on annonce que M. Clemenceau, qui a rendu le service d'écarter M. Caillaux, ne sera pourtant pas de la combinaison.

M. Clemenceau va donc continuer avec son journal à former un gouvernement *à côté*, ou, pour mieux dire, un gouvernement *au-dessus*, qui s'arrogera le droit de contrôler, de critiquer et de censurer le gouvernement nominal : tiraillant à sa guise, en franc tireur, gênant les opérations de cette troupe gouvernementale régulière, dont nous acceptons la discipline, nous, royalistes!

Il faudrait pourtant que M. Clemenceau prît ses responsabilités directes ou qu'il se tût : chef ou soldat, il n'y a plus à chercher entre ces deux postes un lieu d'intrigues où s'embusquer!

LES NOUVEAUX MINISTRES

28 août 1914.

Notre espoir dans l'heureuse issue finale de cette guerre est trop ferme, notre patriotisme est trop profond pour qu'il nous soit permis de nous associer à ceux de nos confrères qui saluent dans le nouveau ministère un second Gouvernement de la Défense nationale. Non, non, il n'est pas né, comme le gouvernement du 4 septembre, d'une révolution devant l'ennemi, il ne doit pas finir en donnant au monde le spectacle de la défaite compliquée de désarroi, de gaspillage et de trahison. Les anciens ministres du premier cabinet Viviani ont quitté la place soit par le sentiment justifié de leur insuffisance, soit en vertu d'un jugement porté sur leurs actes par ceux qui avaient vu ces actes de près, c'est-à-dire leurs collègues, leur président et le président de la République.

Il y a peu d'exemples de mutation plus régulière. Beaucoup de bons citoyens auraient souhaité d'éviter une crise ministérielle nouvelle, mais c'est là un scandale auquel nous sommes faits, et l'Europe aussi. Beaucoup d'autres auraient préféré qu'on opérât ce remaniement comme en Belgique dès les premières hostilités. L'occasion n'a pas été saisie le 4 août, peut-être parce que du point de vue des partis et de l'opinion, mieux valait se laisser forcer la main par l'événement que de le dominer en courant le risque effroyable de susciter sur l'heure

toutes les difficultés et les résistances inhérentes au mécontentement des coteries et des groupes. Les ministres incapables ou médiocres se sont ainsi usés eux-mêmes. Oui, mais avec leurs forces ils ont usé celles du pays.

A la différence des hommes du 4 septembre, les nouveaux ministres ont l'avantage d'avoir occupé le pouvoir, quelques-uns, comme Millerand, d'y avoir fait œuvre utile. On sait tout ce qui nous sépare de Millerand depuis qu'il a consenti à plaider dans un procès auquel l'ancien ministre aurait dû rester étranger. Mais nous le soutenions en 1912. Nous mettrons la même raison et la même passion à la soutenir aujourd'hui. Par lui, il y a trente mois les préoccupations militaires et l'esprit militaire sont rentrés rue Saint-Dominique. Ses dons personnels de labeur, de méthode et d'organisation seront maintenant secondés par les vérités politiques nées de la guerre, au lieu d'être combattus par toutes les illusions et toutes les fables de l'ancien pacifisme parlementaire. Cette heure de l'action a remis en place un homme qui paraît avoir le sens de l'action. Sa lettre au général Joffre, sobre, simple, sans flafla ni guirlandes, dit ce qu'il faut comme il le faut. Sa réunion matinale des directeurs du ministère de la guerre, est mieux qu'une parole. Enfin l'annonce de la mise en état du camp retranché de Paris indique un esprit disposé à examiner toutes les possibilités, à commencer par les pires.

Des actes très prochains jugeront M. Ribot, dont l'expérience n'est pas douteuse. La situation va contraindre MM. Briand et Delcassé à accentuer leurs

attitudes les plus récentes, de préférence aux autres caractères de leur passé. Ce sera encore tant mieux! Quant aux deux nouveaux, il faut d'abord dire que Jules Guesde a toujours été patriote : il s'est même souvent distingué, par des nuances suffisamment perceptibles, de ce socialisme qui a fait prévaloir, aux vingt dernières années, des tendances individualistes, cosmopolites, démocratiques et libérales. Un journal exhume des déclarations patriotiques de lui qui datent de 1893, précisément l'époque où la « social-démocratie » française devenait plus démocrate que sociale. Bien plus social que démocrate, plus attentif à la doctrine de l'organisation qu'à la doctrine individualiste, le Guesdisme au rebours du Jaurésisme sentait les rapports du social et du national. Ces observations ont été faites plusieurs fois dans notre vieille *Revue* entre 1899 et 1904. Il était équitable de les renouveler aujourd'hui.

MARCEL SEMBAT AU COMITÉ DE SALUT PUBLIC

Quant à Sembat, eh bien, voilà Marcel Sembat établi dans cet « organisme collectif » auquel il a souhaité, dans un écrit fameux, de boucher « le trou par en haut »[1]. La constatation que j'en fais est sans vaine ironie, d'abord parce que l'ironie n'est pas possible en ce moment, ensuite parce qu'en elle-même elle serait absurde. L'effort d'un nouveau Comité de salut public peut et doit réussir à l'heure qu'il est, en raison de l'admirable, de la prodigieuse

1. Voir *Faites un roi sinon faites la paix* de Marcel Sembat et les parties nouvelles de mon livre *Kiel et Tanger* (1913).

faveur des circonstances intérieures et extérieures dont il bénéficiera. Léon Daudet vient de vous énumérer les plus saisissantes[1] : au travail de l'État-Major, au canon de 75, à la renaissance et aux progrès de l'armée russe, s'est heureusement ajouté le précieux accès de démence bien germanique dont Guillaume et son peuple viennent d'être saisis, au point de conjurer l'univers contre leur empire, ensuite le sursaut merveilleux de l'esprit et du sang français. Quatorze ou quinze hommes associés par le danger, scellés étroitement l'un à l'autre par la présence de l'ennemi, peuvent parfaitement suffire, en ce cas donné, à sauver la France. A elle seule la nécessité souveraine leur impose tous les équivalents, d'une foi, d'une loi, d'un roi : ils peuvent trouver dans l'idée de la revanche, ou dans celle de la résistance, ou dans l'idée plus simple encore de « durer », tous les éléments de concorde et d'unité indispensables à l'emploi discipliné de leurs forces. Ces hommes politiques seront alors dans les mêmes conditions morales que notre État-Major livré à lui-même, sans chef réel, pendant quarante ans. Il pourrait leur manquer le soutien, l'adjuvant des habitudes de la hiérarchie militaire ; en échange, ils auront cet incomparable mot d'ordre : « devant l'ennemi ! »

L'OPINION, L'ARMÉE, L'ÉTAT

Le tout est de ne point permettre de gâter les excellentes dispositions du pays par les réactions

1. Article intitulé : *Tenir bon.*

indiscrètes d'un esprit public trop mouvant. Le problème à résoudre est de laisser à l'opinion toutes ses forces d'adhésion et d'enthousiasme en s'efforçant d'apaiser, d'anesthésier, d'*amortir* ses prurits de critique et de jugement. Non qu'il soit mauvais de juger. Non que le silence de la critique soit approbation aveugle de tout ce qui est tenté ou fait. Mais pour juger, il faut connaître, et il est trop clair que les connaissances, les renseignements manqueront au public et devront lui manquer. Comment public ou publicistes porteraient-ils, dès lors, un jugement utile?

Sans doute il existe un homme précieux, M. Clemenceau qui, dans ses articles « patriotiques », comme dit le *Temps*, lance dans la circulation le bon et le mauvais, l'utile et le nuisible sans plus de réflexion qu'un enfant de six mois et qui se taille là-dedans une réputation d'impartialité, peut-être même de justice. Un tel homme est bien agréable! Il attroupe les gens pour donner des nouvelles ou distribuer des prix et des verges, rengaînant ceci aujourd'hui pour le tirer demain et donnant de toute façon pâture aux nerfs, à la badauderie, à la malignité, à la duperie. Et de bons patriotes lui apportent déjà les éléments de la popularité qu'il tournera contre eux.... Attendez seulement la note des dégâts de ce touche-à-tout, elle ne viendra que trop tôt! En supposant qu'elle soit courte, ce qui met les choses au mieux, on verra toujours se constituer, grâce à M. Clemenceau et, il l'espère, autour de lui, un pouvoir d'opinion, lequel si, par malheur, l'étoile de nos armes venait à pâlir quelques heures,

pourrait donner bientôt au pouvoir politique ainsi qu'au pouvoir militaire, un fil assez rude à retordre. Ce protecteur saura abattre. Et celui qui se fait applaudir en accordant l'éloge à d'admirables chefs militaires, se donnera alors les gants de les critiquer : avec quelle âpreté venimeuse, avec quelle folie rageuse, il suffit de se souvenir du Clemenceau d'hier pour concevoir celui de demain !

Le point noir est là. Et il n'est que là. Au nom de la France, évitons par-dessus tout les pressions sur le gouvernement d'une opinion extérieure au gouvernement, afin que ce gouvernement ne soit pas entraîné à exercer même pression sur l'autorité militaire. Que l'Armée soit laissée purement autonome par un gouvernement lui-même respecté dans tout son libre jeu. Il faut le défendre de toute influence de l'opinion. Étant, de sa nature, ignorante, passionnée et frivole, l'opinion est capable de provoquer tous les malheurs.

Veut-on un exemple terrible ? Au 9 août 1870, comme au 26 août 1914, c'est-à-dire dans les deux cas le 25e jour de la guerre (je dois l'idée de ce synchronisme à notre admirable secrétaire de rédaction, ancien lieutenant de voltigeurs à Saint-Privat, le commandant Biot) il y eut aussi une crise ministérielle. Crise heureuse, car le cabinet qui succéda au cabinet Ollivier, s'il ne dura que trois semaines et demie, fit une telle besogne d'organisation, d'approvisionnement et de recrutement que le régime de Gambetta n'eut plus qu'à gaspiller les heureux éléments ainsi réunis sans même parvenir à les épuiser. On trouvera, dans le beau livre *Gam-*

betta et la défense nationale de notre ami Dutrait-Crozon le détail du labeur militaire technique accumulé par ce ministère de vingt-quatre jours. Le grand effort réussi par le ministère Palikao ne témoignait pas d'aptitudes médiocres, il promettait à la patrie, sinon la victoire complète, au moins une résistance efficace et une paix digne de nous. Qu'est-ce qui perdit cet effort et brisa l'avenir de ce pouvoir actif, sérieux, compétent? Peu de chose. Un élément purement psychologique et moral : la peur de l'opinion, des violences de l'opinion, dans un régime né de l'opinion et asservi à l'opinion en sa qualité parlementaire et plébiscitaire, cet élément qui décida l'envoi du maréchal de Mac Mahon le plus loin possible de Paris, dont on craignait les mouvements révolutionnaires, dans cette direction de Metz qui le conduisit à Sedan!

Le gouvernement ne pourra laisser à l'armée la liberté dont elle a besoin qu'à la condition d'être lui-même libéré des murmures et des censures de l'opinion. La défense nationale exige l'entière liberté du pouvoir politique. Le silence imposé aux politiciens comme aux nouvellistes est devenu la condition du salut public.

« L'APPEL » DU GOUVERNEMENT

29 août 1914.

Même en vacances parlementaires, l'habitude du régime parlementaire exigeait un morceau d'éloquence. Celui-ci est venu. Il est bon. Il est ferme. Retenons au passage un mot qui sonne toutes les réalités constitutives d'un peuple résolu à ne pas périr : « *Gloire aux vivants et aux morts. Les hommes tombent. La Nation continue* ». C'est ainsi qu'il eût toujours fallu concevoir, en paix comme en guerre, la durée de la France. Elle tient, pendant que les Français successifs se remplacent. Si les individus succombent, la race alimentée de leur sacrifice refleurira sur leurs tombeaux.

Cette floraison généreuse doit continuer à côté des fosses qui se creusent. Les ministres ont raison d'exhorter à ce que « la vie nationale » « ne soit pas suspendue ». Mais ils ont bien senti que cette vie économique et industrielle avait besoin de paix intérieure. Leur parole conciliatrice « Oublions tout ce qui n'est pas la patrie » sera la bienvenue. Bienvenue, la fière réponse que la « France n'est pas la proie facile que s'est imaginée l'insolence de l'ennemi ».

Quel malheur que, pour affirmer cette vérité avec certitude, il ait fallu ce « devoir tragique » ! Sans une brusque simplification du paysage intellectuel et moral, sans cet « ouragan de fer et de feu », « le plus formidable qui ait été déchaîné sur un

peuple », sans ce fléau céleste activé par une énergie infernale qui dissipe les arrière-pensées diviseuses et qui devrait les anéantir jusque dans leurs germes, en un mot, sans la chute des toits de l'Europe et du monde, étions-nous donc condamnés à nous laisser pourrir pour un nouveau siècle par ces guerres plus que civiles qui mettaient notre nationalité en charpie?

LE MANIFESTE SOCIALISTE

Le manifeste des socialistes s'inspire naturellement des préoccupations de leur parti. On a agi comme si l'on avait eu besoin d'eux. Ils en prennent acte. Le concours de tous était nécessaire, mais, assurent-ils, « plus particulièrement peut-être » le concours « de ceux qui redoutent pour l'émancipation prolétarienne et humaine l'oppression accablante du despotisme » et ils rappellent qu'à toutes les heures graves, en 1793 comme en 1870, c'était « en ces socialistes, en ces révolutionnaires que la nation mettait sa confiance ».

Les verbes sont mis judicieusement au passé, car il ne semble pas que le crédit public se soit particulièrement tourné, depuis la guerre, du côté de ceux qui, durant vingt ans, ont fait une politique sans cesse contredite et en fin de compte démentie aussi catégoriquement que possible par le cours des événements! Dès la faillite du pacifisme et du germanisme, les Français ont donné leur confiance aux pouvoirs publics, quels qu'ils fussent, dans la mesure où ils se montraient les bons serviteurs de l'armée, mise elle-même au service de la Patrie.

Les socialistes promettent que leurs deux mandataires au gouvernement : 1° vérifieront les ressources d'équipements, d'approvisionnements; 2° s'efforceront de les multiplier. Nous souhaitons à l'action comme au contrôle de MM. Guesde et Sembat toute la fécondité désirable.

Depuis l'ouverture des hostilités, le journal où j'ai l'honneur d'écrire ne cesse de répéter le double conseil : « N'essayons pas de savoir ce que nous ne pouvons savoir, ce qu'il vaut mieux ne pas savoir, ce qu'il est salubre, hygiénique, patriote de vouloir ignorer et, là, faisons comme si nous avions confiance; mais à côté du champ interdit par les intérêts de la vie nationale, il est d'autres domaines où s'impose la chasse aux fables et aux erreurs; puisqu'il est possible d'y voir, ouvrons les yeux là-dessus, faisons affluer les lumières, ne nous laissons berner d'aucune blagologie. »

VÉRITÉS DE SALUT

En particulier, nous avons fait ce qui dépendait de nous, Léon Daudet, Bainville, Pujo, Lasserre, moi, pour dissiper la ridicule nuée : *c'est une guerre d'officiers*; pour exterminer la sotte illusion que les rois, princes, comtes, barons et hobereaux de l'empire allemand ou du royaume de Prusse seraient nos seuls vrais ennemis; pour faire justice du préjugé révolutionnaire qu'il y a peut-être un ami inconnu du peuple français dans le peuple allemand. Le goût naturel de la vérité nous guidait et aussi cette conviction qu'une vérité générale de cet ordre est de la plus haute utilité publique, car elle peut

nous épargner bien des duperies pleines de péril ! Au bout de quelques jours, un auxiliaire imprévu mais sans prix nous est venu dans la personne des réfugiés alsaciens-lorrains. Eux, peuvent dire : « Nous connaissons l'Allemand. ». Ils l'ont vu 40 ans à l'œuvre et, de ce chef, leur autorité est sans réplique. Mainteneurs énergiques de la cause française en pays annexé, quel service vous venez de lui rendre à Paris !

— Ce sont des rois et des empereurs qui nous font la guerre.

— Non pas, c'est tout un peuple, toute une race, répondent-ils.

Voilà ce qu'a indiqué M. Blumenthal. Voilà ce qu'a fermement établi M. l'abbé Wetterlé, avec une netteté qui n'a pas craint de paraître trop crue. L'Allemagne, dit M. l'abbé Wetterlé[1], a voulu la guerre : l'Allemagne en corps. Le pangermanisme, qui ne reconnaît de valeur aux peuples que « dans la mesure où du sang allemand coule dans leurs veines », le pangermanisme qui « traite en esclaves tous ceux qui ne descendent pas des blonds Germains », ce pangermanisme « a fini par s'infiltrer dans les masses populaires ». Le *civis germanus sum* est aussi orgueilleux et aussi excessif, dit M. l'abbé Wetterlé, que l'antique *civis romanus*... (Encore la cité romaine avait-elle délégué son droit à toutes les races et à toutes les villes de l'univers. M. l'abbé Wetterlé n'a pas vu d'Allemands pratiquer le *parcere subjectis* du Romain).

1. *Écho de Paris* du 22 août. — *Opinion* du 29 août.

Il écrit : « La guerre actuelle est donc et elle devait être *très populaire* en Allemagne ». La nation allemande l'a tenue pour « inévitable », elle a consenti tous les sacrifices pour en assurer le succès. « *Trois fois* le Reichstag fut dissous parce qu'il se refusait à voter les crédits militaires, *trois fois* le peuple allemand renvoya au Parlement des majorités plus complaisantes. » Guillaume II hésitait à risquer dans l'aventure l'avenir de sa dynastie : il a été traité de poltron. De 1905 à 1914, toujours « cette pression » belliqueuse « s'exerçait par en bas ». Par en bas, il faut entendre, au sens des hiérarchies prussiennes, « le corps enseignant », « l'industrie », « le commerce » et, naturellement, le peuple, toujours! « L'Allemagne populaire attendait donc, elle voulait la guerre. » « Elle eût été déçue » si l'échéance en avait été éloignée!

Pour l'Allemagne officielle, elle guettait impatiemment l'heure où sa préparation serait achevée. Elle était à bout d'effort financier. La situation diplomatique créait bien dans les plus hautes sphères de l'État, jusque chez l'empereur, des « hésitations ». Mais quoi! « l'Allemagne des professeurs, des industriels, des commerçants et aussi l'Allemagne populaire, surexcitée par une longue et savante agitation (celle des pangermanistes), voulait la guerre et la voulait immédiatement ». C'est ce qui donne à cette guerre, dit M. l'abbé Wetterlé, « son caractère sans merci ». « *Le vaincu devra disparaître* ». Il sera, en effet, le vaincu d'un peuple, vaincu en tant que peuple et que race, en tant qu'échantillon d'un sang, d'une civilisation, d'une histoire....

Non plus que nous, M. l'abbé Wetterlé n'hésite pas. Entre la « vieille civilisation latine et cette civilisation artificielle et de pure surface qui dissimule mal la barbarie germanique », le sort des armes, le jeu des forces en conflit ne peuvent hésiter non plus! C'est à nous qu'est dû l'avenir. Il nous sera d'autant mieux dû que nous posséderons une notion plus claire de la véritable nature de notre ennemi : ses idées, ses sentiments, ses volontés définissent, dans une certaine mesure, les nôtres; du moment qu'on se bat, son destin, en un certain sens, détermine notre destin.

L'erreur sur un pareil sujet serait notre perte. Mais la vérité sauvera.

DICTATURE ?

Plusieurs de nos confrères avaient d'abord suivi l'habitude gauloise de faire chorus avec quiconque parle contre les chefs : ils donnaient partiellement raison à M. Clemenceau. Les voilà qui s'arrêtent à la vue du chemin où les engageait le meneur radical. Quel chemin ? Tout bonnement celui d'une popularité à créer par l'indiscrétion continue et par l'exploitation du mécontentement. Une fois populaire, en des temps agités, à quelle dictature ne peut-on prétendre ? Nos confrères ont paru sentir que la dictature de l'incohérence en 1914 n'aurait pas de meilleurs effets que la dictature de l'incapacité en 1870-1871.

Décidément ils n'en veulent pas. Des articles comme ceux de M. Clemenceau, s'écrie M. Ernest Gaubert (*Action*, *Paris-Midi*), « inquiètent l'opinion

fortement.... Ils ne sauraient avoir que deux conclusions : être écoutés et obéis ou être supprimés.... S'il a raison, qu'on l'écoute. S'il a tort, qu'il observe le silence comme nous tous. » C'est la sagesse même. Conseil de guerre ou Conseil des ministres ! M. Gaubert conclut :

Au nom de la Patrie, que M. Clemenceau et le gouvernement se mettent d'accord ! Il le faut. L'opinion est suffisamment inquiète. Il faut qu'elle ait confiance dans ses chefs ! Attendons le nouveau ministère à l'œuvre ! M. Clemenceau a dit qu'il avait confiance dans le généralissime. Attendons ! Sachons attendre. Je sais bien que cela est difficile, mais que les anciens nous donnent l'exemple.

« Si un autre journaliste que M. Clemenceau, dit encore M. Gaubert, avait révélé le quart de ce qu'il a révélé, on eût saisi le journal[1] ».

D'autre part, M. Bailby constate que M. Clemenceau ne craint pas de troubler le public en manifestant des craintes qui ne sont pas justifiées. Le directeur de l'*Intransigeant* s'étonne « qu'un homme comme M. Clemenceau, qui est souvent bien ren-

1. Parlant de la lettre qui lui avait valu son commentaire, M. Gaubert disait le lendemain :

« Le plus triste commentaire est celui-ci : hier, j'ai vu deux mobilisés en venir aux mains, dans le train de midi, sur la ligne Luxembourg-Limours, à propos des articles de M. Clemenceau et de ses critiques. Ce petit fait peinera certainement le patriote qu'est M. Clemenceau ».

« Dans l'*Auto*, M. Desgrange qui en développant la pratique des sports en France, nous a donné plus de deux corps d'armée, écrit au directeur de l'*Homme libre* : Vous faites de la mauvaise besogne, en un article simple, de bon sens et de raison. »

seigné », ait pu lancer certaines erreurs pernicieuses. Eh! cela n'est pas étonnant! Nos mots d'erreur et de vérité, d'utilité publique ou de nocuité n'ont pas de sens pour M. Clemenceau. Ce qu'il connaît, c'est son caprice, plus exactement son prurit de parole et d'agitation. Il n'y a rien à faire contre ce processus physiologique. Je lui ai prêté un dessein, parce que, de l'ensemble de ses démangeaisons profondes et de ses velléités superficielles, il se dégage quelque chose qui a pour effet de mettre M. Clemenceau en avant et que l'on a le droit d'appeler une brigue ou une ambition. Mais peut-être qu'il ne s'est même pas fixé une visée aussi précise. Il parle, il écrit, il se remue, remue les autres uniquement parce qu'il est incapable de se tenir. Cette vieillesse incontinente serait bouffonne en d'autres temps. Mais du moment qu'elle intervient au premier plan sur la scène où se joue la vie de la France, le démolisseur décrépit apparaît dans une lumière tragique. On se dit alors que M. Clemenceau est entré dans la vie politique active comme maire de Montmartre en 1871, et qu'il en est sorti comme premier ministre par les champs de Narbonne et de Villeneuve-Saint-Georges. Fusilleur de généraux, fusilleur du peuple, ce seraient là pour lui deux bonnes raisons de se tenir coi.

POUR « TENIR »

D'autres que lui se taisent. D'autres que lui acceptent les nécessités de la défense de la patrie, qui n'ont pas ses raisons de pudeur et de silence. Avons-

nous réclamé parce que M. Cochin ou M. de Mun ne sont pas entrés au ministère de l'unification nationale? Jetons-nous les hauts cris pour la composition, assez étrange, du cabinet ministériel de Marcel Sembat qui compte au moins trois juifs et un protestant sur six membres?

Cependant nous avons connu M. Gustave Kahn poète aussi détestable que somptueux et M. Léon Blum critique littéraire médiocre et passablement pillard : ils feront peut-être des administrateurs supportables. Et, s'ils ne le sont pas, tant pis : il serait pire encore de perdre le temps de la France à les déloger. Ces piqûres d'épingles données par les circonstances à ce que nous avons de bon sens, d'esprit de justice ou d'intelligence peuvent être désagréables ; elles le sont certainement beaucoup moins que ne fut pour cet homme de guerre la nouvelle de la mort de son fils : il ne prit même pas le temps de s'en désoler : face à l'ennemi! Faisons comme lui. Tâchons de comprendre et de pratiquer son incomparable fermeté romaine. Au loin flambent Louvain, Malines, avec de merveilleuses reliques d'art. Plus près de nous, les campagnes de Flandre et d'Artois, les vallées de la Somme et de l'Oise sont violées par la botte prussienne. Nous n'avons pas le temps de songer aux objets secondaires. Les plus grands seuls auront la vertu de nous occuper. Or, le plus grand de tous est cette paix publique, condition première de la Défense heureuse. Tout ce qui la trouble est maudit.

— Mais ce ministre ne me plaît pas. — Ni à moi. — Mais il a gaffé tout un septennat. — Ces gaffes

septenaires lui ont peut-être appris son métier. — Il l'a appris à nos dépens. — Aussi a-t-il sans doute fini par le savoir : n'est-ce pas l'occasion ou jamais de rentrer dans tous nos débours?

Voilà ce que se disent tous les bons citoyens. Voilà ce que M. Clemenceau ne peut pas se dire. Il ne peut pas dialoguer avec lui-même. Un interlocuteur lui manque : la Raison. Il est tout entier dans chacun des réflexes qui défilent à la débandade de ses pauvres nerfs. Mais gare aux nerfs de la nation ! Gare aux nerfs de la population parisienne ! Ce mal est de ceux qui se prennent. Le gouvernement serait sage de surveiller ça [1].

1. Il fallut de nouvelles incartades pour que le Gouvernement suspendît enfin cet *Homme libre*, qui ressuscita à Bordeaux en *Homme* insuffisamment *enchaîné*.

LA MÉMOIRE DE PIE X

31 août 1914.

La réunion du Conclave qui a lieu ce matin va mettre fin à l'interrègne pontifical. Ce sera, disent les uns, par l'élection de Léon XIV. Par l'élection de Pie XI assurent les autres. Exercices futiles qui altèrent, selon moi, l'essence des choses, car la série des papes, les deux derniers compris, me frappe beaucoup plus par leur ressemblance que par leur contraste, par l'unité de la conduite que par la diversité des personnes.

Mais ce n'est pas manquer de respect au successeur de Pie X ni à aucun de ses prédécesseurs, ni aux soixante-cinq augustes Princes de l'Église qui prendront part à cette élection que d'essayer d'exprimer, en quelques paroles, ce que le siècle semble avoir perdu à jamais au terme de ce pontificat de onze ans. Les institutions historiques ont le beau caractère de disposer d'une sorte de fixité éternelle. Mais les hommes ont cet intérêt pathétique de disparaître en peu d'années. Ceux qui ont médité sur la personne humaine du Pape défunt peuvent se demander aujourd'hui si l'on reverra un autre Pie X.

Tout ce qui fut écrit de lui et que beaucoup d'entre nous, même peu fervents catholiques, même incroyants, ont lu et relu avec une avidité curieuse, tout ce qui a été raconté de cette grande âme émeut par la puissance et par la plénitude. Après lui avoir reconnu des dons magnifiques, il n'était pas possible

de le surprendre en état de médiocrité par ailleurs. Ni la hauteur, ni l'étendue de l'intelligence ni la forte pénétration du regard dont il a donné tant de signes n'épuisent cette image de Docteur qui fut aussi un Chef et un Père. Sa miséricordieuse bonté ne l'inclinait pas seulement à aimer les hommes; il cultiva toutes les nobles amours qui donnent du prix à la vie, le goût des belles choses, une passion céleste pour toutes les formes de l'harmonie, qu'elles fussent logiques ou musicales, issues de la science ou de la poésie. Cette extrême vigueur à laquelle le saint monarque d'un royaume spirituel porta l'exercice de son autorité vient peut-être en partie d'une puissante conviction de la bienfaisance de l'Ordre, comme de sa beauté parfaite, quand il est conforme à une vérité stricte et pure. De là, la paix sereine et splendide du visage sévère et doux. De là aussi, le charme et le demi-sourire qui, au témoignage de bons biographes, errait volontiers sur ses traits. On cite de lui des paroles qui sont de l'esprit le plus vif, des ironies qui sont terribles, et puis des mots de compassion découvrant le cœur le plus tendre : facile, prompt, ardent à toutes les communes émotions de l'humanité.

J'ai cru longtemps que la respectueuse admiration que Pie X avait inspirée était née du caractère de décision et de prévoyance imposé à sa politique. Mais non. Ce qui nous a conquis d'abord, ce fut sa parole, son accent profond, son mouvement rapide, son revêtement dépouillé de ce qui n'est pas l'essentiel. Il n'y avait rien de plus simple et, cependant, dès les premières lettres ou discours publiés, rien de plus

grand, rien qui allât plus vite au fond des choses, des situations et, autant qu'il était possible d'en juger, au fond des hommes mêmes. Au milieu des outrages, quelquefois au milieu des ruines, il parlait, et tout ce qui n'était pas de lui s'évanouissait. Ce vieillard austère et sans pompe, non pas même de style, qui portait le dédain de l'ornement pour l'ornement au delà de tout ce que les orateurs attiques ou les moines d'Occident purent le tenter, tenait les esprits attentifs et l'attention saisie, imposait la docilité, je dis peu, l'enthousiaste volonté de l'obéissance et du sacrifice. Peu d'êtres dans l'histoire ont autant demandé aux hommes : à qui a-t-il été répondu avec plus de profusion dans l'amour? Les plus petits enfants mêlèrent leurs voix à ce chœur.

L'analyse des magnificences du règne, le souvenir des hautes émotions qu'elles provoquèrent m'entraînent, on le voit, jusqu'au seuil des choses sacrées. Mais on y est traîné par quelque chemin qu'on aborde cette mémoire : la charité vivace, la foi éloquente et lucide, la dialectique de feu y mèneraient aussi les sceptiques et les mécréants. Une seule pensée possédait ce génie, cette sainteté, cette autorité; manifestement, avec une évidence solaire, elle rayonnait de tous les actes de sa vie. Quiconque l'approcha, ne fût-ce qu'en pensée, pour peu que cette pensée fût sérieuse et forte, s'est senti conduit à méditer, malgré toute objection, le dogme essentiel de l'Église, par la force, par la hauteur, par la gravité du témoignage de ce témoin. A son dernier jour, il ne lui manquait que d'avoir offert sa vie en gage de la parole qu'il annonçait. Mais le suprême

honneur ne put lui faire défaut. En se brisant à la nouvelle de la guerre et, à la lettre, en succombant sous la pensée du carnage universel dont un souverain qu'il tenait pour son fils avait donné le signal, Pie X semble avoir mis le sceau du sublime aux vertus assemblées autour de son nom. Il les a couronnées d'un véritable martyre pour cette paix que, seule, il a voulu bénir. Ainsi sa mémoire sainte reste liée à tout ce que l'Europe livrée aux flammes peut recéler encore de bon et de beau.

...Revivra-t-il? L'esprit sacré qui l'anima et le transporta va-t-il ressusciter et devenir visible au bout de peu de jours ou d'heures, dans l'élu qui succédera? La réponse des croyants est toute prête. Aux autres il sera permis d'exprimer ce qu'ils voient. Un observateur désintéressé ne fait pas de difficulté d'accorder que, si le catholicisme subit devant nous des assauts cruels, les princes et les chefs de ses prêtres forment de nos jours une élite digne des plus beaux âges de l'Église : pour ne prendre que la Belgique, c'est son philosophe le plus éminent et son penseur le plus complet qui occupe le siège primatial et qui porte la pourpre. Un collège de tels électeurs et qui ne prétend pas créer l'autorité, mais la démêler et la saluer dans son dépositaire inconnu encore, autorise toutes les espérances catholiques et mérite d'avance la vénération du reste de l'univers.

SEPTEMBRE 1914

LIBÉRALISME ET BARBARIE

1er septembre 1914.

Le mauvais langage est la source des confusions, les confusions entre hommes qui usent de la même langue mènent directement aux coups. Dans l'acuité des préoccupations militaires, nous ne nous excuserons pas de soulever une discussion de mots; car, au contraire, nous nous en ferons honneur. Des mots bien choisis dépend la pensée bien comprise. Tous les hommes de guerre savent qu'un « ordre » rédigé en termes impropres peut amener des cataclysmes, et de grandes victoires sont quelquefois sorties d'ordres conçus en termes justes, précis et nets. Et maintenant voici le fait :

L'industriel bien connu, M. Ernest Solvay, sujet belge, a été taxé de trente millions par les barbares qui ont envahi la Belgique. On rappelle de divers côtés qu'il fut socialiste convaincu ou philanthrope militant, et les *Débats* retiennent cette parole prononcée par lui à l'inauguration de la « Maison d'éducation » de Bruxelles, le 21 décembre dernier :

Le règne de la liberté s'achève, le règne du déterminé s'y substitue comme par un mouvement de bascule.

M. Solvay, en parlant si mal, pensait peu. Qu'est-ce que le mouvement de bascule entre deux règnes,

l'un caractérisé par la liberté, l'autre par le déterminé? De quelle lune tombe cette substitution inouïe? Il n'y a donc plus d'actes libres. Ou les actes déterminés sont-ils nés d'hier? Pur jargon, pure ferblanterie labiale....

Mais les *Débats*, prenant au mot M. Solvay, parviennent à l'égaler. Il leur suffit de se placer à l'opposite de son erreur :

« Cette volte-face contre le libéralisme fut alors très remarquée », disent-ils. Notons qu'il y avait de quoi. Si M. Solvay se fût borné à dire qu'il n'était plus libéral, que le libéralisme s'était montré inférieur à ses promesses en économie comme en politique, il n'y aurait rien eu à lui dire que les formules de l'approbation et de l'éloge. Il eût ajouté : « Sortons du libéralisme et mettons-nous courageusement à l'organisation », nous n'aurions pas manqué d'applaudir des vues aussi conformes aux réalités nationales, européennes et planétaires. La menace allemande suffisait à légitimer cette mise en défense du monde civilisé. Mais, justement, les *Débats* font grief à M. Solvay de l'âme de vérité contenue dans sa formule blagologique, ils écrivent :

M. Solvay se doutait-il que le déterminisme dont il annonçait la venue se confondrait avec le retour à la barbarie?

Qu'est-ce à dire? Si l'on eût pratiqué ce qu'il y avait de juste dans la pensée de M. Solvay, on eût — en France et en Belgique — donné aux préoccupations d'organisation nationale, aux soucis de l'ordre militaire, le pas sur ces querelles des partis parlemen-

taires inhérentes à nos constitutions libérales; l'armée française, l'armée belge auraient été plus fortes encore qu'elles ne sont, et nous aurions possédé beaucoup plus de chances d'arrêter plus vite et plus complètement l'inondation germanique; le succès des barbares aurait diminué dans la même mesure.

C'est le libéralisme, par sa faiblesse propre, par le pacifisme qu'il détermine et même provoque, qui est le premier complice et le premier facteur du « retour à la barbarie » dont se plaint le *Journal des Débats*; il suffit, pour le voir, de remettre en langage net le fâcheux amphigouri de M. Solvay.

Plus une civilisation a de prix, plus il est sage de la soumettre aux conditions de l'ordre et de la cuirasser contre les assauts de l'étranger. Or, le libéralisme est le complice naturel de l'ennemi intérieur et de l'ennemi du dehors. Il favorise l'anarchisme et le désarmement. Les Barbares n'ont pas d'allié plus sûr.

LA PRESSION ORIENTALE GAGE DE LA VICTOIRE

2 septembre 1914.

De Bâle, d'Anvers, de Copenhague, au *Daily Mail*, d'Anvers encore au *Petit Parisien*, arrivent des dépêches annonçant que les effets de la pression russe sur les provinces de la Prusse orientale commencent à se faire sentir sur l'armée qui nous envahit. Il est fort question de 160 trains ramenant tout un corps d'armée et traversant la Belgique du Sud-Ouest au Nord-Est; l'organe du parti socialiste allemand, le *Vorwaerts*, aurait signalé que l'on « fait rentrer des troupes en quantité »; la région de Courtrai, la province d'Anvers, une partie du Limbourg seraient dégagées. Ces bonnes nouvelles n'ont encore rien d'officiel, on ne les admet que sous bénéfice d'inventaire; mais leur conformité à l'esprit de cette guerre ne peut faire de doute.

Jamais occasion de revanche ne s'est présentée à un peuple dans des circonstances plus favorables ni plus brillantes. Jacques Bainville a expliqué ici plusieurs fois comment l'intervention anglaise et surtout l'offensive russe furent de tout temps le cauchemar du fondateur de la nouvelle unité allemande : c'est ce qui arrêta Bismarck dans sa tentative de 1875. Bismarck savait l'histoire. Mieux encore que de la comprendre, il la sentait.

Les derniers historiens de la Révolution ont mis en lumière depuis vingt ans l'importance de la pres-

sion orientale dans les victoires de la Législative et de la Convention. Le fait avait été longtemps ignoré ou négligé de leurs prédécesseurs. Albert Sorel a fait là-dessus la lumière. En 1792, 1793, 1794, ce n'était certes pas l'alliance russe qui opérait, mais pratiquement c'est dans le même sens et pour le même résultat que militèrent les affaires de Pologne, d'abord par la rivalité des cabinets de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin, ensuite par les insurrections ou mouvements divers qu'y suscitèrent les partages successifs et la dure oppresion qu'ils déterminaient. Ceux qui voudront feuilleter rapidement *l'Europe et la Révolution française* toucheront du doigt ce que Sorel appelle « une liaison qui forme toute la trame de cette histoire ». Les actions et les réactions exercées sur les campagnes de la France par les affaires de Pologne et vice versa « ont déterminé tous les mouvements de l'Europe pendant la Révolution française. »

Cet imbroglio polonais suivi de près, selon les alternatives de réveil et de la torpeur, rend compte en très grande partie de quelques-unes des premières victoires révolutionnaires et, en partie, du mystère de Valmy. En avant de Valmy, on voit déjà les progrès de Catherine II en Pologne inquiéter à la fois Autrichiens et Prussiens et « suspendre » ou retarder « leur mouvement »; la canonnade et la « démonstration » appuyèrent de raisons nouvelles les dispositions des Prussiens à la diplomatie et à la retraite. Même phénomène en avant de Jemmapes qui est du 6 novembre 1792 : dès la fin octobre, la Prusse « ne considérait que la Pologne », nous

n'avions plus affaire qu'aux Autrichiens! Cela était si vrai que tous les diplomates révolutionnaires en eurent l'esprit frappé, exception faite pour Robespierre qui vécut et mourut fermé aux réalités.

Les concordances se poursuivent : la Pologne une fois partagée, l'offensive de la coalition devient plus vigoureuse, nos armées traversent de nouvelles périodes de détresse, Neerwinden est loin de sauver la situation, Dumouriez ose trahir, il évacue la Belgique.... Il était facile de marcher sur Paris; on s'arrête : pourquoi? Prussiens et Autrichiens se gourment toujours en Pologne, les Prussiens se refusent à toute action sérieuse « avant que les affaires de Pologne fussent réglées », le peuple polonais s'avise de dire son mot dans ses affaires, les agitations de la diète de Growno retiennent tout à fait l'attention des souverains, le roi de la Prusse n'y tient plus : en mai 1793, on parlait couramment de donner à l'Autriche la Belgique et la France jusqu'à la Somme et, le 29 septembre, Frédéric-Guillaume quitte nos frontières, court à Berlin pour « ramener les Polonais » aux termes du traité de partage : nous étions à deux doigts de la ruine au mois d'août et, dès le 16 octobre, nous nous délivrions des Autrichiens à Wattignie! Toute la fin de l'année est pleine des victoires depuis Toulon jusqu'au lignes de Wissembourg.

Veut-on vérifier sur l'année suivante la splendide efficacité de la pression orientale? Sorel établit que « l'option s'impose » entre les campagnes de France et les affaires de Pologne. L'insurrection polonaise reprise en décembre et qui dure jusqu'en avril 1794,

n'ayant cessé d'accaparer les meilleures forces de la coalition, semble retentir en juin aux champs de Fleurus quand l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse étaient d'accord pour estimer que le « véritable théâtre des opérations » était en Pologne! Dès lors, la paix se dessina des Alpes au Rhin.

Il serait inutile de prolonger la démonstration. Elle est irréfutable pour les trois premières années où nos moyens d'action militaires n'étaient pas encore trempés par l'expérience. Et cette preuve fonde pour nous la plus sûre des espérances. La Législative et la Convention n'étaient appuyées à l'Orient de l'Europe que par la discorde des conquérants et la noble, la frémissante volonté de vivre du peuple dépecé. Il y a mieux aujourd'hui : la coopération n'est plus inconsciente, elle est représentée par les armées et les États.

Ne seraient-ils pas entraînés et soutenus par leurs victoires, ne seraient-ils que menaçants, les Russes créeraient à la frontière prussienne un état de difficulté et d'angoisse autrement inquiétant pour Guillaume II que ne le furent pour Frédéric-Guillaume les convulsions polonaises ou les intrigues austro-russes de ce temps là. Les jalousies et les convoitises du roi de Prusse suffirent à nous donner le concours décisif qui permit la défense et le salut de la nation. La pression orientale de 1914 obtiendra plus et mieux : elle dégagera nos frontières, elle permettra à notre armée de les balayer, elle assurera l'abaissement, le démembrement des Allemagnes, la liberté de l'Europe et de l'univers.

LE DÉPART ET LA VICTOIRE

3 septembre 1914.

Le gouvernement de la République quitte Paris devant la probabilité d'incursions allemandes dans les environs de la capitale.

Un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut délibérer, commander ni traiter qu'en possession de la plénitude de ses pouvoirs. Une des raisons qui nous ont de tout temps éloignés de la République, c'est que cette sorte de régime est insuffisamment libre, surtout par rapport à ses électeurs, à ses argentiers et aux colonies des étrangers de l'intérieur. Nous ne pouvons que l'approuver de vouloir du moins se soustraire à toute influence de l'Étranger du dehors, notre envahisseur. Le salut national était à ce prix.

Comme l'explique la proclamation gouvernementale, il tombe sous le sens que cette utile retraite signifie avant tout l'énergique résolution de résister jusqu'à la victoire. Charles VII avait reculé sa capitale jusqu'à Bourges. Le vieux Louis XIV, à la veille de Denain, parlait de renvoyer la cour sur la Loire, avant d'aller prendre en personne le commandement de ses dernières troupes. Ces épisodes de nos plus vieilles annales montrent que le centre de l'État français est établi sur un point excessivement rapproché des limites du territoire. Les progrès des moyens de communications ont réduit encore la distance de notre capitale aux frontières de l'Est et du Nord.

Les chemins de fer, les télégraphes, l'automobi-

lisme ayant ainsi diminué une sécurité qui déjà était fort précaire, une politique prévoyante aurait dû parer depuis longtemps à ce danger, soit en interdisant la formation de grandes unités nationales sur notre côté le plus découvert soit encore en nous arrondissant du côté du Rhin. Après les invasions de 1814 et de 1815 qui auraient dû servir de leçons, nous avons suivi une voie diamétralement opposée. Elle nous a conduits à 1870 et, comme nous y avons persévéré, voici 1914 qui nous menace d'une quatrième insulte aux franchises du sol parisien. Quatre invasions en un seul siècle, ce serait beaucoup trop! Cette fois, l'ennemi en sera pour des menaces vaines. Nulle possibilité de succès ne lui est laissée, si nous tenons, si nous jurons, comme on l'a juré, de tenir et de durer.

POUR LA DÉFENSE DE PARIS

On le peut, on le doit. Parlant des précédents de notre résistance, j'ai évité, tous ces jours-ci, de me référer à ceux d'il y a quarante-trois ans, car des divisions lamentables, une révolution opérée devant l'ennemi, la scission en deux groupes rivaux du Gouvernement provisoire firent donner leur plein aux puissances de catastrophe. En septembre 1914, l'opposition se montre plus patriote que l'opposition de septembre 1870 et le gouvernement paraît bien plus sage que le gouvernement d'alors : quoique les dirigeables et les avions lui ouvrent le chemin de l'air, il prend le train quand il est temps, part tout entier, laissant Paris à une autorité militaire subordonnée.

Ce qu'il a d'unité étant sauvé, il lui sera possible de bénéficier des circonstances européennes qui sont, en somme, toutes pareilles à celles qui précédèrent de peu de mois en 1792 les victoires de Valmy et de Jemmapes, en 1793 la victoire de Wattignies, en 1794 la victoire de Fleurus et la paix de Bâle. La pression orientale exercée par la Russie produira sur les champs de Belgique et de France exactement les mêmes effets que la pression orientale causée par les complications, brouilleries et insurrections de Pologne. Puissent les gouvernants républicains d'aujourd'hui s'inspirer du grand modèle de réalisme donné par les Conventionnels dans la conduite de la guerre et des affaires extérieures! Un verbiage gambettiste ne nous mènerait à rien.... Tout au commencement des grandes guerres de la première République, on croyait aussi pouvoir diriger les armées avec des discours et conduire les négociations avec des principes métaphysiques. Mais les armées étaient battues. Et les négociateurs se couvraient de ridicule. L'expérience les corrigea peu à peu. Pour vaincre, ils se plièrent aux *conditions de la victoire*, dont la première est la discipline, l'organisation, la préparation.

Elles n'ont pas changé. Ceux de nos confrères républicains qui s'attardent encore aux trompeuses nuées qui nous valurent tant de mortelles faiblesses devraient, par pitié pour la France, sonder le vide extrême de toutes ces fictions. Nous mourons de ce qu'ils exaltent, l'anarchie libérale et parlementaire, la démocratie guerrière à l'intérieur, pacifiste au dehors. Nous sommes nés, nous avons grandi de

notre ancienne, joyeuse et généreuse docilité aux principes constitutifs des sociétés. Tout l'éclat de notre civilisation repose sur ce fond solide. C'est sur le même premier fond que nos ennemis ont construit leur sombre et sotte Babel. Il est un point, un seul, par lequel l'Allemagne échappe à sa misérable condition de peuple barbare, et ce point qui fait sa force actuelle, qui établit sa suprématie militaire, c'est l'ordre, c'est la discipline, c'est l'autorité, c'est la tradition, et la continuité de son gouvernement. Par là, et par là seulement, ses qualités inférieures, ses dons médiocres furent orientés vers un succès si grand que le monde a pensé lui être asservi [1].

Le monde échappera à cette servitude, cet ignoble succès va trouver son terme, mais les Français n'aboutiront au terme sacré qu'à la condition de comprendre, de voir ou du moins d'agir en conformité avec les lois naturelles des réussites humaines, qu'elles soient militaires, qu'elles soient politiques. Nous ne réussirons à échapper au joug germain et à

1. Le jour même où l'*Action française* publiait ces réflexions à Paris, l'*Idea Nazionale* de Rome donnait un très intelligent article signé Antonio Pagano et qui s'élevait contre ceux qui avaient : 1° placé à Berlin la Mecque de la Pensée italienne; 2° transféré à l'Allemagne le monopole du génie philosophique et de la profondeur de la pensée; 3° méconnu les trois grands facteurs de l'esprit latin (le catholicisme, le sentiment civique des petites républiques médiévales, l'humanisme de la Renaissance); 4° haï chez les Allemands ce que nous aurions dû reconnaître pour nôtre (le ferme État à la romaine, autoritaire avec mesure) et 5° admiré au contraire ce qui était spécifiquement allemand. Mais, ajoutait Pagano, dans l'art de gouverner ou de combattre, il n'y a pas de méthode allemande ou non allemande. Il y a l'ordre ou le désordre. (Voir sur le même article à la page 315).

recréer la plus grande France qu'à force d'esprit, de discipline, d'ordre, d'autorité, de tradition. La démocratie républicaine ne facilite pas l'observation spontanée de ces lois, elle les contrarie même très puissamment; mais le gouvernement militaire et la sévère économie de l'état de siège ont déjà, sous la pression de l'ennemi, fait éclore quelques-unes de ces rares vertus.

L'insigne honneur de la presse parisienne sera de les maintenir telles qu'elles apparaissent depuis un mois, hautes, graves, simples, calmes, paisibles, dignes en tout point du nom français. Cette presse mère de tant de maux peut aujourd'hui un bien immense : il lui suffira de travailler dans le sens d'un esprit public si beau et si pur, une censure exacte se chargeant d'exclure tout essai de critique, toute entreprise de murmure et toute tentative de récrimination. Les soldats se battront tantôt loin de Paris, tantôt sous nos murailles : ceux d'entre nous qui ne pourront porter les armes avec eux les soutiendront, les encourageront et applaudiront à leurs exploits. Le gouvernement sera libre de l'invasion, et l'armée de Paris, la ville de Paris, libérées aussi de tout souci politique, adonnées tout entières à leur libre défense, combattront, tiendront, dureront autant qu'il le faudra : puis, quand le canon russe, le sabre russe, l'épée russe retentiront sur le pavé de la Germanie, les échos d'occident leur apporteront la rumeur du triomphe parallèle de nos armées[1].

1. Le même jour, M. Ernest Gaubert, dans *Paris-Midi*, rendait hommage notamment à la réserve des royalistes

qui « pourraient trouver à gloser sur certaines mesures » et qui « ne le font pas » : « L'*Action française* s'abstient de toute critique, par principe. *Voilà le bon exemple.* Il est bien évident que moi qui vais dans trois ministères, depuis un mois, plusieurs fois par jour, je pourrais posé au renseigné et au critique militaire. Tous mes confrères pourraient en faire autant! Ils ne le font pas, parce que chacun connaît son devoir. S'il y a des détails qui nous choquent ou nous chagrinent, *disons-nous que nous ne sommes pas bien sûrs de les comprendre*, ni d'en saisir l'importance. Devant le résultat final, cela ne compte pas. Au contraire par des critiques bien intentionnées, mais inexactes, nous risquons de faire beaucoup de mal sans nous en rendre compte. Enfin, en ce moment, le Français qui parle de trahison est plus dangereux que l'aviateur allemand lançant des bombes. »

VIVE LA NATION !

4 septembre 1914.

Tout patriote parisien se fera un devoir et un honneur de souscrire à la proclamation du gouverneur de Paris. Il s'agit de « défendre » Paris contre l'envahisseur ; de le défendre « jusqu'au bout ». C'est l'aspect parisien du problème posé par l'Allemagne à la France. Ni moyen terme, ni composition ne sont de mise. Ou renoncer à être, ou faire disparaître l'invasion et la cause de l'invasion.

Sur l'invasion, tout le monde est d'accord. Sur sa cause, que l'on peut désigner par des noms très divers, l'union des esprits se fera au fur et à mesure que les faits mieux connus éclaireront d'un jour plus net l'orientation de l'Allemagne et du monde. On a beaucoup crié, le mois dernier, contre l'Allemagne impériale et royale, aristocratique et féodale : il a fallu déchanter lorsque tous ceux qui avaient vu les Allemands d'un peu près montrèrent à l'œuvre l'Allemagne populaire et universitaire.

Pour l'Allemagne socialiste, elle vient de se présenter elle-même.

Nous n'avons pas voulu faire allusion hier au voyage à Rome de M. Sudekum, député au Reischtag, ambassadeur de la social-démocratie allemande auprès des socialistes italiens pour les entraîner dans l'orbite de l'empereur et de l'impérialisme allemand. Nous attendions que la nouvelle fût d'abord confirmée par ceux qui avaient qualité pour

le faire. « Ce voyage « *a eu lieu* », avoue l'*Humanité*. Nous attendions aussi l'appréciation. La voici, découpée dans le même journal : « Nous avons le devoir, sur un sujet aussi grave et aussi douloureux pour les socialistes irréductiblement internationalistes que nous sommes, de ne nous prononcer qu'avec la plus expresse réserve. Mais, etc.... » On voudrait que le sujet grave et douloureux devînt surtout instructif.

M. Sudekum s'est heurté, disent les dépêches italiennes, à l'irrésistible opposition des socialistes romains. En quoi, ceux-ci étaient absolument d'accord avec le sentiment national et l'intérêt national de toute l'Italie; comme les socialistes français sont d'accord avec le sentiment national et l'intérêt national de la France entière; comme « le grand écrivain socialiste anglais », M. Wells, qui vient de donner aussi son avis sur la guerre, s'est trouvé tout à fait d'accord avec le sentiment national et l'intérêt national de son Angleterre. Si les socialistes y veulent réfléchir, le fait pourra paraître « grave » et même « douloureux » pour leur doctrine qui élève la solidarité sociale des classes au-dessus des liens nationaux, car il est vrai que cette doctrine est détruite par les faits. Mais que peut donc leur importer une doctrine si elle est fausse? Reconnue telle par eux, elle cesse de leur appartenir, c'est une étrangère et une ennemie. Ils n'ont qu'à la quitter comme une défroque et prendre les couleurs nouvelles et splendides de la vérité retrouvée.

Le changement s'impose. Car la persévérance dans l'erreur peut créer des mécomptes nouveaux. Je vois

M. Wells qui s'excite contre le Kaiser et M. Krupp. Jacques Bainville lui a déjà péremptoirement répondu par anticipation dans l'article qu'on vient de lire, écrit loin de Paris[1]. Il y a cent vingt-cinq ans, la France, pour venir à bout des « tyrans, des rois conjurés », dut recourir aux procédés et aux méthodes militaires de la monarchie qu'elle venait de renverser ; la France dut abdiquer les méthodes oratoires et libérales de la Constituante, qu'elle avait tant pratiquées et applaudies, pour se ranger au réalisme, à l'empirisme organisateur de ces comités de la Convention qui, à l'automne de 1794, publiaient le plus bel éloge qui ait jamais pu être écrit de la politique bourbonnienne. Comme ces comités, on peut suppléer quelque temps à la monarchie. Suppléera-t-on à Krupp? Et peut-on venir à bout d'un fondeur de canons autrement que par un autre fondeur de canons? Il n'y a pas longtemps, on affectait de mépriser et d'insulter comme les exploiteurs des peuples européens les chefs de la métallurgie française. Mon maître Anatole France répudiait dans un banquet de 1911 une « grandeur de ferraille ». Où seraient nos armées sans cette grandeur-là? Que deviendraient nos soldats sans cet admirable colonel Deport, constructeur du 75, et sans ces admirables généraux Mercier, Deloye, Langlois, Sainte-Claire-Deville, Billot, qui collaborèrent soit à sa construction, soit à son adoption? Nos fantassins entourent

1. Article paru en tête de l'*Action française*, intitulé : « L'État brigand » (ou l'État prussien) une des nombreuses pages qui annonçaient les analyses lumineuses de l'*Histoire de deux peuples*.

de leurs bras et couvrent de baisers cette arme de salut. Les officiers réfléchis qui ont vu la scène se sont dit très certainement qu'un émule de Krupp peut être le plus précieux et le plus bienfaisant des amis de l'humanité. De même qu'on ne tire pas le canon contre les idées, on ne lance pas les idées contre le canon, surtout des idées fausses, surtout des idées contradictoires! La vérité humaine, d'accord avec toutes les vérités françaises, est qu'on ne vient à bout du fer et du feu qu'au moyen du feu et du fer.

Encore faut-il savoir manier ces armes et les utiliser et, pour les utiliser, ne point se faire de chimère. M. Wells, qui a beaucoup de talent, est-il très raisonnable de prêcher avec tant de passion une croisade contre Krupp et Guillaume tout en disant aux Allemands qu'il n'en veut pas à leur « unité »? D'autres révolutionnaires font chorus et déclarent que, l'Alsace et la Lorraine une fois reconquises, on laissera la douce Germanie aux braves Germains. Combien se montraient plus sensés les écrivains de la *Bataille syndicaliste* qui souhaitaient voir s'établir non pas certes *une*, mais plusieurs Républiques, beaucoup de Républiques, en Allemagne! La paix et la liberté des peuples européens ne s'établiront qu'à ce prix. Veut-on absolument négliger cette condition? C'est parfait, mais aussi tout sera à recommencer avant peu d'années. Qui sera attrapé? Sans doute M. Wells et ses approbateurs d'aujourd'hui, mais aussi et surtout le malheureux public qu'ils auront induit en erreur. On trouve nos conditions impitoyables. Ne voit-on pas que c'est de notre côté qu'est la vraie pitié? C'est nous qui nous affligeons à la pensée des

charniers à venir qu'amoncellera le simple effet d'une grande erreur. Evitez cette erreur. Vous épargnerez aux hommes futurs de nouveaux massacres.

Je sais qu'on appelle ces erreurs-là des « idées modernes ». Les pauvres vieilles! Admirez ce qu'elles pesèrent à Vienne, à Berlin dans la conscience des plus « modernistes », je veux dire des plus avancés des politiciens d'Autriche et d'Allemagne. Elles n'ont rien pesé du tout devant l'idée de la nation. Et c'est l'idée de la nation qui soulève aujourd'hui Paris et nos provinces. L'idée de nation est la reine du monde. Il n'y a au-dessus des nations que la papauté et la fraternité catholique. Tout le reste pâlit devant cette idée dominante. Tout le reste tombe au néant. Si la propagande républicaine ou démocratique pouvait apporter un millionième de puissance réelle à la défense de la nation, en notre qualité de nationalistes avant tout nous serions les premiers à pousser de ce côté-là. Des « vive la République! » ou des « vive l'Humanité! » qui sauveraient la France et qui écraseraient la barbarie germanique seraient les bienvenus! Mais nous ne voyons plus nulle part de trace bien forte d'un sentiment qui fut si fort : en France comme ailleurs et, plus qu'ailleurs peut-être, c'est le Nationalisme qui ébranle, et qui emporte tout. Il n'y a plus qu'un cri de *Vive la Nation!* L'ère du patriotisme conditionnel est finie. De la guerre et de la victoire, sortira un patriotisme épuré, un patriotisme sans conditions, mais avec toutes ses conséquences d'organisation, de force, d'union, de prospérité et d'ordre public.

LA MANŒUVRE DE THERSITE

5 septembre 1914.

Le décret de clôture des Chambres a paru à l'*Officiel.* C'est ce qu'il est permis d'appeler, sans aucune exagération, du nanan. Je suis moins satisfait de la perspective d'être privé de mon numéro du *Temps* de cinq heures. Nos confrères du *Temps* sont à Bordeaux. Même depuis la mort d'Adrien Hébrard, ce grave et robuste journal républicain faisait un beau répertoire de faits et d'idées, celles-ci généralement fausses (sauf en ces derniers temps), ceux-là en général exacts. Les bons Parisiens s'y feront comme à d'autres petites disgrâces. En revanche, le départ de M. Clemenceau ou l'arrêt de son journal fera pousser un ouf de soulagement[1].

Plus d'un bon citoyen aura pu s'y tromper, mais aucun bon esprit. Si quelque fait pouvait nous consoler de l'opprobre jeté par le sénateur Gervais sur les soldats de mon pays, ce serait l'unanimité avec laquelle le sentiment de l'honneur et aussi la flamme héréditaire de la raison latine se sont prononcés par toute la Provence non seulement contre M. Gervais qui représente le département de la Seine, mais aussi contre le sénateur Clemenceau qui représente le département du Var. Des journaux aussi différents que le *Petit Marseillais* et le *Soleil du Midi*, des

1. C'est à la fin de septembre que le gouvernement de Bordeaux suspendit pour huit jours l'*Homme libre*, lequel ressuscita en *Homme* trop mal *enchaîné*.

écrivains aussi divers que Xavier de Magallon et M. L. Faber, ont opposé le même cri au verbiage de M. Clemenceau. « Silence! » « Qu'il se taise! »

Magallon donne quelques échantillons d'invectives gratuites, de calomnies en l'air, d'insinuations pernicieuses. Puis, comme M. Faber, après avoir invoqué l'article premier de la Loi sur l'état de siège, loi visant tout écrit de nature à exercer « une *influence fâcheuse* sur l'esprit de l'armée et des populations », Magallon demande que M. Clemenceau soit mis hors d'état de nuire.

Au point de vue de la justice (celui qui a le plus frappé certains de nos amis), le scandale donné par M. Clemenceau était double. Le sénateur usait de sa haute situation dans l'État, de ses relations, particulièrement avec un ministre, son ami intime et collaborateur de son journal, M. Thomson, pour connaître quantité de détails tenus cachés au pays et qu'il pouvait également voiler, dévoiler, gazer, costumer, commenter, absolument à sa guise et sans que ses publications arbitraires pussent être contrôlées par les journaux voisins. Mais M. Clemenceau journaliste échappait totalement aux sanctions légales, il n'était ni réprimé, ni prévenu, la censure paraissait inapplicable pour un aussi haut personnage et nulle poursuite ne semblait pouvoir être engagée contre l'insolent écrivain. Que de nobles cœurs ont frémi au spectacle de cette licence plus qu'impunie, privilégiée!

Mais la raison était plus irritée encore que l'esprit de justice quand M. Clemenceau se donnait l'apparence de juger en bon citoyen, en patriote exaspéré.

Les murmures les plus dangereux pour les États ou pour les armées ne sont pas ceux qui naissent de la fausse nouvelle, de la révolte ouverte ou de l'antipatriotisme avéré. Le vrai perfide, le traître pur avance par d'autres chemins. Il use de vérités partielles, incomplètes, souvent plus fausses et plus nuisibles qu'une entière fausseté. Les mauvaises actions de M. Clemenceau pendant tout le mois d'août se sont toujours inspirées de cette méthode.

Pour troubler l'armée qui fait le siège de Troie, pour séparer les soldats des chefs, Thersite se garde bien de formuler les sentiments d'envie et de jalousie très amères qui agitent son cœur, ni d'articuler aucune opinion trop passionnés sur la tactique suivie ou la manœuvre faite. Non pas! Ce que le fourbe impute au chef suprême, c'est une injustice et une faute politique *réelles*. Le roi des rois a eu tort de mécontenter un de ses généraux : le plus brave, le plus utile, le plus aimé de ses combattants. Mais si le chef a eu tort, gravement tort de se tromper, il est un tort plus grave encore, c'est celui qu'on se donne quand on ajoute à la faute commise l'aigre propos qui la publie et qui la commente : l'erreur nº 1 affaiblissait l'armée, mais restait réparable, au lieu que la seconde faute, le crime de Thersite, en semant la panique, peut rendre le premier malheur irrémédiable. C'est pourquoi le poète nous le montre justement rossé par Ulysse : « Thersite plia sous les coups et se mit à pleurer. Il s'éleva sur son dos une tumeur livide causée par le sceptre d'or » qui mit tout le monde en gaieté. La bosse de Thersite répara les petits dommages auxquels sa mauvaise

langue avait exposé ses compagnons d'armes.

Est-il besoin de rappeler que dans cette admirable moralité, Homère présente Thersite comme le plus lâche de tous les Grecs. Le murmure est, en effet, le triomphe du mauvais soldat. Celui qui fait mal sa besogne ou qui ne la fait pas, celui qui ne sait que saboter ou flâner est aussi le premier à faire la critique de quiconque se mêle au fort de l'action : ses chefs sont des idiots, des traîtres, des capons, pis encore. Regardez-le en face, et vous verrez si la capacité de son esprit peut aller au delà de ces négations sans portée utile, non sans effets pernicieux. Un moyen de le faire taire est de lui demander ses états de service. Ceux de M. Clemenceau sont bien connus : la révision du décret de Messidor, la raréfaction de notre corps d'officiers, la scandaleuse diminution des périodes d'instruction pour les réserves, les funestes mesures qui décidèrent les démissions des généraux Hagron et Michal.... Ce dossier écrasant commandait le silence à M. Clemenceau. Nous lui souhaitons bon voyage. Nous nous réjouissons de ce bon débarras pour le camp retranché de Paris[1].

1. Le 26 septembre je recevais, et la publiais le lendemain, une nouvelle justification de notre campagne; c'était une dépêche de Berlin adressée au *Stockolms Dagblad* qui l'avait donnée le 10 septembre, et rendant compte des articles de M. Clemenceau avant la Marne :

« *Berlin*, le 9 septembre. De notre correspondant particulier.

« Clemenceau a publié dans son journal l'*Homme libre* un article dans lequel il met en doute la valeur militaire des fortifications de Paris. Il considère comme un grand malheur pour le gouvernement que celui-ci ne soit pas resté sous le contrôle de l'opinion publique. Il faut surtout que

le gouvernement sente l'importance de ne pas cacher les nouvelles mêmes si elles annoncent des désastres.... »

L'agence allemande, désireuse d'influencer l'opinion suédoise, n'hésitait même pas à ajouter la formalité du coup de clairon patriotique obligé que M. Clemenceau n'oublie guère :

« La France met tout son espoir dans son armée et chaque homme fera son devoir. »

La phrase vaguement et faiblement optimiste servait à authentiquer ces paroles de dénigrement et ces murmures d'anarchie qui ont fait la grande espérance de l'empereur et du peuple allemands. Envoyées à Berlin, d'où on les a fait rayonner en Suède, en Hollande, en Italie, partout où nous avions des amis anxieux qu'il importait de décourager et de combattre, ou des ennemis obscurs qu'il fallait soutenir et stimuler, les paroles de M. Clemenceau ont été employées tout naturellement à militer contre la cause de sa patrie. (*A. F.* du 27 septembre 1914.)

ON NOUS A DIT LA VÉRITÉ

6 septembre 1914.

Nul ne peut reprocher à l'*Action française* d'avoir abusé, ni même beaucoup usé de la stratégie en chambre; nous avons généralement consacré à la critiquer dans ses excès pernicieux le papier et le temps que beaucoup de « pauvres d'esprit », comme disait l'un d'eux, M. Clemenceau, ont gaspillé dans ces déductions sans substance, sans base, sans point de départ solide et sérieux. La confiance et le silence peuvent demander un peu d'effort sur soi-même; mais, une fois qu'on en a compris l'utilité, et pour ainsi dire la fonction militante, quand on s'est rendu compte du service que l'abstention de tout verbiage critique rend à l'opinion française, par conséquent à l'armée française, par conséquent au peuple français, l'esprit discipliné se rend compte qu'il n'y a rien de plus nécessaire ni de plus fructueux.

Une main amie qui me passe le *Corriere della Sera* de mardi dernier me permet de faire voir et toucher l'un des excellents fruits de cette discipline, non seulement au point de vue de la santé nationale, mais pour la connaissance de la vérité désintéressée, objective, pure. Qu'on ne s'étonne pas de ce témoignage étranger! Les Italiens sont placés par leur neutralité et par leurs relations dans les deux camps de telle façon qu'ils reçoivent et comparent les communiqués de Paris et de Berlin. Or, que disent les Italiens du *Corriere*? Exactement ce que

nous a dit le bulletin officiel du ministère de la Guerre à Paris. La note du *Corriere* résume en quelques lignes toute la substance de ce qui nous a été « communiqué ». Rien de plus, mais rien de moins. Il faut donc bien que l'essentiel nous ait été dit, puisqu'un impartial Italien le peut résumer ainsi :

Un des traits caractéristiques de la guerre entre la France et l'Allemagne est l'absence d'événements formant pour ainsi dire points de repère. Il n'y a pas eu (ou tout au moins la nouvelle n'en est pas venue jusqu'à nous), de grandes batailles, terminées par un résultat net, signalant les différentes phases de l'action générale. Depuis les premières recontres de patrouilles à la frontière au commencement des hostilités, on peut dire que la lutte a été continuelle, avec plus ou moins d'intensité, plutôt au nord qu'au sud ou inversement, sans interruption cependant. Ainsi l'observation de la marche de la guerre a été rendue très difficile, étant donné que l'action, procédant par faibles degrés, se laissait à peine apercevoir. Il semblait que tous les jours se ressemblassent, qu'aujourd'hui fût égal à hier....

Le *Corriere* ajoute certes, comme nul ne l'ignore en France, qu'au bout de cette série de combats dont aucun n'était décisif, les Allemands sont arrivés sur la Somme et puis sur l'Oise, comme ils sont aujourd'hui sur la Marne : mais il se rend compte que cette avance de l'ennemi, par suite d'un recul graduel de l'armée française, peut très bien résulter d'un plan concerté de défense et rentrer dans une méthode de stratégie. En tout cas, il ressort de son exposé que, de la frontière belge à la Somme, comme de la Somme à l'Oise, comme de l'Oise à la Marne,

on ne nous a rien caché : rien de « catastrophique », rien même d'important.

Que de gens, malgré tout, le crurent! Et combien s'écrièrent que ce n'était pas possible! et que, pour avoir dû céder tant de terrain, il fallait y avoir été déterminé par d'affreux revers. Ces affreux revers, l'Europe neutre les ignore, l'Allemagne a dû les laisser ignorer au monde, elle qui n'eût pas manqué de les claironner aux quatre vents du ciel, comme elle y avait intérêt, si ces prétendues catastrophes et ces fantastiques revers n'eussent été le simple et ignoble effet de l'imagination de nos vertueux « paniquards ».

... Je suis bien bon d'aller chercher mes preuves au fond de l'Italie! Il n'y a qu'à voir la tenue des bons soldats Français, de retour du champ de bataille. Joie des yeux, sérénité des visages, calme de la voix et du ton, on sent une force maîtresse d'elle, pénétrée de confiance dans la victoire.

L'ANGLETERRE TRANSFIGURÉE

Les Anglais font plaisir à voir à leur poste de combat. Admirons aussi le langage substantiel de leur politique : il ne sonne que l'action depuis que l'action se prononce. Adieu, le prêche radical et puritain! Adieu, tartines du patois de Chanaan! Les Winston Churchill, les Asquith vont au fait avec une rapidité qui escamote le régime parlementaire. Le premier lord de l'amirauté articule paisiblement : « Si l'Angleterre, dans la présente guerre ou dans *celle qui suivrait sûrement si celle-ci n'était pas concluante*.... » Les bonnes gens qui croient que

les batailles de 1914 marqueront la dernière des luttes entre Européens seront sages de lire deux ou trois fois cette phrase, pour se rendre compte de ce qui se passe dans les meilleures têtes de l'Angleterre officielle. L'Angleterre ne veut pas être réduite à devenir « un petit pays comme la Hollande » : cette volonté étant arrêtée, elle prend ses mesures, en conséquence. ·

Les chefs du parti conservateur retrouvent tout naturellemeut, dans cet ordre d'idées, un avantage qui tient au caractère intellectuel de leur tradition historique : — La guerre est le fait de l'Allemagne, qui n'avait qu'un mot à dire pour l'empêcher, s'est écrié M. Bonar Law, ajoutant : elle a préféré tirer l'épée. C'est *aussi par l'épée qu'une telle politique sera supprimée*! » Grave leçon pour les idéalistes irréfléchis qui se figurent encore que l'argument de Krupp peut être réfuté par un vers de Victor Hugo ou par des phrases de Keir Hardie et de Wells.

Enfin M. Balfour a fourni une définition de l'Allemagne qui fera plaisir à tous nos lecteurs. Car, l'ayant vue cinquante fois dans nos colonnes, ils seront ravis d'apprendre qu'elle a cours par delà le détroit. L'Allemagne de M. Balfour est la nôtre : c'est « *un État qui sait créer la puissance, mais qui ignore absolument la façon de s'en servir* ». En d'autres termes, cet État, qui sait et qui fait son métier d'État, est au service d'une nation sans grandeur d'âme, incapable de cette générosité, de cette bienfaisance supérieure qui est le luxe natif de ces races d'esprits et de cœurs vraiment nées pour être puissantes.

Notre ami, Louis Dimier, a raison de dire et d'écrire que l'âme anglaise a de beaux éclats du métal romain. Ce peuple ressemble à sa langue. Les grandes heures de son histoire, comme les grands livres de sa littérature politique de Burke à Macaulay, furent dignes de refléchir la majestueuse sagesse du Sénat et du Peuple Roi.

L'ISSUE DE LA GUERRE ASSURÉE

Magnifique nouvelle : la Grande-Bretagne se lie enfin à la Double-Alliance, devenue par le fer et le feu l'égale de la vieille Triplice. Les trois gouvernements s'obligent à ne conclure aucune paix séparée. Tous les vrais Français qu'assiégeaient d'obscures appréhensions, vont respirer à l'annonce du grave devoir qu'ils assument et de la garantie immense qui désormais le soutiendra.

LA COALITION DÉCISIVE

7 septembre 1914.

Il faut y revenir.

Cela est capital. Oui, la déclaration des Alliés « *ruine tous les projets de désorganisation diplomatique combinés à Berlin* ». Ni l'intrigue, ni l'or ne pourront rien désormais sur sa conduite raisonnable, patriotique, utile, de cette dure guerre : les défaites momentanées, les échecs partiels, s'il s'en produisait par hasard, seraient sans action réelle. La faiblesse du régime se trouve désormais compensée par l'adhésion hardie, complète, irrévocable, que le gouvernement français a donnée aux gouvernements alliés. En se liant, il s'est libéré de la Papillonne démocratique. Nous l'indiquions hier en termes réservés dans le cri de joie que nous a fait pousser la bonne nouvelle. Le doyen des journaux républicains de Paris, les *Débats*, y revient en termes plus nets :

Nul n'ignore, en effet, que le plan de la Wilhemstrasse était d'arracher à Paris, à un gouvernement en décomposition, une paix déshonorante d'apparence modérée. On se flattait de nous mater tout en nous brouillant à jamais avec l'Angleterre et la Russie. On espérait trouver des complices parmi les politiciens français.

Nous arrivons ici à la politique intérieure. Ce sujet est triste, répugnant même. Il faut pourtant l'aborder. Au milieu du cataclysme qui secoue l'Europe et menace l'existence de la patrie, il est en France des politiciens

qui pensent encore à leurs intérêts et à leurs rancunes. Quand les armées s'affrontent dans la mitraille, ils songent aux moyens de reconquérir le pouvoir et de placer leurs créatures. Ils ne souhaitent point la défaite. Mais ils envisagent la possibilité de traiter en vaincus et de sauver à la fois ce qui resterait de la France et leur influence politique. Depuis quinze jours, leurs clients et amis propageaient la panique. *Ils tenaient dans les couloirs de la Chambre des propos écœurants.* Si, par hasard, ils envisageaient l'hypothèse de la victoire, c'était en vue du profit qu'ils en pourraient tirer. Ils étaient l'opprobre de ce pays dont la population vaut tellement mieux qu'eux. Ce n'est pas le moment de citer leurs noms. On les dira plus tard s'il est nécessaire.

Il nous avait paru suffisant de marquer d'un mot que le régime autorisait « d'obscures appréhensions ». Le *Journal des Débats* montre que ces appréhensions, pour lui fort lumineuses, étaient justifiées par les faits. Ce que notre système politique rendait possible, les politiciens qui profitent de ce système étaient en train de le réaliser. Ce crime politique était plus que rêvé : il avait reçu un commencement d'exécution. Nous n'avions pas osé le croire et, si nous l'avions su, nous l'aurions gardé pour nous.

Le texte des *Débats* est acquis à l'histoire. Si jamais, après le triomphe de nos armes, il est donné suite à mon livre *Kiel et Tanger ou la République française devant l'Europe* (1895-1905-1915), il sera nécessaire de spécifier comment l'inquiétude des esprits politiques et des cœurs patriotes, républicains ou royalistes, ne tomba que le jour où le pouvoir suprême, le pouvoir de signer la paix, se trouva confisqué, séquestré, devenu indivis dans le

consortium des grandes puissances belligérantes, et mis à l'abri des intrigues et de l'embûche des partis. Heureuse notre France d'avoir enfin trouvé cette garantie contre les secousses intérieures! Plus heureuse encore si elle eût été organisée de manière à pouvoir se passer de la garantie du dehors!

D'où que nous viennent cet affermissement des alliances, cette continuité de leur action, ce sont les deux plus grands biens qu'il fallût souhaiter avant la victoire. Qu'ils soient donc bienvenus, avec tous les sérieux devoirs qu'ils pourront entraîner, mais qui entraîneront des compensations aussi abondantes que magnifiques!

SOLIDARITÉ DE NATION

On ne saurait insister trop énergiquement sur l'aspect que présente l'Europe socialiste. Pendant que les socialistes belges et français adressent à « l'Internationale » un énergique et saisissant exposé des iniquités allemandes, que font les socialistes allemands? Ce n'est pas moi qui le dirai. Je laisserai parler un collaborateur de l'*Humanité*, M. Édouard Vaillant, le député socialiste de Paris.

Ce vétéran de nos luttes ne se cantonne déjà plus sur le terrain démocratique et humanitaire. Les premiers mots de son article rendent un son patriotisme fleurant je ne sais quel vieux bouquet de Blanqui.

Le *Vorwaerts* y est abordé franchement.

Dans le même numéro où, le 25 août, il donne la carte des dernières grandes victoires, et il ne nous apprend pas s'il y compte Liège et Gumbinnen en attendant Lemberg, le *Vorwaerts* expose ingénieu-

sement la conception allemande de la guerre et de ses résultats, telle que l'ont fabriquée les mensonges officiels et pangermanistes. La violence et l'hypocrisie impérialistes s'y révèlent sans voiles.

Tout le monde sait que le *Vorwaerts* c'est l'*Humanité* allemande. C'est le journal qui donne le mot d'ordre aux millions d'électeurs de la sozial-démocratie, à ses centaines de milliers d'adhérents cotisants, à ses journaux nombreux, à ses brochures et folioles innombrables. Non, ce n'est pas moi qui le dis, c'est M. Vaillant au *Vorwaerts* de Paris : « *La conception allemande* » dans ses « *violences* » et son « *hypocrisie impérialiste* » se fait seule jour dans l'organe officiel du socialisme allemand. L'univers, le genre humain y sont comptés pour rien : l'Allemagne, l'Allemagne y est mise au-dessus de tout.

La sozial-démocratie allemande se montre aussi impérialiste que M. Andier la dépeignait jadis en dépit des protestations de l'*Humanité*. Ce que dit le gouvernement de Guillaume II, ce qu'il veut que l'on croie, la sozial-démocratie le redit et le croit. Elle admet toutes les bourdes que l'empereur ou les bureaux impériaux prient « *leurs* » socialistes d'admettre. Elle répète pieusement que la guerre conduite dans les plaines de Belgique et les vallons de la Marne est une guerre à la Russie. Si « la tartuferie militaire germanique » (expression de M. Vaillant) formule le regret d'avoir à combattre des peuples civilisés tels que l'Angleterre et la France, la sozial-démocratie accepte argent comptant et transcrit sans difficulté cette fable indigne.

Au fur et à mesure qu'il recopie lui-même en les résumant ces défis à la foi du monde, M. Vaillant ne peut s'empêcher d'exprimer aussi son indignation. Le ton de l'analyse s'échauffe et fait éclater une imprécation finale qui est digne de l'amère ironie des premiers mots. Lisez-la :

L'Allemagne ne se hâte tant de les écraser (*les peuples belge, français ou serbe*) que pour pouvoir mieux alors les prendre en pitié. Une fois vaincus définitivement et prosternés elle sera généreuse pour eux, comme elle l'a été pour l'Autriche après Sadowa. Elle se contentera de les attacher, avilis et déchus, au char de sa fortune. Ils seront les satellites de l'impérialisme allemand dans l'Europe par lui asservie.

Rien, peut-être, mieux que cette suprême injure, n'est capable de faire entendre au Français qui, par impossible, ne l'aurait pas encore comprise, la nécessité impérieuse de résister, de combattre inlassablement jusqu'au bout, jusqu'à l'écrasement de l'impérialisme militariste allemand.

A cette lutte pour l'existence, l'honneur et la dignité de la patrie, pour la liberté et la paix de l'Europe, doivent être donnés toutes les énergies, toutes les forces de la nation, de ses armées, de ses citoyens.

Je ne crois pas qu'il soit possible de mieux dire. Mais ces justes paroles ne devraient-elles pas s'achever aussi dans une vue générale tout à fait juste? Si M. Vaillant avait sur l'épaule un Lebel ou s'il tenait l'épée, je ne le presserais point d'ajouter à cette action militaire absorbante un effort intellectuel de plus. Mais s'il parle et écrit, il pense. S'il pense, que lui coûterait de penser jusqu'au bout? Pourquoi ne prendrait-il point garde à la signification profonde du spectacle qu'il donne, ainsi que ses coreligion-

naires politiques allemands? Eux nationalistes allemands, lui nationaliste français, tous oublient leur solidarité de classes dans l'urgent intérêt de solidarité de nation!

Je viens d'écrire un mauvais mot. *Coreligionnaire.* Être socialiste, ce n'est pas, je suppose, professer une religion, ni adhérer à un dogme surnaturel, ni porter dans son cœur une foi dont les vérifications sont outre-tombe. La confiance dans la suprématie des solidarités de classe, l'acceptation de cette idée que deux prolétaires, l'un français, l'autre allemand ont plus d'intérêts communs qu'un propriétaire français et un prolétaire français, qu'un propriétaire allemand et un prolétaire allemand, l'acceptation de cette idée, la confiance qu'on met en elle doivent être subordonnés à l'hypothèse que l'idée est vraie. Si elle ne l'est pas, rien de fait! Si l'expérience en démontre la fausseté, il est naturel de lui retirer toute confiance, d'interrompre l'adhésion pour adopter cette autre idée plus raisonnable, plus conforme à la réalité que notre plus haute communauté d'intérêts est exprimée par le lien national.

Éclairés et convaincus par l'expérience, les socialistes n'ont plus qu'à souhaiter bonne nuit à leur méprise de la veille. Qu'est-ce qui les en empêcherait? Je me perds à le rechercher. La vérité est impersonnelle. L'honneur des intelligences humaines consiste à la désirer de bonne foi; l'erreur sincère ne l'entache pas, mais l'éprouve : il dépend de nous de l'utiliser pour le mieux. La nation française serait aujourd'hui établie sur un des plus nobles et des plus utiles belvédères de son histoire si tous les

partis, vieux ou neufs s'accordaient sur ce point de fait que les idées nationales, les intérêts nationaux, sont les plus répandus et les plus forts qui soient; plus forts, plus répandus qu'ils n'ont jamais été[1]. On peut, on doit s'élever plus haut que ce point de premier accord, mais, de là, on voit du pays, et, comme le terrain est solide, on peut y bâtir.

Ah! Français, ah! socialistes quand voudrez-vous penser aussi bien que vous sentez et que vous agissez?

1. Il est curieux de constater qu après deux ans de guerre, l'écrivain qui signa Lysis à l'*Humanité* a fait une campagne en ce sens dans le journal de M. Hervé.

LE CORPS DIPLOMATIQUE AU VATICAN

8 septembre 1914.

Ne trouvez-vous pas que nous avons à Rome une situation ridicule? Ce fut jadis celle du Carthaginois en Italie quand ses adversaires lui reprochaient de savoir vaincre sans savoir profiter de la victoire.

Nous venons de remporter un avantage d'autant plus brillant qu'il nous a coûté peu d'efforts : les intrigues de l'ancienne Triplice n'auront servi de rien ; autant que le feu Pape, le Pape élu est un ami déterminé de la France, tous ceux qui représentent une amitié française dans la Ville Éternelle témoignent ouvertement de leur joie, et, le jour où le corps diplomatique est présenté à Sa Sainteté Benoît XV, c'est-à-dire hier même, il devait y avoir, il y a eu, du côté de l'Allemagne et de ses rares alliés dans le monde, quelques figures merveilleusement allongées.

C'était un triomphe pour nous, mais à la condition d'avoir là un représentant qui pût s'épanouir devant la déception des autres et lui faire un pendant d'allégresse victorieuse[1]. Cette condition n'a pas été remplie. Ce contraste n'a pas eu lieu. Bien que Sa Sainteté Benoît XV ait fait sentir le regret de ne pas trouver devant lui un ambassadeur de la France, ce qui nous sauve un peu la face et ce qui entr'ouvre une porte à quelque retour de sagesse,

1. Telle était, de l'aveu de tous, la situation en septembre 1914. On dit qu'elle a changé depuis. A qui la faute, sinon à qui nous tient absents de Rome, où l'adversaire est représenté ?

notre absence est plus qu'un scandale et qu'une sottise : c'est une inconvenance et une laideur. Un peuple peut avoir le droit d'ignorer ou de mépriser ses intérêts matériels et moraux les plus importants. Un peuple comme la France n'a pas le droit de se donner en risée, de faire mépriser son nom, et de se laisser prendre pour un hurluberlu sans sagesse. L'heure européenne est trop grave, les moments vécus sont trop durs pour que nous adoptions ce luxe d'imbéciles, qui consiste à dilapider son propre trésor. Il n'y a qu'un trait de plume à donner, un représentant à nommer, un voyage rapide à lui faire faire : ne serait-ce que pour aller respirer les beaux lauriers déjà fauchés en notre honneur par des mains amies, l'ambassadeur au Vatican devrait être en chemin depuis quelque vingt-quatre heures.

M. Poincaré, M. Delcassé, M. Viviani, leurs collègues auront-ils ce bon mouvement? Plus il sera spontané, vif et prompt, plus il ressemblera à la France, à la France de cette année-ci, de ce mois-ci, et mieux il vaudra !

L'INTERNATIONALE

Tandis que l'Internationale religieuse, l'Église, donne aux peuples un spectacle de dignité et de sagesse qui me semble émouvant et significatif au-delà de toute parole, l'Internationale socialiste semble en être encore à chercher sa vraie pensée sur l'épouvantable déception que viennent de lui infliger les socialistes des pays germaniques.

Les socialistes italiens qui ont reçu M. Sudekum publient le procès-verbal de sa visite. On y lit :

« Le parti socialiste allemand, en soutenant la politique d'agression de l'Allemagne et de l'Autriche, a perdu le droit de se réclamer des leurs, qui s'attachaient à un socialisme international. »

C'est le plus juste des verdicts sur la plus colossale des tromperies. Mais un peu plus loin les Italiens déclarent qu'ils ajoutent à leur résolution « de ne pas se déshonorer en aidant l'Autriche et l'Allemagne » un certain désir de paix motivé par « les deux années de guerre en Libye ». Ce désir de paix nous rappelle combien, en 1911, fut molle, pour ne pas dire nulle, l'opposition des socialistes italiens à cette conquête de la Libye : n'oubliez pas que l'offensive italienne d'octobre 1911 a tout déclanché, et que les guerres d'Orient en sont directement sorties, comme elles ont donné naissance à la guerre actuelle.

Dans ces conditions, quand les socialistes italiens annoncent que la défaite de l'Allemagne sera la libération du prolétariat allemand, par suite la réconciliation de tous les socialistes européens, et quand M. Renaudel fait chorus avec eux, il est permis de réfléchir et de sourire : non, il ne suffit pas d'être socialiste et d'habiter un pays parlementaire pour répudier toute initiative guerrière, il faut aussi être fermé au sentiment de l'intérêt national. Cet état d'esprit était déjà rare en Italie, il y a trois ans, il s'y raréfiera encore. En Italie, en France, partout, il faudra certes songer à régler et à organiser les nationalismes : mais il faudra commencer par en confesser la puissance, l'étendue, la généralité et la primauté de faits.

LE ROMANTISME IMPÉRIAL

9 septembre 1914.

Dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, extrait dans le *Figaro*, M. Victor Bérard, après avoir très bien caractérisé la prudence classique des mouvements bismarkiens, rend, par comparaison, tout à fait saisissants les caractères imposés à la politique allemande par le romantisme allemand que l'empereur Guillaume II personnifie pour l'histoire :

La conquête de l'or pour l'or et pour les commodités et jouissances qu'il procure ; la poursuite des affaires financières, industrielles et commerciales, non pour le bien de l'Etat et « la félicité des sujets », mais, d'abord pour l'enrichissement de quelques privilégiés ; l'amalgame de la politique et de la spéculation, de la diplomatie et de la finance, de la Cour et de la Banque ; l'intimité, l'association de l'Empereur lui-même avec les gens de Bourse et de *cartells* : tel fut depuis vingt ans le caractère le plus marqué de cette « politique réaliste ». — comme disaient chez nous ses béats admirateurs, — que Guillaume II substitua peu à peu à la *Realpolitik* de Bismarck.

Ces deux politiques n'ont rien de commun. L'une voulait mettre en branle ou en œuvre toutes les réalités, pondérables et impondérables, pour construire et maintenir à jamais l'unité de l'Allemagne sous le contrôle de la dynastie et de la bureaucratie prussiennes. L'autre n'a plus eu d'attention que pour une réalité : l'argent. Peser de tout son poids sur l'Europe et le monde pour en exprimer le maximum d'argent le plus vite possible ; user de sa victoire et de son prestige pour obtenir ou extorquer les plus fortes conces-

sions et contributions à l'univers terrorisé ; ramasser l'argent sans se soucier de l'odeur, dans le sang des Arméniens et dans les trafics les plus louches ; menacer chaque matin du coup de force pour réussir le coup de Bourse ; l'historien qui voudra dresser quelque jour le bilan de la politique allemande depuis la chute de Bismarck devra reconstituer d'abord, année par année, le bilan de la spéculation prussienne ; il verra que la guerre présente fut une liquidation en veille de faillite, autant qu'un accès de folie guerrière ou mégalomane. L'Allemagne économique était à bout : ses opérations gigantesques avaient toujours été « malsaines », comme disent les financiers ; elle avait trop brassé, trop risqué, trop avancé de marchandises et d'argent à ses clients peu solvables, aussi bien en Allemagne même que dans le monde entier ; elle avait habitué sa clientèle mondiale à des prix et des conditions de vente qui ne laissait plus au fabricant et au capitaliste allemands les bénéfices nécessaires ; il fallait, par un coup de force, « liquider » ces positions intenables ; c'est pour donner à l'Allemagne endettée les milliards de la Banque de France et de l'indemnité, autant que pour donner satisfaction aux criailleries, menaces et rodomontades des militaristes de terre et de mer, aux pangermanistes, aux théoriciens de la plus grande Allemagne, que Guillaume II fut acculé à la présente guerre.

Cette belle fresque d'histoire morale est digne de rester au dossier des nations germaniques. Elle servira à montrer comment ces nations toujours semblables à elles-mêmes (que l'hégémonie fût aux Prussiens, aux Saxons, aux Autrichiens, à celles qui bordent le Rhin, à celles de la Forêt Noire), furent toujours précipitées par leur nature, dans le crime le plus naturellement haï de l'homme civilisé, à savoir *le crime d'excès*, — et d'excès sans variété, du

monotone excès prolongé, comme en vertu d'une mathématiqne butorde, toujours et *de plus en plus* dans la même direction et le même sens.

L'humanité aurait cent fois crevé de ripailles ou séché de faux ascétisme si elle avait admis pour guides de tels maîtres d'erreur sauvage[1] !

LES SOCIALISTES ET LA MÉTALLURGIE

— *Difficile? C'est fait. Impossible? Ça se fera.*

Ce vieux mot, si français, de troupier débrouillard, de soldat inventeur et créateur au fort de la lutte, n'a jamais été mieux vérifié que ces jours derniers où le génie de la nation a suppléé de mille manières parfois soudaines, souvent parfaites, à tous les imprévus de la situation. Le plus grand des Allemands, celui qui eut des parties de génie classique, Gœthe

1. Guillaume II tout empereur et roi, ressemble à ses peuples infiniment plus qu'on ne l'aurait pensé du temps où Jules Simon bêlait doucement son éloge : ne vient-il pas de disgracier son ambassadeur à Londres, le prince Lichnowsky, sous le ridicule prétexte que ce diplomate l'aurait mal instruit des dispositions de l'Angleterre? Il est probable que tout s'est passé à Londres conformément à la raison et au bon sens. Le prince Lichnowsky écrivait à Berlin que les Anglais n'auraient pas envie de bouger tant qu'ils ne seraient pas provoqués. Rien n'était plus vrai. Cela devenu faux lorsque le gouvernement de Guillaume II est sorti de toutes les données du possible en envahissant la Belgique, en menaçant Anvers, en adressant un véritable défi aux Anglais. Le prince Lichnowsky raisonnait comme on raisonne, moyennant un « *toutes choses supposées égales d'ailleurs* » : la formidable nouveauté jetée de force dans le jeu impérial a troublé forcément tous les pronostics et tous les calculs. Mais ce n'est pas son ambassadeur, c'est lui-même que l'empereur devrait se résoudre à disgracier. (*L'Action française* du 8 septembre 1914.)

disait que les chefs-d'œuvre sont des ouvrages de circonstance. Il insinuait même que toute belle pièce a toujours quelque chose d'improvisé. Il y a du vrai,

Cependant l'improvisation a une limite. Nous ne l'écririons pas si d'anciens révolutionnaires ne l'avaient écrit avant nous. Ce n'est pas nous, c'est M. Pierre Renaudel qui demande dans l'*Humanité* qu'on fabrique des mitrailleuses, des automobiles. « *Que le gouvernement donne des ordres. Qu'il ne* « *perde pas de temps. Il n'en a pas le droit. Il doit* « *agir* » (et M. Renaudel souligne), le gouvernement « *doit agir comme si la guerre devait durer* ». M. Renaudel ajoute : « *Qu'il ne redoute pas les longs desseins* ». Il y a quelque mélancolie à se rappeler que, la saison dernière, nous aurions passé pour les complices de MM. Schneider, si nous avions osé ainsi solliciter des commandes en faveur de la métallurgie. Ce n'aurait pourtant pas été prématuré. Nous ne formions même pas de trop « *longs desseins* » dans cet appendice de *Kiel et Tanger* qui date de 1910, où nous nous plaignions de voir retarder sur l'aviation et l'automobilisme étrangers le pays natal de l'automobilisme et de l'aviation. Nous nous plaignions à temps. Nous étions des réactionnaires. Nous ne méritions pas qu'on nous entendît.

M. Renaudel demande aussi des avions, des pièces d'artillerie lourde. Il crie au gouvernement : « N'hésitez pas. Vous aurez l'occasion de les utiliser. Ne négligez rien pour le salut de la patrie ! » Je n'ai pas le moindre sujet de penser que l'on néglige rien, mais je suis content d'enregistrer ces vœux.

Il n'est pas moins agréable de lire au journal de

M. Hervé, comparant les 68 millions d'Allemands aux 39 millions de Français.

> Ah ! nous n'avons pas voulu faire d'enfants depuis 70, date où la France et l'Allemagne avaient la même population? Nous avons laissé depuis, parce que nous aimons nos aises et que les enfants coûtent cher à élever, l'Allemagne nous distancer de 28 millions d'habitants. Nous payons cela aujourd'hui!

Nous sommes obligés de compenser par nos alliances, par le nombre et par la violence de nos efforts, la différence entre notre population et celle de l'Allemagne; mais M. Hervé me semble l'exagérer : quelqu'un a déjà fait observer que le nombre des combattants représente l'état des deux populations au moment où leurs soldats naissaient, c'est-à-dire il y a au moins vingt années, époque où l'écart était beaucoup moins sensible. Mais il importe peu! Ce qui est bon, c'est de voir la *Guerre sociale*, longtemps fameuse pour ses campagnes en faveur de la dépopulation, censurer ses épargnes de chair à canon avec une gravité toute catonienne.

Nous félicitons les révolutionnaires de tous les nombreux amendements apportés aux doctrines qu'ils professaient hier. Mais en souscrivant à d'aussi bonnes paroles, c'est le cas d'ajouter, comme fait « un socio » dans le même journal pour ses confrères d'Outre-Rhin : « *Hélas! la réflexion leur est venue bien tard* ». On peut improviser des canons, des avions, des mitrailleuses, des automobiles : le docteur Faust n'a pas trouvé le moyen d'improviser des homuncules en état de porter les armes. Les recrues de vingt ans mettent vingt années à pousser!

LE DANGER DES HARANGUES

10 septembre 1914.

Un groupe de députés de toutes couleurs vient de se constituer pour organiser des conférences à travers le pays. Comme on vient de fermer la Chambre, ces messieurs vont mettre en roulotte la tribune et le verre d'eau. Fouette, cocher! Chauffe, chauffeur! Le bruit malsain que l'on croyait apaisé depuis le décret de clôture reprendra de plus belle à travers les départements non envahis. N'était-il pas possible de nous épargner ce tumulte? La paix au dehors nous manque : messieurs les députés ne pourraient-ils pas nous la laisser au dedans?

J'entends bien que le gouvernement de Bordeaux a voulu se délivrer des bruits de couloirs qui commençaient à courir la Gironde et qui lui donnaient un sérieux mal à la tête. L'heure était grave pour faire de tous ces députés ou sénateurs des « commissaires aux armées ». On en fait des espèces de commissaires à la nation. A Bordeaux comme aux Armées, le danger de ces parlementaires était qu'ils se sentissent vaguement qualifiés, sinon pour agir, au moins pour peser sur les décisions des camarades ministres : dans les provinces, ils se contenteront de parler. Or, depuis quarante-trois ans il a coulé un tel flot de paroles sur la France qu'on peut l'estimer tout à fait blasée sur la signification des mots répandus. S'ils ne font pas de bien, ils ne feront pas

de mal, a pensé le Gouvernement, qui estime plus urgent que tout de se débarrasser, de manière ou d'autre, des fâcheux importuns qui sont devenus obsédants.

Oui. Mais, choisie ou subie, la manière, ici, est médiocre pour ne pas dire mauvaise! On prend un des moyens les plus sûrs de rompre cette union des cœurs et des esprits qui était le seul bienfait de l'atroce guerre. Les hommes divisés peuvent agir ensemble, chacun pour ses raisons, chacun pour ses idées, en vue d'un objectif matériel commun, quand celui-ci est bien défini. La guerre a cela d'excellent qu'elle ne demande que l'unanimité d'action. Nous l'avons déjà éprouvé dans nos guerres civiles. Quand il s'agissait de marcher contre l'insulteur de Jeanne d'Arc ou contre le Juif déserteur ou contre le diffamateur du Clergé, nous pouvions faire appel à toutes les nuances de tous les partis patriotes : l'unité de direction étant respectée entre les mains des Camelots du Roi, les bonapartistes, les plébiscitaires, les républicains nationalistes, les catholiques libéraux eux-mêmes se rencontraient sur le même champ de bataille et ils fraternisaient contre les mêmes adversaires antipatriotes, antimilitaristes et anticatholiques. Mais nous n'avons jamais offert aux membres de cette coalitlon de faire des réunions publiques communes, parce que dès qu'on parle, ou même dès que l'on crie, il faut manifester ses raisons, ses idées, ses sources d'inspiration, ses principes directeurs : l'extrême diversité des mobiles et des moteurs eût suffi à troubler sinon à détruire entre les alliés, une union alors précieuse.

On reforme aujourd'hui une union semblable et de beaucoup plus serrée et plus forte puisqu'elle peut conduire à se sacrifier ensemble pour la défense du sol français. Cette union est réalisée sous la conduite du gouvernement, — républicain, sans doute pour notre malheur, — mais existant, mais recevant des nécessités de fait la mission de mener la guerre. Pas de murmures contre ce principe d'obéissance, chacun le sent vital! Pas d'opposition à cet accord tutélaire! De l'extrême gauche à la droite extrême, tous les hommes de cœur et de sens comprennent que tout autre parti serait absurde ou infâme, à moins que d'être absurde et infâme tout à la fois. Les sombres nigauds qui m'écrivent que nous faisons trop de confiance à la République sont des gens qui ne savent ni lire, ni penser. Seuls, les antipatriotes d'hier, réduits, il est vrai, à une infime minorité, minorité d'ailleurs honteuse, peuvent obscurément désirer que cette trêve du salut public soit rompue et que des discussions bruyantes, des conflits tapageurs, des querelles sans méthode, ni direction encombrent de nouveau l'oreille et l'esprit des Français. Les Français envahis se battront coude à coude, quelles que soient leurs diversités de pensées, contre les armées de l'envahisseur : ils risqueront de se combattre les uns les autres si vous les rassemblez dans une salle pour entendre les raisons des doctrines ou le programme des hommes sur lesquels, depuis cinquante et cent ans, ils sont divisés!

Mais, dit la dépêche de Bordeaux, les orateurs exposeront : 1° les origines de la guerre; 2° la justice de notre cause; 3° la situation militaire et diploma-

tique ; 4° les raisons qu'il y a d'avoir plus que jamais confiance dans le succès final.

Hélas! ne croit-on pas qu'ils voudront vite substituer à ce texte diplomatique et guerrier, si mal connu d'eux tous, le texte beaucoup plus familier des raisons de les réélire ou (plus noblement!) de faire confiance aux vertus, au programme de leur parti?

Le terrain défini par la note de Bordeaux serait celui de l'union. Eh! combien de parlementaires seraient hommes à s'y tenir? Le pied leur manquerait dès les premiers mots. Il leur faudrait de toute nécessité revenir au seul terrain dont ils aient la pratique et leur évocation des points de vue particuliers aurait facilement les apparences d'une provocation ou d'un défi. Vous dites votre opinion? Quel motif de taire la mienne? L'affirmation d'une nuance en appellera la négation, la négation d'une autre fera affirmer celle-ci, conformément au droit égal indivisible de chacun : et nous serons bien avancés!

Je ne dis pas que cela aura toujours lieu, ni souvent. Le poids de l'angoisse commune opérera, même dans les idées et les discours. Mais, à mon avis, devant les Armées et devant l'Europe, un seul fait de dissension un peu aigre fera oublier le miracle de tous les accords précédemment constatés ; en présence de l'ennemi, une seule scène de discorde civile comportera plus de dommages et de honte qu'on n'aura trouvé d'avantage ou d'honneur dans mille cas d'embrassade sincère et de communion spontanée. A la place du gouvernement, nous n'aurions pas couru ce risque inutile. Est-il besoin de dire combien j'aimerais me tromper?

1870 ET 1914

11 septembre 1914.

Notre admirable armée continue à faire des prodiges de ténacité, d'endurance et de ferme vigueur. Les dernières nouvelles qui nous viennent de tout le front chantent la gloire de la race, la belle noblesse du sang et la hauteur d'intelligence de ceux qui commandent : l'esprit public du pays, de tout le pays, fait à ces bons combattants le plus digne écho. Sur ce sujet, M. Édouard Vaillant a raison d'écrire dans l'*Humanité* que « la nation est unie » et il a raison de comparer aux résultats militaires et politiques obtenus par notre armée les misérables souvenirs d'il y a quarante-quatre ans.

L'Empire — en bon français : la démocratie couronnée et plébiscitée — n'avait même pas su faire comprendre à l'opinion dont il était la créature la nécessité d'arrêter le développement de la Prusse. Et ce développement, il en était aussi l'auteur ou le complice, comme l'opinion du pays en était aussi le complice ou l'auteur. Il avait tout fait pour seconder Bismarck; pour l'enrayer, rien. Rien pour la propagande à l'intérieur, rien non plus pour la diplomatie, rien pour l'organisation militaire. Ne diminuons pas ses responsabilités. Elles sont plus graves encore que celles de la troisième République. Celle-ci passa quinze ans entiers à persécuter notre armée. Cette persécution n'a jamais tout à fait cessé; elle a reparu dans toute sa gloire aux séances du Sénat et de la

Chambre des 13 et 14 juillet dernier à l'interpellation Humbert ; mais les circonstances européennes et les campagnes de l'*Action française* ont été assez fortes, ces dernières années, pour limiter le mal et conserver le degré d'autonomie strictement nécessaire au nouvel État-Major, l'ancien État-Major auquel on doit le canon de 75 ayant été balayé vers 1900.

Ainsi, l'opposition antirépublicaine a été bienfaisante pour l'armée française ; mais l'opposition des républicains sous l'Empire ne l'avait pas été : cette opposition souhaitait impudemment *une armée qui n'en fut pas une*, elle désarmait un pouvoir qui avait la faiblesse de se laisser faire. Devant l'ennemi de 1914, nous avons fait la réconciliation nationale ; devant l'ennemi de 1870, l'opposition républicaine se réjouit des défaites de l'empereur ; après Sedan, elle n'hésita pas à opérer, pour le renverser, une révolution, devant l'ennemi. Et cette opposition républicaine qui avait demandé, en 1869, l'abolition des armées permanentes, s'intitula gouvernement de la défense nationale et fit parade d'un patriotisme effrontément et verbeusement militaire.

M. Vaillant accuse une moitié de ce gouvernement, celle qui campait à Paris, d'avoir capitulé et trahi, en quoi il ne se trompe guère, mais il loue « la belle organisation défensive créée par Gambetta », en quoi il se montre un peu en retard sur les vérités reconnues ; il établit qu'il n'a pas eu loisir de voir encore le livre irréfutable et irréfuté de notre ami Dutrait-Crozon : *Gambetta et la défense nationale*. Si, comme je me plais à le croire, M. Vaillant a du goût pour la vérité, qu'il lise et médite ces pages !

Elles sont décisives non pour l'esprit de parti, mais pour l'esprit critique, l'esprit qui veut voir et se rendre compte.

Nous n'y mettons pour notre part aucune prévention hostile. Si la vérité de l'histoire et du patriotisme était pour Gambetta, nous mettrions Gambetta à la place où nous saluons les Carnot, les Cambon et tous ces membres de la Convention qui réussirent le sauvetage de la Patrie. Nous n'avons jamais ménagé notre hommage aux souvenirs de leur dictature de salut public. Cela nous permet de le refuser, comme de tout temps nous le fîmes, à la dictature de l'incapacité. Cela nous autorise à demander le sacrifice d'une fable par amour de la vérité et aussi par respect pour le peuple de France.

Quelques révolutionnaires purement oratoires et mystiques peuvent estimer que, fable ou vérité, c'est toujours bien assez bon pour le peuple. Nous croyons que le peuple n'a pas des besoins moins exigeants que l'élite. Il lui faut de la vérité comme du pain. Le mensonge historico-politique vous empoisonne un peuple tout aussi proprement que le cyanure de potassium.

LE DANGER DES HARANGUES ET LA SITUATION MILITAIRE

On critique beaucoup la décision par laquelle le gouvernement a fait mettre à la disposition des Chambres deux belles salles de théâtre de Bordeaux, l'Apollo et l'Alhambra. Les Parisiens s'étonnent que les pouvoirs publics affichent ainsi le désir de prendre leurs quartiers d'automne et d'hiver aux bords de

la Gironde. Il nous sera permis d'en juger autrement. Selon nous, ni M. Poincaré ni M. Viviani n'ont tort de dire à l'Allemagne qu'ils ne sont pas pressés, que l'invasion durera ce qu'elle durera et qu'ils attendront loin du feu tout le temps nécessaire! Cette sagesse à très long terme ne va pas sans produire une impression de solidité.

En revanche, et pour les mêmes raisons, il faut se garder comme de la peste de donner aucune suite à la fâcheuse et sotte idée de lancer des députés-conférenciers à travers le pays. J'ai dit hier que ce serait une faute contre le principe et les conditions de cette paix civique, de cette trêve du salut public qui est aujourd'hui le premier des biens. Des écrivains républicains ont bien voulu approuver ma critique, en se tenant au point de vue purement intérieur auquel je m'étais placé tout d'abord. Mais il y a aussi le point de vue extérieur, militaire: que vaudront les conférences des députés et de leurs amis ou clients pour le bien des armées?

Depuis six semaines, les écrits sont soumis à une censure énergique dont la vigueur, hésitante au début, a fini par s'appliquer en fait à tous. Y aura-t-il, n'y aura-t-il pas de censure pour la parole? S'il n'y en a pas, on verra pleuvoir tous les maux dont on voulait sauver le pays. La critique des opérations militaires se fera à la tribune qui suppléera la presse : elles seront discutées de vive voix au lieu de l'être sur le papier, c'est-à-dire que les approbations ou les blâmes donnés à tort et à travers seront animés d'une flamme, d'un nerf, d'un accent et d'une passion que la froide écriture comporte peu. Ces critiques

sans autorité comporteront pourtant, quoi qu'on fasse, une sorte d'estampille gouvernementale, car nos bons hommes parleront, disait la note d'hier, « avec l'approbation du gouvernement. » Il s'y ajoutera encore l'espèce d'autorité propre au personnage officiel qui pérorera : sénateur, député ou ancien ministre. Il n'y a aucune raison de juger que M. Gervais et M. Clemenceau s'abstiendront de paraître dans ces tournées oratoires. Je vous laisse à penser comment seront traitées les combattants par ces représentants du pouvoir civil non combattants ; la diffamation de l'armée abonde naturellemeut sur la bouche de politiciens, et ceux qui se trouveront au milieu de leurs électeurs y seront naturellement provoqués par l'atmosphère du lieu et par le désir d'éblouir.... Cette atmosphère et ce désir ont déjà corrompu de bien braves gens. Elle achèvera de pourrir les autres. Est-ce préparer au pays de saines mœurs de temps de guerre? N'est-ce pas lui procurer méthodiquement une de ces attaques de nerfs dont les silences de l'état de siège avaient précisément la vertu de le préserver?

Ce n'est pas tout. A la critique surexcitante ou déprimante, ces palabres vont ajouter l'indiscrétion. L'indiscrétion du député est proverbiale. Il est difficile de tout cacher à un cabinet de ministre, cabinet où tout bon député, tout bon sénateur entretient des complicités. L'espion allemand, qui est privé de quelques-uns de ses avantages depuis qu'il ne trouve plus rien dans les journaux, ira écouter les conférenciers et il y fera son butin. Qu'aura servi de lier les plumes si le bavardage de bouche est démuselé?

La fameuse divulgation de la marche de Mac Mahon en 1870 par les journaux bonapartistes et libéraux ne s'est pas reproduite, grâce à la censure de 1914 : la tribune parlementaire éparpillée et décentralisée va-t-elle avoir licence de renouveler ce malheur?

On peut répondre que les orateurs seront surveillés et qu'un ou plusieurs agents préfectoraux perdront deux ou trois heures par jour à guetter ces lapsus de langue. D'abord, un mot lâché ne se rattrape guère, et il suffira de ce mot pour dévoiler d'utiles secrets. Ensuite, quelle autorité pourront bien avoir les censeurs préposés au contrôle des parlementaires? Lesquels d'entre eux auront le courage de couper publiquement la parole à des hommes avec qui ils ont lié partie, dont ils sont les protecteurs, les protégés, les clients, les créatures et les créateurs tout ensemble? Les rapports de notre administration et du pouvoir législatif ne sont pas assez libres pour que le public impartial soit rassuré en cette occasion : la sécurité du pays, le sort des armes, l'honneur du drapeau apparaissent livrés à de dangereux touche-à-tout, eux-mêmes soumis à une autorité sans vigueur. Il y aurait sans doute un moyen de salut : le contrôle par des officiers. Mais ce serait beaucoup les occuper, beaucoup les exposer aussi, en les envoyant en personne à la bataille des harangues, et l'on risque de les y compromettre assez vainement.

Resterait un dernier remède, mais pire que le mal : le contrôle de la parole malsaine par la parole saine, l'épreuve des propos de députés et de sénateurs par les propos de bons citoyens, la réplique, la discus-

sion vivace et, dès lors, à peu près fatalement, *le conflit* si, à la première indiscrétion hasardée à la première insolence antimilitaire tentée, les patriotes le prennent de haut avec les politiciens et que les politiciens et leur bande se rebiffent contre les réprimandes des patriotes....

Bref, ces conférenciers parlementaires apportent au pays des semences de guerre civile et, pour stériliser ces semences, un seul remède apparaîtrait doué de quelque efficacité : la guerre civile elle-même. Ah ! il faut féliciter le gouvernement de Bordeaux de son idée d'avant-hier. C'est une belle idée, c'est une jolie invention. L'agréable cadeau qu'il a fait à la France !

LA VICTOIRE DE LA MARNE

12 septembre 1914.

LA PERFECTION

Quel beau communiqué apporte à nos lecteurs le numéro de ce matin! L'ami dévoué qui veut bien se rendre plusieurs fois par jour au gouvernement militaire pour y recevoir les textes officiels est un musicien distingué. Je viens de lui demander s'il y a dans le répertoire universel une phrase de mélodie qui puisse être raisonnablement comparée à ces douces paroles : « *A l'aile gauche, notre succès s'accentue.... Nos progrès ont continué.... Les Allemands nous ont abandonné le.... Nous avons pris un nouveau drapeau.... Au centre, l'ennemi a cédé sur tout le front, entre Sézanne et Revigny....* » Enfin ceci, qui confine à la plus haute poésie, car une vérité demeurée triste, y est déjà transfigurée par la flamme de l'espérance : « *Dans l'Argonne, les Allemands n'ont pas encore reculé.* » Notre ami musicien a dû concéder que la langue des dieux ne nous ravit pas aussi haut que le mâle souffle accouru des collines de la Victoire.

Le gouvernement a senti que des félicitations à l'armée s'imposaient. Le cœur de la nation se sentira un peu desserré de ces liens de silence qui le gonflaient. On voit avec plaisir que M. Poincaré, dans sa lettre à M. Millerand, n'oublie ni les soldats ni les chefs, ni l'idée stratégique, ni la réalisation

tactique. Nos Français ont toujours aimé le travail bien fait et l'œuvre accomplie. Ils sont fiers de considérer aujourd'hui qu'en des jours de hâte et d'angoisse, sous la menace d'un ennemi redoutable, il se soit trouvé une élite de plusieurs centaines de milliers d'entre eux pour concevoir et exécuter, chacun dans son ordre et chacun à son rang, une idée militaire dans sa perfection.

Ah! quand nous vous disions que notre beau pays n'était ni mort ni mourant et n'avait nulle envie de mourir! Il est délicieux de songer que ce sont MM. les Boches qui en font l'expérience : eux qui sous mille formes expédiaient partout notre avis de décès!

DEVANT L'EUROPE

Cette terrible guerre, qui nous relèvera devant nous-mêmes, commence à nous rendre un peu de notre stature naturelle devant l'Europe. Le communiqué du grand État-major allemand par lequel l'ennemi avoue que son aile droite a dû se retirer, produit, d'après une dépêche de Rome, « une grande impression dans les milieux diplomatiques et politiques ». Déjà, le *Secolo*, qui avait paru croire à la fortune définitive de l'Allemagne, avait publié cette note aussi curieuse que précieuse par la lucidité transparente du pronostic :

On dirait que les Allemands, fidèles à leur vieux système, cherchent à occuper le plus de territoire français possible, espérant ainsi que toute résistance sera paralysée rapidement. Mais cette tactique pourrait

demeurer vaine, étant donné que les deux situations ne se ressemblent pas du tout.

En 1870, les Français n'avaient plus rien qui pût s'appeler une armée quand les Prussiens furent arrivés sous Paris. Les Allemands avait donc beau jeu, et quand ils s'établissaient quelque part ils étaient sûrs de ne pas être délogés. Cette fois-ci, au contraire, plusieurs centaines de mille hommes tiennent la campagne, conduits par un chef prudent, mais en même temps résolu. A mesure que les Allemands avancent, la ligne se détend et devient moins compacte. Voilà ce qu'il convient de considérer avant tout pour se faire une idée de la situation militaire.

Comme on voit, la finesse italienne n'a pas été déçue par l'événement. Cependant on ne s'est pas fait faute d'intriguer contre nous à Rome, devenue le faîte diplomatique de l'Europe, comme elle en était de tout temps le faîte religieux. Les agents de l'Allemagne et du pangermanisme ne se privaient pas d'exploiter nos récentes journées d'habile et prudente retraite comme les signes d'une irrésistible force allemande. Le même *Secolo*, dans un autre article, celui-là cité par l'*Humanité*, disait :

C'est un travail incroyable qui s'accomplit sournoisement : des maisons commerciales, des hommes politiques, journalistes, sont inondés de journaux allemands, de lettres privées, de télégrammes, de communiqués, etc. Les agents qui sont en tournée font le reste. En résumé, on vient vous dire : « Voyez-vous, nous sommes déjà vainqueurs, en vous rangeant avec nous, ne fût-ce que par une neutralité bienveillante et sympathique, vous aurez tout à gagner ; si vous vous mettez avec les autres, vous risquez de tout perdre ».

Mais les plus intelligents et les plus prévoyants de

la race percevaient du côté de Londres, de Londres réveillée et ressuscitée par les nécessités militaires, des syptômes peu compatibles avec une confiance illimitée dans la Germanie. L'historien Ferrero écrivait par exemple au même *Secolo*, toujours reproduit par l'*Humanité* :

L'Angleterre, comme la Russie, peut faire traîner la guerre en longueur avec un dommage de beaucoup inférieur à celui des autres puissances belligérantes : soit que ce soit parce qu'elle ne craint pas l'invasion et qu'elle fera toujours la guerre chez les autres, soit parce qu'il ne semble pas probable qu'elle doive jamais appeler sous les drapeaux tous ses hommes valides ; *soit qu'elle puisse trouver aux pertes que la guerre peut infliger à son commerce en Europe une compensation dans les autres parties du monde, en prenant à l'Allemagne les clients que celle-ci a perdus.* Et il n'y a pas lieu de croire qu'elle renoncera à se prévaloir de ces avantages.

Idée juste, idée directrice qui, depuis le traité du 5 septembre est en quelque sorte devenue chair! L'union des Alliés sonne pour aujourd'hui ou pour demain le glas du prestige ou même de l'unité de l'Allemagne. J'espère avoir, un de ces matins, le temps de vous résumer un article de l'*Idea Nazionale* où l'écrivain, qui signe Antonio Pagano, anticipait, à la date du 3 septembre, sur ce déclin fatal de la Germanie dans les jugements de l'Europe [1].

Nos cousins d'Italie se décideront-ils? Dans tous les cas, une apparence de revers n'avait pas découragé nos alliés russes. Une main amie me traduit le

1. Voir pp. 125 et 34.

sentiment de leurs journaux au lendemain de notre échec de Mons-Charleroi. Il est sensible que le début, si gai, des hostilités, l'entrain de nos troupes, la fermeté de l'opinion du peuple avaient heureusement influencé les Russes et pour toujours. Fin août, ils acclamaient « la brillante armée de la France ». Ils admiraient comment « toute la jeune France s'est jetée sur l'ennemi avec une fougue merveilleuse », et comment en Belgique elle n'a « reculé » qu' « après avoir vaincu ». Nos amis russes ajoutaient en considérant les Allemagnes en marche sur Paris :

Mais déjà sur leurs derrières rayonnent les joyeux chants des cosaques et se font entendre les hennissements et les pas pressés de la cavalerie russe.

Les armées russes repoussent pied à pied les Allemands et cette voix venue de l'est sera entendue par la France qui comprendra que le secours est proche. — (*Novoïé Vrémia.*)

Il y a un vieux discours de Victor Hugo (en 48, 49 ou 50 peut-être) pour flétrir les réactionnaires qui vivent l'oreille collée contre le sol pour entendre plus tôt rouler le canon russe. Réactionnaires ou non, les Français d'aujourd'hui salueront avec enthousiasme le roulement et l'entrée en scène du même canon. Mais ils l'écouteront et l'acclameront debout. Ce doit être la position avantageuse pour manœuvrer notre canon à nous, le « bon petit canon de 75 », comme dit une belle lettre de soldat.

LES FRUITS DE LA VICTOIRE

13 septembre 1914,

VICTORIEUX RÉCOMPENSÉS

Depuis le commencement de cette guerre, qui fait une si profonde et si radicale revision de toutes les valeurs militaires et civiles, il n'avait été prononcé qu'un très petit nombre de noms de chefs militaires: le public a salué successivement Joffre, Pau, Castelnau, Gallieni, Michal, et, je crois bien, ç'a été tout. Trois noms nouveaux viennent de s'inscrire, hier soir, sur le large fronton, trop spacieux encore, où siègeront bientôt tant de jeunes gloires! Les généraux Dubail et Maunoury reçoivent le grand cordon de la Légion d'honneur, le général Foch devient grand officier de l'Ordre.

Nous ignorons les faits précis qui dans la bataille de la Marne ou dans celle qui se déroule en avant de Nancy ont motivé ces trois récompenses. Mais les hommes qui les obtiennent sont bien connus.

Le général Dubail est le prédécesseur du général Joffre à l'État-Major général de l'armée. Remplacé l'autre année, il s'inclina silencieusement et alla prendre sans un mot le commandement du corps d'armée qui lui était assigné. La politique essaya d'accaparer le nom du général Dubail. Je sais, par des rapports certains, que nommé, il y a quelques années, commandant de Saint-Cyr où son prédécesseur avait cru pouvoir soumettre l'éducation des

jeunes officiers à des soucis extramilitaires qui l'obsédaient, le général Dubail sut réagir contre ces tendances et ramener l'École à sa véritable fonction. Cet esprit militaire a donné son plein devant l'ennemi.

On attendait beaucoup du général Maunoury. Les résultats montrent qu'il a tenu toutes les promesses que faisaient pour lui ceux qui l'avaient suivi dans sa carrière, le jour où ils apprirent le grave et délicat devoir dont il venait d'être chargé. Le général Maunoury avait déjà rencontré les Allemands. Il avait même été décoré sur le terrain à Champigny, voilà près de quarante-quatre ans. Le magnifique revirement opéré dans la situation de la France surpasse les honneurs de la promotion la plus magnifique.

Le général Foch est un de ces fils de l'Alsace[1], qui naissent et qui meurent soldats, la passion et le culte du métier des armes sachant les absorber jusqu'au dernier moment. A l'amour des choses de la guerre, qui est commun à tous les Français, il ajoute les dons et les goûts du militaire professionnel, les qualités du chef, du meneur d'hommes à grande allure, également capable de la plus simple bonhomie avec le soldat, d'un commandement ferme, rigoureux, inflexible avec les subordonnés.

Ces vertus étaient celles qui, de tout temps, firent la force des armées. Il est beau qu'elles se retrouvent encore aujourd'hui comme une solennelle confirmation, par la dernière expérience, des plus an-

1. Erreur. Nous avions été modestes pour notre midi. Le général Foch est un pyrénéen, dont le nom veut dire *feu* en langue d'oc, à moins de dériver de *fouque*, oiseau de mer.

ciennes traditions du genre humain. Au feu de ces salutaires épreuves, toutes les fautes que nous avons commises dans le passé contre les saines conceptions militaires s'évanouiront tour à tour au fur et à mesure de nos succès. Car la bataille purifie, mais la victoire éclaire et sublime.

IL FAUT LES FRUITS DE LA VICTOIRE

« Vieux professeur d'histoire », M. Lavisse a manié bien des documents dans sa vie. Il déclare n'en avoir trouvé aucun « plus simple, plus beau, plus plein de grande histoire » que l'instrument par lequel les trois grandes puissances : France, Russie, Angleterre, se sont engagées à ne faire « aucune paix séparée » et, quand se poseront « les termes de la paix » à ne rien conclure « sans accord préalable » avec chacune des autres alliées. Ce traité du 5 septembre nous apporte bien « la sérénité de la certitude » ! M. Lavisse a tout à fait raison de le redire au *Journal*, nos lecteurs savent que nous n'avons pas varié sur le compte du précieux instrument qui, en liant la France au dehors, l'a déliée au dedans du joug des factions. Oui, c'est là un bienfait sans prix, le cris de joie de M. Lavisse nous l'a fait mieux goûter : or, comme nous quittons l'article de M. Lavisse, une dépêche du *Vorwaerts* reproduite et lue par nous dans l'*Humanité* vient multiplier une satisfaction que nous ne croyions plus susceptible d'accroissement! C'est que l'organe des socialistes de Guillaume II ajoute des lueurs aux lueurs des dernières révélations que, sans le vouloir, il nous avait déjà apportées :

Le pacte de Londres. — Ce qu'en pense le « Worwaerts. » — Le *Worwaerts* remarque au sujet de la convention signée par l'Angleterre, la France et la Russie, de ne pas traiter de la paix séparément, que cette décision ne fera que prolonger la durée de la guerre.

Ces lignes ne vous disent rien? Eh! rapprochez-les d'autres lignes du *Vorwaerts* (28 août), parues dans l'*Humanité* du 8 septembre et intitulées « ministres socialistes en France » à propos de l'entrée de Guesde et de Sembat dans le troisième ministère Viviani.

On y lisait cette tentation papelarde :

Nos camarades français ne seraient jamais entrés dans le ministère s'ils avaient la pensée que la guerre, dans le stade actuel, est une guerre destinée à soutenir le tsarisme, une guerre contre la civilisation et la liberté politique. La guerre leur apparaît comme une lutte pour l'indépendance nationale. *Ils ne veulent pas d'annexion.*

D'un autre côté, nous n'avons pas le droit de mettre en doute que les hommes qui composent aujourd'hui le gouvernement français *sont prêts, dans leur majorité, à intervenir en faveur d'une paix assurant leur sécurité nationale.* Guesde et Sembat, mais aussi Augagneur, Malvy, David et d'autres, ne connaissent pas de solidarité avec le tsarisme et le moscovitisme. Leur présence au ministère est un appui pour *les perspectives de paix* si cette paix est celle que le peuple allemand doit aussi souhaiter : « une paix sans conquête », une paix menant à l'entente avec la nation française. Alors, c'en serait fait pour toujours du rôle du tsarisme comme arbitre.

La guerre a été ouverte avec le mot d'ordre de liberté et indépendance nationale. Si une entente avec la France se réalisait, ce serait la liberté et l'indépendance de la Pologne et de la Finlande assurées, le tsa-

risme brisé, la paix européenne garantie. Or, c'est ce qui doit aussi constituer le but de la politique socialiste allemande.

Voilà une espérance des socialistes allemands, voilà aussi une espéranee de leur chef suprême, Guillaume II, voilà enfin une embûche de l'un et des autres qui sont bien déjouées et déçues par le traité du 5 septembre! « Cette décision », remarque à présent le *Vorwaerts*, « ne fera que prolonger la durée de la guerre. » Ni Prudhomme, ni Calino n'ont mieux parlé de leur vivant. Jocrisse et Gribouille ne manqueraient pas d'ajouter, si la vie et la santé leur étaient rendues, que cette duperie nous sera aussi épargnée d'une « paix » obtenue dans la spoliation et la honte.

A ce chantage qui n'est pas vieux de quinze jours, les armées de la France répondent aujourd'hui par un magnanime cri de victoire. A ces braves, à ces héros morts et vivants, qui eurent à donner l'effort de cette victoire, nous ne souhaitons qu'une chose, mais de grand cœur : c'est qu'ils voient leur patrie en recueillir le fruit, tout le fruit, tout le noble fruit!

POUR LE SALUT PUBLIC : LA CENSURE

Il ne m'a été possible d'apporter hier le témoignage que je lui dois, à mon ami, à mon camarade Albert Monniot. Le voici, avec mes excuses pour un retard involontaire.

Monniot a publié dans la *Libre Parole* les lignes suivantes relatives aux Bureaux qui constituent, dit-il, « le véritable ministère de l'intérieur du gou-

vernement de Paris » ; « bureaux qui », ajoute-t-il, « sont ainsi dirigés » :

. . . .

. . . .

. . . . . Censuré le 15 septembre 1914. . . . .

. . . .

. . . .

Il est vrai, tels sont nos censeurs. Telle est la situation que, dès le premier jour de la mobilisation, nous savions devoir accepter et que nous acceptons. Nous l'accepterions de nouveau si c'était à recommencer, et sans discuter plus que nous n'avons fait jusqu'ici.

J'en dois à Monniot les raisons. Pendant près de dix-huit ans nous avons reproché à d'autres de n'avoir pas su faire taire des intérêts, des sentiments et des concepts particuliers devant le concept, le sentiment et l'intérêt du pays. Un problème identique s'étant posé pour nous le 1er août, à la veille de la mobilisation, il n'y avait qu'une manière de le résoudre, celle qui aurait dû courber toutes les têtes et tous les cœurs il y a dix-huit ans. Toute autre solution, outre qu'elle revenait à nous déjuger, nous faisait tomber au-dessous de ceux que nous accusions. Elle retirait toute base aux plus justes, aux plus ardents de nos reproches d'autrefois : reproches qui, participant de la solidité et de l'éternité de la loi de salut public, doivent subsister avec elle.

Au surplus, je raisonne, mais un sentiment fut plus fort. Il nous a guidés. Aux frémissements naturels d'Albert Monniot, et que j'éprouve comme lui, un frémissement plus profond, répond et doit répon-

dre. C'est celui qui s'élève de son cœur autant que du mien, du cœur de tous les vrais Français dont les passions profondes sont surveillées et contrôlées par l'inquiétude vigilante du patriotisme : — Que souffrira ou que gagnera aujourd'hui la Paix française, la Victoire française, de tel mot qu'il pourrait nous plaire de dire au pays?

Souvent cette question suspend notre plume ou notre parole. Qu'elle les arrête parfois, rien n'est plus juste, ni meilleur.

Sans doute chacun peut conférer à telle ou telle de ses préférences très légitimes l'aspect ou l'accent d'une nécessité nationale. Là n'est pas la question. La question est de fait : qu'est-ce qui en résultera? Si, de fait, c'est le trouble, mieux ne vaut rien troubler.

Le fameux apologue des deux mères et du roi Salomon est capable d'achever parfaitement ma pensée. La vraie mère et la fausse disaient tous deux : « Mon enfant ». Mais on vit bienl aquelle ne voulait pas qu'on le déchirât! Inversement, mais tout semblablement, la France connaîtra pour ses fils véritables ceux qui, dans tous les cas posés, auront commencé par frémir à l'idée de la démembrer. Apaisez-vous, Monniot! Nous sommes de la plus vieille, de la plus profonde France. Même, dépossédés, nous sommes les gens du pays.

SUR LA RUINE DE L'ENNEMI

14 septembre 1914.

Grande par elle-même, notre victoire aura des effets qui s'amplifieront au fur et à mesure que la nouvelle en sera répercutée de peuple en peuple aux bouts de l'Europe et du monde.

Déjà, le traité du 5 septembre avait mis le désarroi dans la tête et le cœur des ennemis de la France. Il ne leur restait plus qu'un espoir, très naïvement avoué par divers journaux allemands : la *Gazette de Francfort* estimait que les élections anglaises (elles doivent avoir lieu l'an prochain), donneraient le moyen de bouleverser l'accord anglo-russo-français; la *Gazette de Voss* mettait aussi sa confiance dans un prochain changement de gouvernement en Angleterre et en France : « un nouveau cabinet anglais ne se croira pas lié par les faits et gestes de son prédécesseur »; « il en sera de même en France pour un nouveau président de la République ».... Ainsi, comme toujours, c'est sur nos institutions que l'esprit politique allemand aura fait son dernier calcul. A ce calcul, M. Ed. Vaillant, le député socialiste, devenu le principal rédacteur de l'*Humanité*, répondait avant-hier par une exclamation qui constate un fait rassurant, mais de nature à désespérer l'ennemi : « *Comme nous sommes peu en République!* »

Et voici l'admirable et le merveilleux :

Avant que nous ayons eu le temps de sortir de

cet heureux état si peu républicain, la victoire est venue couronner le commun effort du patriotisme, dans le silence de la parole publique, dans l'abaissement général des partis. Cette victoire, elle en permet, en autorise, et en nécessite bien d'autres; par la barrière ainsi rompue, par la carrière ainsi ouverte, tout devient possible en Europe, tout, y compris la chute de la dynastie des Hohenzollern et le retour des peuples allemands au régime des libertés germaniques.

A cela, une seule condition, c'est que nous sachions être nous-mêmes, maîtres de nous-mêmes; c'est que nous nous organisions en conformité avec la parole du grand Italien : « *Nessun maggior signoria che di se stesso.* » Les termes du traité qui nous a liés assurent à l'État français cette indépendance des partis qui représente en politique l'essentiel de la « seigneurie de soi-même ». Fut-il jamais plus nécessaire de la posséder?

Avec le prestige de l'Allemagne guerrière, avec le crédit usurpé de l'Allemagne industrielle et commerçante vont s'écrouler aussi le prestige et le crédit de l'Allemagne intellectuelle et savante. Toute cette réputation fabuleuse va être ramenée aux justes mesures du vrai. Partout donc les forces réelles vont jouer et dans tous les sens. Ce qui s'écroule va délivrer des énergies de toute nature : c'est à qui sera le plus fort, le plus hardi et le plus sage! Il ne faut ajouter qu'un mot, mais significatif pour les esprits versés dans l'histoire de France : — Ne nous oublions pas!

Nos milliers de combattants tombés pour la France

font un devoir de tirer parti de leurs sacrifices, d'en assurer les avantages à leurs enfants et aux enfants de leurs enfants. La seule récompense qu'ils eussent convoitée était la grandeur nationale, on ne peut pas les en frustrer. Du devoir militaire si vaillamment rempli, s'engendre un devoir politique non moins rigoureux et sacré.

RÉCIT DES TEMPS MÉROVINGIENS

En ce temps-là, comme de nos jours, les préfets, les édiles, représentants du pouvoir central et magistrats municipaux se dérobaient quelquefois devant l'ennemi, cet ennemi étant barbare, ce barbare dur et cruel. Alors se levaient les évêques. Simples surveillants du clergé, organe d'un pouvoir purement spirituel, dépositaires d'une autorité que rien d'extérieur n'avait constitué, ils se révélaient cependant seuls capables de rassurer les pusillanimités inquiètes comme de rallier les bonnes volontés sans emploi. Forts de la voix d'un peuple qui saluait en eux la certitude, le commandement, la justice, la paix, tous les biens qui manquaient, ils rétablissaient dans le troupeau assez d'ordre et de confiance pour se charger ensuite d'aller, seuls et sans armes, tenir tête à l'envahisseur.

Ce n'est ni d'aujourd'hui, ni même d'hier que nous l'avions calculé : dans l'inévitable dissolution matérielle d'un pouvoir administratif sans énergie, notre clergé gallo-romain allait redevenir devant l'ennemi la tête du pays et le véritable défenseur de l'Etat[1]. Mais les incidents admirables qui viennent de décer-

1. Voy. ma *Politique religieuse*, p. 292.

ner à l'éminent successeur de Bossuet sur le siège de Meaux le titre officiel, incontesté, incontestable, de *defensor civitatis*, ne laissent pas de nous remplir d'une admiration qui, étant pure de tout élément de surprise, n'en est que plus profonde, plus forte et plus satisfaisante pour la pensée.

Le clergé catholique n'en est plus à faire ses preuves de civisme ou d'héroïsme, mais on pouvait se demander si nos populations, méthodiquement séparées de lui, trompées par une littérature philosophique courte et perfide, sauraient se retourner du côté de ses vrais amis : si d'affreux préjugés nouveau-nés ne viendraient pas s'interposer et tout rendre inutile. Des épreuves récentes, antérieures à la guerre, nous avaient tranquillisés quant à nous. Lorsque, en 1907, le cardinal de Montpellier ouvrit les églises de sa métropole aux vignerons du Languedoc en quête d'asile nocturne, la multitude se montra par son empressement et par son respect absolument digne d'un appel aussi confiant. Quatre ans plus tard, à Aix, assistant au sacre d'un évêque du pays, je vis le peuple, qui passe pour radical, mettre tout son cœur à s'associer à cette allégresse. La tragique affaire de Meaux, donnant à l'esprit public des secousses incomparablement plus vives, devait aussi rouvrir des sources plus profondes de confiance et d'abandon heureux dans le bienfait des guides spirituels dont le nom était synonyme de conseil, de tutelle et de consolation. Ce feuillet de l'histoire de Meaux, humide de sang et de larmes, est extrêmement sombre, mais le passé qu'il nous ravive enferme un bien bel avenir!

1. Mr Marbeau.

POURSUITE MILITAIRE, POURSUITE POLITIQUE

15 septembre 1914.

« *La poursuite* », annonce le général Joffre, « *sera continuée avec toute notre énergie* », et les bonnes nouvelles, les meilleures nouvelles qui sont arrivées hier soir montrent que le contact est gardé partout, qu'on a rejoint, qu'on serre les arrière-gardes et même les gros, et que, du fait de cette poursuite menée par nos cavaliers, nos artilleurs, nos aviateurs et nos fantassins, il y a déjà tout un côté de la France, notre flanc lorrain, qui est « *totalement évacué par l'ennemi* » ! On ne s'en tiendra point, je l'espère, à ce nettoyage du sol français. La poursuite militaire se continuera en terre allemande. Mais peut-on s'en tenir à la poursuite militaire ? Une poursuite politique s'imposera si l'on ne veut pas avoir à recommencer, dans des conditions moins heureuses, la même atroce guerre dans cinq ou six ans.

Il ne suffit pas, en effet, d'avoir déjoué l'agression allemande et fait avorter aussi complètement que possible ce qu'un écrivain militaire suisse, le colonel Secrétan, appelle, avec un rare bonheur d'expression, un « *plan hardi et présomptueux basé sur la méconnaissance complète de la valeur de l'adversaire* ». Il faut aussi interdire aux armées germaines toute possibilité de reprendre sur des données moins folles, sur des calculs moins inexacts, leur visée d'invasion et d'asservissement de 1914. Il faut donc réussir à

briser dans sa force militaire et dans sa force politique le faisceau redoutable des nations allemandes que seule la folie de notre démocratie impériale a pu laisser s'unifier au siècle dernier. Je ne suis pas républicain, mais je souhaite de tout mon cœur à la République française de savoir aborder et résoudre ce problème aussi rude que délicat!

Le premier soin de ses diplomates sera sans doute de s'affranchir de l'esprit divagateur de la démocratie : tout ce qu'inspirerait cet esprit se retournerait contre la patrie. Je n'en veux qu'un exemple, mais d'hier. Dans cette *Bataille syndicaliste* qui naguère ouvrait des vues si fermes et si justes sur la nécessité d'établir en Allemagne non pas certes *une* République, mais *des* Républiques, — dans ce même journal de la Confédération Générale du Travail, — M. Charles Malato, en pronostiquant la fin de l'Autriche, soutient que l'Allemagne, elle, pourrait « s'en tirer » : à la condition de détrôner les Hohenzollern, les Allemands verraient « sans doute se réunir à eux leurs frères allemands de Vienne, devenue la seconde ville de la nouvelle Germanie » ! Et cette Germanie nouvelle allégée de l'Alsace et de la Pologne, de Trieste et du Trentin, mais grossie de quelques dix nouveaux millions d'habitants, apparaît à notre bon confrère de la *Bataille* une nation européenne de toute confiance et de tout repos!... Cette énorme agglomération lui semble toute naturelle, peut-être souhaitable! Il y a, paraît-il, « de grandes lois d'évolution » qui militeraient en ce sens! Ces grandes lois s'appelaient en 1860, le principe des nationalités. On sait où il nous a menés.

Son application, en 1914, n'aboutirait qu'à frapper de stérilité toutes les cruelles souffrances et tous les sublimes efforts de nos braves combattants, à nous ramener, avant une semaine d'années, sur les mêmes champs de bataille.

Merci bien, monsieur Malato.

Certes, il faut détrôner les Hohenzollern. Mais n'oublions pas de partager leurs domaines ainsi que le reste des territoires allemands et ne faisons pas la bêtise de rapprocher les pièces que la diplomatie, l'histoire, la civilisation, la tradition, la religion ont heureusement séparées! Si le dualisme Vienne-Berlin n'existait pas, rien ne serait plus urgent que de l'inventer. On peut dire et écrire avec de l'encre sur du papier : *finis Austriæ*, fin de l'Autriche! Il faudra bien trouver quelque chose de semblable à l'Autriche et qui, sous un nom ou un autre, en tienne la place et l'indispensable fonction!

VERS LA PLUS GRANDE ALLEMAGNE

16 septembre 1914.

Qu'elle soit aux mains des conservateurs ou des libéraux, même des radicaux, la politique extérieure de l'Angleterre se règle sur des traditions et sur des calculs positifs. Cela est fort heureux pour nous en ce moment. Que deviendrait notre victoire si elle était livrée aux fantaisies qui commencent à se faire jour dans notre esprit public? Les oisifs qui donnaient, la semaine dernière, des conseils de stratégie aux armées en campagne, s'occupent maintenant de redistribuer la carte d'Europe, et moyennant deux ou trois idées simples, prises pour mesure de tout et combinées entre elles plus ou moins arbitrairement, ces messieurs arrivent à des résultats fabuleux.

L'idée de justice veut que chacun reprenne son bien. Alors, comme l'Alsace-Lorraine revient à la France, le Slesvig-Holstein fait retour au Danemark, la Posnanie à la Pologne ressuscitée, et le Hanovre est reconstitué par les plus érudits. Mais, arrivé à ce point, un autre aspect de la justice est invoqué : plus d'annexion! Ceux qui ont reçu leur part s'entendent interdire de prendre aucun avantage territorial, dût l'ennemi recommencer ses incursions l'année prochaine. Le principe des langues a joué contre nous quand il s'est agi de nous arracher Strasbourg et Colmar : il sera certainement invoqué aussi pour nous empêcher de compléter nos défenses sur la ligne du Rhin, fût-ce du côté de ces

vieilles villes, comme Mayence ou même Cologne, si curieusement imprégnées de la civilisation de la France!

Ce n'est pas tout. Le développement de ce thème de justice internationale qui nous refuse l'annexion de toute terre allemande, peut aboutir à l'innocente et monstrueuse conclusion de cet écrivain révolutionnaire que j'ai signalée hier encore : tout ce qui parle allemand ne doit former qu'un seul Etat, Vienne et Berlin doivent donc être enveloppés de la même frontière, si bien que la défaite et l'écrasement des armées de Guillaume peut donner lieu à la constitution d'une plus grande Allemagne! On la diminuerait de cinq ou six millions d'allogènes, mais on l'augmenterait de douze, peut-être même de quinze millions de nouveaux éléments purement germains! Le rêve pangermaniste serait comblé : avec nos trente-neuf millions d'habitants en 1914, nous avons à combattre contre soixante-sept millions d'Allemands unifiés, nous en léguerions à nos petits-neveux quatre-vingts à cent millions! Ce serait une belle façon de gaspiller autour d'un tapis vert tous les fruits du champ de bataille.

Ces folies sont jetées dans le public sans réflexion, peut-être avec malice, mais peut-être aussi de la meilleure foi du monde, par collaboration inconsciente à des projets qui n'ont pas la grandeur française pour objectif. Motif nouveau pour désirer que l'opinion soit avertie que les problèmes qui lui échappent en raison lui échappent aussi en droit constitutionnel et en fait diplomatique! Dans nos années de décadence et de stagnation nationale, nous

avons souvent déploré que ce pays si noble, si intelligent, si puissant ne fût pas dirigé ou qu'il le fût si mal! Une direction rationnelle sera plus nécessaire encore maintenant que vont commencer de meilleurs jours. Le double capital de la gloire et de la victoire ne peut être gloutonnement consommé et dilapidé comme un bien de hasard dans les mains percées d'un joueur ou d'un parvenu. Il nous faut la politique de notre race, celle que lui ont méritée son bonheur, son courage, ses destinées.

LA GUERRE ALLEMANDE

Notre ami Louis Dimier a conté[1] comment la sauvagerie allemande s'est de nouveau exercée sur l'exposition de Leipsik. Dans le même genre, notre confrère Henry Gauthier-Villars nous signale un joli trait de basse infamie :

Guillaume II écrit en Amérique qu'il n'a pas brûlé grand'chose, en somme « quelques villages », et puis Louvain. Et encore, un journal boche nous informait avant-hier que l'église Saint-Pierre serait très présentable après réfection.

Au vrai, l'incendie systématique fait si bien partie du plan allemand que, lorsqu'une ville échappe, par hasard, au sort commun, les historiographes du Kaiser ne manquent pas de relater cette anomalie.

L'agence *Wolff*, mentionnant l'entrée de la brigade Sükow, musique en tête dans la ville, non défendue, de

1. *Action française* du 15 septembre 1914. Un incendie allumé par la malveillance venait de dévorer à l'Exposition de Leipsick d'inestimables trésors d'art ancien réunis dans les pavillons français, russe et anglais.

Reims, ajoutait : « *Reims wurde nicht zerstœrt.* Reims ne fut pas détruit ».

On voit que le scribe n'en revenait pas.

Cependant les savants et les lettrés du monde entier, en particulier ceux de l'Angleterre, trouvent de telles mœurs à peine dignes des Fuégiens, et la censure universelle cause à la science allemande un vif mouvement de dépit. De sorte que l'ambassadeur d'Allemagne à Rome a cru devoir communiquer à l'agence Stefani la dépêche suivante :

Une trentaine des plus hautes illustrations scientifiques allemandes publient une déclaration par laquelle ils renoncent à toutes les distinctions reçue des Universités anglaises.

Ces Universités ont sans doute été averties par la même occasion qu'à la prochaine invasion germanique Oxford et Cambridge seraient traitées comme Louvain, réduites à la notion et au respect de la culture allemande. Ainsi le veut la conception allemande de la guerre ; les peuples antagonistes n'y doivent pas heurter seulement les muscles de leur corps. On y règle aussi par le fer et par le feu les affaires d'honneur intellectuel, les rivalités scientifiques....

Quelle barbarie !

LA RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE PEUT-ÊTRE QUE OUI, PEUT-ÊTRE QUE NON

17 septembre 1914.

La déconfiture des armées allemandes ajoutée aux difficultés financières et à la famine, va-t-elle déterminer une crise révolutionnaire en Allemagne? Je le souhaite de tout cœur, mais ce n'est pas avec des souhaits que se font les événements; les plus beaux vœux du monde, quand bien même nous les prendrions pour accomplis et les annoncerions hardiment comme tels, ne feraient pas arborer le drapeau rouge sous les Tilleuls, ni brûler le palais impérial, ni couper la tête à Guillaume et à ses enfants.

Des Alsaciens qui ont vu l'Allemagne de près m'ont souvent assuré que la défaite impériale n'entraînerait ni la proclamation de la République ni même l'assaut de l'Empire par la social-democratie. De fait, ce n'est pas entre Guillaume et « ses » socialistes que les rapports semblent s'aigrir, mais entre la fraction allemande et la fraction franco-belge de l'Internationale ouvrière. Ces deux tronçons du même parti qui se croyait européen se reprochent de méconnaître ou de violer les règles jurées en commun, Vandervelde et Jules Guesde d'un côté, Sudekum et le jeune Liebknecht de l'autre, se comportent respectivement comme M. Jules Cambon et M. de Schœn. Au nationalisme des premiers répond le nationalisme redoublé des seconds. Il se pourrait donc bien que le nationalisme allemand

restât au milieu des pires revers, tel que nous le décrivait M. Andler fin 1912 : c'est-à-dire intégral, impérial et royal.

Non que les Allemands doivent être jugés incapables de faire la forte sottise d'une révolution. Leur esprit négatif, leur critique têtue, leur protestantisme rageur les y exposent, au contraire, plus que toute autre race; sans remonter à leurs querelles du XVIe siècle, il faut se rappeler la crise de 1848 et des années qui suivirent jusqu'à la guerre des Duchés. C'était l'époque où celui qui devait être Guillaume Ier considérait, en devisant avec son ministre, la perspective d'être fusillé ou guillotiné [1]. C'était les temps où la Prusse passait pour le modèle des nations libérales, et le Parlement prussien s'y glorifiait de rejeter le budget de ces armements que Bismarck faisait d'ailleurs exécuter en dépit des lois et des constitutions. Non seulement ces temps heureux ne se sont pas enfuis pour toujours, mais il y a quelques raisons d'en estimer le retour vraisemblable et prochain. Le vieil état d'esprit libéral, démocratique, anarchique peut reparaître en Allemagne, certaines causes sont au travail pour y faire éclater le coup de folie populaire ou bourgeois.

Mais d'autres causes peuvent aussi annuler ce travail. La guerre désastreuse ne paraît pas devoir le hâter nécessairement. Ce qui nous frappe le plus dans l'échec de Guillaume et de son armée, — leur présomption et leur jactance prises sur le fait — sera

1. Voir *Bismarck et la France*, de Jacques Bainville.

beaucoup moins sensible en Allemagne où ces choses-là sont courantes. Un pays ne peut pas sentir autant que l'étranger son défaut national. Il est peu vraisemblable que les Allemands renversent Guillaume comme « troup allement » ! Sa façon de fédérer toute l'Europe contre lui peut être traduite et arrangée en symboles avantageux et presque flatteurs de l'autre côté du Rhin : elle peut lui valoir une figure de héros populaire. Quant à lui reprocher de n'avoir pas assez bien pris ses mesures, d'avoir mal organisé le guet-apens de sa machine militaire, d'avoir mis sur pied des armées insuffisantes ou mal équipées, il dépend des circonstances d'enfler ce reproche ou de le réduire à rien.

Que vaut-il en lui-même ? J'ai patiemment interrogé quantité d'officiers et de soldats intelligents, bons observateurs, bien placés pour voir et savoir. Il ne résulte pas du tout de leur témoignage que les armées allemandes aient été dignes de mépris. Leur artillerie de campagne est inférieure à notre canon de 75, la mauvaise fabrication d'une partie du matériel est flagrante, certains aciers portent la marque de la camelote allemande qui rayonne sur l'univers : mais la portée de leurs obusiers est supérieure à la nôtre, mais les reconnaissances et les repérages de leurs avions guident admirablement le tir de leurs batteries, mais tout ce qui tient à l'équipement, uniformes, sacs, effets de campement témoignent d'une organisation remarquable, souvent plus pratique et mieux entendue que la nôtre. On ne diminue pas la victoire de nos soldats quand on constate qu'ils ont eu affaire à des soldats si bien

pourvus, si bien armés! Des fautes lourdes dans cet ordre de choses auraient pu faire un grave tort au gouvernement de l'Empire : s'il ne les a pas multipliées, il s'en tirera.

Allons jusqu'au bout de la vérité, rien ne prouve qu'il ne s'en tirera pas avec honneur et que la réaction de l'âme allemande, mécanisée par ses universitaires et ses musiciens, n'aboutira point à transformer en une sorte d'apothéose plaintive le mauvais coup manqué de juillet 1914. Le romanesque et la poésie peuvent parfaitement s'emparer de cette aventure de bandits et lui donner, à l'allemande, les couleurs d'une chevauchée de géants. La hardiesse de l'entreprise initiale, l'envergure du mouvement tenté pour nous tourner, le nombre des adversaires ainsi suscités aux deux bouts de l'Europe et du monde, l'entrée en scène d'adversaires soudain venus du Caucase et de l'Inde, ne rendent pas ce travestissement de la vérité impossible. La religion des peuples peut s'y tromper, du moment qu'il s'agit de ces peuplades germaniques, si remarquablement douées du côté de la sottise et dont la fausse candeur a toujours su goûter quelque satisfaction à être bernée pourvu qu'elles y trouvent un intérêt caché. Ni les intérêts de ce genre, ni les raisons, ni les images, ni les passions ne manqueront aux hommes d'État, aux professeurs et aux poètes qui s'associeront pour tenter le coup d'une Iliade utilitaire et menteuse, dédiée au salut de la Germanie.

C'est un coup de ce genre que j'estimerais dangereux. J'ai dit que la Révolution s'était vue à Berlin. Mais la fidélité n'y est pas inconnue pourtant.

Les Allemands vaincus de 1806 s'étaient groupés autour de leurs princes et de leurs rois. Leur réveil de 1813 trouva son efficacité dans l'appui de la tradition : tradition militaire, tradition politique, rien ne serait plus menaçant pour le résultat des victoires françaises. Quand on dit que l'anarchie éclatera toute seule, je réponds : ainsi soit-il! à la bonne heure! Tout de même, j'aurais plus de confiance dans une bonne anarchie faite de main d'homme, dans le genre de celle qui fut infligée à la Pologne du XVIIIe siècle ou à la malheureuse France de 1870.

Si nous voulons détrôner les Hohenzollern, et rien n'est possible en Europe sans qu'on les détrône[1], ne le laissons pas faire à la révolution allemande, détrônons-les nous-mêmes et assurons-nous qu'aucun prince prussien ne se relèvera à leur place. C'est l'*a b c* de la prudence et de la prévoyance. Et c'est aussi la satisfaction du plus intime et du plus profond de nos intérêts nationaux, car nul sentiment de parti ne saurait rêver de s'opposer à cet ouvrage indispensable : si nous sommes républicains, la

1. Dès le 16 septembre, au lendemain de la victoire de la Marne, il paraissait en France des notes de presse destinées, semblait-il, à nous faire croire que la grande coupable de la guerre, en même temps que notre ennemie principale, était l'Autriche : cette pauvre Prusse était représentée en victime et en martyre de l'Autriche qui lui en imposait par le prestige de sa vieille noblesse et de sa vieille Cour.... Les esprits les plus simples ne peuvent manquer de se demander, devant ces campagnes, à qui servent ces énormes mensonges-là. En tout cas, ils ne peuvent que nuire à la France (Voir l'*Action française* du 17 septembre, revue de la presse).

chute d'une dynastie de tyrans ne pourra que nous émouvoir d'une délicieuse allégresse et, si nous sommes royalistes et traditionnels, les héritiers du petit margrave de Brandebourg, derniers nés de l'ordre européen, parvenus au titre royal sans l'aveu de nos rois, dont ils furent les mauvais singes, ces alliés constants de tout ce qui fut subversif en Europe, ne peuvent nous représenter qu'un rameau indirect, mais incontesté, de l'esprit de Révolution. De quelque biais qu'on les regarde, c'est leur fin qu'ils ont méritée et, de toute façon, ils doivent disparaître avec l'abominable unité germanique dont ils sont les gardiens et les fabricateurs[1].

Les organes d'une profonde et sérieuse politique anglaise comme le *Times* annoncent le vœu de pousser « jusqu'au cœur de l'empire allemand », afin d' « anéantir la menace du militarisme prussien ». Ne nous laissons conter de sornettes ni par le quiétisme des disciples de Marx ni par les alliées secrets de la Maison de Prusse. Cette question de vie ou de mort pour la France, la tranquillité du monde en dépend. Proclamons-le dès aujourd'hui par toute l'Europe attentive. Et sachons en poursuivre inflexiblement le dessein.

1. C'est ce même jour du 17 septembre 1914 que Louis Dimier commença dans l'*Action française* la publication de sa belle série des *Tronçons du Serpent*, édités depuis par la Nouvelle librairie Nationale.

POURQUOI PAS VALMY?

18 septembre 1914.

Quels mauvais coucheurs nous faisons!

Nous révérons le Comité de salut public, mais sommes sans admiration pour le gouvernement de la Défense nationale. Nous honorons Jemmapes, nous discutons Valmy. Il serait si simple de ne rien contester et s'associer les yeux fermés au bien et au mal, au vrai et au faux, à ce qui sauve le pays et à ce qui le tue!

Mais nous avons le malheur d'aimer le pays. Nous avons cet autre malheur de constater qu'il y a des erreurs et des mensonges qui firent à ce pays le plus grand mal. Pendant quinze dures années que nous avons vécues, nous avons vu des gens raconter au peuple qu'il n'est pas besoin d'apprendre le métier de soldat, ni de s'exercer au maniement des armes, ni de se plier à des disciplines fastidieuses : quand l'Étranger arrivera on fera comme à Valmy, on mettra comme Kellermann un chapeau au bout d'une épée, on entonnera la *Marseillaise;* l'ennemi, frappé de terreur prendra la fuite.... Ces sornettes, qui couraient le Corps législatif de 1867 à 1870, et qui causèrent notre défaite, ont failli nous perdre de nouveau entre 1897 et 1911 ; sans le coup d'Agadir et le réveil qui en est sorti, le peuple français recommencerait l'atroce expérience de ces mensonges politiques et militaires.

Gambetta frappe la terre et en fait sortir des

légions ; les Volontaires en sabots agitent des fusils de paille : et l'on fait reculer l'Europe. Nous avons voulu savoir ce qu'il y avait sous ces légendes. Henri Dutrait-Crozon, dans ce chef-d'œuvre : *Gambetta et la Défense nationale*, a restitué à la vieille armée le labeur sérieux qui était venu d'elle, et il a rendu aux bavards de tribune le mauvais vent qu'ils ont soufflé. Pour Valmy, nous avons ouvert les auteurs, historiens ou mémorialistes, qui traitent avec compétence et attention de l'affaire. Ils la déclarent mystérieuse, tous ! Je ne dis pas : les royalistes, les réactionnaires, mais je répète : tous. Si entre 1900 et 1904 j'avais été traduit devant la Haute-Cour, notre ami Jacques Bainville m'assure que mon acte d'accusation aurait été lu par Albert Sorel, de l'Académie française. Eh ! bien, ce même Albert Sorel, greffier de la Haute Cour, haut personnage de la République, mais auteur de *l'Europe et la Révolution française*, parle de Valmy comme le marquis de la Tour du Pin la Charce : il y voit de l'inexpliqué. Les faits connus ne suffisent pas à lui en rendre compte. Après une canonnade qui ne massacra pas grand monde, il relate un simulacre de charge, il mentionne que les Prussiens firent mine d'attaquer, les Français de résister. Mais ils ne s'abordèrent pas. Aucune baïonnette ne croisa une baïonnette ennemie, aucune poitrine n'eut à se défendre, tout ce fer resta en suspens.... Un journal républicain disait hier que nos colonnes d'infanterie marchèrent à l'ennemi : l'ennemi répéta cette démonstration, mais ni l'une, ni l'autre marche n'aboutit, et, le soir, l'envahisseur décampait. Voilà Valmy. Si l'on trouve cela naturel,

si l'on ne se sent pas incité à chercher une explication soit dans les soucis polonais du roi de Prusse, soit dans les dispositions personnelles du duc de Brunswick, eh! bien, je dis que ce fameux esprit critique, cher aux républicains, loin qu'il se développe en eux, s'y recroqueville discrètement toutes les fois qu'ils traitent la question de Valmy.

S'il ne s'agissait que de leur faire plaisir en flattant un doux mysticisme révolutionnaire, nous ne dirions plus le mystère mais le miracle de Valmy. Comme les moujicks croyaient que la Constitution par eux réclamée était un des prénoms de la Grande-Duchesse Constantin, nous nous plairions à invoquer la Révolution comme une sorte de déesse ou de fée thaumaturge. En fait, nous ne répudions ce récit fabuleux que pour cette seule raison qu'il peut être funeste à la France, en lui donnant à croire que la victoire s'improvise ou qu'il suffit de paroles ou de gestes de théâtre pour sauver la Patrie. Les leçons des choses de 1914 ne doivent pas être démenties ni diminuées par les idées mises en circulation à la même date. Il a fallu du fer, du sang, de la discipline, de l'organisation, de l'étude, de la tradition, du matériel pour remporter les victoires de la Marne. Soutenir le contraire, ou l'insinuer, ou donner à penser que les choses se sont passé autrement en septembre ou octobre 1792, c'est donner cours à des fictions malfaisantes qui ne méritent qu'une poursuite sans merci.

LE PEUPLE ET L'ÉLITE

M. Ernest Lavisse a eu deux conversations à

propos de la guerre. Le jour du départ du gouvernement pour Bordeaux, « un homme distingué, connu dans la politique et les lettres » le désespéra : Paris ne serait pas défendu, l'ennemi y entrerait, nos armées enveloppées capituleraient, nous perdrions « tout, même l'honneur.... »

Quelques instants plus tard, un cocher expliquait à M. Lavisse qu'on faisait exprès de laisser approcher les Prussiens, qu'on les écraserait sous nos murs, que c'était la tactique de Joffre et de Gallieni, qu'au surplus les Russes arrivaient, que les Italiens étaient nos compères et que les Allemands seraient battus, battus et qu'ils ne l'auraient pas volé.... — *Moi, j'en suis sûr, c'est le bon Dieu qui me l'a dit* lui déclarait cet homme excellent et cet admirable Français.

Ce contraste de la double conversation, M. Ernest Lavisse écrit qu'il l'a maintes fois retrouvé : les « gens sans profession ou de profession élégante » désespèrent souvent, le peuple jamais.... L'observation généralisée va servir de motifs à des réflexions dont M. Lavisse fera sans doute part aux lecteurs du *Journal*.

Eh bien! que M. Lavisse nous permette de lui conseiller la prudence. Qu'il arrête, ou du moins, qu'il suspende l'énoncé de sa conclusion. D'abord, elle est hâtive, car elle pose sur des dénombrements peu complets. Ensuite elle est capable d'ajouter à un grand mal. Le mal, c'est l'antagonisme des classes, c'est le spectacle de fainéantise ou d'indifférence que les classes dites cultivées donnent trop souvent à l'envie populaire. Le pis serait d'envenimer ce spec-

tacle par des reproches qui sont en partie injustifiés et fictifs. A l'heure où tant de braves gens de toutes conditions font simultanément et héroïquement leur devoir, il est au moins inutile d'aller dire au « peuple » qu'il est seul, lui « peuple », parce que « peuple », à n'avoir pas désespéré de la Patrie.

L'idée de l'infaillibilité morale ou patriotique du « peuple » est un topo du romantisme révolutionnaire qu'il serait sage de ne pas ressusciter. Que M. Lavisse y prenne garde : son cocher sera le premier à lui contester ce topo. De mauvais Français, de pâles Français, il y en a aussi dans le « peuple », et les cochers le savent bien.

Nous nous honorons d'avoir de nombreux amis dans la corporation des cochers. Ce que nous a dit du sien M. Lavisse est loin de nous étonner. Mais, s'il avait eu l'avantage de causer plus longtemps avec lui, M. Lavisse aurait fini par apprendre qu'il y a dans Paris des académiciens, des universitaires, des professeurs agrégés, docteurs ou lauréats de l'Institut qui, eux non plus, n'ont jamais douté de l'honneur de nos armes et de notre victoire. Il est arrivé à ce cocher et à ses confrères de charrier pour quelques piécettes à travers la grande ville des personnages distingués, connus, dans la politique et les lettres, qui ne pensaient point comme le collègue de M. Lavisse et qui avaient toutes les idées, tous les sentiments de son noble cocher. Bien des intelligences se sont séparées de l'instinct national; mais bien d'autres se sont réunies à lui par les nœuds les plus fermes, les plus profonds et les plus volontaires.

Il y a de cela plus de six semaines.

M. Lavisse ne les connaît pas? C'est que l'enquête du savant historien n'aura porté, ou je le crains fort, que sur un cercle assez restreint. M. Lavisse aura interrogé surtout ceux que l'on nommait jadis les « intellectuels ». Il est certain que ces messieurs pensaient et même qu'ils sentaient un peu contre la France. Mais d'autres intellectuels se sont levés depuis, qui n'ont pas été étrangers à ce splendide réveil de « l'orgueil français » dont M. Ernest Lavisse, de par ses antécédents de 1885, aurait dû être l'un des prophètes et des docteurs.

Pendant quelques années, il nous priva de ses lumières. Qu'il nous les rende, on l'en supplie! Mais qu'il ne croie pas que l'éclipse de sa belle étoile ait plongé le pays dans l'obscurité absolue. Faute de mieux, en son absence, on avait allumé des flambeaux de fortune. On n'était pas réduit aux nocturnes tâtonnements de l'instinct.

RESPONSABILITÉ CAPITALE DES ALLEMANDS

19 septembre 1914.

Nous avons relaté le détour par lequel on essaie de rendre service aux pauvres hobereaux de Berlin en donnant le fouet aux méchants archiducs de Vienne.

— On croit l'Autriche vassale de l'Allemagne : quelle erreur! En bien des cas, c'est l'Autriche qui dirige et c'est l'Allemagne qui écoute et obéit. Les Allemands sont des parvenus, ils sont flattés de se laisser mener au bout du nez par la vieille noblesse autrichienne. Un Hohenzollern se sent très petit monsieur devant le Habsbourg. Et dès lors (ce *dès lors* ajoutant une conclusion fausse à des prémisses parfaitement exactes est une transition qui vaut son pesant d'or), dès lors l'Autriche connaissant son prestige en a usé et même elle en a abusé pour entraîner la malheureuse Allemagne, la douce Prusse dans la politique agressive qui devait aboutir où nous voici tous...

Il est très normal que des États naturellement opposés à l'Autriche et candidats à son héritage s'efforcent de lui faire porter les plus lourdes charges possibles : plus elle écopera, plus ils s'arrondiront. Il n'est pas moins normal que les vieilles relations d'alliance ou de parenté entretenues avec Berlin portent aussi certains États à parer autant qu'ils le

peuvent les nouveaux coups destinés à la Prusse, car elle en reçoit déjà qui sont durs. Tout cela est si naturel que nous n'en éprouvons ni étonnement ni offense, ni scandale. Que chacun défende ses intérêts et les intérêts de son peuple, rien de plus légitime. Mais les nôtres existent aussi, et l'on peut dire avec assurance que l'intérêt français, comme, aussi bien, l'intérêt anglais, est l'antagoniste direct des intérêts germaniques. Il est donc essentiel de ne pas nous laisser détourner du principal par le secondaire. Une rage autrichienne qui nous distrairait de notre juste indignation contre l'empire allemand serait duperie profonde.

Si, comme il faut l'espérer, l'Italie et la Roumanie, nos cousines de langue et de race, se décident à taper dans le tas des Germains, libre à elles de viser au corps autrichien ou hongrois, contre lequel subsistent leurs griefs historiques. Mais ne perdons pas notre ligne. Notre ligne vise Berlin.

Une diversion serait peu politique et aurait le grave inconvénient de nous brouiller avec la vérité et avec la justice. Car le vrai est que le premier responsable de la guerre n'est pas l'Autriche, c'est l'Allemagne. Il est donc juste que l'Allemagne reçoive la première le châtiment, et capital.

Ceux qui ont suivi de près la politique extérieure en juin, juillet, août, le savent du reste. Une preuve nouvelle en a été donnée hier, dans le journal qui avait si curieusement défendu les Berlinois en chargeant les Viennois, c'est-à-dire le *Figaro*.

Le *Figaro* a intitulé son article : « La culpabilité allemande », c'est le résumé et l'extrait des publica-

tions vengeresses faites à Londres par le ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni :

Après sir Edward Goschen, ambassadeur à Berlin, voici sir Maurice de Bunsen qui raconte les préliminaires de la rupture — dans une dépêche que le *Foreign Office* a fait publier hier.

Sir M. de Bunsen démontre que, même après le rejet par l'Autriche de la réponse de la Serbie à son ultimatum, les négociations entre l'Autriche et la Russie se poursuivirent toujours d'une manière parfaitement amicale. Jusqu'au 1er août, l'accord paraissait presque en vue.

Ce jour-là, l'ambassadeur de Russie, M. Schebeco, fit savoir à sir M. de Bunsen que le comte Szapary, ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, avait informé M. Sazonoff que *l'Autriche consentirait à soumettre à une médiation* les points de sa note à la Serbie qui paraissaient violer le maintien de l'indépendance serbe.

Malheureusement, ces conversations amicales entre l'Autriche et la Russie *furent interrompues par l'Allemagne*, qui intervint le 31 juillet par les ultimatums qu'elle adressait à Saint-Pétersbourg et à Paris.

Sir Maurice de Bunsen ajoute qu'un délai de quelques jours aurait probablement épargné à l'Europe une des plus grandes calamités de l'histoire.

Le crime est l'œuvre de Berlin. Il est l'œuvre de tous les organes vivants, cerveaux ou entrailles, de la politique et de la nationalité allemandes. Tous les peuples allemands et non le seul peuple prussien, toutes les classes allemandes et non pas les seules classes militaires, nobles ou possédantes, ont tenu leur rôle (moralement inégal mais en réalité très convergent) dans les infamies de cette agression.

Au cours d'une claire et mélancolique étude faite

au *Daily Chronicle* et reproduite à l'*Humanité*, le chef des socialistes belges, M. Émile Vandervelde, se demandant si Karl Liebcknecht est fusillé ou sert comme officier de réserve, répond : « Il se peut que « l'une et l'autre de ces conjectures soient exactes ». Vandervelde essaye de penser que, un soldat sur trois étant socialiste dans l'armée allemande, cette armée doit se battre mal et à contre-cœur. Il n'en est malheureusement rien : nous savons que les Allemands se battent bien, du moins partout où ils voient encore briller le cher appât de la victoire ; ce tiers de défections morales vues en rêve n'existe pas en fait, nous n'en avons du moins aucun indice, aucune nouvelle. L'Allemagne reste encore unie. Pour faire tête, elle fait corps. C'est d'elle, tête et corps, qu'est venue la perturbation de l'Europe et du monde. C'est elle, tête et corps, qui doit l'expier.

Quand elle passera aux assises de l'univers, il y aura peut-être lieu de lui demander si, au 28 juin, derrière les assassins de Serajevo n'étaient pas embusqués les instigateurs du pangermanisme. Cette hypothèse qui me fut communiquée à la mi-juillet manqua de faire sourire ; en tout cas, l'on haussait les épaules : ferait-on de même aujourd'hui[1] ?

1. Le lendemain, 20 septembre, nous tirions du *Times* l'importante déclaration qu'il faudrait porter « nos armes victorieuses au cœur de la nation ennemie » non pour la dévaster, mais pour la juger et briser « sous les Tilleuls » « le rêve fou de la domination du monde. »

CONTRE LA CATHÉDRALE DE REIMS

20 septembre 1914.

Le rêve fou d'anéantir la résistance par l'intimidation avait su décréter en ces âmes simples et basses l'incendie et la mise à sac de Louvain. Et voici que l'écroulement d'une folie dont les malheureux désespèrent les a déterminés à un autre acte de sauvagerie méthodique, au bombardement de la cathédrale de Reims! Ils ne rêvent plus de nous faire reculer et capituler. Ils songent simplement à nous faire payer le plus cher possible, par un dommage aussi définitif que possible, l'humiliation de la défaite de leur puissance. Ne pouvant rien avoir en France, ne pouvant y rester, ils y cassent tout. Encore n'est-ce pas le mot : ce qu'ils détruisent est expressément choisi parmi ce qu'on leur a dit être le plus noble, le plus précieux.

De ce prix, ils ne savent rien. S'ils le savaient par eux-mêmes, si ces hautes merveilles leur parlaient un langage qui leur fût perceptible, ils les respecteraient comme un bien commun à tous les hommes et ils se garderaient de tarir une source de joie qui coulerait aussi pour eux. Tirer sur les flèches de l'art médiéval, qu'on le dise gothique, qu'on le dise français, ce serait, pour des civilisés, tirer sur soi-même. Mais ces rustres épais ne connaissent l'honneur de l'intelligence, de l'histoire et de l'art que par la surface et l'écorce. Ils ont entendu dire, ils ont lu sur les guides et sur les catalogues qu'un

chef-d'œuvre était unique au monde et ne pouvait se remplacer : il n'en fallait pas davantage pour décider en eux d'un irréparable malheur. Les Turcs n'ont pas raisonné plus sommairement devant l'Acropole d'Athènes.

Qu'ont-ils fait, qu'ont-ils fait devant l'Acropole française! Ces obus qui se sont abattus sur la cathédrale du Sacre, qu'ont-ils brisé ou défoncé de l'église de Jeanne d'Arc? L'esprit, les yeux se voilent, il se produit en nous comme une qualité de larmes nouvelles à la pensée de ces destructions faites à jamais! Au lendemain du jour où l'Institut de France apprenait que Chantilly est intact, le bombardement du plus national et du plus mystique de nos Lieux saints apporte un deuil inattendu devant lequel l'imagination demeure d'abord écrasée. Mais cette stupeur se changera en colère : cette colère sainte, on nous la payera.

LE GÉNÉRAL DE CASTELNAU GRAND-OFFICIER

Toute la France adresse au général de Castelnau un hommage de reconnaissance et d'admiration.

Déjà, l'attitude héroïque du général recevant la nouvelle de la mort de son fils et continuant à dicter des ordres en murmurant qu'il *n'avait pas le temps*, a ému dans ses profondeurs la fibre française. Aujourd'hui, l'esprit national est satisfait de constater une fois de plus que ce grand cœur anime une pensée de chef, et qu'on peut honorer en Castelnau l'un de ces hommes dont toutes les parties sont de premier ordre et dans lesquels la race reconnaît avec un fier amour ses dignes enfants.

UNE DÉMENCE

21 septembre 1914.

Il importe de dénoncer, je ne dis pas au patriotisme, je dis à la raison, je dis à l'instinct de conservation du peuple français, l'échange de lettres qui vient d'avoir lieu entre M. Alfred Naquet et M. Gustave Hervé. Le texte de ces deux documents est dans la *Guerre sociale* du samedi 19 et du dimanche 20 septembre. Tout patriote réfléchi les lira, les méditera, les conservera et sera désormais fixé sur un genre de folie politique à surveiller de près.

M. Alfred Naquet expose les alarmes que lui inspire la renaissance du patriotisme auquel M. Gustave Hervé prend part. De ces alarmes, les unes ont trait à la vie intérieure du pays, il redoute un retour au Concordat, la rentrée des sœurs dans les hôpitaux, la revanche du cléricalisme, etc. Comme M. Hervé écarte d'un revers de main, presque sans discussion, « ces vaines alarmes » (car il est *un peu là*, M. Gustave Hervé), négligeons aussi cet aspect du problème abordé. Aussi bien, c'est dans la question extérieure que MM. Naquet et Hervé révèlent et formulent la démence que l'on va voir.

M. Naquet a jadis fait connaître son sentiment sur la France. Il a souhaité qu'elle se donnât en sacrifice au genre humain : quand l'éclosion de la démocratie entraînerait la disparition de la nationalité française, eh! bien, ce ne serait pas trop cher pour M. Naquet. Cette opinion n'ayant plus cours par la

faute de l'empereur allemand qui nous a mis dans la nécessité de nous défendre, M. Naquet se décide à approuver la guerre : « *Allons-y carrément, avec l'enthousiasme naturel de notre race* ». On ne savait pas que la race juive à laquelle M. Naquet appartient se confondît avec la race bretonne de M. Gustave Hervé. Mais, ajoute M. Naquet, « *Veillons au grain, conservons soigneusement nos positions.* »

Il faut sauver la patrie menacée, « *c'est entendu* », mais il faut aussi sauver l'esprit de la Révolution. Cet esprit peut permettre l'écrasement du militarisme prussien à Berlin, comme le veulent les Anglais, qui « *ont raison* » : « *il ne doit pas rester pierre sur pierre de l'Empire allemand et de l'Empire d'Autriche* ». Complétons l'Italie, la Serbie, la Roumanie, reprenons l'Alsace, rendons Posen à la Pologne, le Slesvig et le Holstein au Danemark, mais, spécifie M. Naquet, l'Allemagne une fois dépouillée de ses prises, « ne lui enlevons rien de ce qui est réellement allemand et même pour lui montrer que nous combattons le gouvernement impérial et non le peuple, si celui-ci a le courage de faire un beau geste et de proclamer la République, *laissons les Allemands d'Autriche s'annexer librement à la nouvelle fédération.* »

M. Naquet s'élève avec vivacité contre le projet « ridicule » de « briser l'unité allemande », d'annexer à la France ou à la Belgique « contre leurs vœux » les provinces rhénanes. Cela, dit-il, « frapperait de discrédit » les protestations de la France contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Et cela d'ailleurs ne saurait durer.... M. Naquet fait bon

marché de tout ce que l'histoire et la géographie auraient dû lui apprendre tant sur la fragilité des unités allemandes que sur la facilité extraordinaire avec laquelle les villes rhénanes de langue germanique se sont, à plusieurs reprises, unies à la France. Un respect fétichique de l'unité allemande se confond pour lui avec le culte de la République et la religion de la démocratie.

La réponse de M. Hervé était attendue sans curiosité. On l'aurait écrite à l'avance. Tout le monde prévoyait qu'il y manifesterait son impavide aplomb, né du détachement absolu du vrai et du faux, du droit et du tort, d'un mépris complet de l'histoire et de l'expérience, enfin de cette grosse rhétorique simpliste qui, pour faire disparaître une difficulté réelle, se contente de mettre l'objection dans sa poche.... Pourtant, nous n'osions espérer que la réponse de M. Hervé serait aussi exactement conforme au questionnaire de son « maître et ami », M. Naquet :

M. Hervé écrit :

... Quand le peuple allemand aura vomi ses Hohenzollern...

[Ce peuple les vomira-t-il? M. Hervé n'en veut pas douter. M. Naquet se contentait de rêver un beau geste républicain de l'Allemagne. Ni l'un ni l'autre n'adopte notre programme radical : détrôner les Hohenzollern, morceler la Prusse, Berlin ville libre.]

... Quand le peuple allemand aura vomi ses Hohenzollern, on voit mal l'Angleterre et la France *assez folles* pour refuser à la Confédération germanique

reconstituée les dix millions d'Allemands qui lui reviennent.

Toucher à l'unité nationale allemande au moment où l'Italie, la Serbie, la Pologne, la France elle-même se battent pour la liberté des nations, serait un tel crime et une telle imbécilité que jamais, etc., etc.

Nous ne savons pas quelle notion peut avoir M. Gustave Hervé du crime politique ou moral. Pour l'imbécilité, nous allons la lui faire admirer dans ses propres colonnes. Le même numéro de la *Guerre sociale*, qui publiait la lettre de M. Naquet, renfermait aussi une lettre d'un révolutionnaire italien, mazziniste ardent, partisan d'une République romaine, coreligionnaire étroit de M. Gustave Hervé. Ce « cousin italien », comme il s'appelle, et qui signe Fabrice Romano, écrit la table des volontés du peuple italien, c'est-à-dire des siennes et de celles de son parti. Ce programme, en trois articles, annonce la reconstitution de la « véritable unité italienne », avec le « Trentin, Trieste et l'Istrie ». L'Istrie? M. Romano s'aperçoit tout de suite que l'Istrie, dont les seules villes comprennent deux tiers de la population slave, croate ou slovène, et dont les campagnes sont toutes slaves, ne fait guère partie du territoire de l'Italie! Aussitôt il inscrit ce repentir plein de saveur :

L'Istrie, non pas par gourmandise, mais parce que la paix future (nous voulons tous, n'est-ce pas, cousin de France, que la guerre actuelle soit la dernière guerre ?) a des nécessités politiques et géographiques qu'il faut absolument respecter.

Ainsi la raison d'État grimée de pacifisme inspire

au révolutionnaire italien la ferme volonté d'occuper une terre non italienne et d'en dépouiller le voisin. Ces *nécessités politiques* sont mieux spécifiées encore à l'article suivant du même programme :

Enfin, Avlona (Valone), étant le Gibraltar de l'Adriatique, le peuple italien est *disposé à la laisser occuper par la monarchie italienne*, bien qu'il lui soit déplaisant de piétiner sur le bien d'autrui. Il se pliera devant une nécessité *qui lui est démontrée inéluctable.*

C'est le journal de M. Hervé qui souligne ces derniers mots en les enregistrant sans la moindre protestation. M. Hervé admet, et sans doute aussi M. Naquet, que la prise de possession par le peuple italien et la monarchie italienne (S.P.Q.R.) du Gibraltar de l'Adriatique soit une « inéluctable nécessité ». Mais le même malheureux homme crie à la folie, au maboulisme, à l'imbécilité si, pour mettre a Bête allemande hors d'état de nuire, la France, la Belgique, l'Angleterre s'assurent de territoires ou de têtes de pont sur le Rhin; si ces puissances attaquées dans des conditions odieuses, dévastées avec une furie et une barbarie sans exemple, prennent des précautions contre un regain militaire allemand, contre l'unité politique, condition de ce regain; ou si même elles songent à refuser à dix millions d'Allemands d'Autriche la faculté de faire corps avec soixante ou soixante-cinq millions d'Allemands prussianisés! M. Hervé ne dit pas que ces précautions sont, à son avis, exorbitantes, il ne les discute pas, il ne les examine même pas, il tient qu'elles n'existent pas : des nécessités politiques et géographiques, qu'est-ce que cela pour la France?

L'argument qui valait tout à l'heure pour l'Italie s'effondre aussitôt. Cela n'existe pas. Cela ne peut pas exister, et l'on peut en jurer, M. Gustave Hervé n'y a jamais pensé.

Il y pensera demain. Il cherchera, pour s'évader de la sotte prison qu'il vient de construire, le formulaire de quelque blague nouvelle, de quelque sophisme nouveau. Mais le peuple français qui n'est pas une bête, n'a pas envie de faire plus longtemps le dindon de ces farces humanitaires. Ce qu'Hervé n'a pas vu, la nation le voit aussi clairement que le subtil révolutionnaire venu d'Italie pour illustrer le beau texte de M. Alfred Naquet et Gustave Hervé : ce n'est pas pour créer *une plus grande Allemagne* que nos pauvres soldats reçoivent, ces temps-ci, l'orage du fer et du feu !

LE PÉDAGOGUE HOMME D'ÉTAT

22 septembre 1914.

M. Gustave Hervé vient de donner sa malédiction ou plutôt son pensum aux vandales de Reims.

Nous sommes au collège, écoliers d'origines, de conditions, de traditions, d'habitudes sensiblement analogues. L'un de nous a commis une action indigne. On pourrait le priver de goûter, de sortie ou de récréation. Mais on veut que son châtiment serve à stimuler chez lui le sens de l'honneur et à l'exalter chez ses camarades : on le prive de prendre part à la souscription pour les pauvres de la ville.

Professeur défroqué, M. Hervé voit toujours les nations rangées devant lui sur les bancs. L'Allemagne a élevé des hannetons dans le pupitre ou fait au professeur une niche démesurée. Détruire Louvain, brûler Reims équivaut à ces aimables espiègleries pour M. Hervé. Or, celui-ci, sage Mentor et prudent Ponocrates, sachant que le cœur de l'homme allemand est un noble cœur, le condamne à rougir devant son miroir. Voici les « représailles » que veut exercer M. Gustave Hervé : le monde entier sera admis à souscrire pour la reconstruction de Louvain, pour la restauration de la cathédrale de Reims, mais le Germain (hou! hou! le vilain!) sera privé du droit de vider sa bourse pour cette bonne œuvre!

Entendez-vous le chœur des Goths, des Huns et

des Vandales, qui ne savent guère que ce refrain animal, mais le savent bien :

La pénitence est douce
Nous recommencerons

De sorte qu'à leurs prochains ravages, les Germains non châtiés, non ramenés aux lois que veulent lui forger tous les Européens sérieux, non soumis à une discipline analogue à celle qu'ils reçurent de Richelieu et de Louis XIV et qui les avait rendus à peu près convenables en 1814 et 1815, passables encore en 1870, les Germains dûment cultivés par la pédagogie du Pestalozzi de la *Guerre sociale*, traiteront Paris et Amiens, Chartres et Rouen comme ils ont fait de Louvain et de Reims, si bien que, ces nouvelles sauvageries bien constatées, M. Gustave Hervé désespérera d'en châtier les auteurs, à moins de les combler d'exemptions, de bons points et de toutes les sucreries que vend le portier.

J.-J. Weiss disait que la République conservatrice était une bêtise : la Révolution en est une autre. Et les sombres bêtas qui nous la recommandent n'ont pas encore compris qu'ils font les généreux avec un or, et avec un sang que les autres ont ensuite à verser pour eux !

ENTRE FRANÇAIS

23 septembre 1914.

TROIS POINTS D'ACCORD

L'*Humanité* d'hier matin a publié des « impressions d'un témoin » rédigées par un ami de ce journal et publiées en première colonne, ce qui montre assez l'importance attachée à ce témoignage ou à son auteur. On y lit trois faits dont je prendrai acte.

Premier fait :

Il est nécessaire de noter que les Allemands ont tiré, à Soissons sur une ambulance et qu'ils y ont fait des victimes.

Les socialistes paraissaient vouloir se distinguer de nous jusqu'ici en soumettant à un doute systématique, et sans raison déterminée, tout ce qui était dit de la façon allemande de conduire la guerre. Les Allemands étaient présentés par eux comme une nation pareille aux autres. composée de frères que nous avons tort de haïr en bloc. Du moment qu'ils enregistrent ce premier témoignage de leur ami, ils doivent être plus disposés à se ranger à l'opinion de ce journal anglais qui, pour apprécier la destruction de Reims, s'est contenté de dire : « *C'est un acte allemand* ».

Fait numéro deux :

Autre fait bon à marquer : Toute la route suivie par l'envahisseur était, pour ainsi dire jalonnée d'usines

allemandes dont le personnel était allemand et mobilisable.

A la Ferté-sous-Jouarre, il y avait une usine de lampes électriques ; à Soissons, une fabrique de revolvers. L'armée allemande est donc merveilleusement renseignée par les ouvriers qui travaillaient, pendant la paix, dans ces maisons et qui connaissaient à fond le pays.

Les plus vifs censeurs de l'*Avant-Guerre*, les plus âpres défenseurs de certains espions légitimement débusqués par l'autorité civile et l'autorité militaire étaient les socialistes. Mais la réalité vient de les saisir ! Le livre de Léon Daudet en main, ils pourront constater que ce qu'ils voient et disent aujourd'hui y était prévu et prédit dès la mi-septembre 1911. Demanderont-ils à Sembat et à Guesde de faire décerner à Léon Daudet une des croix du champ de bataille?

Troisième fait :

J'ai causé avec nos soldats. Ils sont pleins d'entrain et de courage, approvisionnés de tout le nécessaire...

L'incurie de l'administration de la guerre et le dénûment de nos troupes paraissent devoir redevenir un des lieux communs favoris de l'opposition révolutionnaire ; on est heureux de pouvoir leur opposer le démenti formel d'un journal aussi autorisé que l'*Humanité*.

LA LETTRE D'ANATOLE FRANCE

A la clarté des flammes qui dévorent le plus haut lieu de la religion, de l'art, de l'hitoire de la Patrie,

Anatole France ne doute plus que nous ayons devant nous des barbares et que nous soyons les soldats du du genre humain. Il prévoit une longue guerre. Il veut que nous soyons « formidables et magnanimes ». Mais comme la lettre qu'il a écrite pour cette déclaration paraît vouloir récompenser M. Gustave Hervé des monumentales bêtises que le directeur de la *Guerre Sociale* a écrites tous ces jours-ci, il en ressort avec clarté que la grandeur d'âme devra consister à traiter un peuple barbare comme s'il était civilisé et à le combler de présents que ce demi-homme, cette espèce de faune encore mal tiré de la fange natale, retournerait infailliblement contre nous et contre lui-même. On laisserait des armes dangereuses à l'enfant sauvage! On remettrait au nègre blond le moyen de reforger et d'utiliser les terribles engins de la foudre et de l'air! Puis, à l'explosion nouvelle, une nouvelle et belle lettre de M. Anatole France porterait jusqu'au bout du monde l'harmonieuse flétrissure de cette barbarie.

Si pareil malheur arrivait, le barbare ce serait lui. Ce serait Anatole France en personne. Et sa barbarie ne serait pas seulement ignorance, elle n'aurait pas seulement foulé aux pieds les leçons de l'expérience et de la raison, elle serait compliquée de cruauté. Les petits soldats de la France tombés de nouveau par milliers dans nos sillons, au cours de la funeste guerre provoquée par l'imprudence d'une générosité mal placée relèveraient vers lui leurs visages sanglants et crieraient. *O*, crieraient-ils, *Anatole France, vous l'aurez bien voulu!* En entraînant le peuple français à « admettre dans son amitié »

ces anciens massacreurs barbares de nos pères et de nos grands-pères, vous leur avez donné de nouveaux espoirs de carnage, de nouveaux moyens, et de nouvelles possibilités de massacres; c'est de votre folie atroce, philanthrope cruel, que ces ruisseaux de sang découlent comme de leur source. Vous n'aurez pas voulu mettre les Allemands dans l'impossibilité de nous nuire. Regardez, regardez, ce qu'a voulu, par contre, votre abominable bonté !

Mais j'espère que ces cris horribles ne s'élèveront pas. On n'écoutera ni France, ni Naquet, ni Hervé. On entendra la voix irritée des Françaises, mères, épouses, sœurs, qui veulent bien être généreuses et sacrifiées, mais non point sottes, non point dupes! L'une d'elles dont le fils en est à sa troisième blessure depuis six semaines de guerre nous écrit que « jamais le peuple français, si épris soit-il de cha-« rité et de bonté envers les faibles, ne consentirait « à recevoir dans son amitié au lendemain de l'écra-« sement de son mortel ennemi, les bandits qui com-« posent actuellement la horde de Guillaume, assas-« sin de femmes et d'enfants et destructeur de cathé-« drales.... »

Le peuple romain, dont France veut invoquer les précédents en faveur de Gustave Hervé, « admettait dans son amitié » les vaincus qui s'en montraient dignes. Avant de conférer ses droits, sa justice, sa paix à l'universalité des nations, il avait fait l'éducation de la terre habitée; or, la question qu'on agite depuis des siècles est précisément de savoir si l'Allemand n'est pas le plus indécrottable des animaux.

Depuis les Othons et les Charles, il en est à sa qua-

trième tentative d'Empire et celle-là s'abîme comme les autres, plus que les autres, dans l'absurdité et dans l'infamie, en infligeant à la civilisation le recul le plus complet qu'elle ait eu à subir depuis seize cents ans. Ce peuple allemand qui, selon l'expression toute latine de M. Balfour, sait créer la puissance, mais ignore l'art d'en user, doit être rappelé à sa loi immémoriale qui n'est que de rendre des services de second plan : au bout d'un siècle d'obscures obéissances, le temps viendra peut-être d'examiner s'il est possible d'accorder un sourire à ce serviteur[1].

1. L'auteur des *Dieux ont soif* n'a pas tardé à voir à quel point une parole imprudente l'avait isolé et trahi. Cinq jours plus tard, la *Presse* publiait de lui une nouvelle lettre qui rétablissait sa pensée. A ces malheureux mots « l'amitié du peuple français » assurée aux gens qui massacrent les enfants et brûlent les villes, un long frémissement avait reformé l'unité de l'esprit public. J'en veux donner ce témoignage qui m'arrive d'une province reculée en pleines Cévennes. Un père de famille écrit :

« Nous dînons à sept heures. Pendant le repas, je lis le journal pour tout ce qui reste de la famille, ma femme et mes trois plus jeunes enfants, les trois aînés étant à la guerre, sur le front, en train de batailler contre les Allemands.

« Hier, après avoir lu, dans l'*Action française* du mercredi 23 septembre, votre article sur la lettre d'Anatole France, ma femme s'est levée et, dans une sainte colère : — Je t'en prie, a-t-elle dit, écris à l'*Action française* et dis bien que nous consentons à offrir à la France la vie de nos trois chers aînés : mais à la condition que leur sang ne soit pas inutilement versé et que leur mort serve au démembrement de cette race maudite, de ce bandit de peuple allemand. »

Ces deux parents français, ce père et cette mère, témoins vénérables de la cité, et pénétrés des sentiments de l'humanité véritable, souffrent plus à vif que personne du fléau de la guerre, puisque trois de leurs enfants y sont personnellement hasardés. Mais pour supporter la pensée de tels

malheurs, pour concevoir l'image de pareils sacrifices, ils ont aussi besoin de les savoir utiles. La guerre, hélas, oui! mais, en vue de la paix, de la paix durable et prospère, non de ces perpétuels recommencements auxquels voudrait nous exposer une politique d'irréflexion. C'est ce que M. France ne pouvait tarder à sentir. Il écrit, cette fois :

« Ne détournons pas notre pensée de nos soldats, plus grands que leurs grands ancêtres, et dont le courage fera l'éternel émerveillement du monde.

« Beaucoup sont tombés : il en tombe au moment où j'écris, et cette idée fait trembler ma main; il en tombera encore, hélas! Du moins, le sang de ces jeunes hommes et les larmes des mères n'auront pas coulé en vain. Il en naîtra la victoire, et ce sera le triomphe de la justice et de la liberté.

« Avec quelle tendre admiration, quelle pieuse reconnaissance nous contemplons ces héros qui, par un effort surhumain allègrement accompli, par le sacrifice de leur vie encore en sa belle nouveauté, délivrent la patrie d'un ennemi monstrueux et sauvent l'Europe de la barbarie!

« Par eux, la victoire est assurée. Et (qu'on soit sans inquiétude à cet égard) nous exigerons de l'Allemagne toutes les réparations, toutes les restitutions dues, toutes les garanties nécessaires. »

M. Anatole France admet « toutes les garanties nécessaires »? Il n'y a plus qu'à débattre si l'on peut réunir ces garanties en dehors d'un démembrement de l'Allemagne. Pure question de fait que chacun devrait pouvoir étudier en paix, et sans que personne s'échauffe.

M. Anatole France a parlé ailleurs de l' « exécrable unité » de nos ennemis.

RELIGION, PATRIE, POLITIQUE

24 septembre 1914.

M. Arthur Meyer a jugé « certainement inexact » que M. le ministre de l'intérieur ait « invité les préfets à surveiller de près le réveil de l'esprit religieux et nationaliste en France. » M. Arthur Meyer est plus près que nous de M. Malvy. Mais nous ne croyons pas qu'il y ait en ce moment sur le territoire français un fonctionnaire assez simple d'esprit pour se soucier de combattre l'inévitable. Quand des centaines de milliers d'hommes ont de fortes raisons de se demander s'ils seront morts ou vifs à la minute qui va sonner, il paraît naturel que le tour de leur esprit prenne la grave direction des méditations religieuses : l'indifférent d'hier devient ainsi le pratiquant d'aujourd'hui. De même quand le dernier bien de l'homme terrestre, qui est la faculté de respirer l'air et de voir le ciel, est tous les jours exposé et sacrifié tout entier, jusqu'au dernier regard et jusqu'au dernier souffle, il n'est pas moins naturel que le premier objet de ce sacrifice complet, la Nation, la Patrie, prenne de ce fait une valeur croissante à ses yeux. Ce qui étonnerait un bon esprit c'est que ce double réveil religieux et nationaliste ne se produise pas ! Ce qui étonnerait davantage, c'est que MM. les préfets puissent l'empêcher.

Quant aux reproches de particularisme politique, il est juste de les mépriser. Nous avons fait ici le crédit le plus large, l'apaisement de l'amnistie la

plus généreuse. Ce n'est pas d'ici que partent les critiques au gouvernement civil et au gouvernement militaire. Nous nous sommes au contraire appliqués à faciliter leur rude tâche de notre mieux. Nous avons approuvé et soutenu le départ pour Bordeaux. Et nous approuverons et soutiendrons de même tout ce qui pourra être soutenu et approuvé.

Assurément, on ne saurait empêcher les Français, qui sont hommes et doués de raison, de réfléchir sur le jeu des effets ou des causes, de rechercher d'impersonnelles vérités. Stimulés par le patriotisme, illuminés par des événements décisifs, ils étudient les conditions où les a placés la démocratie républicaine. C'est les servir, les servir *tous*, que de les aider à débrouiller ce problème d'intérêt vital. Nous y portons des sentiments d'impartialité et de cordialité qui sont peu contestables et auxquels bien des adversaires ont rendu justice. D'autres, il est vrai, se trompent ou manquent de justice, tel M. René Millet, s'il parle de nous, quand il attribue à des « réactionnaires » la prétention « d'imposer leur Credo ». Nous n'avons jamais rien imposé. Nous avons proposé des sujets de réflexion qui sont d'une utilité publique pressante. Il nous est arrivé de plaindre ces temps-ci quelques esprits un peu trop faux. Nous ne croyons pas que depuis le désarmement du 3 août « devant l'ennemi » on ait pu relever dans nos colonnes un seul trait de nature à mettre en cause les volontés de qui que ce soit. Comme le dit un correspondant étonné de notre mansuétude, nous « avalons héroïquement notre chique », mais nous l'avalons.

En revanche, je puis montrer une publication qui s'intitule *la Paix par le Droit* et qui continue à nous faire une guerre violente, dont l'expression juridique est formulée ainsi : « Quand leur nationalisme est autre chose que l'étiquette *à peine mensongère* d'un parti de réaction politique.... » L'auteur de cette calomnie est le professeur Th. Ruyssen le fameux adversaire de la loi de trois ans, de la loi de salut. Or dans ce même article où il nous calomnie, M. Ruyssen écrit cette élégante et froide antithèse : « *Malheur à l'Allemagne si ce rêve* [de notre Revanche] *se réalise! Malheur à nous s'il échoue!* » Le malheur à l'Allemagne et le malheur à nous sont donnés à égalité.... Je n'ajouterai pas une syllabe de commentaire. Je m'en tiens à notre consigne du 3 août : « *Devant l'ennemi!* »

« MES SOCIALISTES »

C'est le nom que donnait Guillaume II à la sozial-demokratie. La presse italienne, qui reçoit de nombreuses communications de Berlin, nous apporte d'utiles vérifications du propos impérial : On télégraphiait de là-bas à la *Tribuna* de Rome le 17 septembre :

Les socialistes sont en train dans ce moment-ci d'établir le compte des socialistes inscrits qui se trouvent actuellement sous les armes. Dans le district de Magdebourg (Anhalt), sur 28 642 membres du parti, 9 162 sont sous les armes, parmi lesquels 489 dirigeants et hommes de confiance des syndicats, lesquels, dans des centaines d'endroits, ont été appelés sous les armes au complet. Dans ce seul district les socialistes suffi-

firaient à former trois régiments sur le pied de guerre.

L'*Osservatore Romano* a reçu de Berlin cette dépêche, daté du 18 :

Le député socialiste au Reichstag Wendel qui, il y quelques mois, terminait un de ses discours du Reichstag au cri de: Vive la France! écrit entre autres choses au *Worwaerts*: «Dès le commencement je me suis mis à la disposition complète des autorités militaires et je suis entré à mi-août dans un bataillon de la landsturm à Francfort-sur-le-Mein.

« Je ne voulais pas rester assis à mon foyer tandis que le peuple entier combat pour l'existence. » Wendel ajoute qu'en dernier lieu il a été huit jours en Belgique.

Les socialistes allemands sont patriotes en Allemagne comme les socialistes français sont patriotes en France. Et cela confirme la vérité sur laquelle l'Action française s'est constituée AU MOIS DE NOVEMBRE 1899 : *les intérêts que représente la communauté de classe ou la communauté de profession sont de beaucoup moins actifs et moins capitaux que les intérêts représentés par la communauté de patrie.* Le cercle national, moins étendu que l'autre, est de beaucoup le plus important. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas faire des réformes sociales. Cela veut dire qu'il faut les faire dans l'enceinte de la nation et relativement à l'ordre, au bien-être et au progrès de toute la nation. Les relations internationales elles-mêmes dépendent de la vertu et de la force des nations en présence. C'est donc par là qu'il faut commencer. Le Nationalisme ne dit pas autre chose.

LA MANŒUVRE EN EUROPE

Dans un discours énergique, suivi d'une conversation non moins nette avec un rédacteur du *Giornale d'Italia*, le chef de l'Amirauté anglaise a fait connaître une fois de plus à l'Europe la décision de l'Angleterre d'en finir avec la brutale Allemagne. Il a même ajouté qu'on allait voir la France replacée à son rang en Europe. Nous sommes convaincus que la France saura, en effet, se replacer elle-même à ce rang. L'adhésion au traité du 5 septembre nous donne une puissante garantie contre nos propres erreurs intestines. Raison de plus, pour nous, de manœuvrer le mieux possible et de nous laisser manœuvrer aussi peu que possible. Un intéressant entretien du ministre de Roumanie auprès de l'empereur de Russie, dont on verra plus loin le texte, montre avec beaucoup de clarté quelle cause vraiment universelle nous défendrons si nous savons défendre nos intérêts[1]. Mais il importe de ne pas les laisser couler à vau-l'eau! Justement parce que les circonstances sont favorables, on peut avoir envie de nous traiter en fils prodigues, de nous frapper d'hypothèques démesurées. On lit par exemple au *Corriere della Sera* du 19 la traduction d'un article inouï, publié par M. Xenopol, professeur à

1. De passage à Rome, M. Diamandy ministre de Roumanie à Pétrograd avait montré que, dans le cas d'une victoire allemande, les Roumains pris dans un Zolverein serait vassaux chez eux et brutalisés en Hongrie. Au contraire, l'Entente représenterait un équilibre, un jeu élastique d'intérêts.

l'Université de Jassy, dans le journal romain l'*Adeverul*, qui porte des paroles d'autant plus surprenantes qu'elles viennent d'un ami connu de la France :

Si l'Italie tarde à se lancer contre l'Autriche, évidemment cela n'est pas pour des raisons d'ordre moral et juridique international, mais pour des raisons d'intérêt. Un diplomate italien me disait qu'en gardant la neutralité, l'Italie aura fait tout ce qui était possible. La France ne peut pas lui demander davantage gratuitement.

Il ajoute :

Si la France fait quelque *sacrifice territorial* au profit de l'Italie, le sacrifice sera compensé par le bénéfice de l'alliance contre l'Autriche qui affaiblira *indirectement* l'Allemagne son ennemie.

Contre ce bénéfice indirect, des sacrifices territoriaux directs ! Voilà qui semble découvrir des dents un peu trop longues. Mais il ne serait pas juste d'interpréter ces indices au pied de la lettre. L'opinion italienne ne peut faire de tels calculs. L'intervention en faveur de la France est réclamée avec une vivacité croissante non seulement, comme on le dit trop exclusivement à Paris, par les groupes socialistes de l'*Avanti*, mais par le jeune monde nationaliste dont l'organe hebdomadaire, l'*Idea Nazionale*, est devenu quotidien, ce qui est un bon signe de progrès, d'action, d'influence[1]. Ces champions d'une

1. Le dernier numéro hebdomadaire de l'*Idea nazionale*, 17 septembre, en insistant pour l'intervention, parlait en ces termes « des écrivains et des disciples de l'*Action française* » :
« Personne n'a tenu avec plus de noblesse et de fierté le poste de combat délibérément choisi par eux dans l'âpre

Renaissance italienne sont trop intelligents pour ne pas sentir qu'il est inutile de se chamailler entre alliés possibles : leur pays se paiera, le plus tranquillement du monde, sur la dépouille opime du Tudesque vaincu, abattu et mis en morceaux.

DU DANGER DES ESPIONS

M. Gustave Hervé parle moins avantageusement depuis quelques semaines du consulat austro-allemand ouvert d'abord à grand fracas dans les bureaux de son journal. Mais à propos d'une mesure officielle très légitime, la revision des permis de séjour des étrangers à Paris, il déclare dans la *Guerre sociale*, qui n'a jamais mieux mérité son titre, compter parmi ses relations un certain nombre d'Alle-

bataille engagée contre l'optimiste des pacifistes, l'inconscience, la vulgarité et souvent la malhonnêteté des gouvernants et l'antipatriotisme des socialistes, dans leur généreuse tentative de délivrance et de reconstruction de la conscience nationale. Les faits avec leur éloquence sans réplique ont démontré combien ils avaient raison; mais cela ne saurait diminuer certes, même de peu, la douleur qu'ils souffrent dans les heures tragiques traversées par la France, heures que leur amour dévoué et clairvoyant du pays, leur passion brûlante pour la patrie n'a pu épargner à la nation. Nous avons le devoir de nous incliner devant la souffrance de ces hommes, nous qui traversons ces tristes jours dans une anxiété profonde, sachant notre pays absent encore du champ de bataille où les peuples écrivent avec leur sang les pages de leur histoire et s'élancent à la conquête d'une destinée plus glorieuse.

« On ne croyait plus à la guerre, tous avaient foi dans la paix.... »

L'éloquent collaborateur de l'*Idea nazionale*, M. Luigi Silvio Amoroso, n'exagère-t-il pas en quelque mesure le parti pris de désarmement du gouvernement français? Cela n'a été vrai que jusqu'en 1912.

mands ou d'Autrichiens qu'il juge amis de la France. Sans s'objecter qu'il y en a bien d'autres qui sont nos ennemis, sans prévoir que le lecteur fera l'objection ou qu'il se demandera ce que valent les certificats de patriotisme signés Gustave Hervé, il essaie d'introduire, au nom de l'honneur français ou de l'intérêt bien entendu de la France, cet esprit de laisser aller qui nous a fait tant de mal!

Après tout, dit-il, les espions ne sont pas « bien dangereux ». Les aéros allemands en apprendraient beaucoup plus à l'état-major ennemi « que tous les espions possibles et imaginables ». Et, le tour, croit-il, étant joué, il revient à la défense de ses espions favoris que, par goût du bon ordre, nous ne nommerons pas[1].

Mais nous mettrons sous les yeux du public vingt lignes tirées du *Temps*. Comme un Bordeaux retour des Indes, ce *Temps* retour de Bordeaux ne manque pas de bouquet. Le grand journal de la République raconte, d'après un rescapé du siège de Maubeuge, comment l'espionnage allemand n'a pas cessé de miner et de contrarier la défense de cette place forte. Ce que ne pouvaient réussir les aéros allemands les agents de l'*Avant-Guerre* l'avaient fait ou continuaient paisiblement à le faire.

Le tir allemand avait été repéré d'avance et très soigneusement. Les caponnières du fort où se trouvait le soldat dont nous rappelons les impressions ont été détruites dès les premiers coups de canon. Les grosses pièces de siège employées par les Allemands reposaient sur des plates-formes bétonnées *faites avant la guerre, sous*

1. Les Maggi.

le couvert de constructions d'industries privées : l'écartement des écrous correspondait à celui des mortiers. La ville elle-même était pleine d'espions. On a découvert un petit téléphone souterrain qui reliait Maubeuge à Jeumont, et qui servait à renseigner l'ennemi sur tous les mouvements qui se préparaient à l'intérieur de la place. C'est ainsi que pas une des sorties de la garnison n'a pu avoir de résultat efficace, *toutes étant annoncées par avance aux Allemands qui prenaient aussitôt leurs dispositions pour les recevoir.*

Ces renseignements de fait permettent de mesurer ce qu'il y a d'épaisse niaiserie dans le scepticisme bonasse qu'essaye de répandre M. Gustave Hervé. Il tente de troubler la sensibilité de la France. Il trouvera dans la raison de ce pays un antagoniste sérieux.

VERS L'UNITÉ FRANÇAISE

26 septembre 1914.

L Action française n'a pas d'opinion sur la censure, dont toute la presse dispute.

L'Action française n'a pas d'opinion sur le différend de M. Lavisse et de M. Hanotaux.

L'Action française n'a même pas reproduit l'article où M. Hanotaux se vantait d'être allé organiser la victoire en province, ni l'article où M. Lavisse a si fortement secoué son collègue académicien.

L'Action française s'est, en revanche, associée de tout son cœur au deuil de M. Lavisse dont la petite maison natale de Nouvion-en-Thiérache, pleine de souvenirs, pleine d'œuvres et de pensées, a été ruinée par les obus allemands et dans laquelle l'Allemagne campait hier si elle n'y campe aujourd'hui encore. Il n'est pas un Français de la classe moyenne française, si sa tête a dormi sous le toit paternel, qui ne veuille ajouter ses regrets douloureux à ceux que l'Académie vient d'exprimer solennellement à M. Lavisse.

Seulement l'Action française adressera les mêmes sympathies profondes et les mêmes regrets respectueux à Monseigneur le duc de Guise s'il est confirmé, comme le bruit en a couru, que l'habitation de ce prince du sang, cousin germain de Monseigneur le Duc d'Orléans, a souffert au Nouvion-en-Thiérache des dommages pareils et d'égales profanations. M. Lavisse est du petit nombre de ceux qui

ont aimé, senti, raconté l'Histoire de France. S. A. R. le duc de Guise est du petit nombre de ceux dont le nom incarne la continuité de cette belle Histoire. Ah ! si ces deux élites celle du sang et celle de la pensée pouvaient enfin se comprendre et se rencontrer !

L'Action française n'en a point désespéré. Elle poursuit avec une indomptable ténacité son dessein, déjà vieux de quinze ans et toujours en progrès, de réunir en un même effort national cette Maison de France, qui, toujours florissante, représente chez nous les Pères de la Patrie, et la Race des patriotes qui ne sont désireux que de servir la France, de la maintenir, de l'affermir, de l'étendre et de la glorifier à jamais.

Notre dessein n'est que d'amener aux premiers serviteurs de la Patrie, aux Princes, une foule sans cesse accrue de patriotes prêts à la servir avec eux. Et si nous pressons les patriotes d'acclamer ces Princes et de mettre à leur tête le Chef de la Maison de France, c'est que nous sommes en mesure de leur montrer que c'est la condition première du bon et utile service de notre Patrie.

Ah ! sans doute nous pouvons nous tromper. Mais nos longues années de discussions, d'études, d'expérience sont là pour montrer que les chances d'erreur sont, de notre côté, infimes et, du côté de l'adversaire, épouvantables. Nous n'en triomphons pas. Nous disons à l'adversaire, s'il est Français : — Ami Français, asseyez-vous à cette table ou dans cette chaire, et montrez que nous nous trompons, et si vous ne le montrez pas, nous essaierons de faire

voir que la raison est véritablement avec nous, afin que vous la suiviez comme nous.

Mais voici qu'un article de M. Édouard Vaillant qui paraît à l'*Humanité* ce matin, nous annonce que les délégués des anciens combattants de la Commune sont allés faire visite au groupe socialiste de la Chambre pour se plaindre des menées réactionnaires. Et pour preuve de ces menées, M. Vaillant cite un article de M. Reinach et un article de M. Arthur Meyer. Sans vouloir remonter aux auteurs de ces deux articles et sans leur demander quelles sortes de jeu ils jouent, je prie M. Vaillant de vouloir bien penser à nos menées à nous. Elles se font à ciel ouvert. Elles consistent à prier les bons citoyens, quels qu'ils soient, de songer à notre plus grand intérêt politique commun, qui est la vie de la France et la connaissance des conditions de son salut.

M. Vaillant croit que ses adversaires escomptent la défaite. Il se trompe bien tristement! Nous ne rêvons que la victoire. Afin que la victoire soit, nous ne cessons de demander pour les civils et les militaires qui sont chargées de veiller à nous la procurer, le maximum de liberté, c'est-à-dire d'autorité. Nous faisons ce que l'autorité nous demande. Nous évitons de faire ce qu'elle nous prie d'éviter. Et nous tâchons d'épargner non seulement à nos amis, mais aux citoyens des partis opposés aux nôtres, les erreurs de jugement aussi bien que les erreurs de fait, car les unes et les autres les empoisonneraient tous.

Comment ce progrès des lumières pourrait-il inquiéter des *républicains*?

DE BERNE ET DE BALE A SENLIS

27 septembre 1914.

Hier, M. Compère-Morel nous avait paru bien prompt à donner créance aux excuses des prisonniers allemands. Il nous permettra de le féliciter aujourd'hui du récit qu'il a rapporté de Senlis. Cela est chaud et douloureux comme la chair souffrante d'un peuple broyé. L'article paru dans la *Guerre sociale* commence ainsi :

Si je n'avais de mes yeux vu les débris encore fumants des quatre-vingts maisons incendiées de Senlis ! Si je n'avais de mes propres oreilles entendu — et de la bouche même des témoins impuissants — le récit émouvant des assassinats perpétrés contre les paisibles habitants de cette petite tranquille sous-préfecture, je n'oserais croire à la possibilité de semblables forfaits !

M. Compère-Morel énumère les incendies, les vols, les pillages, la cruelle arrestation du maire et des autres otages presque tous fusillés, *après deux simulacres d'exécution*.... Le député socialiste s'écrie alors :

Ah ! voyez-vous, mes amis, il est des choses qui sont dures à avouer et il est des erreurs qu'il coûte de reconnaître, mais quand, dans ce vaste et lugubre cimetière qu'est devenu Senlis, sur les lieux mêmes où les bandits en uniformes opérèrent, j'ai vécu par le souvenir ces heures terribles où de prétendus êtres humains s'amusaient avec des Français traînés de mur en mur, d'arbre en arbre, que l'on faisait souffrir à

plaisir, avec je ne sais quel innommable sadisme, je me suis dit que ceux de notre race seraient incapables de descendre aussi bas et de se livrer à de semblables actes de férocité...

Et je me suis remémoré le passé, un passé qui date d'hier! A mes oreilles tintaient joyeusement les cloches des cathédrales[1] annonçant la paix aux peuples réconciliés. Devant moi, dans un lointain que les fumées des batailles me permettaient à peine de distinguer, j'ai aperçu les tribunes pavoisées de nos congrès internationaux, surtout ceux de Bâle et de Berne; j'ai pu y reconnaître des silhouettes, mettre des noms sur des visages! Puis, frémissant de peur, glacé d'une épouvante compréhensible, j'ai eu l'horrible pensée que ceux-là mêmes dont l'apparition fugitive venait de passer devant moi, marchant derrière le kaiser et son kronprinz, avait peut-être tenu la crosse d'un des mausers dont la décharge avait enfin abattu les Senlisiens torturés!...

Tragique destinée que celle des hommes de foi inlassablement attachés à la réalisation du plus noble idéal et dont les rêves tombent brisés sous les coups de l'implacable fatalité.

Le cerveau obstinément hanté par la vision d'une humanité réconciliée, ils ont cru que l'incomparable et indiscutable puissance d'une idée maîtresse, jaillie des entrailles d'un monde en travail pouvait préparer l'entente des peuples et leur action commune internationalisée!

Compère-Morel ne s'est pas trompé sur la possibilité du progrès humain, mais sur le choix des voies et moyens; son tort fut de croire à l'égalité des peuples ou, plus exactement, à l'égalité des Allemands et des Français. Ce n'est pas l'idée de progrès qui est fausse, ni l'idée d'une organisation

1. Celle de Bâle sans doute.

sociale meilleure, c'est l'idée, toute différente, de la démocratie. Là est l'erreur. Là est la déception qui s'en dégage comme le fruit de la fleur. Une réorganisation du travail équitable est possible, à condition de n'être pas fondée sur le rêve absurde de l'égalité des éléments individuels et nationaux en présence.

Mais Compère-Morel est encore loin de compte. Une dernière illusion à laquelle il se raccroche fiévreusement c'est l'acte de foi dans la modération personnelle des social-démocrates : il ne les croira décidément capables de ces barbaries que s'ils se révèlent incapables d' « abattre le trône » de Guillaume II, « auteur responsable du plus grand crime du siècle », « de réduire à jamais le militarisme prussien à l'impuissance et surtout de proclamer la république allemande. »

Compère-Morel donne à choisir aux travailleurs socialistes allemands entre la proclamation de la république allemande et le déshonneur d'être associé au crime officiel allemand.

On annonce que l'un des chefs du socialisme allemand, M. Liebknecht, qui vient de traverser la Belgique, se prépare à réaliser le vœu de M. Compère-Morel.

Nous suivrons avec intérêt le développement de cet effort, s'il a lieu.

INTERNATIONALISME ET NATIONALISME

28 septembre 1914.

A Paris, du moins, il n'est presque plus nécessaire d'acheter un journal pour connaître les communiqués de 3 heures : en entrant au métro, la couleur des visages m'annonce distinctement la nuance des nouvelles bonnes ou indécises, joyeuses ou brouillées.

Ainsi cet air du temps, nous affectant tous à peu de même manière, imprime jusqu'au fond des cœurs cette vérité essentielle que le plus grand, le plus vivace de tous les intérêts temporels qui nous soient communs sont les intérêts de notre patrie et que, de tous les systèmes politiques en présence, un seul fournit un point de depart assuré, le Nationalisme.

Pour le cinquantenaire de l'Internationale ouvrière, qui tombe aujourd'hui, voilà la dure et claire réponse de la réalité méconnue. Au 28 septembre 1864, deux idées secouaient le monde, l'une disant aux hommes : « Unissez-vous selon votre classe, c'est-« à-dire selon votre genre de vie matérielle et votre « degré de bien-être », l'autre : « prenez conscience « de vos intérêts nationaux ». Qui a raison? On ne demande pas aux socialistes de nier l'existence d'un intérêt de classes, ni ses répercussions par-dessus les frontières : on leur dit que cet intérêt est commandé, primé par l'intérêt national. On ne conteste pas qu'ils soient ni qu'ils aient été patriotes, on leur dit qu'ils se sont trompés sur le degré d'im-

portance du patriotisme, sur le numéro d'ordre à donner à ce sentiment. Hier le patriotisme était jugé égal ou inférieur aux sentiments de la solidarité ouvrière. Aujourd'hui, il faut avouer qu'il est et doit être supérieur. Cette rectification ne devrait inspirer de froissement à personne. Ceux qui se trompaient sur ce point retardaient. Ils ne se trompent plus. Ils avancent donc. Si les intérêts personnels ne s'efforçaient de passionner et d'envenimer le débat, ce serait la chose la plus simple du monde.

POUR BROUILLER LES CARTES

Mais le gouvernement des partis offre de trop belles dépouilles et des objectifs trop désirables, trop désirés aux ambitions, aux appétits et aux amours-propres pour qu'un examen désintéressé puisse intervenir aujourd'hui. On s'applique même, non seulement du côté de certains socialistes, mais dans tous les rangs des divers partis qui ont participé au pouvoir depuis quinze ans, à arrêter et à bannir tout ce qui pourrait ressembler à une recherche de cette vérité qui est impersonnelle et impartiale, qui n'a ni couleur ni drapeau, qui représente nos suprêmes données du salut national et par conséquent individuel. A chaque fois qu'une voix calme énonce une idée ou un fait qui soit de nature à porter un peu de lumière sur les points capitaux, tout aussitôt des voix haineuses s'élèvent pour se plaindre qu'*on rompe la trêve des partis* et que l'on *fasse injure* à tel ou tel de leurs sentiments.... Vraiment, on rompt la trêve quand on veut établir les conditions d'une paix définitive? On injurie, quand on tire de

l'ombre des faits ou des idées qui font de la lumière?

Pour nous, depuis quinze ans, il nous est arrivé bien des fois, au milieu d'exposés un peu arides ou d'invectives un peu âpres, de nous interrompre pour avertir notre lecteur de ne pas s'étonner de notre violence, de ne pas se rebuter de notre sécherese. Il s'agit, disions-nous, de savoir s'il y aura dans les plaines de Champagne des milliers de jeunes Français pleins de force et de vie brusquement refroidis et ensanglantés par le canon prussien. Nous avons, tout ce laps de temps, fait une course infatigable pour tâcher de faire arriver à toute la nation les rayons des avertissements de salut en avant de la catastrophe. Écoutés seulement en 1911, la catastrophe nous a gagnés de vitesse. Nous sommes sous ses coups! La fleur de notre jeunesse est fauchée, des convois de blessés sillonnent en tous sens les campagnes de France : croit-on que sous le fléau vérificateur on puisse laisser mettre sur le même pied le mensonge, l'erreur, la fiction et la vérité? Nous voyons les conséquences des premières méprises. Faut-il en laisser découler de plus dures encore?

Nous sommes des premiers à nous être rangés aux termes et à l'esprit de « l'union sacrée ». Les premiers nous avons demandé à la presse de modérer ses informations, de les plier à la loi du salut public. S'il nous est arrivé d'engager ou de provoquer des discussions au cours de ces deux mois, ce fut toujours pour défendre et faire respecter cette loi. Si, avant-hier, hier, aujourd'hui, nous nous refusons à nous associer, sous les bannières de Chateaubriand, de Robespierre ou de Benjamin Constant, à une cam-

pagne pour la liberté de la presse en matière politique, c'est qu'il n'est que trop facile de voir que, par ce détour et par cette fissure, toutes les funestes interventions militaires des Clemenceau et de leurs pareils pourront se renouveler. Il ne nous importe ni de savoir qui tient les ciseaux, ni de calculer quelles sortes de risques nous pouvons courir de quelque côté que ce soit. Nous commençons par admettre tout ce que le souci dominateur de la défense nationale nous prescrit d'admettre ; et cela réglé, devant tant de sang, devant tant de larmes, au spectacle de tant de corps massacrés, nous considérons comme un devoir secondaire et pourtant de haute importance, de mettre sous les yeux de nos concitoyens tout ce qui pourra empêcher le retour de semblables maux et de chasser de leurs esprits tout ce qui risquera de leur donner pareilles calamités.

LA FRANCE JOUERA-T-ELLE AUX ÉCHECS AVEC SON CŒUR ?

Nous nous réjouissons sans réserve de voir les organes avancés, avec M. Vaillant, désirer une paix solide et, pour qu'elle le soit, une paix signée à Berlin. Nous sommes heureux de voir le *Temps* stipuler hautement la nécessité de « garanties ».... Si l'on nous agace jusqu'à l'irritation en brandissant, comme paroles de Bible, des propos limitatifs, assurément très vains, tels que « la guerre au militarisme prus- « sien et *non au peuple allemand* », tels encore que « l'amitié ou la générosité envers les vaincus », si nous nous élevons de toutes nos forces contre ces lieux communs, c'est qu'ils font des erreurs funestes,

autant dire en bon français et en bon latin des erreurs qui sont pleines de funérailles, qui portent avec elles d'autres milliers de blessés, d'autres milliers de morts à venir.

C'est là ce que ne voient et ne veulent pas voir, dans leur effroyable indifférence à la vérité, les rhéteurs innocents qui étalent sur l'échiquier européen la simplicité de leur cœur, les publicistes qui refont dans la lune la carte de l'Europe, en accusant à chaque ligne un état d'ignorance et de légèreté pire encore que toutes leurs passions de parti. Ils parlent de l'incendie du Palatinat par Turenne, selon la version allemande, sans se rappeler tout ce que l'Allemagne avait fait souffrir durant trente ans à nos campagnes[1], et ils se gardent d'ajouter (car ce serait témoignage de la promptitude avec laquelle les provinces rhénanes pourraient s'unir à nous) que, vingt-sept ans après l'entrée de Louis XIV à Strasbourg, l'ambassadeur de Prusse avouait que « les Alsaciens sont plus Français que les Parisiens » et parlait de leur « brasier d'amour pour la France (1708) ». Les mêmes chiméristes écrivent sans sour-

1. Turenne fit brûler une quinzaine de villages d'ailleurs abandonnés. Mais pourquoi ? Parce que les Allemands, non contents de tuer les Français, torturaient et mutilaient ce qui tombait entre leurs mains. Parce que des officiers de Philipsbourg ayant eu le malheur de se laisser prendre, l'Électeur les fit mettre au cachot, au pain et à l'eau, après menace de mort.... « Pauvre grand Turenne, disions-nous en commentant la rectification du général Rebillot, il a expié 250 ans son crime d'être né Français, d'avoir servi la France, malgré son ascendance germanique en ligne maternelle, et cette insigne maladresse de s'être laissé convertir par Bossuet. » (*Act. fr.*, du 2 octobre 1914.)

ciller que Napoléon Ier a dépecé la Prusse, quand ses deux torts essentiels sont d'avoir au contraire épargné et la Prusse et la dynastie prussienne et ramené à *trente-deux* le nombre des princes du corps germanique, lequel avant lui était de *huit cents*.... Ce n'est pas manquer de patriotisme que de tomber involontairement dans ces erreurs grossières; mais qu'on soit Français ou Huron, chez tous les peuples, sous tous les cieux, il est criminel, dans des circonstances aussi graves, en des sujets aussi sérieux, de prendre la parole ou la plume pour s'exprimer avec fureur sur des affaires dont on ignore le premier mot.

AU NOM DES ALSACES POSSIBLES...

29 septembre 1914.

Quelques écrivains démocrates et socialistes considèrent comme une impiété que l'on veuille attenter à l'unité germanique. Mais je les renvoie à Proudhon, qu'ils ont eu le grand tort de négliger pour Marx. D'autres, parfois les mêmes, croient que la paix dérivera du respect de cette nationalité allemande et, en général, de toutes les nationalités : c'est encore à Proudhon qu'il faut les renvoyer, car leur maître a prévu quels fleuves de sang couleraient pour ce principe, nullement pacifique, éminemment impérialiste, éminemment napoléonien.... D'autres enfin condamnent comme inique et dangereux tout regard de concupiscence jeté sur les villes de la Moselle et du Rhin, sur Coblentz, sur Mayence, sur Cologne, sur Trèves.... Ce sont pourtant des villes romaines et qui furent celtiques, bien avant l'invasion des Germains. Elles réalisèrent quelques-unes et même la plupart des conditions de l'Alsace avant sa réunion à notre pays. Je rappelais hier avec quelle rapidité Strasbourg, ville d'empire, devint un « brasier d'amour » pour la France de Louis XIV. Un Alsacien-Lorrain disait, l'année dernière, à Maurice Pujo :

— Savez-vous combien de familles optèrent pour l'Allemagne lorsque le roi de France réunit Strasbourg? Cinq familles, exactement!

Un véritable régime français aurait vite fait d'assimiler pareillement les bords mosellans et rhénans.

Comme les siècles ont travaillé de 1871 à 1914 contre la germanisation de l'Alsace, les siècles ici travailleraient avec nous et pour nous, suivant le fil naturel de la civilisation.

D'autres Alsaces que l'Alsace sont possibles : comment la germanomanie révolutionnaire dénierait-elle à ces Alsaces éventuelles et futures leur droit à la vie? La réunion administrative et militaire au domaine français est une condition de ce progrès civilisateur. Que pèse là-devant l'intérêt de la Germanie et de l'unité germanique? Là-devant, comme disait Gœthe « l'Allemagne n'est rien. »

LES CLÉRICAUX AUX LONGUES DENTS

Le *Temps* fait observer aux catholiques qu'on leur a beaucoup accordé. Un archiprêtre figure dans la commission municipale de Vitry, où le conseil municipal était défaillant. Le clergé ayant été grossièrement diffamé en de certaines circonscriptions rurales où il est représenté comme l'instigateur de la guerre, deux fonctionnaires de l'administration centrale, l'un en Savoie, l'autre dans la Loire-Inférieure, ont signalé aux populations la sottise et l'indignité de ces calomnies : comme ils n'ont pas été révoqués ni blâmés, le *Temps* fait admirer aux catholiques la grandeur d'âme avec laquelle la religion est traitée. Ce sont là sans doute les « choses » qui ne sont plus « strictement légales », mais qui, à la faveur de la guerre peuvent être tolérées. Le *Temps* engage amicalement non pas les catholiques (les catholiques clairvoyants sont avec lui) mais les personnes imbues

de l'esprit clérical, cardinaux, prélats, simples prêtres, à ne pas redoubler d'ambition.

Il m'a paru utile de savoir de façon désintéressée et, comme on dit en Allemagne, comme on disait hier encore à la Sorbonne, de façon *objective*, à quoi s'était haussé l'esprit d'usurpation et d'empiètement des cléricaux.

Premier grief, ces insatiables demandent que la République abjure solennellement « le caractère de laïcité qui est dans son essence » : le cardinal Sevin, archevêque de Lyon, suivi par la *Croix* de Paris demande la participation officielle de l'État aux actes religieux. Il semble que cette démarche de la part de croyants, de la part de prélats revêtus de la pourpre, est assez naturelle. Le contraire seul devrait étonner. Ce qui étonne aussi, c'est qu'on puisse, au nom de la neutralité et de l'indétermination religieuse, opposer une objection de principe quelconque à un vœu pareil! M. Poincaré avait parlé d'*union sacrée*, M. Barthou de *trève magnifique*; cela semblait ne rien exclure. En stipulant comme « de l'essence de la République » la laïcité, on exclut la doctrine catholique.

On a tort de ne pas tenir compte de ce grand point, quand on essaye de qualifier l'attitude des catholiques. Ou le catholicisme est admis, ou il ne l'est pas. S'il ne l'est pas, qu'on le dise; s'il l'est, qu'on le voie tel qu'il est. Il est libre si vous le jugez sur sa règle. Il ne l'est pas si vous le jugez sur la vôtre. En fait, le catholicisme défend aux clercs de porter les armes; pourquoi faire grief à ce prélat qui, en termes graves et douloureux, se plaint de

l'envoi du clergé aux armées? Il eût été si facile de n'offenser point la justice en employant les prêtres uniquement comme aumôniers, brancardiers, infirmiers.

En fait, le catholicisme admet qu'il y a relation entre les fautes et les malheurs, entre les fautes collectives et les malheurs collectifs. Pourquoi, si le catholicisme est admis, comme le *Temps* l'assure, faire grief à cet autre prélat qui rattache les calamités nationales aux erreurs de la nation?

Mais, dit le *Temps*, ce sont des maladresses, ce sont des imprudences. En ce cas, il y a une hiérarchie catholique. Elle en jugera. Mais de quoi se mêle le *Temps?* Incompétent sur la doctrine qu'il paraît ignorer, que vaut sa juridiction religieuse? Dans l'intérêt même de notre paix intérieure, un organe connu pour ses liens confessionnels extérieurs au catholicisme devrait s'abstenir de censurer les évêques et les cardinaux. S'il lui plaît de traiter d'affaires ecclésiastiques, il y a les rabbins! il y a les pasteurs! le *Temps* peut les contrôler, les cléricaux aux longues dents ne s'en mêleront pas.

L'ANTIQUE NATURE ALLEMANDE

30 septembre 1914.

Les journaux en sont pleins : des sales farces macabres, telle que la profanation du caveau Poincaré, à Sampigny-sur-Meuse, aux ignobles supplices dont les victimes sont des vieillards et des prêtres, des femmes et des enfants, la nature allemande se donne libre cours, et tous ceux qui se souviennent de son histoire, entre lesquels j'ai plaisir à remarquer un ancien ministre, M. Stephen Pichon, reconnaissent que cette nature n'ajoute absolument rien à ce qu'elle a été manifestée de tout temps.

Il ne faut pas dire : ce n'est pas allemand, c'est prussien.

Il est très vrai que le Prussien est peut-être le moins Germain des Germains. Sa formation finno-slave ne pouvait pas faire de doutes. On en verra de jolis traits dans l'article « Leur Race » de Félicien Pascal, au dernier *Correspondant*, inspiré d'une brochure de M. de Quatrefages en 1870. L'illustre anthropologiste avait été frappé de la sauvagerie des troupes prussiennes au siège de Paris et au siège de Strasbourg. Il en avait rapproché leur conduite exactement pareille au siège de Prague par leur roi philosophe en 1757. Cette « constante » lui avait suggéré l'idée d'une brutalité proprement prussienne ; il avait eu tort d'arrêter son enquête au XVIIIe siècle.

Il eût été sage d'examiner si, avant qu'il y eût une Prusse, les Allemands s'étaient montrés plus modé-

rés, plus sages, meilleurs observateurs des lois de la guerre, en un mot plus civilisés. Il se fût rendu compte que la brutalité allemande dépend non de l'influence prussienne, mais de l'état des forces du Corps germanique : elle s'enfle et s'exerce si ce corps est unifié et puissant ; elle s'abaisse et file doux quand on a mis cette puissance à la raison. Les Allemands redeviennent alors de bonnes gens. Mais ils se révèlent durs, pillards, acharnés sur les faibles, faisant suivre l'astuce impudente de faciles violences à chaque fois qu'une force allemande s'est dressée sur l'Europe. Peu importe le lieu d'où cette force s'élève, dans les tristes plaines du nord, aux bords riants du Rhin, dans la forêt Noire, le long du beau Danube bleu. Que le César tudesque soit de Franconie ou de Saxe, d'Autriche ou de Brandebourg et que l'affaire se passe au XIIe siècle, au XVIe, au XIXe, il fait éclater la même âpre combinaison de rage ostentatoire et de grosse ruse perfide. Les Français qui n'ont pas perdu toute cervelle citent, avant 70, la guerre de Trente Ans. Ils rappellent le dicton immémorial qui dénomme chez nous « querelles d'Allemands » les disputes sans queue ni tête qui ne relèvent que de la mauvaise foi et du poing. L'admirable « troup alemand » de notre roi Philippe le Bel avait aussi l'allure d'un proverbe déjà séculaire en Ile-de-France [1]. Ainsi nos bons aïeux, dont nous méconnaissions le langage et l'expérience, auraient fourni à M. de Qua-

1. J'ai cité plusieurs fois ce mot dans son sens ordinaire. Il est temps de dire que, d'après M. Flach, il faut lire, au lieu de *troup*, l'onomatopée *trwpt*. En ce cas, au lieu de *nimis germanicum*, il faudrait comprendre *crepitus germanicus*, dans un même sens de vanité prétentieuse.

trefages les éléments d'observation propres à dresser la « fiche » savante du type allemand.

Que l'on comprenne. Je ne dis pas que tous les Allemands ni tous les peuples allemands fussent toujours haïs ou craints; mais l'Allemand en tant que tel, en tant qu'il se ressemble, en tant qu'il choisit sa nature pour règle de sa vie et qu'il en pratique le beau modèle, cet Allemand a été vu et noté tel que nous le voyons et le notons aujourd'hui. Il ne nous fait pas de surprise. Il ne surprend que ceux qui, obligés à voir ou à revoir, ont mieux aimé le parti-pris des négligences du passé.

DYNASTIE ALLEMANDE OU PEUPLE ALLEMAND?

Daudet montrait lundi ce qu'il y a d'enfantin à rejeter sur le militarisme ou la dynastie de Prusse ces traits de figure éternelle[1]. Tous les écrivains un peu libres d'esprit lui font écho. Un de nos confrères cite le cas fréquent du négociant allemand qui, après avoir vécu dix ans dans une de nos villes, est parti le 15 juillet pour revenir le 15 août avec ses uhlans :

> Est-ce que ce commerçant allemand faisait partie de la cour de Guillaume II? Est-ce qu'il appartenait à ce fameux parti militaire allemand sur lequel nos sophistes humanitaires et pacifistes veulent faire retomber la seule responsabilité de cette abominable guerre?

C'est le bon sens même. Cependant admettons cette chimère humanitaire. Entrons dans cette explication. Soit, le commerçant en question ne faisait

1. « Le parti militaire, c'est à peu près tout le peuple allemand », disait-il dans l'*Action franç.* du 28 septembre 1914.

qu'obéir au kaiser en détruisant Reims, en pillant Senlis, en ruinant des centaines de bourgs et de villages en France et en Belgique. Il ne faisait qu'obéir aux ordres d'un seul ou du très petit nombre. Ces violations les plus complètes de toutes les lois divines et humaines ont découlé d'une obéissance aveugle auprès de laquelle celle du « cadavre », celle du « bâton dans la main du vieillard », tant reprochée aux disciples de saint Ignace ressemblerait à la rébellion et à l'anarchie intégrale.

Je le veux, j'y consens. Mais à la condition que l'on veuille aussi consentir à toutes les conséquences d'une obéissance aussi follement présumée. A la condition qu'on ne nous dise pas, en même temps, que cette guerre est faite pour mâter un peuple mutin et consolider une dynastie chancelante. A la condition qu'on ne prétende pas que ce peuple si souple et si docile, docile jusqu'au crime, souple jusqu'à la mort, couvait une terrible révolte latente. A la condition qu'on ne me présente pas des moutons pour lesquels il n'y a plus ni humanité, ni morale dès que leur chef a dit *je veux*, comme exerçant cette terrible poussée démocrate-socialiste » dont nous parle Marcel Cachin et qui aurait acculé à la guerre un empereur « inquiet du prestige imperial ». Si l'influence de l'empereur est tellement balancée par les idées nouvelles, elle ne peut suffire à changer en hordes farouches des troupeaux de populations pacifiques. Si au contraire le prestige impérial est suffisant pour opérer cette métamorphose et s'il agit à la manière d'une baguette de fée, inutile de nous raconter des histoires sur les inquiétudes dynastiques de Guillaume II.

OCTOBRE 1914

POUR LA PAIX FRANÇAISE

1er octobre 1914.

Il paraît que M. de Mun dépasse la mesure. Cela lui est dit de bien des côtés. Un Français convaincu que des multitudes de ses compatriotes, en faisant leur devoir devant l'ennemi, vont risquer plus que leur vie, vont affronter l'abîme des biens ou des maux éternels, ce Français-là n'a point le droit de parler, d'écrire, d'agir conformément à cette foi, à cette espérance et à cette crainte? Il paraît que cela risque d'impatienter, d'agacer, de faire sourire.... En vérité, l'on voudrait mesurer l'importance de ce rire-là! J'aimerais à voir de mes yeux l'homme normal et équilibré allant au-devant de la mort, non pas seul, mais en troupe, avec sa compagnie, avec son régiment, et qui dans cette circonstance se permettrait la moitié d'un sourire à la vue d'un objet béni ou d'une prière imprimée. On me cite M. Hervé. Mais M. Hervé est dans son fauteuil. Je parle du soldat qui sait ce qu'il se doit et ce qu'il doit aux autres, à celui qui a le sentiment de la responsabilité partagée entre lui et ses frères d'armes.

Ah! que ce murmure misérable trahit de médiocrité et de petit esprit, s'il n'y a pas d'intérêt là-dessous. S'il n'y a pas une conspiration nouvelle d'un parti. De ce parti qu'Auguste Comte appelait déjà, il y a soixante ans, « le plus arriéré des partis »,

le seul capable de faire acte de parti, en une heure où tous les partis devraient s'évanouir pour faire place à des opinions et à des doctrines, se défendant, se limitant et s'éclairant d'une honnête lumière les unes par les autres.

On n'a pas encore expliqué l'abominable rumeur campagnarde qui attribuait aux curés et au Pape (à ce grand Pape qui en est mort) la responsabilité de la guerre. Elle a couru partout, dès le lendemain de la déclaration. Et sur plus de trois cents hauts fonctionnaires de l'Administration centrale, préfets et sous-préfets, il ne s'en est trouvé que deux, l'un en Savoie, l'autre en Bretagne, pour y opposer le bref démenti de la droiture et du bon sens. Cette diffamation du clergé vient sans doute d'Allemagne, mais un parti en profite. A moins que ce coup diviseur ne vienne des bas-fonds de ce parti, auquel cas les Allemands en auraient le profit sans en avoir eu la peine. Un gouvernement qui veut être national et qui puise à son gré dans toutes les ressources de la nation si généreusement offertes, se devrait de poursuivre et de flétrir de haut ces mensonges déshonorants.

Qu'on ne dise pas qu'ils répondent à des attaques. Ils ne répondent à rien. Nulle initiative de division n'a été prise en aucun cas, de ce côté-ci du pays. Il y a une Affaire dont nous n'avons plus ouvert la bouche depuis notre désarmement du 2 août devant l'ennemi : c'est la *Guerre sociale* de mardi qui a parlé d' « un certain militarisme d'avant l'affaire Dreyfus »! C'est elle encore qui, le même jour, expliquait que si le président des États-Unis n'est

pas « platement égoïste », c'est qu'il a du sang juif dans les veines : il faut avoir du sang juif dans les veines pour « être idéaliste » et pour oser vouloir « la paix »! Ces injures sournoises dans ce patois de Chanaan ne valent pas la peine d'être expiées : je les transcris pour faire voir qui trouble la paix.

L'HOMME A ENCHAINER

Privé pour huit jours de son *Homme libre*, M. Clemenceau publie l'*Homme enchaîné*. Cela paraît à quelques-uns une bonne farce, une blague de haute saveur. Pas à nous.

Nous avons raconté plusieurs fois quelle œuvre d'anarchie sinistre poursuit, par goût, M. Clemenceau. On a lu ici le 27 septembre[1] comment ses doutes sur la valeur militaire des fortifications de Paris et sur la sincérité des communiqués du gouvernement français allèrent à Berlin et de Berlin dans diverses capitales où l'Allemagne a intérêt à produire des impressions qui nous soient défavorables. Nous pourrions aujourd'hui montrer le parti que l'agence Wolff sait tirer, de la même manière, dans les mêmes pays, des aigreurs, des critiques et du murmure de M. Clemenceau. Il sera plus court de dire ce qu'il faut penser de la pirouette d'hier.

Ceux qu'elle amuse, nous les plaignons. La discipline générale de la presse française, discipline volontaire et consentie, avant d'être consacrée par une loi que M. Clemenceau a votée le 4 août et reniée le 5, a été trente fois violée par lui, pendant le

1. Voyez la note à l'article du 5 septembre.

premier mois de guerre. A ses jugements d'une impudente légèreté, il ajoutait des indiscrétions honteuses. Sa qualité de sénateur influent, qui lui permettait seule de connaître certains secrets, assurait aux commentaires du journaliste une impunité révoltante. Cette impunité n'a pas cessé. On a simplement essayé d'empêcher le mal de se produire. La suspension de l'*Homme libre* ne sert de rien : la publication de l'*Homme enchaîné*, non contente de lui remettre en main l'instrument de démolition dont il a besoin, enseignera désormais à tous les citoyens, par la parole et par l'exemple, le moyen de tourner la loi en général (ce qui n'a pas plus grande importance) mais une loi de salut public, une loi de salut national et militaire (ce qui en aura, tant qu'il y aura une France).

Une fois de plus, toute l'influence publique accumulée par M. Clemenceau depuis qu'il s'occupe des affaires du pays se trouve retournée contre la sûreté et la force du pays. Nous demandions en août que cet écrivain malfaisant fût mis en demeure d'opter entre le Conseil des ministres et le Conseil de guerre. Ces deux remèdes radicaux pouvaient seuls opérer. Mais le premier n'est plus tolérable aujourd'hui, M. Clemenceau a trop abusé de la liberté pour avoir conservé la moindre autorité. Son anarchisme invétéré persiste devant l'ennemi : il n'y a plus qu'à charger de chaînes qui ne soit point de rhétorique cet homme qui fait l'enchaîné. On ne le fera pas, on ne l'osera pas, cela est bien certain; mais il est bien certain qu'on s'en mordra les doigts. Et avant peu.

CONTRE LES « CLÉMENCES D'IÉNA »

2 octobre 1914.

Un mot courait l'Allemagne impériale de Guillaume Ier et de Guillaume II : « *on ne nous aime pas.* » Quelle erreur! Quelle ingratitude! Il fut, au moins un lieu du monde où la tendresse pour l'Allemagne est allée, ces derniers vingt ans, non seulement jusqu'à l'amour-passion, mais jusqu'aux formes les plus touchantes de ce pur amour aveugle fait d'abnégation, qui souffre, presque sans murmure, de la part de l'objet aimé, tous les abus de confiance les plus formels et toutes les plus flagrantes duperies : ce lieu du monde, c'est le cercle des dirigeants du socialisme français. Nous ne nous permettons pas de railler un sentiment sincère, nous n'en tirons aucun reproche, mais nous en prenons acte pour expliquer bien des erreurs, en empêcher d'autres peut-être.

Témoin des lâches atrocités de Senlis, Compère-Morel se révolte. Édouard Vaillant gronde et menace; mais, même chez eux, la cendre de l'amitié trahie, de l'amitié perdue est restée chaude encore. Que dire de ceux qui ne sont pas tout à fait désillusionnés! Et comment expliquer leur état d'esprit, si ce n'est par un pli profond des intelligences habituées à penser d'accord avec les condisciples des compatriotes de Marx, cet élève direct de Hégel, qui fut le plus allemand des esprits allemands qui aient vu la lumière du ciel?

Ces généalogies intellectuelles se complètent par des généalogies physiques : Lafargue et Longuet épousèrent les deux filles de Karl Marx : avant Jaurès n'ont-ils pas beaucoup aidé à l'élimination des influences proudhoniennes, au règne incontesté du Marxisme par les socialistes de notre langue et de notre sang?

C'est pourtant à Proudhon qu'il faudrait revenir pour débattre entre Français, qu'on soit nationaliste, qu'on soit socialiste, la question du sort futur de l'Allemagne vaincue; c'est aux brochures lumineuses comme le *Rhin* ou *la Fédération en Italie* que l'on trouvera la solution complète. Cette solution est traditionnelle : je le déplore pour les socialistes; mais elle est humaine et paisible; aucun nationaliste ne le déplorera.

M. Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, se fait précisément l'organe des inquiétudes de ses amis dans l'*Humanité*. Il nous cite deux phrases d'un journal anglais. Il en résulterait, selon M. Longuet, que nous voudrions « ou tuer tous les Allemands », ou « occuper leur pays d'une manière permanente », ou enfin « substituer une tyrannie à une autre ». Ni l'occupation permanente, ni la tuerie en masse, ni la tyrannie ne furent jamais préconisées par Proudhon ni pratiquées par les rois de France. Il s'agit de procéder à une redistribution de l'Allemagne telle que ces nations orgueilleuses et perfides puissent vivre sans être en état de nuire.

Les amants obstinés de la Germanie peuvent toujours trembler qu'on ne lui fasse du bobo. Mais je vois avec plaisir des tendances plus viriles se faire

jour dans le monde gouvernemental. Le sénateur Eugène Lintilhac, ouvrant le Conseil général du Cantal, s'est souvenu de sa qualité de professeur; au lieu de débiter les blagues d'Hervé sur le dépècement de la Prusse après Iéna, il a dit carrément :

Représentants et gouvernants de Londres à Pétrograd comme à Paris se souviendront que *les clémences d'Iéna* préparent les volte-faces de Leipzig et les désastres de Sedan.

M. Lintilhac n'oublie point qu'après Iéna Napoléon fit le contraire de ce qu'il fallait faire et de ce qu'avaient fait tous nos rois. Et M. Lintilhac, conseillant de briser « tous les ressorts de la monstrueuse machine de guerre d'Outre-Rhin », a même ajouté qu'il savait qu'« *on y était bien décidé en haut lieu* ». A la bonne heure ! Ce projet d'avenir est juste parce qu'il se dégage d'une exacte notion des réalités présentes et passées. M. Jean Longuet devrait s'inspirer de cette méthode et, avec lui, tous les socialistes. M. Vaillant lui-même en posait hier la règle d'or :

La réalité comme toujours n'obéit pas à nos idées qu'elle devrait au contraire déterminer et façonner pour leur donner une valeur plus positive.

O réalisme politique, serais-tu sur le point de revivre !

LE SAPEUR PROVIDENTIEL

3 octobre 1914.

Nous livrons une guerre de siège : or, les jeux éloignés, les coups tant de fois divergents des avancements, des nominations, des promotions auront, pour l'heure imprévisible où la principale affaire de nos soldats devait être de remuer la terre et de creuser des tranchées, produit un généralissime sorti de l'arme du Génie, celui-là même que son ancien enseignement militaire avait fait appeler Le Terrassier. On ne l'écoutait pas assez dans ces années d'école. La tendance à l'abri, l'art de la guerre des mines passaient pour être plus allemands que français[1]. L'expérience de 1914 devait se charger de nous inculquer la leçon. Cette expérience pouvait être coûteuse avec un autre chef : aussi avons-nous celui-là ! De dix, de vingt, de cent, celui que devait réclamer un état de choses inouï n'a même pas eu à monter en grade : il était là, tranquillement installé dans le grade duquel tout dépendait, auquel tout était suspendu. Son absence aurait pu nous faire perdre cinq minutes, une heure, un jour. Ce jour aurait été précieux, ces minutes indispensables : il ne le fallait pas, il fallait donc que Joffre fût où il était, dans la fonction déjà exercée, au poste déjà éprouvé et

1. Tout simplement parce que, pendant la paix, le chef allemand imposait le travail de la terre à ses hommes. Les nôtres plus « conscients » s'y prêtaient mal, et l'autorité n'était pas assez libre pour imposer ce bienfait.

connu... Il n'a eu qu à suivre ses goûts, ses penchants et ce qu'on appelait ses marottes ou ses manies, pour correspondre trait pour trait à l'élément le plus original et le plus caractéristique de la situation!

Voici des mois et des mois, au lendemain des grandes manœuvres de 1913, nous avons tous entendu courir le même murmure contre le généralissime. Un généralissime sapeur! On n'avait jamais vu cela, personne ne savait à quoi cela pouvait servir.... Cela a servi tout de même. Cela a servi à poursuivre les Boches dans leurs trous. Cela sert à creuser tous les trous nécessaires pour les en déloger!

LE DISCOURS DE M. ALBERT SARRAUT

Il y a bien des sonneries hugolesques dans le discours que M. Albert Sarraut a prononcé hier à l'occasion de la rentrée des classes. Tout de même, il faut le louer d'oser dire dans une réunion universitaire que, décidément, c'est la France qui est « la seconde patrie de tout homme qui pense ». Il y a seulement vingt ans, s'il eût inclus cette pensée dans sa composition de licence ou d'agrégation, le futur ministre de l'Instruction publique aurait été bel et bien retoqué. Vers 1894, ce n'était pas la France, c'était *l'Allemagne* qui était « *la seconde patrie de tout homme qui pense* » d'après l'enseignement officiel de cette Université dont M. Albert Sarraut est aujourd'hui le Grand maître.

Cette formule à la louange de l'Allemagne, M. Albert Sarraut la trouvera mot à mot dans un petit volume intitulé *Allemands et Français*, écrit, publié au len-

demain de la guerre de 1870 et dont je recommande vivement la lecture. Une idée si avantageuse prise de nos vainqueurs avait été d'abord considérée comme l'opinion d'un original et d'un excentrique. Mais son auteur étant très vite devenu l'un des arbitres de la vie universitaire française, il fallut compter avec elle, car c'était l'opinion de M. Gabriel Monod. On peut dire qu'après la mort de Fustel de Coulanges, qui survint en 1889, cette opinion régna sans partage, et elle pesa lourdement sur la pensée et sur la carrière des jeunes patriotes qui se vouaient alors au professorat. Je sais plus d'un maître d'histoire auquel le discours de M. Sarraut aura fait pousser un « ouf » de soulagement. Le livre de Pierre Lasserre avait déjà délivré quelques consciences : voilà les bouches descellées, les plumes redevenues libres, franches, françaises! Vivent nos libérateurs militaires!

ÉGLISE ET PATRIE

4 octobre 1914.

« LA GUERRE DES CURÉS »

Une sourde campagne, la campagne de la « guerre des curés » continue à être menée. Une vague rumeur répète que l'immense effusion de notre sang français a été provoquée, désirée, payée même par les prêtres ou par les nobles, ou par les riches, ou par les bourgeois. *Deux* honorables protestations officielles, émanant d'*un* préfet et d'*un* sous-préfet ont constaté le fait pour la Savoie et pour la Loire-Inférieure. Le même fait, qui serait honteux pour le pays, s'il en était le fruit naturel, a été observé en Dordogne par M. Fonsegrive qui en a parlé deux fois au *Correspondant*. M. de Mun, à l'*Echo de Paris*, possède un volumineux dossier de ces infamies. La *Croix* signale que les mêmes bêtises méchantes se répètent dans un grand nombre d'autres départements. Les premiers dans la presse parisienne, nous avons abordé en rougissant cet affreux sujet. Nous y avons apporté toute la mesure possible, et c'est au nom de l'honneur français que nous avons adjuré nos concitoyens de réfléchir, d'intervenir, d'obliger les pouvoirs publics à prendre une initiative d'ensemble, la seule qui soit en état de nous dégager tous du contact avec l'abjection et l'ineptie.

A défaut d'honneur national, l'intérêt national devrait être écouté. Dans l'état présent de la guerre, il

ne reste plus à l'ennemi qu'un espoir, c'est notre division. Sans doute la sottise, la peur, l'envie civique, la haine sociale sont les alliées naturelles de l'ennemi. Mais voudrait-on nous faire croire que ces éléments indignes sont activés ou protégés, servis ou défendus par une faction politique? Reste-t-il une faction intéressée à nous diviser et à nous agiter devant l'ennemi.

Une Française dont tous les parents se sont battus de tous temps pour la France et dont le fils, naturellement, se bat aux avant-postes plus souvent qu'à son tour[1], nous écrit que dans l'Indre les basses manœuvres dont je parle vont jusqu'à préciser ce que chaque famille notoire a pu donner de subsides à l'Allemagne pour l'aider dans son entreprise : car il ne s'agit pas seulement de châtelains ou de prêtres; notre simple bourgeoisie a, elle aussi, son compte. M. Fonsegrive l'avait noté dans son premier article du *Correspondant*, il l'a oublié dans le second, et je le regrette pour la clarté et la valeur de ces articles.

Plus les familles font « d'action sociale » et répandent de bienfaits autour d'elles, plus elles sont visées par ces rumeurs. L'une d'elles, qui ne cesse d' « aller au peuple » est soupçonnée d'avoir donné une somme tellement énorme que l'empereur Guillaume est venu, en aéroplane, lui porter ses remerciements. Cela est stupide sans doute? Cela donc est d'abord indigne. Et puis cela peut finir par faire autant de mal à la France que de bien à l'Allemagne armée, et ce n'est pas peu dire.

1. Ce fils, René d'Aubeigné, est tombé au champ d'honneur.

Le Conseil des ministres vient de répondre aux pétitionnements en faveur des prières officielles que les lois n'admettaient pas son intervention dans les manifestations cultuelles : les mêmes lois admettent-elles la diffamation gratuite et bête des citoyens les uns par les autres? Et si les lois sont gardiennes de la Cité, peuvent-elles permettre les travaux souterrains qui minent la place publique alors que l'ennemi assiège le rempart? On châtie les fauteurs de panique. Les fauteurs de guerre civile ne doivent pas être traités avec plus de douceur.

On a sacré l'union, afin qu'elle fasse la force qui fera la victoire. La défaite est au bout des faiblesses créées par la division.

LA GUERRE AUX CURÉS

Je sais qu'on renverse les rôles. Comme pour masquer ces réclamations incontestables fondées sur des scandales d'une indubitable réalité, on s'est mis à exploiter des griefs fabuleux. Un grand journal, sérieux d'ordinaire ou qui couvre mieux ses passions, a pris la tête du mouvement. Une démarche du clergé, la plus naturelle de toutes, la plus simple, la plus inoffensive, et dont un clergé catholique n'était pas libre de s'abstenir, mais qui laissait le gouvernement parfaitement libre de l'accueillir ou de la rejeter, cette démarche qu'on repousse et qu'on a toujours voulu repousser, la requête en faveur des prières officielles est devenue, par un audacieux renversement des rôles un principe d'accusation!

Depuis, l'accusation continue et se développe. Parbleu : elle est utile, elle a même deux utilités. D'une

part, elle dispense de réparer les calomnies et, d'un autre côté, cette accusation apporte à des calomnies en elles-mêmes absurdes, un concours officiel, qui, lui, n'est qu'injuste, insensé et faux. Cependant, qu'on y réfléchisse. S'il faut considérer comme un attentat à la trêve ou comme une rupture de l'union sacrée le fait que des prêtres ou des évêques aient conjuré l'Etat de se faire représenter devant les autels, autant dire tout de suite que la profession catholique est interdite en France. Il n'y a pas de catholicisme réel sans cette aspiration à catholiciser la nation en corps et l'Etat, expression politique de la nation.

Ce serait extrêmement grave.

Certes, on peut sourire de certains griefs particuliers soulevés ces jours-ci, médailles cousues dans des vêtements militaires, nom de Dieu invoqué par un colonel, cordiale invitation des officiers à leurs hommes pour que ceux-ci se réconcilient avec le bon Dieu : effusions naturelles, effusions légitimes propres à tout homme de cœur et à tout esprit convaincu en des circonstances pareilles, effusions telles qu'il faudrait, pour les abolir, refondre l'humanité, mais la refondre en l'abaissant. Des griefs pareils sont négligeables pour la mesquinerie qu'ils dénotent. Mais il faut relever, il faut prendre au sérieux les admonestations de l'*Humanité* et du *Temps* à certains écrivains ou prédicateurs catholiques. Car là vraiment, c'est l'âme, c'est l'esprit du catholicisme qui sont en cause. Quoi! Le Père Janvier ose dire que « sans le secours de Dieu » nous n'obtiendrons pas la victoire? Quoi! un écrivain catholique parle des péchés de la France expiés sur l'immense autel

des batailles : et il ose expliquer les douleurs de ses frères, ses propres douleurs par une expiation devant la justice de Dieu?....

« Paroles odieuses », écrit un socialiste. Il faut avertir bien clairement ce socialiste que l'odieux, ici, c'est lui. Il ne s'en doute pas, et voilà son excuse. Mais enfin il appelle les passions de la haine sur une doctrine dont le cœur de nos pères et de nos mères a vécu durant de longs siècles, sur la doctrine dont nos frères combattants, nos frères blessés et mourants, se nourrissent et s'abreuvent, comme des seules substances consolatrices qui ne leur soient pas arrachées avec la vie. L'offensive vient de ceux qui crient à l'offense : l'attaque injuste vient de ceux qui attestent la justice et l'égalité.

Moralement, cette pauvre attaque-là n'est pas belle puisqu'elle en veut à la paix des âmes innombrables qui dévouent à la France tout ce qu'elles possèdent d'existence mortelle. Et politiquement cette même attaque fomente des divisions et des querelles dont les premiers effets seraient d'incliner le drapeau.

Enfin, du point de vue de la polémique pure, ce mauvais coup vaudra désormais peu de chose, car il apparaît dans son jour : simple parade et parade très vaine, pure diversion tentée pour étouffer les plaintes de patriotes niaisement et perfidement diffamés.

LES INCONSÉQUENCES D'HERVÉ

6 octobre 1914.

« PAR TOUS LES MOYENS »

Cette année fertile en surprises ne cesse pas d'en apporter. Un journal dont le titre reste l'indéniable témoin de ses premiers avatars[1] nous apprend qu'il n'y a jamais eu d'antimilitarisme et qu'on a toujours cru à la guerre possible : non seulement possible, mais pressante, imminente!...

— Cette guerre, depuis dix ans, nous l'avons senti venir! Nous avons essayé de l'empêcher par tous les moyens!

En vérité? Et vos moyens de l'empêcher ç'a été d'applaudir, en 1904, au démantèlement du pays par un fameux général-ministre; en 1905, à la réduction du service militaire; en 1907, à la réduction des périodes de réservistes; puis, de pousser des cris de paon toutes les fois qu'il était question de fondre des canons, de préparer des munitions et de mettre en état nos armées ou nos forteresses? « Tous vos moyens » étaient au moins originaux! Ils étaient même neufs, l'antiquité et les temps modernes s'étant accordés à croire que lorsqu'on veut la paix il faut tenir en respect les agresseurs possibles en accumulant toutes les ressources de guerre.

L'ingénieuse mise en œuvre de moyens contraires,

1. On s est mefié : la triste *Guerre Sociale* est devenue la bouffonne *Victoire*.

moyens si parfaitement inédits, a échoué, et l'échec induira les lecteurs de M. Gustave Hervé en une saine défiance contre son jugement. Les jeunes gens auxquels il a fait la classe autrefois ne devaient lui trouver ni la vue du sorcier ni le flair de l'artilleur. Lui-même devrait en convenir rondement. Ah! ouiche! Plus il se trompe dans ses calculs, plus cet astrologue déçu est pris de la fureur de se tromper encore et de mettre dedans au moins ses concitoyens.

« CE SERA LA DERNIÈRE GUERRE »

Il jure maintenant que voici la dernière guerre. Il en fait son affaire! Qui doute de cela inflige à Hervé un affront personnel. Junius de l'*Écho de Paris* s'étant permis de hausser les épaules, Hervé, les yeux en feu, la main sur son cœur, se demande si Junius est chrétien, si Junius est homme, si même Junius n'est point né des horribles embrassements d'une tigresse et d'un serpent à sonnette, et si « les grands hommes qui sont le sel de la terre » auront toujours rêvé en vain.... Le truc n'a pas changé : c'est au nom de leur bonté d'âme que les rhéteurs prétendent interdire aux gens de voir juste.

La Nuée de la « dernière guerre » vaut la Nuée de la « guerre impossible ». Ce qu'on peut souhaiter de raisonnable c'est que la guerre de 1914 prenne fin par un ensemble d'accords aussi artistement noués que ces traités de Westphalie qui réduisirent les Allemands à l'impossibilité de nuire. Voilà le grand point. Voilà qui, pour l'Europe et pour l'univers, serait un gentil débarras. Un énorme facteur de

querelles et de divisions serait éliminé ainsi. La situation du reste du monde ne sera pas limpide comme l'eau de roche, et de grandes sources troublées continueront de bouillonner à l'est et au sud de l'Europe. D'ailleurs, ni les passions ni les intérêts personnels et nationaux n'auront cessé d'agiter notre vie humaine. Il faudra y veiller et sans doute aussi l'arme au bras! Le seul vœu sensé à produire, c'est que le plus raisonnable et le plus pacifique soit aussi le mieux paré.

Dira-t-on que les plaies de notre guerre effrayeront le genre humain? Mais il suffit de voir la petite Serbie qui a fait une guerre en 1912, une deuxième guerre en 1913 et qui, plutôt que de sacrifier son indépendance et sa dignité, en a accepté de bon cœur une troisième en juillet 1914!

RUMEURS INFAMES

7 octobre 1914.

POUR LA PAIX RELIGIEUSE

Empêchera-t-on les bêtises de recommencer? Sans l'espérer nous le désirions, nous le demandions, puisque c'est au gouvernement en personne que nous nous adressions pour mettre fin aux infamies débitées d'un bout à l'autre du pays sur la complicité des prêtres, des nobles ou des riches avec l'envahisseur allemand. Il nous semble que le gouvernement se serait honoré en imitant ce préfet de la Savoie, ce sous-préfet de la Loire-Inférieure qui ont protesté publiquement, par circulaire, contre ces diffamations beaucoup plus offensantes pour les diffamateurs que pour les diffamés. Une parole adressée de haut à l'ensemble du pays et généralisant les deux protestations locales eût montré qu'il y a sous les mots de concorde et d'union prononcés, des sentiments réels, des volontés concrètes tendant à une politique digne des besoins nationaux.

Un témoignage officiel, encore un coup, nous y tenions infiniment plus pour l'honneur et la paix de la France que pour les Français visés par l'outrage. Le courageux évêque de Montauban, Mgr Marty, a jugé cet outrage trop inepte et trop odieux pour être même discuté :

Quoi donc? Le Pape meurt de la tristesse que lui cause la guerre, 20 000 prêtres sont occupés à défendre

la France et 10 000 autres vont être appelés.... Le premier fusillé des Allemands est un prêtre... Nous multiplions nos efforts pour soulager nos blessés, nous faisons des prières solennelles pour que Dieu nous donne la paix et la victoire.... Et nous sommes avec les Prussiens ?

Il y a pourtant des parties du territoire où il a fallu élever la voix aussi haut que possible. Ainsi Mgr l'archevêque de Tours a-t-il dû adresser à ses diocésains une lettre pastorale émue d'indignation où il énumère les dévouements sacerdotaux qui lui tiennent le plus à cœur, puisqu'ils sont l'œuvre de son propre clergé : ce vicaire de Bléré, frappé au front et qu'il a fallu trépaner, ce bénédictin, dom Moreau, accouru de Belgique, blessé, prisonnier, revenu à son poste à peine guéri, dignes frères de tous ces nobles fils de l'Église de France, qui renouvellent, en les multipliant, les fastes d'un héroïsme quatorze fois séculaire.... Une âpre iniquité envers d'irréprochables serviteurs de la France n'a point paru chose française à l'archevêque de Tours, il écrit avec autant de vérité que de sainte hardiesse :

De quelle officine sortent ces odieux mensonges ? Tout ce que nous pouvons dire, c'est que l'officine est trop ténébreuse et trop ignoble pour être de création française.

La « marque » allemande y est sensible et claire. Il eût été fort sage au gouvernement de le dire. Il eût été politique de montrer qu'on était armé et bien armé, non pas contre de pauvres distributions de médailles ou d'objets de piété qui n'ont jamais fait de mal à qui que ce soit, mais contre les entre-

prises de division semées par l'ennemi sur notre territoire. Un acte de cet ordre aurait montré que nous sommes aussi forts au dedans qu'au dehors, puisque nous avons enfin reconnu quelle était la condition principale de la puissance d'un État, à savoir la concorde et la paix de ses citoyens.

LA NEUTRALITÉ

On se trompe de la façon la plus complète et la plus malheureuse quand on se figure que l'expression de la concorde et de la paix peut se trouver dans les formules de « l'État neutre ». Il y a dans ce mot le contraire du sentiment que les meilleurs des républicains voudraient y renfermer. Dans un langage plus mesuré que celui que nous avons dû critiquer dernièrement, le *Temps* se figure que « la neutralité absolue » est un acte de « déférence égale » envers toutes les philosophies et toutes les religions. D'abord, ce n'est pas neutralité qu'il faudrait dire, mais respect profond, mais vénération intime et active; l'abstention et l'inhibition sont procédés trop négatifs : on n'unit pas un peuple avec des négations, des refus, des interdictions, il faut, à l'union, à l'accord, des sentiments plus larges et plus cordiaux, des idées plus positives et plus précises. Ensuite, la distribution à part *égale* de ces sentiments de respect, entre le méthodisme ou l'anglicanisme de nos alliés et amis britanniques, l'islamisme de nos sujets marocains, algériens et sénégalais, le catholicisme de la multitude immense de nos vivants et de nos morts, cette égalité-là, dans le pays qui a construit et qui a vu détruire la cathé-

drale de Reims, pourrait un jour porter un nom : elle pourrait se dénommer le reniement par les Français de leur Histoire et leur suicide moral.

LES SCANDALES DIVISEURS

Si j'avais eu l'honneur d'approcher M. Millerand quand il a fait sa circulaire à la Croix-Rouge, je n'aurais pas manqué de lui proposer énergiquement la méditation de ces vérités. L'erreur politique est commise. On en commet une autre en refusant d'apporter aux victimes de la monstrueuse calomnie dénoncée ici la réparation juste, la réparation vengeresse que l'intérêt de la patrie exige pour elles. Plus on tarde, plus on encourage des passions sans aveu et des intérêts sans honneur. Plus on expose, plus on découvre « l'union sacrée ».

L'autre jour, à cette place, j'ai loué M. le ministre de l'Instruction publique d'avoir osé rompre les chaînes qui ont longtemps attaché le département qu'il dirige à cette idée de Gabriel Monod : « *L'Allemagne est la seconde patrie de tout homme qui pense.* » M. Albert Sarraut a biffé le nom de l'Allemagne et conformément à nos traditions, vérifiées par l'aveu sonore des plus grands esprits de naissance allemande, il a publiquement, officiellement rendu à la France son rang de primauté dans l'Internationale de la Pensée. Il appartiendrait de profiter des lueurs cruelles, mais pures et brillantes, qui éclairent en ce moment l'intelligence du pays pour rétablir aussi des vérités non moins certaines sur le rôle national et sur le rôle universel du catholicisme. Il est humiliant pour un grand pays d'être

officiellement en retard de soixante ou soixante-dix ans sur la philosophie du xxe siècle. Je ne crois pas à la fonction spirituelle et dogmatique de l'État, mais je crois à son influence morale. Une certaine tenue de l'esprit dans les sphères supérieures pourrait décourager certains débraillés cérébraux. Il dépendrait non pas certes des prohibitions d'une censure ou des mots d'ordre du gouvernement, mais du langage, de l'attitude et de l'allure du « ministère national » que certaines offenses, que certaines insultes ne vissent pas le jour. Il suffirait d'en décourager les auteurs. Il suffirait qu'on sût le désir et la volonté de paix du gouvernement pour qu'à la *Dépêche de Toulouse*, par exemple, personne n'eût songé à écrire l'apostrophe haineuse qui fait le tour de la presse française avant d'aller réjouir et réchauffer les espérances de nos grossiers ennemis :

Battez-vous maintenant, petits soldats ! Donnez votre chair, votre vie ! Et mourez en pensant que la cloche de l'église sonnera peut-être des carillons quand les Allemands entreront dans votre village.

Cette façon de dénoncer dans le clergé, dans ses cloches, dans ses églises des éléments intéressés à la défaite française et à la victoire allemande réalise le plus cruel, le plus impie, le plus diviseur des scandales. Cette division doit être conjurée et ce scandale doit finir : tous les bons citoyens ont le droit de l'exiger, comme le respect de la loi, comme l'exécution des sentences judiciaires, *au nom du peuple français* !

Question de force ou de faiblesse, autant dire de vie ou de mort pour notre nation envahie !

PATRIOTISME SANS CONDITION

8 octobre 1914.

M. le président de la République vient de terminer sa ronde. Les félicitations qu'il adresse à l'ensemble de nos troupes et à l'armée de Paris sont conçues et rédigées dans le langage qui convient. Pour parler à l'armée, « synthèse vivante de l'énergie nationale », il faut s'inspirer de ce patriotisme sans condition qu'il serait désirable de voir admettre et professer par tous. L'heure de « la France, *mais* telle ou telle France », l'heure de « la France *si* » ou de « la France *à condition que* » cette heure du patriotisme conditionnel est passée. Faites des vœux pour qu'elle ne repasse jamais, dût l'ombre de Ranc en frémir.

Certes, le sentiment patriotique se motive et se justifie pleinement en raison, mais non par de petites et mesquines raisons. Vous n'aimez pas Monsieur votre père parce qu'il a les cheveux blonds et le front découvert, ni Madame votre mère parce qu'elle gante six et quart. Vous ne vous êtes pas choisi vos parents sur ces enseignes-là, ni sur aucune autre. Vous n'avez pas choisi davantage d'habiter le pays du fameux journaliste *Un tel* ou de l'éminent chimiste *Tel autre*. Votre patrie est votre patrie. Il est parfaitement naturel que vous l'aimiez et la préfériez comme telle. Mieux vaudrait ne pas en donner de raison qu'aller en chercher de futiles. Si le patriotisme « rationnel » devait aboutir au perpétuel conflit quotidien des deux listes (si arbitraire!) des grands

Français chéris à gauche, abominés à droite, et *vice versa*, Rabelais, Molière, Diderot, Hugo *contre* Ronsard, Bossuet, Joseph de Maistre, Pasteur, il serait sain de s'abstenir de former de ces listes et d'en rester au patriotisme du charbonnier.

Mais entre ce refuge que je tiens pour un pis aller et le patriotisme de guerre civile, il y a place pour une doctrine de la France assez vaste pour ne rien exclure, absolument rien que ce qui la détruit. Le point de vue auquel l'*Action française* s'est placée depuis quinze ans lui a permis de commémorer avec une égale piété notre défense nationale sous Philippe-Auguste ou sous Louis XIV et sous les comités de la Convention. Ce point de vue a permis de rendre à un Bonald la justice dont il était frustré depuis cinquante ans et de maintenir dans son intégrité la notion de l'immense service rendu par Anatole France à la langue française quand elle était simultanément sabotée par les professeurs de l'Université et les anarchistes cénaculaires. Une tradition nationale réelle comporte tout l'actif de nos acquisitions successives de manière à n'éliminer que le passif, lequel, de sa nature, doit, un jour ou l'autre, tomber.

L'EFFORT DÉMOCRATIQUE

Ces idées, jadis assez neuves, sont devenues sensibles et claires à la pensée d'une magnifique jeunesse. Demain ou après-demain, elles seront courantes, aliment naturel de l'esprit public tout entier. Nous n'avons pas à chercher à forcer les heures ni à précipiter le temps. Nous aurions horreur d'un faux progrès qui pourrait conduire à de vains débats

devant l'ennemi. L'essentiel est, pour le moment, de voir restituer à l'intérêt national cette primauté politique dont tout le monde devrait convenir, mais que personne, au fond, ne veut contester. Les deux lettres de M. Poincaré donnent le rang qui lui revient à cet intérêt capital. Il faut s'en réjouir et, ma foi, l'en féliciter.

Cela n'est peut-être pas allé sans quelque effort de la part du premier magistrat d'un régime fondé sur la lutte des partis. Il a dû oublier qu'il représentait la différence entre une majorité et une minorité. Et, de leur côté, les bons Français qui l'appuient et qui le soutiennent devant l'ennemi (à plus forte raison ceux qui portent les armes), socialistes, radicaux, impérialistes ou royalistes, font un effort correspondant pour oublier leurs récentes luttes furieuses, pour se figurer qu'ils ne saluent point la créature des efforts d'un parti adverse, pour interposer la notion décisive de l'intérêt supérieur du pays. Effort présidentiel d'une part, effort civique de l'autre : il n'est rien de plus méritoire. Cependant, il serait plus fructueux pour la patrie de n'avoir pas à recueillir ces mérites ni à produire cet effort bilatéral ! Dans les pays où le chef de l'État n'est pas né d'un conflit récent, ni d'une lutte toute fraîche, là où son autorité arrive, en quelque sorte, du fond des siècles, où elle ne se réclame pas du suffrage de tels vivants contre celui de tels autres vivants, on fait l'économie de cet effort intérieur qui peut se dépenser, dès lors, beaucoup plus utilement pour l'État, contre l'Étranger.

Ni le roi Albert, ni le roi Georges, ni l'empereur

Nicolas n'ont à tendre tous les ressorts de leur être pour faire abstraction de leur caractère constitutionnel qui n'a rien de diviseur, au contraire. Ce caractère étant historique, national, *natif*, au lieu d'être électif, ils s'en servent, ils l'utilisent, ils en tirent, en même temps qu'une parure, une puissance, et leurs sujets armés ou non, bien loin d'avoir, comme nous, à faire aucun effort pour oublier l'origine de leur souverain, se précipitent avidement sur ses traditions monarchiques et dynastiques étroitement liées aux annales de leur race comme aux gloires de leur patrie : n'est-ce pas autant de gagné pour les chefs et pour les sujets? L'effort que leur épargne la souplesse du gouvernement monarchique peut être reporté utilement ailleurs. L'obéissance des citoyens en est plus généreuse et comme il doit paraître au *ton* de certains télégrammes impériaux ou royaux, le commandement en a aussi plus d'autorité.

Tant qu'il n'y a rien à faire, la démocratie est le règne du moindre effort. Mais devant la besogne à abattre, toute la tâche se complique terriblement : il faut centupler le travail. Et à quels risques! Et à quels prix!

POUR ÉVITER LES GUERRES

On continue à vilipender notre grand ami Junius et à tenter de soulever contre lui les mères, les sœurs et les épouses. Il a dit que cette guerre ne lui paraissait pas la dernière : on l'accuse de vouloir la perpétuer ou la renouveler. Il a déploré qu'on l'ait rendue inévitable en nous maintenant dans l'état de faiblesse qui appelait l'aggression; on lui fait honte

de cette extrême férocité, qui, si elle eût été écoutée, aurait pourtant sauvé des milliers de vies humaines et françaises... Admirable procédé de discussion ! Celui qui voit arriver un taureau furieux et qui a le malheur de crier « *prenez garde à vous* » est lui-même traité d'enragé et de monstre !

Cette philosophie qui confond perpétuellement l'objet vu avec l'œil qui voit représente sans doute une des plus cruelles maladies qui aient désolé l'esprit français. Il en guérit progressivement. Mais une partie du monde révolutionnaire en demeure encore atteinte. C'est dans la *Bataille syndicaliste* d'hier que l'on traitait de duperie, et formidable encore, le vieil adage d'après lequel celui qui veut la paix doit se préparer à la guerre. Écoutez le nouveau remède qui guérira : pour préparer la paix, il faut commencer par la décréter, par la déclarer « dans tous les pays à la fois ». Mais pour que tous les pays à la fois la décrètent et la déclarent, on ne nous enseigne pas le moyen. C'est, en effet, le grand problème du grain de sel qu'il faut poser sur la queue de l'oiseau pour le capturer à coup sûr.

Nous persistons à penser que, l'expérience du pacifisme international ayant raté en 1914 plus complètement encore qu'elle n'avait raté en 1870, il conviendrait de se souvenir des expériences inverses, celles qui ont réussi. Nous avons eu la paix en 1905 en cédant à Guillaume le portefeuille de Delcassé et la conférence d'Algésiras. Nous avons eu la paix en 1911 en lui cédant la moitié du Congo. Nous aurions eu la paix en 1914 en lui cédant d'abord l'alliance russe, puis nos colonies, puis notre sous-sol, puis de

larges provinces de notre sol, puis l'obéissance absolue de nos hommes, de nos femmes et de nos enfants, y compris leur spoliation intégrale, y compris leur disparition du monde vivant.

Si l'on trouve que ces conditions sont dures et que cette paix-là ressemble au repos éternel, une autre solution subsiste très ancienne, mais toute neuve, toujours vaillante et prête à servir : — Tenir en bon état nos armées de terre et de mer; ne pas laisser s'élever à nos frontières une barbarie allemande trop unie, trop compacte, par là trop influente; être fortement organisés à l'intérieur.

Ce système nous a réussi pendant quelques siècles.

PROSÉLYTISME NÉGATIF

9 octobre 1914.

Le secrétaire de la rédaction de la *Guerre sociale*, M. Tissier, qui est aux armées, rassure son rédacteur en chef sur les résultats moraux de la vie des camps :

Tu peux crier... que le renouveau chrétien est un bluff formidable : sous les obus et les balles, la minute présente est trop précieuse pour qu'on songe à l'éternité, à Dieu et à ses prêtres; on songe à soi et à l'ennemi d'en face, Dans les rares minutes de répit, on songe au repos, pour être dispos, tout à l'heure, quand recommencera la bataille. Dans les conversations, on parle de la France, de nos libertés, on ne parle pas de Dieu ni de ses ministres.

« On songe à soi ». Voilà les bons b... copieusement rassurés. M. Tissier n'a pas vu, jamais! des blessés « demandant les secours de la religion » : « ils réclament des secours plus matériels ». Moi, je veux bien. Mais je voudrais surtout savoir pourquoi M. Tissier, M. Hervé, tous leurs camarades sont à ce point préoccupés de s'assurer que les secours religieux ne sont pas demandés. Qu'est-ce que cela peut bien leur faire? S'ils s'en f... pour eux, pourquoi ne s'en f...-t-ils pas pour les autres?

Le prosélytisme religieux se comprend. Il est de droit naturel, il coule de source. Mais le prosélytisme irreligieux, d'où vient-il? Et que signifie cette rage à vouloir, cette passion à désirer non que les hommes croient ou admettent une doctrine déter-

minée, mais que, d'abord et avant tout, toute autre affaire cessante, ils la rejettent ou l'oublient?

On comprendrait la haine du catholicisme par amour du protestantisme, de l'islamisme ou du bouddhisme : mais la haine pour rien, en voyez-vous le sens?

— Votre religion? L'affirmation inscrite au revers de votre irreligion? Votre foi? Plus simplement votre doctrine?

Voilà ce qu'on demande aux anticléricaux.

Et c'est à quoi ces destructeurs n'ont jamais répondu qu'en essayant de faire de nouveaux dégâts!

Ce n'est pas le « bluff » du renouveau religieux qui est « formidable », c'est la puissance de méchanceté jadis cachée, mais aujourd'hui manifestée dans ces esprits qui s'emmitouflent de basse sensiblerie ou de fausse bonhomie. Leur mystérieuse haine des hommes apparaît si claire, si pure, si féroce aux termes de la lettre de M. Tissier, on y voit si bien éclater le vœu formel de disputer aux âmes, spécialement à des âmes françaises, les sources de leur force profonde et de leur espérance supérieure, qu'on ne peut s'empêcher de se rappeler tout aussitôt les infâmes rumeurs propagées contre le clergé.

Ces infamies, nous les croyons venues d'Allemagne. Ce désir de diviser les Français et ce goût de leur interdire les consolations de la mort sont deux sentiments qui sont faits pour aller ensemble.

OU EST LE PIÈGE ?

10 octobre 1914.

SOLDATS ET OFFICIERS ALLEMANDS

Un calepin d'officier saisi par nos troupes et dont le contenu vient d'être publié laisse voir la hiérarchie des sentiments et des valeurs morales du haut en bas de la société allemande.

Cet officier écrit dans son journal de route que ses hommes, « nos hommes », dit-il, « se sont conduits comme des vandales » ; il leur voit « piller les « caves » et les « chambres », ausculter « les coffres-forts ». Il leur voit « emporter » jusqu'à l'inutile, tout étant à la joie du vol. Parfois les responsabilités sont communes. Il écrit : « nous mettons le feu » d'autres fois, l'horreur des crimes l'épouvante, il se sert du pronom indéfini : « on fusille en bloc hommes, femmes et enfants trouvés dans un cloître qui a été incendié ».... En d'autres occasions, il distingue nettement ce qui est de la rage des hommes ou de la lâche inertie du commandement : « Les chefs de colonnes », dit-il, « en sont responsables, car ils auraient pu empêcher le pillage et la destruction ». Ils auraient pu et ils n'ont pas fait ; mais enfin ils n'ont pas ordonné le mal. Et voici qui caractérise l'initiative des brigandages dans la soldatesque :

Un cycliste, en tombant, avait fait partir son fusil. Il prétend aussitôt qu'on avait tiré sur lui. Là-dessus, on a jeté tous les habitants dans les flammes. De telles horreurs ne se reproduiront plus, je l'espère.

Pour qu'elles n'aient plus lieu, il demande une enquête établissant « la culpabilité des gens avant de les fusiller ! » Cependant (cet auteur appartient à l'espèce qui ne se surfait point) la vue, l'exemple, la contagion du pillage, peut-être aussi l'instinct héréditaire de ce que Mirabeau appelait « l'industrie nationale » de ces Germains l'emportent sur la réflexion morale, et notre homme avoue n'avoir « *pu s'empêcher d'emporter par ci par là de petits souvenirs* » : un imperméable superbe ! un appareil photographique.

Le document constitue un aveu très pur et un tableau très net de l'état des mœurs allemandes. Nous ne le résumons qu'après l'avoir lu dans la plupart des journaux républicains du matin et du soir.

« UN PIÈGE A CONSCIENCES » TENDU « DANS LA BOUE ET LE SANG »

A l'instant même où paraissait cette pièce curieuse, un de nos confrères anarchiste, rédacteur à la *Bataille syndicaliste*, nous accusait de « redoubler d'efforts » dans « l'espoir d'une restauration monarchique » pour noircir le peuple allemand, pour refuser d'absoudre les « simples soldats » et « les officiers subalternes » des violences et des barbaries reprochées à l'armée allemande ; car seul, dit-il, le commandement en est responsable. « Tous les faits », soutient-il avec une remarquable assurance, « tous les faits, tous les témoignages, tous les documents concordent » : il ne s'agit pas de « cruautés individuelles » imputables à « une race ». Les Allemands,

leur corps de peuple, en sont « innocents ». L'anarchiste de la *Bataille* se vante de « savoir » « par quel système de mensonges ces actes furent imposés à la répugnance de ceux qui devaient les accomplir » et que, d'ailleurs, suivant notre confrère, ils ont accomplis tout de même ! Et voyez la malice de mon abominable caractère : « Nos bons royalistes n'en continuent pas moins à affirmer que le soldat allemand ne vaut pas mieux que ses chefs et qu'il est coupable au même titre. »

Nous croyons que le soldat allemand vaut encore moins que les chefs et qu'il est donc beaucoup moins coupable, parce qu'il est beaucoup plus méprisable. Cela, nous le croyons sur des faits, sur des témoignages, sur des documents qui, pour être audacieusement niés, n'en sont pas moins des preuves, et qui permettent d'ajouter : nous ne croyons pas, nous savons. Mais, rien n'étant aussi indifférent que le vrai ou le faux à des gens qui estiment que la plus basse fable est toujours bien assez bonne pour le public, quand surtout ce public ne peut lire qu'un journal et qu'on espère le duper avec une impunité absolue, mon froid rhéteur achève par des invectives son audacieuse fiction :

Mais que vous importent, à vous autres, les faits, le bon sens et la justice ? En toute saison, aux jours d'angoisse et de misère, comme aux jours de sécurité, dans la boue et dans le sang au besoin, vous allez d'une même allure à votre fin ? Avec le sophisme et le mensonge comme matériaux vous construisez obstinément votre piège à consciences.

Si j'avais écrit la moitié de ces imputations contre

l'un de nos adversaires et que j'eusse seulement accusé M. Clemenceau ou M. Hervé de construire « un piège à conscience » « dans la boue et le sang », ma page aurait été infailliblement caviardée. Celle-ci a paru. Je suis si loin de m'en plaindre que je m'en félicite. J'en félicite aussi l'auteur de ce joli morceau. Je le loue même d'en avoir fait coïncider la publication avec celle des notes de l'officier saxon que toute la presse parisienne connaissait jeudi à onze heures du soir et qui n'étaient pas une grande nouveauté, car elles ne font que confirmer cent autres documents du même ordre. La rencontre est exquise pour établir avec quel tranquille mépris du peuple un bourgeois révolutionnaire, un professeur anarchiste, tel que ce rédacteur de la *Bataille syndicaliste* sent, conçoit, écrit et agit. Il est persuadé que le public ouvrier n'y verra que du feu !

Par quel ouvrier fera t-on admettre, *dit-il*, que ce camarade serviable et doux, son ancien voisin d'atelier, n'était en réalité qu'une brute sanguinaire ?...

Le Boche serviable et doux n'a pas besoin d'être une brute pour faire horreur à tous les Français, ouvriers ou bourgeois, prolétaires ou propriétaires, il lui suffit d'être un espion. On lira plus loin la besogne du personnel allemand qui aida nos ouvriers à creuser le canal du Nord[1].

1. Le grand canal du nord, encore à sec, destiné à remplacer les canaux actuels de la Sensée et de Saint-Quentin sur une longueur de 95 kilomètres intéresse à l'est d'Arras la région de l'Oise et de la Somme, Arleux, Noyon, Cassigny, Péronne. Ses tranchées énormes ont d'autant mieux servi les Allemands qu'un grand nombre de leurs compatriotes

INTELLECTUELS ALLEMANDS

Notre anarchiste ne manque pas de concourir aux pâles essais de défense qui sont encore tentés en France pour désolidariser d'avec l'Allemagne militaire les intellectuels allemands. Mais ceux-ci ne se laissent pas faire! L'Appel[1] qu'ils viennent d'adresser « aux nations civilisées » les montre unis de cœur et d'esprit à leur empereur, à leur nationalité, à leur armée, alors même que celle-ci détruirait des œuvres d'art. « Les Allemands », déclarent-ils, « seront les premiers à le déplorer » : « notre amour de l'art ne le cède à celui d'aucun autre peuple, mais nous refusons énergiquement de payer une œuvre d'art du prix d'une défaite. »

Quant à prétendre que la lutte engagée contre le soi-disant militarisme allemand n'est pas dirigée

y étaient occupés avant la guerre. Ils y sont revenus en uniforme.

1. Je crois avoir été le premier, dans la presse française, à signaler ce manifeste fameux. Moins de quinze jours auparavant, le chef du Secrétariat de l'Institut de France, M. Régnier, disait superbement à un rédacteur d'*Excelsior*, reproduit dans l'*Action française*, du 27 septembre 1914 :

« *Soyez certains que pas un d'entre eux* (les savants allemands), ne songe à se solidariser avec les vandales qui ont bombardé la cathédrale de Reims; il n'est nullement besoin de vouloir nous venger sur eux : *ils sont suffisamment punis par la honte d'être Allemands.* Le mot Allemand est, en effet, devenu le synonyme de barbare. Pour un savant, c'est là une humiliation cuisante et *qui doit être profondément ressentie* par tous les correspondants allemands de l'Institut. Dans quelques jours, l'Allemagne aura tout perdu, y compris l'honneur. C'est là un châtiment qui doit donner satisfaction à tous les Français. »

aussi contre la culture allemande, les intellectuels allemands traitent cette distinction d'hypocrite.... Non pas qu'ils accusent simplement de mensonge ceux qui la font. Ils leur imputent aussi une erreur de fait : pour eux, pas de culture allemande sans militarisme allemand. La traduction italienne adressée de Berlin à Rome par le « Wolffbureau « dit : «*Senza il militarismo germanico, anche la nostra civiltà sarebbe da lungo tempo bandita della terra* » La civilisation allemande serait depuis longtemps exilée et rayée du monde sans le militarisme allemand. « *Popolo ed exercito sono in Germania una cosa sola* ». En Allemagne, peuple et armée ne font qu'un. C'est le sentiment dans lequel fraternisent « 70 millions d'Allemands sans distinction aucune de culture, de classe, ni de parti. » Et, au nom du « plus grand bien de l'humanité », conviant l'univers à s'unir à eux par-dessus les mensonges et des calomnies, ont signé des savants, des artistes, des historiens, des romanciers, des poètes, Hermann Sudermann, Gerhardt Hauptman, Harnach, Ehrlich, Karl Lamprecht, tout ce que l'Allemagne peut mettre en ligne d'intellectuels.

Les croira-t-on ici? Ou ceux qui ont été dupes du germanisme officiel voudront-ils, pour sauver la face, infliger une erreur de plus à notre patrie?

NOS SOCIALISTES ET L'ÉVIDENCE

Compère-Morel dont on a lu la page belle d'épouvante amère et de noble fureur devant les monstruosités commises à Senlis, Compère-Morel essaye de se leurrer encore. Il ne désespère pas d'un effort su-

prême des bons social-démocrates d'Allemagne. Si, d'ailleurs, ils échouent, la cruauté même du fléau de la guerre l'éloignera pour toujours, espère-t-il, de l'humanité. Compère-Morel ajoute néanmoins :

Et si véritablement cela ne pouvait pas être, si les hommes ne savaient profiter de la dure et effrayante leçon que le destin et la fatalité leur ont infligée ; si les odieux et pervers instincts que le désir de tuer réveille chez les êtres les plus civilisés ne faisaient désormais place à des sentiments plus nobles et plus élevés ; si les tueries sans nom que nous avons la douleur de voir perpétrer devant nous n'étaient les dernières que l'humanité doivent supporter, serait-ce bien la peine de vivre, de chercher à nous cultiver et de vouloir nous perfectionner?

Tout beau, nous sommes désolés de ne pouvoir offrir à M. Compère-Morel une planète plus habitable. Oui, ce monde (si beau, pourtant!) est affreux et rien n'est plus urgent que de l'améliorer, de le cultiver, de le perfectionner, en essayant de profiter nous mêmes de ses progrès. Mais a-t-on pris la bonne route? C'est ce que les socialistes sérieux devraient se demander enfin. Cela vaudrait mieux que de gémir sur la fin de tout. L'erreur fut jusqu'ici de croire qu'ils amélioreraient les choses humaines en se les représentant autres qu'elles ne le sont. A notre avis le vrai progrès suppose au moins deux conditions :

D'abord, voir ce qui est ;

Puis, pour créer ce qui doit être, tenir compte des conditions du train du monde et des matériaux éprouvés par un long succès.

Non, les hommes ne sont pas toujours déchirés à ce point. Non, les guerres n'ont pas toujours été

aussi féroces[1]. Il y eut une Europe. Il y eut une Chrétienté. Tout cela est à bas. Pourquoi? Tout cela, qui a été, peut renaître à la vie. Comment? Voilà les réflexions qui devraient tenter les socialistes intelligents, cultivés, patriotes, mais assiégés de ces tentations pessimistes. Il serait beaucoup plus agréable de revenir sur une erreur que de tout lâcher et de tout casser.

Ah! si quelques hommes voulaient! Quel ordre nouveau dans l'Europe et le monde, fondé non plus sur des chimères, mais sur la claire vue des sacrifices indispensables et des maux superflus, les maux qu'on peut, qu'on doit épargner à nos descendants. Pour cela (vieille vérité) il faut commencer par obéir à la nature si l'on veut la dompter.

UNE COURAGEUSE CAMPAGNE

Tous les jours, la *Dépêche de Toulouse* insère en tête de ses colonnes un article intitulé *La Situation.*

On pourrait croire qu'il s'agit de la situation de nos armées, de l'effort gigantesque soutenu contre l'envahisseur.

Pas du tout : la situation qui intéresse la *Dépêche*, c'est celle des partis à l'intérieur.

Sur les bords de l'Aisne, de l'Oise, de la Somme, de la Scarpe, généraux, officiers, sous-officiers, soldats mènent une campagne héroïque contre l'Étranger. La *Dépêche*, elle aussi, mais sur les bords de la Garonne, contre la France catholique.

Une habile stratégie a choisi pour point d'appui du quartier général les paroles d'un petit curé de

1. V. le livre de M. Alphonse Séché, les *Guerres d'Enfer.*

campagne, ou leur écho travesti, sous lequel il est facile de reconnaître une doctrine de reversibilité et d'expiation qui fait l'âme non seulement du catholicisme et du christianisme mais d'à peu près toutes les hautes philosophies du monde connu ; moyennant quelques jeux de mots dont la qualité seule laisse à désirer, la *Dépêche* pousse des attaques brillantes auprès desquelles les charges de notre infanterie dans la région de Roye ne seront que de la Saint-Jean, s'il est permis de s'exprimer d'une manière aussi cléricale.

Les catholiques français sont au front et tirent sur les Allemands. A l'arrière, la *Dépêche* n'est pas moins occupée : de Toulouse, elle tire sur les catholiques français.

Disons-le à notre confrère de Toulouse comme à la *France* de Bordeaux : leurs brillants faits d'armes ne seraient pas supportés de ce côté-ci de la France. Ici, et je l'espère dans quelques autres bonnes villes du Nord, de l'Ouest, du Centre et du Midi, on a le sentiment de l'Étranger tout proche, et l'on aperçoit la *situation* d'une autre manière : il faut être bien éloigné ou bien distrait, il faut être par sa pensée ou par son corps un habitant des antipodes ou de la Lune pour se permettre une diversion aussi offensante pour la nation.

A Paris, la feuille qui se permettrait avec tant de clarté et de continuité ces passe-temps d'une autre époque succomberait sous le mépris universel[1].

1. . . . . censuré . . . .
. . . .

LA PAIX RELIGIEUSE ET MORALE

11 octobre 1914.

Vraiment, n'y a-t-il pas moyen de s'accorder? En recevant le texte du discours magnifique prononcé par le Père Janvier à Notre-Dame le 29 septembre pour le pèlerinage de supplication à Jeanne d'Arc, j'ai voulu, en le relisant avec attention, y chercher la matière ou du moins le prétexte des cris de fureur que l'éloquent religieux a arrachés à la presse anticléricale. Est-il besoin de dire que cette recherche n'a abouti, comme elle ne pouvait aboutir, qu'à faire éclater les analogies de sa haute doctrine de l'expiation catholique avec les vues morales communes à « une certaine philosophie éternelle ».... Il y a des gens que le dogme du Purgatoire fait écumer : je n'y puis rien, le Purgatoire est dans Platon. Cela devrait le recommander à l'indulgence ou à l'attention de nos esprits forts.

On me permettra de répéter : n'y a-t-il pas moyen de s'entendre? En lisant le Père Janvier, un détail me frappait : c'était l'identité du noble point de vue de sa charité religieuse avec le point de vue, noble aussi, de cette très large philanthropie qui, parlant de la guerre, de la guerre à continuer, émet en frémissant le vœu que nos bataillons ne se laissent pas emporter aux mêmes erreurs que la horde allemande.... Ce vœu nous choque, parfois, quand il laisse entrevoir une arrière-pensée de doute sur la noblesse d'âme de nos soldats et de leurs chefs : il

nous satisfait pleinement, il correspond à tous les désirs, à toutes les volontés des Français fils de Français et de Françaises, lorsque ce vœu exprime aussi la confiance dans la magnanimité des héros de notre nation.

Écoutez ces beaux mots qui portent de beaux sentiments :

Les masses se sont heurtées depuis deux mois, avec des alternatives de succès et de revers ; honneur à vous, soldats français (*applaudissements*), vous n'avez pas tué les femmes qui, armées comme des belligérants, tombaient entre vos mains, vous n'avez pas jeté les blessés dans les fleuves pour vous faire des ponts de leurs cadavres, vous ne les avez pas achevés, mais, disciples de la noble Pucelle, vous avez eu pitié de leurs souffrances, vous avez partagé avec eux votre pain, vous les avez confiés à nos brancardiers, à nos médecins, à nos infirmières qui, animés du même sentiment que vous, les pansent aujourd'hui et les soignent comme leurs propres frères et comme leurs propres enfants. Je l'espère, bientôt, vous poursuivrez jusque chez lui l'envahisseur... Quand vous serez victorieux....

Vous devinez la suite, vous devinez que l'auditoire applaudit de nouveau. Voilà le sentiment des Français catholiques. Il est humain. Il l'est au moins autant que celui des lecteurs de l'*Humanité* ou même de la *Guerre sociale*. Sur des bases pareilles, pourquoi ne pas s'entendre, ne pas se rapprocher ? Qu'est-ce donc qui divise quand cela réunit?

Si l'on veut prendre conscience de cette ressemblance profonde que le commun caractère national ou natif a inscrit en chacun de nous, pensons à certains traits d'une authenticité indiscutable rapportés des ambulances et des hôpitaux où se trouvent les

blessés allemands. Un de leurs officiers se plaint. De quoi, s'il vous plaît? Entendez :

— Mes propres soldats m'ont dévalisé quand ils m'ont vu au sol sans défense.

Il y a des apaches dans toutes les armées. Quel officier de sang français avouerait cela devant l'ennemi?

Une Française demande à un officier allemand s'il est satisfait de la manière dont on le traite :

— Sans doute. Mais vous ne nous soignez si bien que parce que vous avez peur de nous.

Les voilà! Constatons que nous sommes autrement bâtis, et sachons tirer tout ce qu'il contient du sentiment de notre différence profonde d'avec l'ennemi : l'évidence de la fraternité nationale finira bien par jaillir!

LA TRADITION DE M. JAURÈS

Les socialistes entretiennent avec une piété qui se comprend le souvenir de M. Jaurès qui fut pendant vingt ans leur principal chef. S'il y avait dans sa doctrine un élément durable, un principe de vie intellectuelle et d'action politique, elle tirerait une autorité immense de la tragédie de sa mort. La simple évocation de l'assassinat du maître et du chef donnerait force, élan et crédit à l'idée. Malheureusement, l'idée jaurésienne a subi une éclipse autrement décisive que la disparition de son auteur. Si je suis convaincu que l'on ne tirera pas grand'chose, qu'on ne tirera rien des directions données par le tribun, c'est qu'il est difficile d'en trouver dont l'erreur soit plus clairement démontrée. Celle-ci aboutit

en somme à jeter un million d'électeurs dans une véritable impasse, presque à tous égards, mais surtout par rapport au point capital de la politique ; la politique extérieure.

C'est, en grande partie, du fait de Jaurès que l'internationale ouvrière (comme au reste l'internationale universitaire), s'orienta de plus en plus vers l'hypothèse de l'amitié allemande. C'est encore presque uniquement de son fait que fut propagée, accréditée, presque imposée l'hypothèse de la paix fatale et de la guerre impossible. Je me suis servi du terme d'impasse : quel autre terme employer devant le double démenti brutalement donné par le fait de l'inimitié germanique et de la plus féroce des guerres?

J'ai lu et relu un grand article posthume de Jean Jaurès récemment publié dans l'*Humanité*. Avec toute l'attention dont on est capable, on n'y verra rien de plus que la caractéristique habituelle de l'erreur jaurésienne : la confusion permanente entre l'ordre des faits, qu'il s'agit de prévoir, de calculer, de prévenir et cet ordre du droit qui doit régler nos volontés, nos pensées, nos désirs, mais qui n'oppose pas de barrière matérielle aux réalités vivantes. L'esprit de Jaurès se jouait entre ces deux ordres sans souci de leur distinction, ni de la différence de leurs plans. C'eût été hasard que, dans ces conditions, il pût voir clair et juste. Mais enfin ce hasard ne s'est pas produit. Tout le monde a intérêt, les socialistes plus que les autres, à ne pas continuer dans la direction qui les a déçus.

LES DOCTRINES ÉCROULÉES

12 octobre 1914.

Avez-vous entendu parler d'un homme d'État italien socialiste ou radicalisant convaincu, pacifiste jusqu'à la rage, et que le désespoir a réduit à se brûler la cervelle dans l'île d'Homère, à Chio, pendant un voyage d'agrément et d'étude, quand on lui annonça la déclaration de guerre? Le cas de cet infortuné prolonge à son extrême limite logique l'aventure d'un certain nombre d'esprits, souvent fort beaux, mais à qui leur flamme intérieure cachait la réalité du dehors! Il n'y a plus moyen de se dissimuler ce qui est : ils vivent donc depuis neuf semaines dans les affres de la déception amère. Encore ceux qui guerroient ont-ils quelque chance de n'y plus penser. Mais les autres, ces rêveurs purs et ces chimériques sincères? J'en sais et j'en devine qui envient le silence et le repos des morts. D'autres, plus exaltés encore, et plus souffrants, ruminent en secret le blasphème baudelairien contre « un monde où « l'action n'est pas la sœur du rêve ». Ou bien ils accommodent à la situation de 1914 ce poème, terrible dans la mélancolie de son indignation, que Louis Ménard forgeait au lendemain du coup d'État de 1851 :

...Dans un autre siècle il m'eût fallu naître.
Il n'est point ici de place pour moi.

L'idéal qu'avait rêvé ma jeunesse,
L'étoile où montaient mes espoirs perdus,
Ce n'était pas l'art, l'amour, la richesse,
C'était la justice ; et je n'y crois plus...

Le présent est plein d'odieuses choses,
L'avenir est morne et désespéré :
Si l'on peut choisir ses métempsycoses,
Ce n'est pas ici que je renaîtrai.

Quand la mort, brisant la dernière fibre,
Au limon natal viendra m'arracher,
S'il est quelque part un astre encor libre,
Là-haut, dans l'éther, je l'irai chercher.

Il importe de comprendre profondément ces états d'esprits accablés. Devant l'Europe à feu, ce ne sont pas seulement des tours, des beffrois, des remparts et des cathédrales qui s'effondrent, ce sont aussi des systèmes d'idées. Justement parce que nous en avons prédit la ruine pendant vingt ans nous ne pouvons être insensibles à leurs catastrophes silencieuses. Nous en ressentons si vivement l'intime pitié que nous voudrions que les victimes puissent être sauvées d'elles-mêmes. Le coup de pistolet de Chio n'a rien résolu. Et ce n'est rien résoudre non plus que de relever la chimère mise en morceaux et d'en prédire l'avènement pour plus tard. Un mauvais calcul constaté doit tout au moins conduire à calculer juste.

La grande faute des hommes de 1851 est de n'avoir pas appris grand chose durant les vingt ans qui suivirent, de n'avoir rien vu des événements décisifs qui remplirent l'Europe de Sébastopol à Solférino, de Villafranca à Sadowa, si bien que Sedan et la

Commune les surprirent comme des enfants endormis. Hélas ! les deux guerres de 1870-1871, l'extérieure et l'autre, portèrent un peu plus de fruits, — non pas beaucoup plus ! Nous n'avons pas refait l'Empire, nous n'avons pas recommencé l'erreur plébiscitaire, mais, par le fléau de l'élection au Parlement, l'humanitarisme, le pacifisme, le germanisme, le cosmopolitisme, nous ont longuement aveuglés.

Voilà les yeux rouverts. Voilà les réalités reparues. Quelque mal que puisse causer la lumière pure, si âpre et si rude que soit la révélation du vrai méconnu, il est permis de dire aux désillusionnés que la raison aussi a sa beauté, la vérité son charme, la vue exacte des événements politiques son intérêt poignant. Nous en avons connu ici l'enthousiasme et la joie. Si seulement ils voulaient s'y mettre ! S'ils essayaient ! Si à l'école de l'expérience politique ils consentaient à examiner, à analyser avec nous les conditions des biens sociaux qui sont possibles, les éléments de cette grande et fructueuse paix relative, dont la notion est accessible à tout esprit politique sensé, dont les réalités sont promises, offertes, tendues même à notre nation renaissante !

ENCORE LES INTELLECTUELS ALLEMANDS

13 octobre 1914.

Nous possédons depuis hier le texte complet de l'appel aux nations civilisées signé par les intellectuels les plus réputés de l'Allemagne. Nos lecteurs en connaissent l'essentiel par les extraits que nous en avons faits d'après la version italienne envoyée de Berlin aux journaux de Rome. C'est bien l'apologie de l'empereur et de l'armée, de leurs massacres, de leurs incendies, de leurs cruautés et de tous leurs crimes. Jamais race, nation, État, armée, intelligence ne déclarèrent plus étroitement leur union de pensée et leur solidarité d'intérêts.

L'accord n'est pas d'hier. Tous ceux d'entre nous qui suivaient les choses d'Europe savaient que tel est bien le caractère de l'empire allemand. Tout le monde lettré y travaille depuis un demi-siècle, non pour l'amour de la science, mais pour l'amour de la patrie. *Sanctus amor patriæ dat animum*, dit l'épigraphe de leurs *Monumenta historiæ.* Leur fanatisme allemand prêchait de si haut la religion de leur patrie et le mépris de la patrie des autres que souvent nos propres savants s'y laissaient prendre. Au lieu d'imiter en ce qu'il avait de sage, le patriotisme des chimistes, des historiens et des philologues d'Allemagne, ils transportaient, à l'état brut, chez nous, le culte de l'Allemagne et le mépris de ce qui n'était pas allemand[1] ! J'ai rappelé le mot de Gabriel

1. On peut voir dans mon livre *Quand les Français ne*

Monod sur cette « seconde patrie de tout homme qui pense ». Certains travaux de la même école portent aussi la marque d'une espèce d'humiliation associée au sentiment d'être né Français.

Je feuilletais l'autre soir un de ces volumes publiés à grands frais, par des collections semi-officielles sur les origines de notre histoire[1]. Rien ne saurait donner l'idée des marques de mépris qu'y reçoivent d'un bout à l'autre tous les grands personnages d'un passé qui a le malheur de n'être pas allemand, de n'être que français. Sans y songer, peut-être, par simple nonchalance et esprit moutonnier, l'auteur a laissé couler sur la cendre de nos tombeaux, sur la poudre de nos annales, le fiel des écrivains et des chartistes d'outre-Rhin. Pris à mon tour de dégoût et de mépris, je n'ai pu refermer la docte brochure sans y avoir mis l'épigraphe qu'elle mérite : *Sanctus horror patriæ dat animum.* L'auteur s'est inspiré d'une sainte horreur de la France.

LES DEUX SYSTÈMES

Ces choses, aujourd'hui, semblent bien vieilles. Cependant elles sont d'hier. Jusqu'au réveil d'Agadir, nous avons été tenus pour des originaux un peu timbrés parce que nous croyions, d'accord avec l'Allemand Frédéric II, l'Allemand Gœthe, l'Allemand Schopenhauer, l'Allemand Nietzsche, que la France est un pays intellectuellement et moralement supérieur aux

s'aimaient pas ce qu'en a dit un juge désintéressé, M. Maurice Vernes, pages 99 et suivantes.

1. Il est inutile de mieux désigner ce volume de la Bibliothèque de l'École des Chartres.

Allemagnes. Notre idée que Guillaume II pût être un protecteur douteux pour les catholiques scandalisait d'excellentes gens. Nos critiques du caractère de l'empereur détonaient au milieu d'un concert d'éloges et de murmures favorables.... Il y aura dix ans le mois prochain, un écrivain que je ne nommerai pas, dans une importante revue que je ne nommerai pas davantage, écrivait tranquillement que si la France se dégoûtait de la République, elle accepterait plus volontiers que d'autres prétendants (inconnus et sans prestige) qui? l'empereur Guillaume II. Je cite :

.... L'idée pour paradoxale qu'elle semble, devrait fixer l'attention, et j'ai même proposé à................ de provoquer une enquête à son sujet. L'Alsace-Lorraine, justement, servirait d'arbitre entre les nouveaux pays-unis, et du coup l'union serait possible et durable. L'ombre de Charlemagne présiderait à ce revenant d'empire d'Occident.

Guillaume II pris pour l'ombre de Charlemagne! Fonctionnaire français, le malheureux auteur de ces lignes s'en est mordu les doigts depuis. Son nom n'importe guère. Ce qui importe, c'est l'état d'esprit révélé par l'expression, claire, nette, sereine, impudente et d'ailleurs impunie de ses criminelles sottises, contre lesquelles nous étions un bien petit nombre à nous élever! Toutes les forces de ce pays-ci s'employaient à systématiser tantôt l'antipatriotisme, tantôt le désintéressement absolu du passé, du présent et de l'avenir de notre patrie.

Pendant ce temps, c'est le patriotisme qu'on systématisait en Allemagne. On en voit maintenant le fruit : dans l'entreprise désespérée qu'un coup de

folie nationale a imposée à ce pays, les autorités de l'intelligence font bloc avec les forces de la volonté directrice et de l'instinct populaire. Une sorte d'unanimité publique est assurée à la défense impériale. D'autres forces joueront sans doute en sens inverse, il faut bien l'espérer : le particularisme des États secondaires, l'esprit d'anarchie, l'esprit de l'individualisme teuton, peut-être encore la stupeur née de la déception quand l'échec sera devenu évident. Notre jeu s'améliore sans cesse. Mais il ne fallait pas compter sur l'appui de l'intelligence allemande, et la presse qui nous la donnait pour alliée ou se trompait ou nous trompait. C'est l'impérialisme allemand qui tient cette carte-là, c'est Guillaume II qui la joue.

L'ÉTAT BELGE SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

14 octobre 1914.

En ouvrant au roi Albert Ier, à son gouvernement et à son armée les portes de la France, en leur cédant tous les usages de l'extraterritorialité dont ils pourront avoir besoin, nous ne faisons guère que commencer à nous acquitter d'une dette immense en faveur des premiers héros de la guerre de 1914, de nos plus utiles, de nos plus précieux défenseurs. A la lettre, ils nous ont sauvé. Ce valeureux rempart de poitrines humaines qui, sur la Meuse et sur l'Escaut, a retenu et retardé l'invasion des hordes allemandes, a gardé Paris et la France, la civilisation et l'humanité. En exerçant une hospitalité cent et mille fois due, puisse-t-on aboutir le plus vite possible, à rendre leurs foyers aux magnanimes fugitifs que nous recueillons sous nos toits!

Et puissent aussi ceux des Français qui ne peuvent que suivre des yeux l'effort de nos armes, ne pas perdre les leçons de spectacles militaires et politiques si instructifs! Ce gouvernement fugitif, cette cour militaire errante, ce ministère en migration semble bien faits pour rendre intelligible et sensible, ce qu'il y a d'immatériel, je dirai même de spirituel ou de religieux dans le principe et dans l'entité de l'État. Un État qui survit à l'inondation de son territoire, à l'occupation de sa capitale, de sa principale forteresse, bientôt peut-être de tous ses ports

et qui impose au monde l'évidence de son admirable vitalité, cet État belge, ainsi rassemblé et concentré dans sa hiérarchie militaire, dans le cœur indomptable de ses citoyens combattants, dessine pour l'avenir la plus pure image de ce qu'on pourra appeler le corps glorieux de la patrie et de la nation. Nous tenons à la terre maternelle, aux murailles et aux frontières de la cité, et ce n'est pas de nous qu'est jamais venu le dédain du « patriotisme territorial[1] » ; mais enfin tout n'est pas terminé à ces belles choses, elles sont couronnées d'une idée qui les sublime et les purifie : tous les Français salueront et acclameront l'entrée triomphale de l'Idée belge, radieuse, militante, invaincue, aux bouches de la Seine, dans le Havre de Grâce, vieil emporium de Paris, premier berceau de la marine des Rois de France.

HERVÉ POUR L'ALLEMAGNE

Encore! diront nos lecteurs. Ils m'excuseront. Sans estime aucune pour M. Hervé, je tiens sa rhétorique pour une des dernières membranes qui peuvent s'interposer entre les regards du public français et la vérité politique. La bonne foi de ce public, si fin, mais si sensible au ronron de la fausse bonhomie, est immense. Nous avons tout fait autrefois pour l'avertir, en avant de la catastrophe. M. Hervé veut manifestement que cette catastrophe, soufferte avec un incomparable héroïsme, soit absolument inutile et ne comporte même pas le bienfait d'un enseignement. Je ne perdrai aucune occasion de

1. Expression de Marc Sangnier.

mettre au jour cette charlatanerie malfaisante.

Avant-hier, pour avoir l'air de répondre quelque chose à Bourget, il expliquait la guerre actuelle par « l'intérêt dynastique des Habsbourg ». Hier, de lui-même, il a raturé son extravagance, sans s'en apercevoir, comme l'animal de Suidas se rongeait la patte, par simple besoin de paraître coller un autre interlocuteur. Il a dit :

Pourquoi donc, au moment où, sous la pression de l'Angleterre et de la France, la Russie acceptait de parler avec l'Autriche, laquelle acceptait de renouer les pourparlers, le gouvernement de Berlin a-t-il envoyé à Pétrograd et à Paris l'ultimatum qui a tout cassé ?

La faute était lundi à Vienne. Mardi elle est à Berlin. Que l'intérêt de M. Hervé soit de la mettre après-demain à Pékin, soyez persuadé qu'il n'hésitera point.

Un peu plus bas, il lui plaît de proclamer « la culture allemande — c'est-à-dire la science, la musique, la philosophie, l'industrie, la méthode allemande — comme un des facteurs les plus précieux de la civilisation humaine ». Cette fois, Hervé fait le docte et le malin. Il serait d'ailleurs bien embarrassé d'expliquer ce que c'est que la science ou que la méthode allemandes. Dût-on étonner beaucoup M. Hervé, il faut l'avertir que s'il veut parler des savants ou des philosophes qui ont vécu en Allemagne ou écrit en allemand, il exagère un peu (moins que Gabriel Monod toutefois), mais il ne dit rien que tout le monde n'admette. Les Allemands ont beaucoup travaillé et beaucoup écrit, ils ont eu leur part, moindre

que les Anglais, ou que les Italiens, moindre que les Espagnols, à la civilisation, et cette part n'est contestée par aucun des académiciens nationalistes qui n'ont rien à apprendre d'Hervé sur ce sujet ni aucun autre. S'il veut parler, comme il le veut, en effet, d'une science ou d'une méthode proprement allemandes, eh! bien dût-il aller de stupeur en stupeur, il faut lui dire qu'il rêve éveillé; cette science n'existe pas, cette méthode est un pur néant. Ni Descartes, ni Bacon, ni Aristote n'écrivirent sur les méthodes grecques, anglaises ou françaises, ils ont traité de la méthode générale de l'esprit humain; la science n'est pas seulement internationale, elle vaut pour le genre humain, même sauvage ; elle doit être et elle est interplanétaire et c'est un ridicule travers des esprits allemands que d'avoir opposé à ce cours général de la civilisation leur prétendue culture, leur fausse universalité, timbrée jadis aux armes de la Germanie luthérienne et, depuis Bismarck, à celles des Hohenzollern. C'est cette science, cette méthode, ces arts proprement allemands qu'on a voulu nous imposer. C'est là contre qu'a protesté l'effort d'un groupe de notre génération depuis plus de vingt ans, puisque cela remonte à 1890.

Le monde classique comprend la Germanie policée et vraiment civilisée, celle de Leibnitz si l'on veut ou celle de Gœthe. Elle peut comprendre aussi tout ce qu'il y a de juste, de vrai, d'utile dans l'organisation du travail ou dans l'ordre militaire, économique ou politique des pays allemands. Les premiers amis de l'*Action française*, encore teintés de romantisme, disaient : « ordre français ». Nous di-

sions ordre tout court, car son application peut varier avec les races, non son esprit, non son idée. L'intelligent écrivain italien qui signe Antonio Pagano à l'*Idea nazionale* écrivait avec force le mois dernier :

L'Allemagne des derniers trente ans aurait dû être moins adulée[1] et plus imitée. On aurait dû comprendre qu'il n'y a pas dans l'art de gouverner ni dans celui de combattre des méthodes allemandes et des méthodes non allemandes. Si en Allemagne la rigoureuse application des principes de l'ordre donnait de bons effets, il n'y avait aucune raison pour que l'extrême tolérance du désordre ne donnât point ailleurs de mauvais effets[2].

Cette disiinction élémentaire est faite par un patriote italien désireux de servir son pays en l'éclairant. Comptez qu'elle sera insupportable à M. Hervé qui ne songe qu'à agiter et qu'à troubler l'esprit de la nation pour la rendre incapable de voir ses vrais défauts et de les corriger.

1. Dans ce qui était inimitable : sa nature originale et son caractère propre.
2. *Idea Nazionale* du 3 septembre 1914.

UNE POLITIQUE RELIGIEUSE

15 octobre 1914.

DE L'INDISCRÉTION RELIGIEUSE

Ce journal n'a jamais été à la disposition du parti dit conservateur. Il a toujours demandé des réformes sociales profondes, hardies et, dans le cadre national, l'organisation du travail, l'incorporation du prolétariat à la vie sociale dont l'anarchie révolutionnaire l'a éloigné et presque banni. Le monde conservateur nous a attaqués pour de prétendues complicités avec la C. G. T., de prétendues complaisances proudhonniennes ou de prétendues concessions à un syndicalisme de subversion ou de guerre sociale. Ces averses de calomnies subies la tête haute ne nous ont pas empêché d'approuver publiquement M. Édouard Vaillant, vétéran de la Commune, dans ses campagnes pour dégager son parti et préserver ses lecteurs de l'embûche allemande. Avec la même liberté d'appréciation, nous regretterons que, dans le courrier d'hier, les deux organes parisiens du socialisme, l'*Humanité* et la *Bataille syndicaliste* aient pris sur eux de ressembler à de simples succédanés de la *Lanterne* ou du *Radical* et publié en tête de leurs colonnes les plus inutiles des sorties anti-cléricalas : les organes de l'intérêt ouvrier ont leur raison d'être en guerre comme en paix; les organes de division religieuses n'en ont pas.

J'ai lu attentivement les plaintes de ces deux jour-

naux. Les unes et les autres apparaissent bien faibles et portant sur des faits bien inconsistants si on les compare à l'interprétation, au jugement que l'on en tire! M. Vaillant s'écrie que l'on « doit le respect » aux blessés de sa religion ou de son irreligion. Croit-il donc qu'on ait pu leur manquer de « respect »? Il veut les défendre « contre toute injure à leur dignité ». Suppose-t-il que, cette injure, on ait pu la leur faire? Oui, il le croit et le suppose sur le simple rapport de quelques cas, dans lesquels des ecclésiastiques auraient « insisté » pour offrir aux blessés les secours de leur ministère. J'ai beau lire et relire : c'est l'insistance seule qui aurait constitué le manque de respect! Si l'on voulait jeter les Français les uns contre les autres, on ne chercherait pas une interprétation plus irritante, ni, je dois le dire, plus folle.

Est-ce injurier un malade, ou un blessé, est-ce le moins du monde manquer de respect à la dignité d'aucun homme que de lui proposer, même avec insistance, et même avec indiscrétion, une doctrine dont celui-ci ne veut pas? On peut l'agacer, lui déplaire. Aucun élément injurieux ni même irrespectueux ne peut être relevé là-dedans. C'est d'ailleurs une grave question que de savoir jusqu'à quel point peut aller d'une part le déplaisir et d'autre part l'obsession ou l'indiscrétion! Des esprits mieux placés que M. Édouard Vaillant pour juger de tout cet ordre-là pourraient lui affirmer qu'il se trompe beaucoup. Quelle que soit l'impatience que peut causer l'excès du zèle, il est bien rare qu'il ne s'y mêle point un sentiment de reconnaissance attendrie, car le zèle

religieux s'accompagne normalement de marques d'intérêt et de signes de sympathie dont les corps souffrants et les âmes inquiètes sont remués avec une égale douceur. Le point serait à calculer par qui n'aurait en vue que le bien-être et la paix physique ou morale de nos blessés. En vérité, y songe-t-on ?

VŒU DE PAIX RELIGIEUSE OU CAMPAGNE DE DIVISION ?

Admettons cependant! Et faisons la supposition que les plus horribles excès de prosélytisme aient été commis sous forme d'insistance désagréable, sous forme même d'obsession irritante par quelque ecclésiastique ou par quelque femme pieuse. M. Vaillant est prévenu que je n'en crois rien, Mais admettons-le. Veut-il faire cesser le mal? Je le lui demande tout net : le veut-il? Si oui, rien de plus simple : ces prêtres ont des supérieurs, ces femmes ont des directeurs et des pasteurs : pasteurs, directeurs, supérieurs merveilleusement écoutés. M. Vaillant qui, par ses amis et ses anciens amis Guesde, Sembat, Millerand, Briand, Viviani, est un peu du gouvernement, M. Vaillant n'a qu'à prier ces messieurs de faire une démarche aussi pressante que discrète, aussi discrète que pressante, auprès des autorités religieuses. Elles seules sont compétentes. Elles seules sauront agir efficacement si c'est vraiment l'efficacité que l'on cherche.

Les journaux viennent de crier contre « les chaînes de prières ». Eh! bien, il a suffi d'une personne compétente, le chanoine Coubé, pour établir qu'on avait

affaire à une superstition réprouvée. Dans tous les autres cas de plainte juste, on peut affirmer à M. Vaillant que l'ordre serait rétabli, sans traîner. Il suffit au pouvoir civil de demander à l'Église, dans les formes et le ton qui conviennent, de vouloir bien collaborer avec lui pour la paix publique : je doute qu'il rencontre des auxiliaires plus sûrs et des alliés plus actifs. Le gouvernement français a l'extrême chance d'avoir devant lui une organisation puissamment hiérarchisée qui suit comme un seul homme, ou plutôt comme une seule âme, les instructions spirituelles de son chef. Qu'il s'adresse donc au Pape tout droit.

Pour établir « l'union sacrée », on n'a pas craint de s'adresser aux chefs socialistes au point de leur ouvrir le ministère. Il ne s'agit pas de nommer un cardinal « ministre sans portefeuille », mais de prier l'autorité catholique d'intervenir en faveur de l'ordre, troublé, à ce que l'on assure, par tel ou tel élément de l'organisation catholique. Pourquoi hésiter?

Ce détour par en haut, d'une efficacité certaine, présenterait, avec le grand avantage d'être prompt, celui de ménager l'intérêt de l'union devant l'ennemi. Le bien qu'on paraît désirer s'obtiendrait sans agitations dangereuses. On ne tourmenterait pas les nerfs du public avec des accusations et des imputations irritantes. On ne le passionnerait pas sur d'âpres conflits religieux par lesquels le pays a besoin, comme l'a dit si bien Bailby, de ne pas être embêté. La presse ne se donnerait pas la honte de concourir indirectement à cette basse et honteuse campagne de la « guerre

des curés » dont l'écho soutenu ne cesse de nous revenir.

Oui, les Allemands continuent à jeter l'ignoble semence : les curés ont voulu la guerre, ce sont les curés qui l'ont fait déclarer. Ici, les curés seuls : là, les curés avec les nobles. Dans un département de l'Ouest, dont je peux dire le nom, on raconte que notre ami L... a fui en Suisse avec son argent (il est chez lui, dans sa maison de campagne, blessé à l'ennemi) ; que notre autre ami L... a filé en Angleterre (il est à Cherbourg sur un torpilleur) ; que C... a mis en sûreté sa fortune et s'est sauvé en Angleterre (il s'est engagé au ...e dragons, à ...) et ainsi de suite ! Voilà les abominables diffamations que l'ennemi colporte. Il s'agit de savoir si un parti quelconque peut vouloir collaborer avec l'ennemi.

DÉCADENCE ALLEMANDE ET SIMPLE CRISE FRANÇAISE

16 octobre 1914.

M. l'abbé Wetterlé n'interprète pas tout à fait comme nous le phénomène scandaleux de l'Allemagne guerrière, mais il verse au débat des faits curieux, fort bien observés, dont il faut faire profiter le public. Exposant dans la *France de demain* les raisons qui ont dicté le choix de l'heure à Guillaume II et qui l'ont peut-être obligé à se hâter, il note ce détail digne de remarque :

> Depuis quelques années une crise se produisait dans le recrutement des officiers de réserves...................... Les fils de familles bourgeoises, peu soucieux de perdre un temps considérable en longues et fréquentes périodes d'instruction et ennuyés de rester soumis toute leur vie durant au duel obligatoire, refusaient en masse de passer l'examen d'officiers de réserve...

Ainsi, dans la prospérité économique de l'Empire, toute une classe, grande, puissante, dont le nombre s'accroissait, en même temps que l'influence, cessa de prendre goût à ce métier des armes, dont elle s'était férue un instant. Le fait confirme ce que nous avons toujours pensé : l'Allemagne fait une maladie historique, maladie nationale, diathèse d'un peuple vers sa décadence. L'excellente parole de M. Balfour s'y vérifie encore : la classe moyenne allemande, habile à « créer » sa puissance, n'aura pas su en mieux « user » que le reste du peuple allemand.

Chose curieuse, dans la même période, notre bourgeoisie a failli connaître un état analogue, mais par des causes différentes. Les causes du mal ne lui étaient pas intérieures elles lui venaient du dehors : de l'État. L'État pendant quinze ans environ a fait ce qu'il a pu pour décourager et dégoûter la jeunesse du métier des armes et de l'accession au corps des officiers. Comme exemple typique de cet « ancien cours », le cours d'avant Agadir, on peut rappeler l'abolition par M. Clemenceau des préséances militaires stipulées au décret de Messidor, mais ce fut là un point d'aboutissement, presque le sommet de la courbe : auparavant avaient sévi les humiliations prodiguées aux chefs de l'armée, les réductions systématiques du budget de la Guerre, la suppression du service des Renseignements, l'abolition de la dot réglementaire, les fiches. L'État se comportait comme s'il ne voulait plus avoir autour de lui de traîneurs de sabres. Il ne parvint qu'à réduire dans de fortes proportions (plus d'un tiers, a-t-on dit) le nombre des aspirants aux Écoles militaires. L'essentiel pourtant fut fidèle. La nation, par sa force spontanée, par sa nature propre, a réagi contre la volonté de l'État.

La France a, comme pépinière d'officiers, de quinze à vingt mille familles militaires dont les membres, « servant » aux armées de père en fils, excellent dans l'art de donner les exemples de la bravoure et de la mort. Bien que ces familles, portant « des noms à courant d'air », comme disait le général André, fussent particulièrement visées par la méfiance de l'État, elles restèrent à leur poste, solidement, et continuè-

rent d'envoyer à Saint-Cyr, à Navale, à Saumur, à Fontainebleau le même nombre de futurs officiers. Et comme en France, de tout temps, l'ascension des classes se fait essentiellement par l'armée, les autres familles, les familles purement bourgeoises avaient à peine ralenti l'ancien mouvement. En outre, le vide artificiel creusé par l'État du côté de la bourgeoisie a été comblé en très grande partie par le peuple qui, subissant la loi de l'usage ancien, s'est hâté de profiter des ouvertures de Saint-Maixent et de Saumur pour gagner ainsi une étape.

Donc, le mal fait par un État révolutionnaire a été compensé dans une proportion considérable par la nature des traditions du peuple français. C'est l'inverse de ce qu'on a vu en Allemagne, où, malgré son essence militaire, l'État s'est heurté à l'épaisseur, à la lenteur, au lourd utilitarisme du grossier animal germanique enfin parvenu aux satisfactions du profit, de l'aisance et de la richesse.

LA MANSUÉTUDE ET LA DISCORDE

Je ne voudrais pas insister outre mesure sur la guerre au clergé. Mais au moment même où nous publiions hier nos réponses à la presse socialiste, un fameux adversaire du socialisme, M. Clemenceau, venait appuyer la *Bataille syndicaliste* et l'*Humanité*, en ayant bien soin de s'envelopper des termes d'une modération doucereuse et d'une philosophie auxquelles pour mon compte, je ne crois point. M. Clemenceau n'a jamais servi que des passions et des rancunes, les unes et les autres fort vives, et je crois savoir qu'il a été l'instigateur principal de la

récente campagne de la *Dépêche* à Toulouse. Son ramas indigeste, qu'il a pillé chez Spencer et qu'il prend pour une doctrine, ne mérite même pas la peine d'être discuté. Ce qui est intéressant, dans l'article d'hier, c'est l'espèce de marché qu'il propose au gouvernement. D'une part, on a censuré des articles de lui ou de quelques-uns de ses frères et amis. D'autre part, l'apaisement religieux est une nécessité de l'heure. Alors, M. Clemenceau écrit :

.... Une politique de mansuétude n'est...... pas pour m'effrayer, si ceux qui représentent l'idée moderne de l'Etat laïque ne sont point réprimés quand ils dénonceront le danger des paroles de discorde qui pourraient compromettre la paix publique irréparablement.

En d'autres termes : nous laisserons faire les cléricaux, nous ne demanderons pas de mesures, de violences contre les prêtres ou les infirmières qui servent leur foi, mais à la condition qu'on nous laisse crier contre eux, c'est-à-dire agiter librement et diviser magistralement le pays. Voilà tout à fait le contraire du conseil donné hier ici même au gouvernement : — S'il y a des excès de zèle commis, adressez-vous à l'autorité religieuse, priez-la de collaborer avec vous; mais ne tolérez pas de campagnes de division.

Cette opposition radicale, involontaire et spontanée à la méthode de guerre civile prêchée par M. Clemenceau sera l'honneur de notre vie.

— Mais, demanderez-vous, quelles sont les paroles de discorde jugées par M. Clemenceau de nature à *compromettre la paix publique irréparablement*?

Peut-être les indignités suivantes parues à la *Bataille syndicaliste* :

En dehors des invocations fétichistes à un Dieu tour à tour implacable et misécordieux, au sacré cœur de monsieur son fils, à la Vierge mère et à divers autres personnages de la *mythologie* chrétienne, procédés propres à impressionner *au plus des nègres papous*, les tenants du trône et de l'autel avaient reconstitué pièce à pièce toute une organisation de combat.

Je gagerai plutôt que ces sales insultes dirigées contre les croyances et les personnes, seront considérées par M. Clemenceau comme d'inoffensives formules de paix. Ce qui trouble sa paix, ce sont ces paroles de Mgr . . . . :

. . . .
. . . .

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . . censuré . . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

CHEZ LES NEUTRES

17 octobre 1914.

Au commencement de la guerre un journal parisien insistait avec beaucoup de vivacité sur la nécessité pressante où nous étions de ménager les États neutres et d'éviter tout ce qui pourrait froisser, par exemple, la nation italienne. Le conseil, qui est bon en tout temps, n'a jamais été plus utile, et nous avons applaudi chaleureusement le *Journal des Débats*. Nous avons été d'autant plus surpris de lui voir faire accueil à une lettre d'Espagne qui met en cause, d'une façon presque brutale, les catholiques, les carlistes, les mauristes....

Par une coïncidence qu'il est difficile de croire volontaire, c'est le matin même du jour où a paru cette « lettre d'Espagne » que nous sont arrivées, sans doute par le même courrier, les nobles lignes émouvantes tracées par M. Maura à la mémoire de notre Pierre Gilbert. M. Maura est peut être anti-mauriste, mais son bel hommage à la magnifique jeunesse française tombée au champ d'honneur n'est pas d'un ennemi de la France, ni la politique suivie, il y a cinq ans, par l'éminent homme d'État.

Les carlistes ? Je ne suis certes pas carliste pour la France, et les affaires intérieures d'Espagne ne me regardent pas, mais je ne puis ignorer que don Jaime a fait la campagne de Chine et de Mandchourie dans l'armée russe et qu'il a été traité en ami de la France, c'est-à-dire fort mal, dans les pays germains où il

résidait en juillet dernier. Ses partisans ont pu penser ou sentir autrement que lui, mais enfin il doit y avoir des carlistes de l'avis de dòn Jaime et des mauristes de l'avis de M. Maura ! Pourquoi nous les aliéner tous ? Quant aux catholiques, comme l'État germanique s'est fait une spécialité du militarisme, l'État français s'est fait longtemps une spécialité de l'anticléricalisme : les catholiques des autres pays ne s'en souviendraient peut-être pas spontanément et le Saint-Siège les invite publiquement à ne pas en tenir compte, mais il y a l'Allemagne : les agents allemands font le possible pour mettre l'univers dans leur jeu. C'est d'eux, plus que de leurs victimes ou de leurs dupes que nous devrions nous occuper.

Répondons-nous assez ? Le *Temps* disait avant-hier soir que nos communiqués et notre bon droit « SUFFISAIENT ». Le ciel entende notre confrère ! Mais nous aimerions bien qu'on aidât le Ciel ! De bons amis de Suisse nous disaient hier soir que la propagande pangermaniste dans leur pays était effroyable.

Un correspondant des États-Unis au *Daily Telegraph*, après avoir montré que la presse anglaise a agi sur l'Amérique, malgré le comte Bernstorf et le Dr Dernburg, ajoute :

C'est probablement sur la base du prétendu refus que l'Angleterre opposerait à des ouvertures de paix, que Dernburg et son bureau vont maintenant travailler, et il serait insensé de fermer les yeux sur le danger éventuel d'une réaction en ce sens du sentiment américain.

Il n'y a pas le moindre doute que des demandes d'intervention ont été faites auprès des États-Unis par l'Allemagne. Tout oblige de croire qu'elles n'ont eu

qu'un but : jeter sur l'Angleterre l'odieux d'un refus. Ce qui a été essayé le sera encore n'en doutons pas.

L'attaque est annoncée, la diffamation calomnieuse prédite. Sachons la repousser. Non contents de nous montrer prudents et sages envers l'opinion des pays neutres, éclairons-la, assiégeons-la, organisons notre propagande. Il y va du succès final [1].

1. Le lendemain nous écrivions pour « insister auprès du gouvernement » et « des particuliers ».

— La cause nationale », disions-nous, « si bien défendue par l'armée française, ne l'est pas ou ne l'est pas assez au dehors auprès des peuples de l'ancien et du nouveau continent. Cela est d'autant plus fâcheux que les dispositions naturelles des peuples sont fort loin de nous être hostiles. On me communiquer cette lettre de Mexico, 22 septembre :

« *L'opinion en Amérique de tous les éléments autant indigènes qu'étrangers est ouvertement pour les alliés, même pour les Russes... — et moi qui m'étais toujours figuré* que l'on avait de la sympathie pour les Allemands, comme j'ai été étonné, dès le début des hostiliés, d'entendre des gens, beaucoup de gens dire : *Ah! si seulement on les battait*, estos cochinos ; *Et comme Mexico contient toutes les races, toutes les nationalités, j'ai entendu la même invocation dans toutes les langues.* »

On le voit, la spontanéité des cœurs va dans notre sens ; mais, saprelotte, il ne faut pas s'endormir dessus. Cette donnée de la bonne nature, cet heureux facteur de l'histoire, cette fortune favorable, il faut nous en servir, il faut nous en armer, il ne faut pas laisser à l'état de friche le champ de bonnes volontés capable de porter pour nous tant de fruits ! Les Allemands sont passés maîtres dans l'art de créer artificieusement par intrigue, le faux esprit public qui leur accorde une apparence de faveur. Cette faveur, elle est pour nous. Ne permettons pas qu'on la tourne ni qu'on la trompe. Sachons l'organiser et la consolider. Tout ami de la France vivant à l'étranger peut, sans doute, beaucoup dans cet ordre d'idées. Mais il nous semble que le gouvenement peut aussi quelque chose, c'est pourquoi nous nous adressons également à lui. (*Act. franc.* du 18 octobre 1914.)

M. BOUTROUX ET L'ALLEMAGNE

Même date que l'article précédent[1].

« L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE »

M. Emile Boutroux vient de publier dans la *Revue des Deux Mondes* des considérations qu'on lira avec charme. Sans comparer l'illustre professeur à des personnages officiels tels que le poète lauréat de l'Angleterre ou le poète du Gouvernement dans la République Argentine, on peut le tenir pour l'une des voix du régime : cousin ou beau-frère du président de la République, membre de l'Académie française, arbitre de la Sorbonne. Ses idées sur l'Allemagne et la Guerre peuvent aider à définir les idées qui courent le monde officiel.

Elles sont en progrès. M. Boutroux nous change de déclamations un peu creuses sur le militarisme prussien ou bismarckien. Ce n'est pas à Bismarck, c'est à Fichte qu'il fait remonter les origines du germanisme brutal. Cette mention de Fichte constitue pour nous plus qu'une satisfaction, et presque un succès : il y a juste vingt ans que nous la demandons, il y a vingt ans que nous signalons l'importance des *Discours à la nation allemande*, sur lesquels on s'appliquait toujours à glisser. Nos instances de 1895 concoururent à faire souscrire 200 exemplaires de la traduction du capitaine Philippe au

1. Cet article a paru à notre revue de la presse sous la signature de mon ami Criton.

conseil municipal de Paris. Et ce fut à peu près tout, jusqu'à l'article du 15 octobre 1914.

Nous avons avec M. Emile Boutroux quelques autres points d'accord.

« La culture allemande diffère profondément de ce que l'humanité entend par culture et civilisation ». Si M. Boutroux donne la plénitude de leur sens à ces mots de lui, ils correspondent à notre pensée. Et les vives peintures que Daudet a faites de l'Allemagne pourraient servir de préface aux remarques fines et justes, de M. Boutroux, sur la grossièreté de la nature allemande.

Quel contraste, dit-il, entre la science de ce peuple et l'état de ses mœurs, sa médiocrité de caractère et d'âme!

Chez tel savant spécialiste (mettons de chirurgie ou de philologie) « quelle disproportion souvent entre sa science et son degré d'éducation! Quelle vulgarité de goûts, de sentiment, de langage, quelle brutalité de procédés! » La fibre morale est en retard sur un développement scientifique, militaire et politique incontestable et incontesté. Quelques-uns aimeraient s'en tenir à cette explication. M. Boutroux ne le veut pas. Il n'en est pas satisfait, et il a raison : cette grossièreté et cette barbarie savantes sont mises en système, dit-il.

Il fait une analyse du système allemand.

M. Boutroux a mentionné Fichte. Quel ennui qu'il n'ait pas tiré de ce nom et de cette doctrine tout ce qui y est contenu! Son hésitation fâcheuse fait tourner court une analyse qui s'annonçait bien. Vous y trouverez de bons morceaux, des indications justes

des remarques de détail capables d'instruire et de divertir tout le monde. Vous saurez ce que c'est que la hiérarchie germanique des peuples suivant qu'ils sont *naturvolker*, *halbkulturvolker* ou *kulturvolker*, ou même *vollkulturvolker*, lesquels emportent le bâton de maréchal de la Culture. Mais le passage de la basse nature allemande à la divinisation, plus basse et plus grossière encore, de cette nature, M. Emile Boutroux ne l'établit point. On sentira peut-être pourquoi.

En attendant, il revient par un détour à l'idée des deux Allemagnes et de la corruption de la bonne par la méchante : la prussienne. A l'Allemagne qui fit sa liberté par l'unité, il oppose l'Allemagne qui voulait réaliser son unité par la liberté; à l'Allemagne de Sadowa et de Sedan, l'Allemagne du Parlement de Francfort, c'est-à-dire à l'Allemagne de la réussite l'Allemagne de l'avortement ! Même après un nouvel Iéna, ce point de vue risquera d'être trouvé faible en Allemagne. « Une Allemagne libre dans l'Europe libre » qu'il essaye de saluer dans un avenir idéal, rappelle cette Église libre dans l'État libre, quelquefois entrevue en rêve, et qui a toujours mal tourné en réalité.

EXCÈS OU LACUNES

M. Boutroux croit devoir s'attendrir, s'étonner, se révolter devant la succession de ces deux Allemagnes : fi donc, après l'Allemagne de l'impératif catégorique et du moralisme kantien, l'Allemagne immoraliste des soldats de Bismarck et de Guillaume II ! On dirait que M. Boutroux n'a jamais vu sortir le jacobin

du libéral comme le fruit de la fleur; on dirait qu'il n'a jamais vu un 1793 naître logiquement d'un 1789 ni une Terreur d'une Déclaration des droits de l'Homme? Les marques d'émotion et de trouble données devant un enchaînement aussi naturel ne sont pas un état d'esprit très philosophique.

Ce sont les trous de son analyse. Ils sont couverts de la façon la plus ingénieuse par d'intéressants souvenirs donnés aux paradoxes dialectiques de la philosophie allemande, tels que l'inertie du bien, la fécondité du mal ou la génération du bien par le mal. Mais ces jeux ne sont pas proprement allemands, la philosophie des Grecs ou leur sophistique ne s'y est-elle pas amusée plus d'une fois? Quant au culte de la force sur lequel M. Boutroux appuie si éloquemment, il y a des distinctions à faire. D'abord ce n'est pas la force en soi que l'Allemagne adore, c'est la force en tant qu'allemande. De plus, le culte de la force, le goût de la domination, l'appel aux puissances mystiques en faveur d'un empire ou d'une armée ne sauraient être confondus avec cette folle apothéose du *moi* allemand. Toute l'Europe des croisades s'est dite le soldat de Dieu, et la paix romaine (*Romê* : force) a,

Par la bouche d'or du plus doux des poètes [1]

chanté son droit à s'imposer aux nations pour leur propre bien. M. Boutroux n'aura qu'à rouvrir l'*Enéide* aux vers qui suivent de près certain hexamètre applicable au général Joffre :

1. Frédéric Plessis, *la Lampe d'argile.*

Tu regere imperio populos, Romane, memento ;
Hæ tibi erunt artes, pacique imponere morem
Parcere subjectis et debellare superbos.

Les pangermanistes ont beau démarquer ces beaux vers, ils ne feront pas de Virgile un impérialiste allemand. L'explication trop flottante de M. Boutroux enfermerait une profonde duperie si elle leur permettait l'embauchage du poète sacré.

L'INDIVIDUALISME ALLEMAND

Essayons d'esquisser ce que M. Boutroux a laissé en blanc. La doctrine de Fichte, dans laquelle le libéralisme de Kant semble porter et mûrir son jacobinisme, est un individualisme absolu. Kant avait marqué la valeur transcendante de l'individu mais d'un individu général et abstrait. Ce que Kant avait cru du moi rationnel et humain, Fichte, en somme, le transporta à son moi concret de Germain. L'application qu'il en a faite à la nation allemande alors vaincue et terrassée, bénéficia du vaste courant de libéralisme politique et d'individualisme religieux qui coulaient en Allemagne non seulement depuis Kant et la Révolution française, non seulement depuis Rousseau, mais depuis la Réforme de Martin Luther. C'est ce dont il aurait fallu se souvenir, en bonne philosophie de l'histoire, au seul nom de Fichte. Mais c'est aussi ce qu'il fallait bien éviter, en bonne doctrine officielle de la République. Kant, Rousseau, les Droits de l'Homme, la Réforme : *danger* ! En pleine invasion germanique, est-il possible de montrer l'étroite affinité du monde germanique, de l'esprit germanique avec les trois ou quatre dieux

et déesses qui président à l'esprit public de notre régime et que ce régime a dû mettre sur les autels?

L'*Action française* qui protesta énergiquement en 1912 contre le bicentenaire de Rousseau ne peut concevoir les mêmes hésitations que M. Boutroux[1]. C'est d'ailleurs sa doctrine constante qu'elle retrouve et vérifie en s'exprimant en toute liberté sur ce fruit de Germanie : l'individualisme.

IDÉES FRANÇAISES OU GERMAINES?

« Idées françaises », disait-on. On peut se reporter à nos lointains fascicules de 1899; nous répondions déjà : elles sont germaniques, les idées de la Révolution et de la Réforme! Cela se lit presque en toutes lettres dans Montesquieu, et le protestant doctrinaire Guizot ne s'y trompait pas lorsqu'il enseignait que la thèse de la « liberté individuelle » du Contrat social et de la Déclaration des Droits nous était venue des Germains. L'autre soir, au *Temps*, M. Edmond Perrier, en rapportant cette opinion, s'en étonnait. Il rapportait aussi le sentiment de Gœthe qui, lui, ne s'en étonnait point et qui donnait à Eckermann ce commentaire des vues de Guizot :

1. Il n'est que juste d'ajouter que, deux mois plus tard, M. Boutroux osa faire un pas en ce sens. Au cours d'une conférence donnée à Londres, en décembre, M. Boutroux remonta par delà Fichte « jusqu'à Kant lui-même », à qui il reprocha d'avoir enseigné une morale trop purement formelle, ignorante de la matière des actes, pleine de mépris pour les *cas*. Des esprits lents et chicaniers ont reproché à M. Boutroux d'avoir éclairci et approfondi sa pensée depuis la guerre : la *Gazette de Francfort* les en a récompensés.

« N'est-ce pas complètement exact? La Réformation n'en dérive-t-elle pas... Et ce salmigondis de notre littérature; cette manie d'originalité chez nos poètes dont chacun s'imagine frayer de nouvelles routes, ce besoin qu'éprouvent nos savants de vivre à part et dans l'isolement; ces individualités qui ne relèvent que d'elles-mêmes, qui n'agissent qu'à ce point de vue, tout remonte à ce principe. Les Français et les Anglais ont plus de cohésion... Quant aux Allemands chacun procède à sa guise; chacun recherche sa propre satisfaction; on ne s'inquiète pas d'autrui, car l'individu porte en soi l'idée de la liberté personnelle et celle-ci, en effet, inspire d'excellentes choses mais aussi bon nombre d'absurdités ».

Les « traditions de brutal égoïsme », que Gœthe trouvait propres à sa patrie ne purent être associées dans l'ordre politique ou administratif qu'à la manière de Bismarck, usant d'abord du fer et du feu, puis maintenant la coopération de ces égoïsmes par un appel continu aux convoitises, aux goûts du pillage, aux passions de la rapine et du gain. A ce prix, mais à ce prix seulement, l'égoïsme forcené des personnes était mis en état de consentir des sacrifices à un égoïsme collectif, à un égoïsme de race. La sociabilité spontanée n'existant point ou existant peu en Allemagne une sociabilité artificielle y naquit de la cupidité devant les proies offertes et les butins promis.

LE PRIMAT DU MOI GERMANIQUE

Le culte instinctif et traditionnel de chaque *moi* allemand est devenu ainsi le culte du *nous* germanique. Et là se montre une différence profonde entre l'apothéose que fait d'elle-même l'Allemagne et le

procédés qui y ressemblent de loin chez d'autres peuples. A la lueur de la doctrine individualiste on comprend que l'Allemagne veut déifier non l'idée qu'elle peut avoir de son droit et de sa raison ou même de sa force, mais purement et simplement l'idée qu'elle a d'elle-même, l'idée allemande, le nom allemand. *Quia nominor Deustchland* ! Athènes s'est épanouie dans le symbole de la sagesse humaine et divine, mais c'était la couronne même de ses œuvres, le rêve de son art, l'expression et le signe d'une loi qu'elle obéissait. Rome s'est élevé des temples, mais en se prévalant de services séculaires rendus à toutes les races du monde. La chrétienté incarnait dans ses armes la volonté de Dieu, mais en commençant par considérer de combien de façons « païens ont tort, chrétiens ont droit ». Avec l'Allemagne, tout change : elle commence par dire *moi* et, tout ce à quoi les autres peuples se subordonnaient, beauté, civilisation, science ou religion, elle se le subordonne à elle[1]. Sa science n'est pas bonne comme science, mais comme allemande. Cette *ancilla Germaniæ* se justifie par les services rendus à l'Allemagne, non l'Allemagne par les services rendus à la science, l'individualisme germain ne pouvant être primé par quoi que ce soit[2].

Voilà l'erreur philosophique allemande. Son rap-

1. Dans son étude sur le *manifeste des intellectuels allemands* et sa préface des *Tronçons du serpent*, Louis Dimier a parfaitement montré comment, pour préférer son être inculte à l'Europe civilisée, l'Allemagne adopta avec passion les idées de Rousseau sur l'état de pure nature conçu comme supérieur à l'état social.

2. C'est ce que nous disions le 23 septembre précédent, à

port avec le kantisme, qui fait tourner le monde autour du moi, qui prend le *moi* pour le soleil des planètes intérieures et extérieures, ce rapport-là n'est pas douteux. Il est à peine utile d'indiquer comment s'y rattachent *le romantisme*, ne cherchant dans les arts que l'originalité, et *l'esprit révolutionnaire*, entendant par la politique le simple épanouissement — d'abord (1789) des « droits » de l'individu, puis (1793) des instincts, des passions et des intérêts du même individu, pour autant qu'il en a la force.

L'individualisme libéral fonde l'État sur les *vœux* (ou les *votes*), de l'individu, à l'exclusion de tout le reste. Et quand on a exclu tout ce reste (traditions, coutumes, droits et établissements collectifs, conditions rationnelles et religieuses), il en découle au profit des individus de la majorité, une parfaite tyrannie de l'État qu'ils composent seuls. Le pays

propos d'un commentaire paru dans *Le Temps*, sur « la doctrine et le mysticisme » de cette « brutalité teutonique ».

Le Temps avait dit : « Chez les Allemands, la barbarie n'est pas un point de départ, un instinct antérieur à toute culture. C'est un aboutissement, c'est le produit cherché, voulu, obtenu, d'une culture toute spéciale ». Nous disions déjà : « Le mystère achèverait de se débrouiller si *Le Temps* fournissait l'histoire de cette mise en système de la brutalité. Sous la double et triple inspiration de la Réforme, de l'individualisme kantien et fichtéen, du romantisme qui en découla, l'Allemagne a déifié son moi. Ayant admis que son caractère national était l'humanité par excellence, donc la divinité, l'Allemagne a opéré l'analyse de sa nature : elle y a trouvé le brutal, le grossier, le sauvage, le dur. Elle a mis sur l'autel toutes ces bonnes choses et rejeté avec mépris les qualités adventices, plus précieuses peut-être, mais nullement allemandes, qu'avait fait naître en elle, quelques siècles de civilisation romaine, catholique et française. »

qui a le malheur de tomber sous le joug d'un État ainsi fait n'a qu'une branche de salut : la race peut y être meilleure que le système et le citoyen peut y valoir mieux que l'institution. C'est assez le cas de la France.

Ce n'est pas celui de l'Allemagne. L'erreur philosophique de l'Allemagne devait aboutir à des crimes contre l'Europe, puis entraîner au suicide allemand.

LA DÉESSE ALLEMANDE

Pourquoi? Parce que l'Allemagne valait encore moins que sa doctrine. Reportez-vous aux remarques si justes de M. Boutroux sur la grossièreté et l'épaisseur de l'étoffe de nation. M. Émile Boutroux n'en a pas tiré les conséquences, mais ces conséquences existent. Tant qu'une doctrine supérieure, telle que le catholicisme, telle encore que la civilisation française au XVII[e] siècle, lui était juxtaposée et proposée en exemple, il y avait espoir de progrès et de correction pour l'Allemagne. Mais quand la seule doctrine constante qui lui fût offerte de haut fut le conseil d'être de plus en plus conforme au caractère et au génie allemand, quand fut vécue et pratiquée cette formule du jacobinisme historique et philosophique, régulièrement dérivée de la Réformation et du Libéralisme encyclopédique : « Soyons « nous-mêmes, ne soyons que nous-mêmes, élevons « tous les traits de notre nature *au-dessus de tout* », la régression la plus barbare était inévitable pour la Germanie.

Étant admis que l'Allemagne signifie l'humanité

pure, parfaite et divine, l'Allemagne opéra l'analyse de sa nature. Elle se demanda qui elle était. Elle vit au fond d'elle-même ce qui y était : le brutal, le violent, le sauvage, l'impoli, l'indégrossi et le dur. Elle mit sur l'autel toutes ces belles choses, en rejetant avec mépris tout tempérament étranger. Le fou bossu qui se croirait Dieu mettrait la bosse au rang des attributs divins. Ainsi a fait l'Allemagne de ses bosses, de ses tares, de ses verrues, de tout ce que l'individualisme absolu appliqué à sa personne ethnique, lui interdisait de redresser ou de réformer. Sa valeur allemande n'était plus à juger, puisqu'elle était juge ou critère et servait à juger le reste du monde. Un seul devoir : mettre à la disposition de ce juge et créateur du droit les éléments de force, les moyens de domination, capables de permettre son épanouissement absolu. Le succès pouvait être chanceux à l'époque de Jean Gottlieb Fichte : après Blücher, Bismarck put se flatter de l'assurer et les pangermanistes ont rêvé de l'éterniser.

QUE L'ANARCHISME EST SUICIDE

L'Allemagne n'a pas fait de révolution directe contre ses princes et ses rois, elle en a fait une contre la papauté au XVIe siècle, elle en a tenté une au XIXe siècle et au XXe contre l'ordre du monde, l'Europe et la civilisation. Sa discipline politique et militaire comme son esprit scientifique, comme aussi la production de quelques personnalités de valeur ont mis longtemps, trop longtemps, des moyens de réalisation puissants au service d'une idée construite au rebours de la sagesse et de la raison : l'idée anar-

chiste utilisée au profit d'un peuple. L'ordre matériel a servi de la sorte le désordre mental, et l'ordre politique le désordre moral le plus complet qui ait été vu et conçu depuis qu'il y a des hommes. Ces renversements, ces défis peuvent réussir, mais, comme disait Pascal, « jusqu'à un certain point seulement », et leur succès devait contribuer à rendre la chute plus profonde. L'individualisme allemand, l'anarchisme absolu systématisé par l'Allemagne et devenu le principe de son État, devait fatalement renverser de lui-même cet État ainsi que les forces militaires ou civiles subordonnées, et c'est ce qui est arrivé effectivement : en juillet-août 1914, on a pu voir Guillaume II et son fils jeter, de leurs mains, sur leur propre empire, la bombe destinée à accomplir cette destruction par le faîte.

L'ALLEMAGNE CRIMINELLE

19 octobre 1914.

Nous avons été des premiers à signaler aux Français l'erreur de fait, génératrice d'autres erreurs plus redoutables (erreurs de jugement et erreurs de conduite) qu'on se fût exposé à commettre en accumulant trop d'accusations sur la tête de l'Autriche. Tout ce qui peut exonérer l'empire allemand du Nord doit être traité en ennemi juré. Assurément, Vienne portera les responsabilités morales les plus lourdes : elles devront être d'autant plus lourdes que Vienne est plus civilisée que Berlin et que les avertissements du grand et admirable Pie X lui ont été prodigués dans les derniers jours. Mais enfin l'Autriche a suivi, l'Autriche a subi. Ce n'est point une vue de philosophie ou de droit, c'est une vue de fait ; elle est établie depuis longtemps par des pièces officielles et des témoignages officieux d'importance inégale et également décisifs.

M. Judet vient de passer en revue, en quatre ou cinq articles de son journal, les documents d'Etat. Il y a ajouté la déposition de M. Hanotaux que nos lecteurs ont connue au lendemain de sa publication dans le *Figaro* (*Action française* du 6 octobre). Mais du moment qu'il écoutait les particuliers, comment M. Judet a-t-il pu négliger la prodigieuse déposition versée au débat, le mois dernier, par le correspondant romain du *Petit Marseillais?* M. Judet, s'il est

informé, ne peut ignorer l'origine des communications de M. Boudouresque.

M. Boudouresque a décrit dans un tableau plein de couleur, de mouvement et de vie, la journée du 1er août à Rome. D'abord la fausse bonne nouvelle, la nouvelle de la paix, donnée par l'ambassadeur de Russie au chef de la Consulta, et, celui-ci, à l'idée de la médiation que l'Autriche accceptait, laissant échapper un peu trop vite ce cri du cœur énigmatique : — *Ma questo è la sconfita primo della bataglia.* Eh! quoi, la défaite avant la bataille! Une demi-heure plus tard, la capitulation honorable, la concession aux droits de l'humanité faite par le gouvernement de François-Joseph était confirmée par une dépêche de Russie.... Mais, le soir, l'Allemagne, entre en scène avec l'ultimatum à Paris-Pétersbourg, elle fait sa démarche auprès de l'Italie pour invoquer le *casus fœderis* de la Triplice : séance du conseil des ministres de Victor-Emmanuel, exposé « objectif » de M. di San Giuliano, exposé politique de M. Salandra en faveur de là neutralité et se réclamant de l'autorité du roi; la même nuit, entre minuit et quatre heures, visite de M. von Flotow, l'ambassadeur de Guillaume II à Rome, et au petit matin sa sortie, le teint livide, les traits altérés par la déconvenue et le désespoir : la monarchie italienne, lui avait refusé de suivre la loi de Berlin! [1].

De nouveaux renseignements, tout à fait inédits, qui me parviennent à l'instant, confirmeraient encore, s'il en était besoin, ce que l'on sait de l'opposition

1. Voir l'*Act. franc.* du 28 septembre 1914, à la revue de la presse.

finale de Guillaume II à tout arrangement. Un très haut personnage, dont je ne suis pas autorisé à dire le nom, mais dont le témoignage m'a été communiqué, entendit, en août dernier, M. Chébéquo, ambassadeur de l'empereur de Russie à Vienne, rappeler que, *le jour de la rupture définitive*, il avait eu un entretien avec le comte Berchtold, que cet entretien avait été cordial et que, en se séparant, les deux hommes d'Etat étaient si près de l'accord complet, *qu'ils considéraient l'un et l'autre la paix comme assurée*. Quelques heures plus tard, éclatait la nouvelle de l'ultimatum berlinois, puis de la guerre déclarée. Qui fut stupéfait? Deux personnes : l'ambassadeur du tsar et le premier ministre de François-Joseph. L'action décisive avait été brusquée sans eux, en dehors de leur volonté et, en définitive, contre la volonté qui les animait tous les deux.

PAIX ET PACIFISME

20 octobre 1914.

LE PACIFISME A TRAVERS LES AGES

Notre aversion pour l'état d'esprit pacifiste n'est si violente que parce que le pacifisme porte le germe de guerres infiniment plus cruelles que toutes celles qui naissent sans lui. Voyez la Réforme du XVIe siècle et son appel constant à l'évangélisme le plus littéral, c'est-à-dire, croyait-elle, le plus doux et le plus pur; elle a commencé par déchirer et ensanglanter son berceau, l'Allemagne; sa période de virulence s'est terminée par un combat fameux qui a duré la bagatelle de trente ans, au moment précis où le bon roi Henri IV tirait ses plans de paix perpétuelle. Voyez la Philosophie du XVIIIe siècle. Elle était merveilleusement pacifiste : elle a déterminé près de vingt-cinq années de guerre, les plus coûteuses, les plus sanglantes qu'eût jamais vues le monde, et auprès desquelles les plus cruelles luttes de l'ancien régime — alors même qu'elles duraient deux fois sept ans — paraissent de simples manœuvres d'armées. Voyez le mouvement des nationalités au XIXe siècle : on n'y parlait que de déclarer la paix à l'Europe, chaque race embrassant sa voisine au chant d'une *Marseillaise* nouvelle, celle de Lamartine : or, des révolutions de 1848 (Paris, Vienne, Berlin, Rome), aux campagnes de Russie, d'Italie, de Danemark, d'Autriche, de France et de Turquie, on n'a guère cessé,

pendant trente ans, de se battre de nation à nation quand ce n'était pas de concitoyen à concitoyen, comme nous l'avons fait entre pacifistes plus ou moins repentis en 1871. La faribole pacifiste a recommencé de sévir vers 1896 et 1897 : guerre turco-grecque, guerre hispano-américaine, guerre du Transvaal, guerre de Chine, guerre de Mandchourie, guerre du Maroc, et j'en passe de plus récentes....

Parfois même, il y a une coïncidence complète entre la mise en circulation des formules de paix perpétuelle et le recours au droit du plus fort. D'autres fois, la chimère précède ou suit de peu les hostilités. Le tsar a établi son tribunal de paix européenne entre la guerre des Boers et la guerre du Japon. En avril dernier, quand les plaies balkaniques saignaient encore et que nos blessures allaient s'ouvrir, une revue mystique publiait, sous la signature d'un « mage » connu, les lignes suivantes :

A côté de la politique nationale de chaque Etat, il existe des organismes peu connus de politique internationale. Actuellement la constitution en deux cantons suisses de l'Alsace-Lorraine, la libération de la Pologne devenue le centre d'une Suisse balkanique (!), la disparition de l'Autriche et la constitution des Etats-Unis d'Europe après l'écrasement définitif de la féodalité militariste, *sont des problèmes qui se posent dans les conseils internationaux auxquels prennent part non pas des politiciens de carrière ou des ambassadeurs galonnés, mais des hommes modestes, etc....*

On admirera les connaissances géographiques révélées par une position du problème qui met la Pologne au milieu des Balkans. Mais la vétille im-

porte peu, ce qui importe, c'est l'intention. Elle y est bien : l'intention pacifiste, la préoccupation de rendre désormais la guerre non pas difficile ou brève, ou dans tous les cas humaine ou chevaleresque, mais radicalement impossible! Cela veut dire : pif! paf! c'est le signe qu'on ouvre ou que l'on va ouvrir une porte d'écluse par laquelle coulera un fleuve de sang. Plus vous verrez cette préoccupation se mêler aux soucis des gouvernements, plus vous aurez sujet de prévoir d'effroyables consommations de vies humaines. Quand les citoyens d'un même État se sont dit les uns aux autres : *la fraternité ou la mort*, ils ne tardent pas à élever la guillotine en permanence. Quand une nation, les yeux brillants, la mèche allumée, dira à sa sœur : « Aime-moi ou... », la conflagration sera générale.

VRAIS AMIS DE LA PAIX ANTIPACIFISTES

Déjà, c'est un peu faute de se sentir assez estimés et assez aimés que les Germains de Vienne ou de Berlin se sont jetés sur trois ou quatre nations à la fois. Mais contrairement à l'opinion démocratique, et en particulier à celle de M. Clemenceau, qui croit naïvement qu'il n'y a « pas l'esprit public en Allemagne » les gouvernements d'autorité sont relativement (relativement à la nature de leurs peuples, aux ambitions, aux intérêts de leurs races), de tels gouvernements sont, dis-je, des puissances modératrices. Plus les peuples se fréquenteront directement, plus se multiplieront les causes et les possibilités de conflit. C'est l'évidence qui me frappait au premier séjour prolongé que je fis hors de France,

voilà déjà près de vingt ans, et j'en ai consigné dans un vieux petit livre la remarque, depuis trop abondamment confirmée. Les passions nationalistes ne sont pas en baisse, bien au contraire! Et elles s'exprimeront d'autant plus vivement qu'il y aura entre elles moins d' « ambassadeurs galonnés », et que les intermédiaires seront moins bien stylés, moins empêtrés de formules et de traditions. La Constitution républicaine de Washington n'a pas empêché la guerre de Cuba, et les manœuvres diplomatiques dont fut suivie cette guerre ont déployé une rigueur sans précédent. La Constitution parlementaire de la monarchie japonaise n'a pas rendu plus doux l'assaut de Port-Arthur ; au contraire.

Si par courtoisie envers la haute intelligence et le patriotisme de M. Vandervelde, ministre d'État républicain du royaume de Belgique, on voulait faire une concession à ceux qui jugent que la guerre actuelle est « une guerre à la guerre même », on pourrait, à la grande rigueur, tomber d'accord de cette formule mythique : — Les guerres à venir se rapprocheront de plus en plus de la guerre civile.... Mais qu'est-ce à dire, sinon qu'elles seront de plus en plus féroces?

Un pareil cauchemar est certes à écarter. Mais écartons aussi son générateur, le songe creux du pacifisme. L'homme, qui est un grand dieu pour l'homme, est aussi pour l'homme un vrai loup. Si l'homme était moins complexe ou moins mystérieux, s'il était autre, on pourrait adopter quelque solution simpliste du grand problème international. Tel qu'il est, on me permettra de répéter la solution en trois

parties déjà énoncée ici : 1° il faut adoucir les mœurs générales et, pour cela, il faut que les esprits amis de la paix, au lieu de combattre la plus grande organisation internationale, s'entendent avec elle, je veux dire avec le catholicisme ; 2° les peuples allemands, que leur nature constante a rendus, sous les Hohenzollern, aussi dangereux qu'ils l'ont été toutes les fois qu'ils ont été unis sous une dynastie saxonne ou souabe, autrichienne ou autre, doivent être rendus à leur état de division et de dispersion qui leur permet d'user de la vie européenne sans en abuser ; 3° le peuple français doit se donner une organisation politique et militaire qui le mette à même de voir, de savoir, de prévoir les menaces qui l'environnent et, le cas échéant, d'y faire face avec efficacité et rapidité.

On peut chercher hors de ces trois directions garanties par la raison et l'expérience ; mais les aventures de romantisme politique, cent fois démenties par les faits, garantissent aussi d'effroyables déconvenues. Que ceux qui s'y exposent s'y attendent et s'y préparent ! Qu'ils en acceptent d'avance, par des actes publics, signés de leur nom, la responsabilité, pleine de honte, de ridicule et de sang.

LA DOCTRINE NATIONALE

21 octobre 1914.

Après avoir exposé quel nationalisme avide et glouton est propre aux races germaniques, Alfred Capus publie au *Figaro* ces définitions lumineuses d'un nationalisme français :

... Si cette guerre condamne un nationalisme furieux, qui ne se nourrit que de lui-même, vit de sa propre exaltation et finit par le détraquement, elle donne en revanche raison avec éclat à un nationalisme large et noble, ou plutôt à une doctrine nationale qui nous conduit à regarder toutes choses d'abord sous l'angle de la patrie.

Ce n'est qu'après cette adaptation que l'esprit arrive sainement à la notion de solidarité entre les peuples et d'humanité.

C'est alors en effet, et alors seulement, comme le dit Capus, que l'intelligence trouve une « base solide » sur « laquelle elle peut construire des rêves « d'avenir avec des éléments de réalité et de vérité », qui lui fournissent une « direction » et qui lui montrent un « chemin ».

A cette indication si remarquable, Capus ajoute la vue générale :

C'est par l'idée de patrie que l'idée de fraternité entre nations a pris sa valeur.

Il n'y a pas à fortifier d'un appareil de preuves ces vérités dont la justesse est évidente au premier aspect. Ce que nous voulons ajouter, pour réunir

solidement à ce beau midi de l'esprit public français les anciennes heures crépusculaires d'il y a quinze ans, c'est que le principe reconnu ainsi par Capus en tête du *Figaro* est exactement, mot par mot, celui qui fut souscrit au premier berceau de notre œuvre. On le formula en articles revêtus d'une vingtaine de signatures, qui sont conservées au numéro du 15 novembre 1899 de la Revue d'*Action française*. Le premier de ces articles pose la nécessité de la société pour l'homme. Le second affirme que

de toutes les formes *politiques* usitées par le genre humain, la seule complète, la plus solide et la plus étendue, est évidemment la nationalité

et que depuis la Réformation du seizième siècle, où se fit la scission de l'antique République chrétienne, qui continuait à quelques égards l'unité du monde romain,

la nationalité reste la condition rigoureuse, absolue de toute humanité. Les relations internationales, qu'elles soient politiques, morales ou scientifiques, dépendent du maintien des nationalités. Si les nations étaient supprimées, les plus hautes et les plus précieuses communications économiques ou spirituelles de l'univers seraient également compromises et menacées; nous aurions à craindre un recul de la civilisation.

Troisième article :

Entre Français, toutes les questions pendantes, tous les problèmes diviseurs, doivent être coordonnés et résolus par rapport à la nation.

A l'article final, tous les Français étaient adjurés de ramener à ces vérités tutélaires leurs compatriotes aveugles *ou* négligents.

Quel immense malheur qu'une vérité aussi claire n'ait pas suffi à rallier à soi tous les cœurs et qu'il y ait fallu le fléau des épouvantements de l'Europe!

« TARATATA » QUI SONNE FAUX

Dans une de ces pages où tout sonne faux, la bonhomie, la rhétorique, le patriotisme et même le bagoût, M. Hervé, prétendant faire l'examen de conscience de notre armée, accuse l'artillerie française de n'avoir pas su se donner à temps des pièces lourdes dignes du canon de 75.

Comme tout le monde est prêt à répondre que le canon de 75, créé par Deport, Sainte-Claire Deville et Rimalho, adopté par le général Mercier, construit sous la surveillance du général Deloye et sur les conseils du général Langlois, mis décidément en service par le général Billot, est l'œuvre de l'ancien État-Major, de l'État-Major antérieur à 1899, mais qu'après 1899 les besoins de l'armée ont cessé d'être suivis et considérés par l'État, — pour parer à cette réponse trop facile, Hervé rédige la grossière défaite suivante :

Inutile de m'objecter que c'est mon parti qui a refusé des crédits, jadis, pour l'artillerie.

Taratata! Mon parti n'a jamais refusé un centime pour l'artillerie. C'est sur la question du temps de service dans l'infanterie que nous étions en désaccord, etc.

« Jamais refusé un centime pour l'artillerie! » Pour répondre à ce système de dénégation qu'affectionnent tous les coupables, je ne vais pas chercher les documents de l'opposition nationaliste ni même ceux des gouvernants à tendances nationales représentés

par Millerand ou par Messimy. Mais voici le rapport Humbert, le fameux rapport Humbert de juillet 1914, celui qui fut discuté au Sénat quinze jours avant la déclaration de guerre. J'y vois au chapitre de notre outillage militaire (crédits de la 3e section) que les Services de la guerre faisaient des demandes, que leur ministre les réduisaient, que ces réductions faites, des réductions nouvelles étaient opérées sur l'initiative du ministre des finances et parfois par les Chambres. Notamment pour le budget de 1902 « le chiffre demandé par les services dépassait 98 millions, il fut réduit de 32 millions par le ministre de la guerre, puis de 10 nouveaux millions par le ministre des finances. Dès lors, les directeurs des services durent réduire leurs prévisions par ordre, mais ces prévisions si réduites furent réduites encore par leurs supérieurs directs ou indirects. De 1905 à 1907, après le coup de Tanger, on dépensa bien 230 millions pour rattraper ces fausses économies, mais de 1908 à 1911, c'est-à-dire jusqu'au coup d'Agadir, — bien qu'on eût expérimenté au Maroc la valeur du canon de 75, — cet usage de doubles et triples compressions budgétaires recommença.

Voilà, Monsieur Hervé, comment « votre parti n'a « jamais refusé un centime pour l'artillerie! » Voilà, triste et candide lecteur de M. Hervé, pour quelles contre-vérités intrépides M. Hervé embouche la trompette et sonne ses taratatas. On a refusé aux chapitres du budget qui comprennent l'artillerie 31 millions en 1908, 22 millions en 1909, 12 millions en 1910, 23 millions en 1911.

« *Pas un centime!...* » As-tu fini?

LES GERMAINS PEINTS PAR EUX-MÊMES

22 octobre 1914.

Un pasteur de l'Église réformée, habitant Vernoux en Ardèche, vénérable vieillard de plus de quatre-vingts ans, le Nestor du protestantisme européen, ayant connu jadis, en 1869, le prédicateur de la Cour de Berlin M. le pasteur Dryander, lui écrivit tout au commencement de la guerre pour lui proposer une déclaration commune : 1° de leur patriotisme respectif, qui les divise de sentiments et d'intérêts terrestres ; 2° de leur commune foi chrétienne qui les réunit dans le ciel, mais qui, dès lors, les oblige tous deux à employer toute l'influence dont ils peuvent disposer pour que la guerre soit conduite avec autant d'humanité que possible, pour que le vainqueur quel qu'il soit n'abuse pas de sa force, pour que les personnes et les droits des faibles soient respectés...

Au bout de six semaines, M. le pasteur Dryander répondit dans le *Norddeutsch Allgemeine Zeitung*, « sans avoir pris la peine d'en aviser son correspondant », note le *Journal de Genève*. Cette réponse est un refus. Et quel !

Après avoir consulté deux autres théologiens de son Église et de son pays, le docteur Lahusen et le licencié Axenfeld, qui ont signé la lettre avec lui, M. Dryander déclare repousser les propositions de M. Babut, non dans leur principe, mais pour un savoureux motif accessoire.

Nous les rejetons parce qu'il ne doit pas y avoir *la plus lointaine apparence* que, d'après nous on ait besoin en Allemagne d'un avertissement ou d'un effort quelconque pour que la guerre soit conduite en accord avec ses principes chrétiens et suivant les exigences de la miséricorde et de l'humanité. Pour notre peuple tout entier comme pour notre état-major, il va de soi que la lutte ne doit être conduite qu'entre soldats, *en épargnant soigneusement les gens sans défense et les faibles*, et en prenant soin des blessés et des malades sans distinction. Nous sommes convaincus, en pleine connaissance de cause, que cette règle est celle de notre armée tout entière, et que, *de notre côté, on combat avec une maîtrise de soi, une conscience et une douceur dont l'histoire universelle n'offre peut-être pas d'exemple....* Quand l'inqualifiable conduite de populations odieusement égarées par leurs gouvernements a rendu indispensables la destruction de propriétés privées ou l'exécution de francs-tireurs, nos chefs ont considéré cela comme un pénible devoir qui les obligeait à faire souffrir aussi des innocents pour préserver nos blessés, nos médecins, nos infirmières d'attaques scélérates.

Quant à l'origine de la guerre, voici :

Depuis l'empereur jusqu'au plus modeste journalier, on n'aurait pas trouvé en Allemagne cent hommes conscients qui — je ne dis pas cherchassent, mais voulussent la guerre avec nos voisins. Nous sommes, nous autres Allemands, le peuple le plus ami de la paix qui soit.... Jusqu'au dernier moment, alors que déjà les filets d'une coalition sacrilège des peuples et des intérêts les plus disparates se resserraient sur nous, l'empereur et le chancelier ont poussé jusqu'aux dernières limites imaginables leurs efforts pour le maintien de la paix. Nous vous soumettons les explications de notre chancelier ; elles sont, dans leur claire et simple vérité, grandioses... Ainsi nous ressemblons, nous autres Allemands, à un homme paisible qui serait assailli en même temps par trois hyènes altérées de sang....

A cette soif du sang, la France joint un penchant « contre nature » pour la Russie et le dédain injurieux des avances courtoises que l'amoureuse Allemagne lui prodigua. L'Angleterre ajoute à sa complexion d'hyène « *le seul amour du penny* » qui lui a donné des mœurs d' « assassin ». Bref, jurent les trois pasteurs Dryander, Lahusen et Axenfeld, quand M. le pasteur Babut voudra obtenir de ses collègues prussiens leur adhésion aux déclarations chrétiennes qu'il sollicite, il devra commencer par flétrir « *publiquement l'infamie de l'attaque, le crime sacrilège qui a rendu cette guerre possible.* » D'ici là, rien de fait. Pas de « communion fraternelle » avec les trois peuples hyènes ruées sur l'honnête Germain, seul humain. Guerre à outrance, guerre à mort, même entre pasteurs!

Voilà comment jugent les hommes de paix du royaume de Prusse. Le manifeste des 93 a montré ce que leurs penseurs laïcs ont dans leurs fortes têtes. Menons l'enquête dans la région où c'est le sentiment et l'instinct qui prévalent : le *Temps* d'avant-hier livrait à la publicité le journal de route d'un humble instituteur, sous-officier dans l'armée d'invasion, et tombé sur le champ de bataille ; je ne transcrirai pas les lignes où déborde la gloutonnerie nationale, mais voici une réflexion où se montre la naïve sauvagerie. Il vient de voir brûler Visé, réunir tous les habitants que l'on a pu trouver et fusiller un sur trois de ces pauvres gens. Raison donnée par ce sous-officier : la population avait tiré sur le commandant de brigade. Moralité tirée par le même : « Dès l'instant qu'il faut perdre la vie d'une façon

aussi barbare, mieux vaut ne pas laisser pierre sur pierre dans de pareilles localités et massacrer indistinctement innocents et coupables. »

Dira-t-on que c'était la suite d'un ordre supérieur, et que le militarisme prussien est seul coupable? Ce militarisme a bon dos. Nous penserons tout le mal que l'on voudra du militarisme prussien, et nous ne verrions qu'avantage à fusiller « sous les tilleuls », si nous les prenons dans la Wilhelmstrasse, Guillaume et ses fils, les grands chefs dudit militarisme, mais il est intéressant de savoir comment les volontés et les passions individuelles accueillent ces ordres et si elles les exécutent à contre-cœur ou autrement. Deux socialistes faits prisonniers ont déclaré qu'ils avaient été induits à des actes de traîtrise sous menace du revolver. A supposer que les prisonniers allemands soient des modèles de véracité et que le succès de l'accusation contre les chefs ne les entraîne pas à la renouveler trop souvent, à supposer que ce ne soit pas un mot d'ordre convenu, eh bien! on voudrait demander à nos socialistes si la menace du revolver suffirait à les faire agir, eux, comme les kamarades. Non, n'est-ce pas? Cela juge la différence du Français et de l'Allemand, quelles que soient leurs conditions.

Un officier allemand, ne parlant qu'à lui-même, traitant de ses hommes et de lui, écrit dans un journal de route traduit et communiqué par l'*Agence Havas* :

C'est l'heure où l'on se moque de tout sentiment de civilisation et d'humanité. Quand une poignée de soldats s'abat sur une maison, on peut être sûr qu'il n'y

reste plus rien. *Tous les instincts se réveillent avec une terrible puissance.* Le soldat qui a entendu siffler les balles et éclater les obus se dit : — *Pourquoi, si aujourd'hui une occasion favorable s'offre, dois-je m'imposer une privation? Demain, peut-être, je serai mort....* Et tous se précipitèrent dans la cave et sur les provisions comme des fourmis sur un rat mort.

La nature allemande parle là toute pure. Les prédicateurs de Guillaume II nous assimilent à l'hyène altérée de sang, mais ses soldats se rendent eux-mêmes justice en se comparant à des fourmis avides et sales. Le ridicule de cette langue, où la pensée ne va jamais sans lourdes images, oblige à concevoir ce peuple sauvage véritablement comme il est : race enfant et d'esprit grossier, force rudimentaire qui n'excelle qu'à tout casser.

UNE MANŒUVRE SOCIALISTE ALLEMANDE

23 octobre 1914.

Au lieu de se livrer à des exercices qui achèveront de rappeler à la France les fautes de jugement et les erreurs de fait que le Parti accumule depuis vingt ans (sur la possibilité de la guerre comme sur l'amitié des populations germaniques) ces messieurs socialistes français seraient sages de surveiller mieux qu'ils ne le font leurs coreligionnaires de la social-démocratie allemande par qui ils se trouvent compromis à plaisir et qui sont aux ordres de leur empereur, comme M. Andler les en a prévenus vainement dès l'année 1912.

J'ai devant moi un assez récent article du *Stuttgarter Neuer Tagblatt* intitulé « La France et le serpent-à-sonnettes anglais » qui résume l'imposture d'un journal socialiste d'outre-Rhin :

La *Rheineeche Zeitung*, organe de la social-démocratie, a reçu d'une main amie, communication d'une feuille volante qu'un socialiste français, qui signe Spartacus, a publié à Paris ces derniers temps, c'est-à-dire pendant la guerre. Cette feuille porte un titre significatif : « La France dans les anneaux du crotale. »

Le crotale, comme l'explique la *Rheinische Zeitung*, c'est l'Angleterre, que Spartacus attaque avec la plus grande violence. Spartacus voit le filet jeté par l'Angleterre sur les territoires et sur les peuples sous l'image d'un serpent à sonnettes gigantesque, dans les anneaux duquel la France, prise à son tour, est en train de rendre l'âme, pendant que de la bouche empoisonnée du monstre, sortent d'hypocrites exhortations. Au moment où la

France va périr, surviennent les ennemis du serpent qui lui ordonnent de lâcher prise.

Quittant cette comparaison, Spartacus introduit un Boër estropié par les balles dum-dum, qui s'adresse à son tour à la France. Il l'engage à fermer l'oreille aux hurlements de revanche du chauvinisme, à garder son sang-froid pour se rapprocher de l'Allemagne.

Spartacus ne manque pas de crier contre la barbarie de l'Allemagne ; il n'en est pas moins convaincu que l'amitié des Français et de l'Allemagne aurait ouvert une *ère de travail ordonné*. A la plainte mensongère de la France officielle, disant que l'empereur Guillaume est l'auteur de la guerre et disant qu'il a voulu anéantir la France, Spartacus oppose l'irréfutable vérité : à savoir que l'empereur, s'il eût eu cette tentation, n'aurait pas attendu pour la réaliser le moment présent « où la conjuration de ses ennemis l'a forcé de déclarer la guerre pour défendre l'existence de son pays ». En conséquence, Spartacus conseille aux Français de faire promptement la paix avec l'Allemagne.

A l'Angleterre, il jette l'invective suivante :

« Misérables engraissés d'envie, protégés par vos îles, diplomates félins, vous désignez d'abord entre les vôtres ceux qui seront désignés à la boucherie et qui crèveront pour amorcer votre jeu. Puis vous attendez tranquillement que les autres peuples se déchirent, afin de piller leurs cadavres.... Peuples, ressuscitez, levez-vous ! Morts, sortez des ombres infernales et malédiction sur les îles des rois de la mer, qui font du pillage une industrie. Que la justice éternelle, etc.... »

Ce gros style porte sa marque. Ce Spartacus doit être *Made in Germany*. Le factum a été forgé de toutes pièces dans l'officine où collaborent les députés démocrates-socialistes au Reichstag et les fonctionnaires de Guillaume II. La feuille volante barbouillée de métaphores apocalyptiques n'a jamais circulé à Paris. Je crois fermement qu'une enquête

serait de toute inutilité. Mais il ne serait pas inutile que les socialistes français fussent au courant de la presse allemande et prissent la peine d'en désavouer les entreprises audacieuses. Partout où elles pénètrent, en Suisse, en Amérique, de telles fantaisies font du tort, je ne dis pas aux rédacteurs de l'*Humanité* qui sont d'âge à savoir ce qu'ils ont à faire, mais à la bonne réputation du peuple français. C'est en tant que Français que nos socialistes mériteraient d'être défendus par leurs journaux.

« L'ÉDUCATION SOCIALISTE »

Il y a d'ailleurs des accusations plus sérieuses que l'*Humanité* se devrait de repousser et sur lesquelles elle garde un silence fâcheux. L'article du *Nouveau Journal de Stuttgart* est du 14 octobre, mais je conserve depuis trois semaines, espérant le voir commenter ou contester dans les organes du « Parti », le résumé d'un article plus qu'étrange du *Vorwaerts*, résumé fait par le correspondant berlinois du *Corriere della Sera*. Malgré tout l'intérêt qu'elle avait à relever cette pièce presque insultante pour le patriotisme de ses camarades belges ou français, l'*Humanité* n'a pas pipé. Les insinuations de l'organe de la social-démocratie allemande sont antérieures à sa suspension provisoire par l'autorité militaire et à la soumission définitive sur laquelle, à Paris, on versa un *hélas!* Le *Vorwaerts* jouissait de son franc parler quand il a publié l'article résumé par M. Morandetti, le 27, paru le 28 :

Le journal socialiste *Vorwaerts*, pour démontrer les bons effets de l'éducation socialiste, observe que les

francs-tireurs interviennent contre les soldats allemands presque exclusivement dans les régions dominées par les cléricaux, alors que les régions socialistes comprirent que la guerre se fait entre soldats, sans intervention des habitants. Ainsi dans la ville ouvrière de Verviers il n'est rien survenu, alors que dans les districts suivants : Herve, Battice et Visé, lieux d'éducation cléricale, des faits survinrent qui causèrent la dévastation de ces endroits. La libérale et socialiste Liège, avec son puissant prolétariat, *s'abstint*; elle fut protégée, à part quelques exceptions, de l'assaut des soldats allemands, et c'est à cause de cette abstention qu'elle fut épargnée. La cléricale Louvain est détruite ; la socialiste Huy est *intacte* ; la cléricale Andenne est détruite. Aucune agression ne semble avoir été commise dans les districts industriels de Charleroi et du Borinage : population socialiste.

La cléricale Dinant paye ses attaques (contre les soldats) de sa destruction, alors que dans la socialiste-libérale Bruxelles on n'eût qu'une seule attaque....

Le *Vorwaerts* continue en faisant remarquer que ces curieuses coïncidences ne dérivaient pas de l'excitation directe des prêtres contre les Allemands, mais des conditions générales de l'esprit et de l'éducation dans lesquelles se trouvaient les masses cléricales.

Ainsi d'après le *Vorwaerts*, l'énergie de la résistance spontanée, de la résistance civique varierait en raison inverse de l'énergie socialiste de chaque pays envahi : élancée jusqu'à l'héroïsme partout où la tradition catholique l'avait emportée, tombée à rien ou près de rien partout où l'idée « socialiste-libérale » avait le dessus.

Nous n'avons pas à prendre à notre compte les statistiques perfides du *Vorwaerts*. Nous les repoussons même. La mise à l'ordre du jour de l'armée française de tel ou tel militant socialiste et le

nombre de ceux qui tombent au champ d'honneur montrent que, selon le mot de Léon Daudet, bien des révolutionnaires sont de beaux soldats qui s'ignorent. La valeur du bon sang belge ou français n'est pas diminuée par une doctrine sociale. Ce que je souligne, c'est la prétention de la sozial-démocratie d'Allemagne à se faire une alliée et une complice traîtresse de la doctrine socialiste enseignée chez les Belges et chez les Français.

Les organes socialistes français seraient sages d'y contredire. D'autant plus sages que la prétention est vieille, elle ne date pas de la fin de septembre 1914. Bien avant la guerre elle a milité contre nous. En militant ainsi, le pangermanisme, couvert du masque socialiste, avait persuadé bien des esprits impartiaux de l'identité de ces deux propagandes. Quel est donc ce député nationaliste de la Pologne russe, qui, évincé par un socialiste, écrivait à la *Revue Bleue* de 1911 ou 1912 que, par sa sozial-démocratie, l'Allemagne était en train de conquérir les socialistes étrangers, de les détacher de leur propre pays?

Imputations calomnieuses! Contre elles les membres des organisations françaises ont protesté et protestent encore en versant chaque jour le plus pur de leur sang pour repousser l'armée barbare de la terre de la patrie. Mais on voudrait entendre un peu moins rarement la protestation des chefs du parti, de ses écrivains, de ses guides. Le parti lui-même en serait honoré et, ce qui ne gâterait rien, le pays en serait servi au lieu d'être divisé par d'absurdes potins antiroyalistes et anticatholiques.

LE RENOUVELLEMENT DES ÉNERGIES FRANÇAISES

25 octobre 1914.

Tous les Français liront avec profit les principaux passage d'un article paru à la mi-octobre dans un journal ami de la France, la *Gazette de Turin*, à propos du dernier vol des taubes sur Paris. Notre confrère réprouve la cruauté inutile envers un vieillard et un enfant. Il déplore l'insulte à Notre-Dame. Il note que le seul effet possible des bombes aériennes est d'exalter le patriotisme des Français et aussi de leur faire regretter quelques lacunes de leur préparation militaire. Car enfin, dit-il, « qui aura, même de loin, suivi l'évolution de l'aviation a certainement constaté que cet art tout récent est né en France » et la France a espéré dès le commencement, conquérir l'empire de l'air et obtenir, par là, « la revanche désirée ».

Or, il semble bien que ces espérances aient été au moins balancées dans les premiers jours de la guerre. D'où est venu cela? Le spectateur italien répond :

Les moyens mécaniques, l'argent, l'intelligence pratique n'ont pas manqué à la France. Il lui a manqué la conception claire et simple que l'armée est faite pour la guerre. Il lui a manqué une responsabilité vraie et appropriée en vue de l'avenir plus ou moins prochain. Une armée ne se prépare pas en deux mois ni en deux ans ; elle nécessite un travail long et assidu, toujours tendu vers un but unique ; et ainsi il

est nécessaire que quelqu'un ressente la responsabilité de cette préparation à long terme.

Déjà, nous l'avions dit autrefois. En France il y eut une véritable fantasia de ministres de la guerre, chacun d'eux faisant du désordre ou en laissant faire. Tout autour d'eux avait fini par se constituer un étroit réseau d'intérêts de l'ordre le plus varié qui n'avaient rien à voir avec la guerre, et toute responsabilité s'y trouvaient guérie et recouverte au moyen de morceaux de belle éloquence.

La grande muette, comme ils appelaient l'armée en France, prise dans un engrenage d'embûches et d'appétits, poursuivit en silence son œuvre. En silence, elle languit. Les généraux les plus en vue furent tenus éloignés des postes principaux pour éviter que l'un d'eux ne montât sur le cheval noir, mettant en déroute les chevaux des politiciens de métier. Un esprit de méfiance circulait autour de cette armée, qui aurait pu être merveilleuse et qui, nonobstant tout cela, conserve encore et développe une merveilleuse énergie.

Au moment du péril, cette armée, dit notre confrère italien, « elle est devenue tout ».

Toute la France attend de Joffre la parole de la victoire...

Maintenant la France, toute la France, y compris cette immense partie du pays qui n'est pas coupable puisqu'elle avait confiance, expie cruellement les erreurs et les fautes de ceux qui n'ont vu dans la France qu'un piédestal commode où jucher leurs mesquines figures, de tous ceux qui ont montré ce qu'ils sont devant l'Europe curieuse et devant l'Allemagne goguenarde dans le fameux procès qui précéda la grande guerre.

Pour sortir de là, il a fallu, et il faut encore un rude coup de collier. Mais la France saura le donner,

notre confrère proclame qu'il en a la pleine confiance;

Incontestablement la France a trouvé l'énergie et la force d'arrêter la meilleure partie de l'armée allemande qui s'était avancée sur elle en croyant n'en faire qu'une bouchée. Si nous admirons la force et la préparation de l'armée allemande, nous ne pouvons pas ne pas admirer cette armée qui, quoique bien moins préparée, est capable de lui faire tête vigoureusement : nous devons l'admirer d'autant plus que nous constatons qu'elle n'était pas tout à fait prête à cette terrible épreuve.

Si les deux armées avaient été à conditions égales (et pour cela il aurait suffi que les Français eussent un meilleur sens de la responsabilité, de la prévoyance et de la conscience), certainement aujourd'hui les Allemands ne fouleraient pas le sol de la France ; certainement leurs aéroplanes n'insulteraient pas à Notre-Dame.

Et le juge de camp, impartial, mais favorable, voit sortir d'une épreuve qui, certes, est plus que dure, un peuple retrempé, une France nouvelle, « dévastée, mais nouvelle » !

Nous sommes quelques-uns en France à savoir que ce n'est pas aux Français, mais au régime politique de la France que manquèrent la conscience, la prévoyance et la responsabilité. L'esprit français n'ignore plus où apporter les améliorations nécessaires.

L'ART FRANÇAIS ET LES BARBARES

27 octobre 1914.

Les questions de nationalisme intellectuel, artistique et moral ne sont pas simples. La moins complexe, celle qui se pose en termes immédiats, concrets et vivants, a trait aux personnes. Nos savants et nos artistes peuvent-ils décemment garder ce que Barrès appelle la ferblanterie des Hohenzollern? L'Institut de France doit-il conserver pour « correspondants » les collaborateurs des incendiaires de Louvain et de Reims? Une grande compagnie française a-t-elle un moyen moral quelconque d'échanger des lettres ou des mémoires avec ces gens-là? Peut-elle leur adresser le préambule obligé d'une correspondance et leur dire seulement « Monsieur » ? C'est un premier problème : affaire de sentiment et de dignité. Mais ce n'est pas tout.

Aux prises avec notre adversaire, nous le jugeons. Nous nous efforçons d'estimer, en même temps que sa force militaire et politique, parfois pour mieux voir celle-ci, sa valeur nationale, la valeur de sa contribution à l'histoire du monde et au progrès de la civilisation. Problème tout à fait distinct du premier. C'est pour le résoudre, c'est pour connaître ce que l'Allemagne a apporte en propre qu'il faut savoir ce qu'elle a reçu; c'est pour le savoir que l'on examine curieusement ce que ses plus grands esprits, un Leibniz ou un Gœthe, par exemple, doivent d'une part à leur naissance, d'autre part à la scolastique

médiévale, à la philosophie d'Aristote et de Descartes, à la civilisation française du XVIIe siècle et du XVIIIe : si ces grands hommes ont été plus humains que Germains ou plus Germains qu'humains. Et le même problème se pose, sur un plan plus ou moins inférieur, pour Kant, pour Luther, pour Fichte, pour Frédéric II, pour Bismarck, pour Schopenhauer, pour Nietzche. C'est à ce point de vue qu'il n'est pas indifférent de savoir à quelle race appartenait exactement Beethoven. Certes, entre l'anonyme du *Temps* qui appelle « une puérilité », le fait d'avoir découvert ou prouvé la filiation belge de Beethoven et l'auteur de cette découverte ou de cette preuve qui est un poète et un historien de premier ordre, M. Pierre de Nolhac, le bon sens public n'hésitera pas à comprendre que le *Temps* veut brouiller les cartes : mais dans quel intérêt?

Un troisième problème se pose pour la France du XXe siècle, soumise depuis quarante-trois ans à l'hégémonie intellectuelle de l'Allemagne, déterminée par des moyens qui n'étaient pas tous intellectuels, causée par cette hégémonie militaire que les 93 intellectuels allemands ont véridiquement confessée pour la patronne et la tutrice de leur culture. Les armes allemandes subissant enfin une juste éclipse, la politique allemande succombant aux effets de ses propres folies, *une œuvre de nettoyage s'impose chez nous.*

« SONGEONS A NOUS »

Inutile, au surplus, de nous en cacher, la partie étant déjà gagnée sur bien des points : en poésie,

depuis Moreas ; en histoire, depuis les campagnes de l'*Action française* contre M. Gabriel Monod ; en philosophie, en littérature, en grammaire, en esthétique générale depuis les deux grands livres vengeurs de Pierre Lasserre, le *Romantisme français* et la *Doctrine officielle de l'Université*, qui donnèrent le branle à tant d'autres campagnes de valeur inégale mais inspirées du même sentiment de la supériorité de l'esprit français sur l'usurpation germanique. L'État en France avait gardé le pli contracté à l'école de M. Monod. Il continuait d'enseigner jusqu'à octobre 1914 que *l'Allemagne est la seconde patrie de tout homme qui pense*. Ainsi, l'éclatante lumière du nationalisme intellectuel devait rencontrer de gros obstacles à sa diffusion. La guerre a fait tomber l'écran officiel. Le récent discours de M. Albert Sarrault a détrôné le mot d'ordre de M. Gabriel Monod. L'instinct français, l'esprit français s'en donne un peu. C'est ce qui contrarie nos vieux adversaires du *Temps*.

« Songeons à nous », dit-il. Parfaitement. C'est pour secouer une vieille servitude intellectuelle qu'il importe de songer à nous. Non pour rogner inutilement sur d'honnêtes divertissements ou sur des plaisirs sains et nobles, mais pour en exclure un élément de préjugé, d'imitation servile et de mode pure. Toute la question musicale étant scrupuleusement laissée de côté, il reste une question Wagner ou plutôt une question du wagnérisme, qui comprend l'examen d'une philosophie et d'une morale, peut-être aussi d'un véritable détraquement des mœurs. Les lecteurs du *Cas Wagner*, brochure écrite en alle-

mand, par un Allemand, et traduite il y a plus de vingt ans, savent très bien à quoi je pense et je suis parfaitement entendu aussi de ceux qui ont suivi les développements de l'ancienne *Revue wagnérienne*, les campagnes de feu Catulle Mendès. Près de cinquante ans après 1814 et 1815, nos Lettres et nos Arts se ressentaient encore de l'invasion : pareil ressentiment, quoique atténué, se constate près d'un demi-siècle après 1870. L'occasion est venue d'effacer jusqu'à la trace de dégâts cent fois déplorés et vérifiés. On la saisit, on utilise les graves leçons du temps de la guerre. L'État a dû se dégermaniser. Les métèques allemands, du moins leur plus grand nombre, ont pris leur vol pour la Germanie ou sont dans les camps de concentration. Les Français sont chez eux. L'opération de police intellectuelle commencée depuis une vingtaine d'années ne se laissera pas arrêter par un murmure intéressé qui ne pourrait sans honte fournir directement et complètement ses raisons.

RACE ET ÉTAT

28 octobre 1914.

PRÉTENTIONS DE LA RACE ALLEMANDE

Grave émoi dans la presse parisienne. M. Maximilien Harden dans sa *Zukunft* berlinoise nous a traités de « bâtards » « mâtinés des Romains et des Germains ». L'épigramme est digne d'une académie de province à la seconde moitié du siècle écoulé. Il ne faudrait qu'en rire si l'étonnement de nos concitoyens ne venait démontrer une fois de plus que le public français a été tenu dans une soigneuse ignorance des substructures du nationalisme allemand. Maximilien Harden ne fait que reprendre sur un ton d'arrogance victorieuse les vieux ponts neufs que chantait Fichte en 1808 pour rendre du cœur aux Allemands subjugués. Cette théorie de la race pure, du peuple élu et du sang privilégié est à peu près inséparable de toutes les théories qu'a fabriquées l'Allemagne, même des plus révolutionnaires.

Un lecteur ami nous passe le feuillet suivant qui est de 1844. Ecoutez comme un Allemand qui n'était germain que d'élection, puisqu'il était né juif, Henri Heine parle et chante sur la Révolution sociale à venir :

Quand nous aurons réalisé le grand œuvre de la Révolution ! Quand nous aurons poursuivi la pensée de la Révolution dans toutes ses conséquences, quand nous aurons détruit le servilisme jusque dans son

dernier refuge : — le ciel — ! Quand nous aurons chassé la misère de la surface de la terre, quand nous aurons rendu sa dignité au peuple déshérité, au génie raillé, à la beauté profanée, comme nos grands maîtres, les poètes, l'ont dit et l'ont chanté, et comme nous, leurs disciples, nous le voulons: alors ce n'est pas seulement l'Alsace et la Lorraine, mais la France tout entière, mais l'Europe et le monde sauvé tout entier. qui seront à nous (Allemands) ! Oui, le monde entier sera allemand[1].

La Révolution sera allemande comme le Dieu de Guillaume II est, de toute éternité, allemand. L'orga-

1. M. Henri Albert avait traduit au *Journal des Débats* du 7 octobre la préface que Heine avait mise à son poème *Deutschland*, le 17 septembre 1843. Cette préface, absolument négligée en France, ne figure pas en tête de la traduction du poème, et cela se conçoit! On y lit : « Je n'abandonnerai jamais le Rhin à la France, pour cette simple raison que le Rhin m'appartient. Il m'appartient par le droit de naissance, parce que je suis le fils libre du Rhin libre. Il est vrai que je ne puis pas incorporer l'Alsace et la Lorraine à l'empire allemand aussi facilement que vous le faites, car les habitants de ces pays tiennent fortement à la France en raison des droits qu'ils ont acquis par la Révolution française, à cause des lois d'égalité et des libres institutions qui sont si chères à l'esprit bourgeois. [*Notons ici que le Juif mentait : l'Alsace était passionnément française dès* 1708]. Cependant les Alsaciens et les Lorrains s'attacheront de nouveau à l'Allemagne, si nous parachevons ce que les Français ont commencé, si nous surpassons ces derniers par les actes, comme nous l'avons déjà fait par la pensée, et si nous nous élevons jusqu'à la réalisation des dernières conséquences que cette pensée comporte.

« Oui, ce n'est pas alors l'Alsace et la Lorraine seulement, mais la France, c'est l'Europe entière, c'est le monde entier qui tomberont sous notre joug, le monde entier qui deviendra allemand. Je rêve souvent à cette mission, à cette domination universelle de l'Allemagne, lorsque je me promène sous les chênes. C'est là mon patriotisme. »

nisation de l'Empire a permis de faire de la propagande révolutionnaire en Europe, ce qui a été justement appelé par M. Fournol « un mode de colo-« nisation allemande par l'Idée »; du « travail des « socialistes allemands », « un moyen de répandre « l'influence allemande dans les autres pays » et cela « sans qu'ils se soient proposé ce but d'une façon consciente, mais parce qu'elle est le résultat de leur action. » Telle doit être l'action de gens qui, parmi les autres peuples, se considèrent comme l'élite des purs sangs destinée à régénérer des métis.

L'ÉTAT EN ALLEMAGNE

Hubris, me direz-vous. Simple *hubris*, sans nul doute! Pour échapper au ridicule, pour être exempt du vertige, de la folie et du haut comique de cette *hubris*, pour mériter d'être vraiment pris au sérieux, il n'y a en Allemagne que l'organisation politico-militaire qui a été copiée d'ailleurs. Mais c'est ainsi que, d'un so' médiocre, d'une race pauvre et d'une intelligence de second ordre, il résulte un ensemble de forces menaçantes pour l'Univers et qui tient tête à la moitié du monde.

Un Etat vigoureux et sain, puisqu'il est fondé sur des principes rationnels aura obtenu ce miracle. Notre Etat napoléonien a voulu suffire à tout : il n'a cessé de se montrer inférieur à l'œuvre, car il a dépensé une partie de ses forces à étouffer, à comprimer les initiatives du pays, et le reste n'était employé que timidement, ou par saccades souvent contrariées, à exercer ses fonctions propres. L'Etat allemand s'est compris avant toute chose comme

promoteur, protecteur et fédérateur des efforts natio naux : l'effort industriel et maritime n'a cessé d'avancer par cette méthode. Elle n'est pas oubliée en temps de guerre. En vue de « procurer » « des mé- « taux et des produits en métaux autant qu'il en faut « pour les besoins de l'armée et de la marine », il vient de se fonder entre une vingtaine de sociétés métallurgiques et de banques allemandes une association qui pourrait devenir aussi dangereuse que l'a été la célèbre Ligue navale. Chez nous, un consortium industriel et financier de cette puissance effraierait ou asservirait notre faible État électif. L'Etat.... je ne dirai pas allemand, mais l'État monarchique héréditaire est heureux d'accueillir et d'employer ce puissant collaborateur autonome qui lui rendra, dans sa sphère, des services aussi précieux que la social-démocratie dans la sienne.

LA PRÉPARATION DE LA GUERRE

28 octobre 1914.

Hervé gobe et enseigne à bien gober. Après le Malthus, la grève générale et la grève perlée, après Mamselle Cisaille, *crosse en l'air et serrons les rangs*, le Gustave Hervé d'hier matin s'efforçait de montrer comment il est encore possible de gober la République. Cela ne va pas sans coup de pouce insidieux, un peu gros tout de même. Sur le point de savoir si la République peut avoir une politique extérieure et d'expliquer comment des alliés combattent à nos côtés, Hervé se montre inférieur à M. Clemenceau. Celui-ci, incohérent et folâtre, mais ayant des lueurs, a fini par se rendre compte, le 23 octobre, de la vérité de ce que nous disions le 13 août : la folle présomption allemande, l'extravagante *hubris* de Guillaume ont fédéré le monde contre l'Allemagne. C'est là une destinée, a dit l'*Homme enchaîné*, que « l'Allemagne elle-même a faite de ses mains » et qu'elle a « voulue de sa volonté »…. Mais Gustave Hervé passe encore, le nez en l'air et bayant aux grues, tout le long de cette énorme vérité sans la voir.

Il ne voit pas mieux ce qu'ont été nos guerres de la première Révolution, bien que les lecteurs du *Petit Journal* eux-mêmes soient désormais en état de l'en éclaircir. Il a déjà oublié, bien qu'il en ait entrevu une partie, le rôle de la vieille armée royale. Il ne se doute pas de ce que fut l'action des affaires de

Pologne. Et ces distractions d'étourneau ne suffisant pas à mettre sur pied une thèse à peu près sortable, le pauvre garçon est bien obligé de prêter à des gens raisonnables les absurdités dont il est le seul auteur : « Une république, nous disait-on, était incapable de « faire la guerre.... » Incapable de la préparer suffisamment : voilà ce que l'on vous disait, Hervé ; tous les régimes peuvent faire la guerre, si la faire c'est la subir.

A la pitié qu'inspirent ces vaines tricheries, associées à tant de candeur épaisse, il faut joindre un peu de gaîté. L'article de la *Guerre sociale* est construit à peu près sur ce rythme : « On disait qu'une « République était incapable d'avoir une diplomatie.... « Que ne disait-on pas de notre immoralité fruit de « l'école laïque, etc.... » Notre perfide ami Maurice Pujo me jure ses grands dieux qu'il manque au texte publié cet alinéa, qui venait immédiatement après l'éloge de « l'habileté des chefs » et « de la belle discipline des hommes » :

— . . . .
. . . .
. . . .
. . . . censuré . . . .
. . . .
. . . .
. . . .

NORD ET MIDI

29 octobre 1914.

Notre confrère Berthoulat, qui sera suivi, je le présume, par un grand nombre de journaux parisiens, vient d'écrire en termes chaleureux un appel au sentiment de l'unité et de la communauté nationale. M. Ernest Lavisse avait déjà insisté dans le même sens. Il n'y a rien de plus pressant ni rien de plus juste que de solliciter comme ils le font les parties des territoires restées indemnes en faveur de celles qui ont été souillées et saccagées par la barbarie. Des noms comme ceux de Maubeuge ou de Nomény, d'Arras ou de Reims, de Lille ou de Senlis contiennent déjà pour tout Français de sens et de cœur un appel singulièrement pathétique. Ces beaux noms douloureux de villes martyres, barbouillés de flammes et de sang, doivent d'ailleurs émouvoir plus que la pitié, ou cette noble compassion doit être active, féconde, généreuse jusqu'à la magnificence. L'idée des belles provinces indépendantes et respectées, ne serait guère supportable si on ne les sentait occupées jour et nuit à équilibrer par le dévouement de leur zèle les maux qui leur ont été épargnés. Le font-elles ? Non plus que pour l'ardeur du patriotisme de leurs soldats, il y a presque impiété à les soupçonner. Elles nous ont donné la race des Joffre et des Castelnau. Nous leur devons plusieurs des intrépides régiments qui défendirent le Grand-Couronné de Nancy. Qui donne du sang ne va pas liarder sur l'or.

M. Berthoulat serait sage de ne pas demander à l'ardu et sobre Rouergue des contributions comparables à celles de pays comme Alger et Oran. Un million par ci, par là un demi million : les Algériens, ce sont nos oncles d'Amérique! Cette nouvelle France, moins prospère qu'elle ne devrait être, es cependant en plein essor. Le Midi, sauf quelques grands centres, ne s'est pas encore émancipé d'un affreux régime de clientèle et de clan qui l'a mis à la merci de l'État. Raison de plus, sans doute, en bonne justice, pour lui inspirer des largesses spontanées en faveur de l'État qui l'a comblé de faveurs. Mais d'abord il ne suffit pas de vouloir en ces matières : le régime étatiste qui fit de Souillac une sorte de capitale de la France officielle ne lui vaut qu'une médiocrité peu dorée. Ensuite, ces donations électorales, si elles satisfont des unités personnelles, ne tendent pas à inspirer aux populations un sens très vif du bien public.

Cependant c'est le bien commun qui importe. Sans les forteresses vivantes qui se sont dévouées à rompre l'invasion, nos compatriotes du Midi, amplement avertis par nous des visées allemandes sur Monaco, Toulon, Marseille et toute la rive gauche, la rive impériale du Rhône, verraient de près la dévastation. Et, si, par un malheur impossible, la résistance faiblissait, si le flot dégorgeait de nouveau par Belfort, Saint-Dié ou même Berry-au-Bac et Compiègne, ils ne tarderaient pas à voir la horde reprendre l'éternelle route des pays où fleurissent nos orangers. Cela est écrit sur le sol gaulois et aussi dans le sang des races germaniques, toute

notre histoire le prouve; nos fortifications politiques et militaires du XVIe et du XVIIe siècle durant encore, malgré la tentative espagnole de 1870 et les signatures plus récentes de la Triple-Alliance, les Impériaux ne paraissent ni sur les Alpes ni sur les Pyrénées, mais ils ont essayé d'y venir et bien imprudentes, bien folles, bien vaines seraient les populations provençales, languedociennes et gasconnes qui ne tiendraient pas compte des leçons de leur propre passé! L'intention germanique est d'ailleurs accusée par des textes qui n'ont pas dix ans d'âge; on peut lire au fameux livre de Ludwig Reimer un résumé des fantaisies très sérieuses qui gouvernaient les visées du pangermanisme sur la France. Voici ce qui y est dit des pays de l'est et du sud où la proportion des éléments germains n'est point, paraît-il, suffisante :

Il faudra pratiquer là immédiatement la colonisation sans période transitoire. Sans doute, la colonisation de pays non peuplés serait plus facile, mais la colonisation s'impose ici avec une nécessité absolue, attendu que nous ne pouvons plus supporter à nos frontières la présence d'une race étrangère et dangereuse, attendu encore que nous devons prendre nos précautions contre des retours agressifs ethniques ou politiques, et parce qu'enfin nous devons atteindre la Méditerranée et l'Océan Atlantique, afin d'avoir par les Pyrénées l'accès à la péninsule pyrénéenne, et d'établir ainsi la liaison avec l'Amérique du Sud, devenue une partie de notre empire et de notre champ d'action économique.

La route de Metz et Strasbourg à l'Amérique du sud, c'est la Bourgogne, c'est Lyon ville d'empire, c'est le Dauphiné et la Provence, tout l'ancien

royaume d'Arles, feudataire de l'Empire romain germanique avec Montpellier, Bordeaux et Toulon, pour atteindre la Catalogne et la Navarre.

Grands et gros rêves apparemment, qui puent leur tudesque. Mais nous n'aurions qu'à reculer pour en subir la réalisation! L'esprit public de nos provinces méridionales a été trop longtemps occupé des querelles civiles et religieuses, des intérêts électoraux, mais pas assez de notre intérêt national, pas assez de l'antique querelle de la Germanie. Les ambitions de Guillaume II et non les empiètements du clergé, voilà le thème qu'il fallait répandre par la plume et par la parole. Les débordements du pangermanisme, non les excès des prédicateurs catholiques, voilà ce qu'il eût été utile et salubre de rendre sensible et vivant. Quand on veut un esprit public passionné par les intérêts de la communauté nationale, on ne commence pas par l'exercer quarante années entières à considérer le pouvoir comme une proie et, dirait Montesquieu, « la République » comme « une dépouille ». On l'unit au lieu de le diviser. On le gouverne au lieu de le lancer matin et soir à la conquête du gouvernement. On le conduit, au lieu de mettre les thèmes de la conduite en discussion perpétuelle. Il aurait fallu faire le contraire de ce qu'on a fait.

Sur ces actes qui sont passés, nous n'élevons pas de récriminations inutiles. Mais, voyant M. Berthoulat comme M. Lavisse prêts à se lamenter sur les conséquences fatales d'une politique si connue et si définie, nous les prions de n'égarer ni l'accusation, ni la plainte : qu'ils remontent aux responsables réels ou ne disent rien! On aime, on admire M. Ar-

mand Fallières déclarant qu'il est prêt à quitter les bords fleuris du Lot-et-Garonne et, si l'on appelle l'arrière-ban, à prendre lui aussi le fusil des mobilisés ; cette résolution de vieillard est si agréable qu'on voudrait la mettre en latin pour le *Selectœ* ou le *De Viris* de l'année prochaine ; mais quoi ! M. Fallières a été président de la République de 1906 à 1913, il a vu Tanger, Agadir et mieux que le fusil qui chargerait éventuellement l'épaule fléchissante, j'aurais mieux aimé quelques milliers d'obus de plus, quelques centaines de canons de 75 de plus, qu'il nous eût procuré tout au long de son consulat. Cela ne demandait qu'un peu plus d'attention, de prévoyance, de vigilance de sa part et de celle de ses ministres.

L'ÉVANGÉLIAIRE DE REIMS

30 octobre 1914.

La belle lettre de Monseigneur le duc d'Orléans au Prince de l'Église qui veille sur les reliques nationales de Reims[1] fait le tour de la presse dans un murmure de respectueuse approbation qui atteste la force des sentiments héréditaires, constructeurs de notre passé. Au moment où les dernières petites feuilles d'arrondissement répandent les paroles du Fils de France, et que des centaines de milliers de Français, les uns dans la tranchée, les autres au bord de la demeure et du champ dévastés, d'autres dans les dépôts de leurs régiments ou bien dans leurs foyers, aux provinces lointaines gardées de l'invasion, achèvent leur lecture et leur méditation du jugement qui qualifie un ignoble forfait tenté contre l'Histoire de la Patrie :

« En tirant sur le Sanctuaire de Reims, l'Allemagne a tiré sur le baptême de Clovis, sur l'étendard de Jeanne d'Arc, sur l'onction de Hugues Capet et de ses successeurs, sur les plus hautes figures de la Monarchie et de la France »,

au même instant, voici qu'une bonne nouvelle éclate : le bibliothécaire de la ville du sacre, M. Henri Jadart, écrit au *Temps* que l'évangéliaire slave de Reims est sauvé !

Le *Temps* avait écrit qu'on s'en inquiétait en

1. Lettre du 2 octobre publié dans l'*Action Française* du 27.

Russie. Ce n'était pas seulement en Russie que régnait cette inquiétude! Il restait pas mal de bons Français pour la traîner au fond de leur cœur. Cet évangéliaire slave, c'est le livre sur lequel est prêté le serment du sacre. On estimait qu'il avait été apporté en France, tout à fait au berceau de la monarchie capétienne, lors du mariage du roi Henri Ier avec Anne, fille d'Iaroslav grand-duc de Russie, en l'an 1051, premier acte d'alliance conclue entre la Russie et la France, acte d'où naquit le premier de nos rois à qui ait été donné le nom de Philippe, en mémoire de Philippe de Macédoine, père d'Alexandre le Grand, de qui la grande-duchesse était descendante par les empereurs de Constantinople, ses aïeux.

Ni l'alliance russe du XIe siècle, ni la série des Philippe de France, ni l'arbre généalogique remontant au grand Macédonien, élève d'Aristote, disciple d'Homère et conquérant de l'Asie, ne sont des sujets dont puisse se désintéresser une cause historique comme la cause de la France et de sa monarchie. L'idée qu'au prochain sacre du roi de France, l'évangéliaire slave de Reims pût être absent, avait ajouté une douleur à la douleur dont le bombardement et la dégradation de la cathédrale de Jeanne d'Arc nous avaient tous remplis. Cette ombre dure est dissipée, l'évangéliaire, déposé dans un coffre-fort de la Bibliothèque de l'Hôtel de Ville, est intact. Il en sera tiré un jour : et non pas seulement « pour l'étude et pour la curiosité », comme dit le savant correspondant du *Temps*, que nous remercions de tout notre cœur!

TÉMOIGNAGES PRÉCIEUX DE M. L'ABBÉ WETTERLÉ

Il n'est que trop vrai que, sur divers points d'appréciation générale, qui se ramèneraient peut-être à des points de vocabulaire, nous avons le chagrin de ne pas nous trouver toujours d'accord avec M. l'abbé Wetterlé. Mais, cela a été observé, ce vaillant mainteneur de l'âme française en Alsace nous donne souvent raison, quand sa profonde connaissance de l'Allemagne l'amène à publier ses vues sur les sentiments ou l'avenir de ce pays. Son article à la *Libre Parole* d'hier sur la suite politique et diplomatique à donner à nos opérations militaires vérifie amplement tout ce que nous ne cessons de dire, Daudet, Bainville, Dimier, nous tous, du *devoir de partager l'Allemagne*, de la possibilité du partage, des moyens de l'effectuer, de la règle suivant laquelle y procéder. M. l'abbé Wetterlé sait que l'Empire vaincu ne s'écroulera pas de lui-même. Un effort sera nécessaire, mais « minime ». On ne doit pas s'exagérer les forces de l'idée d'unité en Allemagne :

Les Allemands des Etats du Sud y tiennent par intérêt et par habitude; ils n'aiment pas la Prusse; mais ils ne pouvaient se passer de ce solide soutien pour imposer leur suprématie politique et économique à l'étranger. Le jour où la Prusse ne leur assurera plus ces avantages, le vieux particularisme revivra et les vieilles haines de race renaîtront.

La victoire commune de 1870 avait cimenté le bloc allemand, la défaite de 1914, due à l'insolente provocation des Prussiens, le disloquera tout naturellement. Demain les généraux des différents Etats s'accuseront mutuellement d'avoir manqué d'intelligence et d'audace. N'est-on pas déjà frappé par la dislocation

des contingents saxons qui semble prouver que l'état-major général est mécontent de leur commandement ?

La nécessité d'aller jusqu'au bout de la guerre est aussi l'une de nos thèses favorites. C'est là notre façon d'être pacifistes pratiquement. M. l'abbé Wetterlé écrit :

Il serait, en tout cas, imprudent d'entamer une discussion avant l'écrasement total de l'Allemagne, car tout serait à recommencer dans une dizaine d'années, et qui nous dit qu'alors la même coalition se reformerait devant les entreprises conquérantes du germanisme ? Si l'Europe veut jouir d'*un siècle* de paix et de prospérité, il est indispensable que l'Empire germanique disparaisse. Je dis bien l'Empire et non pas les Etats allemands. Pourvu que ceux-ci ne puissent pas se ressouder, l'Allemagne ne sera plus redoutable.

Telle est la condition proposée par la nature des choses, non à la chimère d'un pacifisme éternel, développée dans l'absolu, sans conditions, mais à la possibilité, parfaitement réalisable, d'une bonne, longue et solide paix, tout au moins du côté du Rhin.

Les Allemagnes auront naturellement à payer les frais de ce qu'elles ont cassé. M. l'abbé Wetterlé met en garde contre le préjugé de la pauvreté allemande. *L'Allemagne peut payer*, disait ici Bainville le 5 octobre. Et M. l'abbé Wetterlé :

L'Allemagne ou plutôt les Etats allemands pourront fournir une grosse indemnité de guerre. Le gage est là. Les chemins de fer allemands qui sont tous étatisés, ont une valeur de 25 milliards de francs et la Prusse possède d'excellentes mines de charbon.

Enfin, ce familier profond de l'âme allemande ne s'amuse pas à distinguer entre les modalités, les classes, les conditions. Il explique la guerre et la conduite de cette guerre par la nature des passions et des situations allemandes prises dans leur généralité la plus étendue :

> L'Allemand est brutal, parce qu'il est envieux. Il a conscience de son infériorité quand il se trouve devant les représentants des vieilles civilisations. Alors, tout naturellement, lorsqu'il se sent le maître, il anéantit ce qu'il ne saurait égaler.

Vingt siècles d'histoire pourraient confirmer cette déposition qui représente la synthèse des observations et des expériences de quarante ans de lutte. On ne sera pas étonné de la voir recueillie dans nos colonnes, comme la plus honorable des vérifications que des écrivains français puissent recevoir.

« TOUT LE PEUPLE ALLEMAND »

On trouvera plus loin un autre témoignage, celui de M. Georges Lecomte[1] ! Celui-là va nous dispenser

1. « Désormais les pires gobe-la-lune de chez nous n'auront peut être plus la naïveté de s'en tenir à la trompeuse formule « guerre d'officiers » par laquelle, tout au début, en rejetant sur les hobereaux les responsabilités de la tuerie, on localisait nos ressentiments légitimes. Les documents authentiques, d'origines très diverses, dont nous avons eu ces jours-ci la révélation, certaines lettres familiales d'une férocité ingénue, et surtout le coup de tam-tam dont « la pensée allemande » vient d'assourdir le monde pour tenter devant les nations civilisées une impossible justification de la malhonnêteté et de la barbarie tudesques, ne laisse aucun doute à cet égard. »

Le noble esprit de M. de Mun avait été dupe un instant du

d'écrire un article auquel je m'étais engagé. Un écrivain révolutionnaire m'avait paru devoir nous contraindre à lui démontrer, pièces en mains, combien étaient fausses et dangereuses ses distinctions entre les méchants généraux prussiens et les pauvres braves gens du peuple allemand qu'il appelait les premières victimes du militarisme prussien. Mais, venue de nous, la plus forte démonstration n'eût rien ajouté à l'éloquence des faits. Venue d'un républicain, de l'un des écrivains militants du régime, dans un journal officieux, le même faisceau de preuves gagnera le cent du cent : à ceux qui ne veulent parler que de la férocité prussienne M. Georges Leconte offre d'énumérer des Saxons, des Westphaliens, des Bavarois, des Badois, des Hessois qui se sont distingués de la même manière par des actes et des discours d'une égale inhumanité. Il accuse aussi les « *soldats de tous les pays allemands* », « *toutes les classes sociales de tous les pays de l'Allemagne* » et montre à l'appui les aveux concordants de tous les intellectuels, professeurs et instituteurs allemands sans distinction d'opinion, de parti, de catégorie.

Les deux ou trois manifestes nouveaux des universitaires allemands proclament à longs cris que l'esprit qui règne » dans l'armée et dans le peuple est le même », et ce n'est pas un royaliste, c'est un universitaire républicain, M. A. Albert Petit, qui, en déplorant cette « maladresse », conclut aux *Débats* que, dès lors, « *tout essai de distinction entre le mi-*

mythe officiel « guerre d'officiers ». Mais peu de jours après il écrivait généreusement : « J'ai eu tort ». M. Georges Lecomte suit cet exemple, et cela lui fait grand honneur.

litarisme prussien et la bonhomie allemande, toute tentative de diminution entre tels ou tels Allemands et les hobereaux prussiens » se trouvent condamnés d'avance. Ce serait une duperie, en effet. Une duperie de « gobe-la-lune » dit M. Georges Lecomte, qui ajoute : « une trahison ». Notre nation a devant elle une nation. C'est la guerre de « tout un peuple ». Cela ne veut dire aucunement que ce peuple, compté par têtes, ne comprend que des brutes et qu'il n'y aura pas des exceptions personnelles à retenir pour l'heure du jugement dernier ; cela veut dire que, sauf exception dont la preuve incombe aux Allemands et à leurs amis, la généralité de nos ennemis est instinctivement emportée contre nous par un même élan de fureur et de haine ethnique.

TOUJOURS LA QUESTION RELIGIEUSE

31 octobre 1914.

LE PAPE, LA GUERRE ET LA PAIX

Eugène Pelletan n'avait pas fait sa barbe depuis 1848. Celle de Camille, son fils, date de 1878. Il se croit toujours à l'époque où se fit sa fortune et où il fonda la République des républicains. Ses trois années de « péril national » à la tête du ministère de la marine, ne lui ont pas laissé de souvenir distinct : mais qu'un mot, une ligne, viennent réveiller les souvenirs de l'âge héroïque, le revoilà debout, et militant, plus jeune que jamais, la plume au vent contre le « péril clérical ». Un journal catholique ayant parlé, comme on en peut parler en 1914, des garanties qu'il souhaite à l'autorité du Saint-Siège et de la nécessité de son indépendance, Camille Pelletan en conclut aussitôt que nos catholiques, non seulement chercheraient aventure au delà des Alpes, mais d'ores et déjà s'emploieraient à refroidir ou à retourner contre nous les sympathies dont nous disposons en Italie! Ces accusations abominables ne coûtent rien du tout à cette verve ignare. On recherche un moyen de garantir la souveraineté pontificale, on parle de reviser une loi de 71, qui s'appelle précisément la loi des garanties ; et, comme, selon notre Camille national, « cela ne peut se faire sans une guerre nouvelle contre l'Italie », tout ce qui sera dit ou écrit sur ce point sera interprété dans le sens d'un défi sanglant....

N'exagérons point la perfidie de cette méthode. Pelletan doit être sincère. Il a beau multiplier les sottises, je crois qu'il les croit. Car, vous dis-je, il se croit au beau temps où l'électeur candide avalait les bourdes cruelles qui favorisèrent toutes les combinaisons de nos ennemis en Europe et principalement de M. de Bismarck. Aujourd'hui les gens prennent l'habitude de s'informer : surtout avant que d'écouter un des plus fameux destructeurs de notre force maritime, ils commencent par aller aux renseignements.

Ceux qui ont pris l'habitude de dépouiller la presse italienne, surtout la presse nationaliste, qui est la plus dévouée aux idées d'Unité, savent qu'elle est extrêmement déférente pour le Saint-Siège. Ils savent que les deux règnes de Pie X et de Léon XIII ont donné un nouveau prestige au gouvernement pontifical, même estimé du simple point de vue des intérêts de l'Italie.

Le Vatican ne fléchira pas sur ses droits. On dit même qu'il est sur le point de les revendiquer avec vigueur au nom des suites éventuelles du conflit international. Mais de là à créer des conflits armés entre la conscience nationale italienne et les catholiques du reste du monde, il y a de profondes différences. Tout esprit sensé le perçoit si Camille Pelletan ne les soupçonne pas. Une chose, au vrai, lui importe : rendre odieux les catholiques, les faire censurer par M. Malvy, à qui il les dénonce dans le *Radical*, et déblatérer confusément contre son vieil ennemi, le pape de Rome.

Ces survivances d'un état d'esprit oublié doivent

inspirer une pitié très spéciale en une heure où tant d'hommes, pacifistes déçus, recherchent, comme dit un collaborateur de M. Pelletan au *Radical*, quelque « organisation mondiale capable de faire respecter « la loi du salut universel. » Cette organisation mondiale existe. Elle a fait ses preuves, non seulement pour tout le moyen âge, mais il n'y a pas quarante ans, dans un litige entre les Espagnols et les Allemands, à propos des îles Carolines. Elle a nom le catholicisme et la Papauté. Et nos humanitaires, en quête de solutions, et parfois entichés de solutions utopiques, tirent à boulets rouges sur la seule qui ait valu, qui ait réalisé *quelque chose* dans l'ordre des faits!

« PRUDENCE ET CONSCIENCE »

De deux côtés, qui souvent se rejoignent, du côté des socialistes et du côté du *Temps*, d'étranges conseils sont adressés aux pouvoirs publics occupés à donner la chasse aux maisons allemandes. Pourquoi ceux qui ont le plus germanisé dans la paix nous obligent-ils à nous en souvenir pendant la guerre? L'aveugle faiblesse, l'extravagante complaisance dont ces pouvoirs publics ont fait preuve longtemps établissent qu'ils n'ont pas besoin d'être contenus mais stimulés et pressés d'agir. Que signifient les avis de « prudence et de conscience » donnés par le *Temps?* Ils ressemblent fâcheusement aux avis de « sagesse et de mesure » donnés précédemment, dans un fameux article qui n'était lui-même ni sage ni mesuré, car, les arrêts de justice l'ont établi, le clergé français, accusé bien à tort, s'était montré aussi sage et aussi

mesuré que le pouvait rêver le *Temps.* Si le *Temps* a rêvé que les parquets et les commissariats de la République se montrent imprudents ou affolés à poursuivre le commerce et l'industrie boches, nous pouvons l'assurer que cette idée n'était venue à personne qu'à lui ! On redoutait de la mollesse et de la lenteur. La garantie du *Temps* viendra encourager de fâcheuses dispositions dont l'intérêt des commerçants et industriels français ne profitera point.

Ne pouvant malheureusement rien au fait, nous devons cependant montrer l'inanité des raisons alléguées par le *Temps.* Le grand journal républicain redoute que la chasse à nos pieuvres d'Allemagne ne profite à des intérêts particuliers ou ne serve des rancunes personnelles. Oublie-t-il tous les intérêts particuliers qui ont été lésés, toutes les ruines personnelles qui ont été causées à nos commerçants et à nos industriels par la scandaleuse inondation allemande? Si l'intérêt général ne se compose pas de la simple addition des intérêts particuliers, le *Temps* croit-il qu'ils sont exclus de cette somme? Une autre lubie du *Temps* est d'imaginer que le public ne puisse pas collaborer à la « police des affaires commerciales et industrielles et financières qu'on suspecte d'abriter des intérêts allemands ». Les pouvoirs réguliers *suffisent*, dit le *Temps.* Ce verbe a déjà porté malheur à notre confrère quand il crut suffisante l'évidence de notre droit pour nous défendre de la propagande allemande auprès des neutres de l'Europe et de l'Amérique. Il a dû convenir quelques jours plus tard que cette suffisance était de la triste et dangereuse espèce qui ne suffit à rien. On

ne voit pas que les « pouvoirs réguliers, compétents » aient suffi tant que cela à subodorer les manœuvres d'*Avant-Guerre* : ils y ont été moins brillants que le simple particulier Léon Daudet[1].

Cette manière de refuser la libre et spontanée collaboration du public est un des plus tristes legs de la démocratie napoléonienne. La monarchie héréditaire de Hohenzollern, imitation simiesque, décalque grossier de nos Capétiens, a su démarquer leur méthode, seule pratique, de l'alliance du public et de l'État, celui-ci organisant et fédérant les initiatives, celui-là donnant cours à leur vaste fécondité[2]. Nos corsaires et leurs armateurs étaient les collaborateurs volontaires du Roi, comme la Ligue maritime allemande a été la collaboratrice volontaire de l'empereur. Mais ce concours des libertés et de l'autorité suppose en bas une décentralisation et des autonomies dont la démocratie ne veut pas; en haut une fixité et une fermeté de l'autorité que nul gouvernement d'opinion n'est capable de supporter ni même d'imaginer.

On peut faire la même réponse aux socialistes qui voudraient que les maisons allemandes, mises sous séquestre, soient exploitées. Pour que cette exploi-

1. Avait-il été question de décorer Léon Daudet en raison de l'*Avant-guerre*? *Le Nouvelliste de Bordeaux* du 29 octobre l'avait demandé aux applaudissements du pays. Il eût été piquant de voir l'auteur de l'*Avant-Guerre* décoré par un cabinet où trônait M. Fernand David, contempteur public des avertissements relatifs à Diélette. Nous n'avons pas eu ce spectacle.

2. Le 14 décembre suivant, nous eûmes le plaisir de voir un économiste américain, Franklin Giddings, reprendre ce point de vue.

tation fût vraiment possible et fructueuse, surtout en temps de guerre, il faudrait, d'une part, un État d'un caractère vigoureusement national, d'autre part, un ensemble de conventions sociales fondées sur le concert et sur le concours, au lieu d'être débattues au milieu de luttes affreuses. Nous avons perdu quarante ans à entrechoquer les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers dans la fumée d'une lutte de classes singulièrement favorable au concurrent et à l'ennemi germanique : pendant ce temps, Guillaume II négociait entre ses socialistes, ses armateurs et ses financiers, dont les forces unies, se faisant notre parasite, florissaient et fructifiaient à nos dépens.

Avec quelle mélancolie l'imagination du lecteur philosophe refait aujourd'hui l'histoire de ces quarante-quatre dernières années, sous la simple hypothèse « uchronique » des règnes d'Henri V, Philippe VII et Philippe VIII, avec de longs ministères dont les chefs se seraient appelés Le Play, le marquis de la Tour du Pin, Gailhard-Bancel, le comte de Mun et qui auraient travaillé à la paix sociale par l'entente des organisations syndicales et patronales sur les intérêts généraux, représentés peut-être par des syndicats mixtes, peut-être aussi par de véritables corporations.

NOVEMBRE 1914.

AU PAYS LATIN

1er novembre 1914.

.... On dit que la Sorbonne se dégermanise. M. Jourdan fera un cours sur « l'Allemagne dans l'opinion des hommes du moyen âge ». M. Denis parlera de « l'Allemagne depuis 1871 », M. Aulard arbore un titre dont la première moitié dit : « le patriotisme » (j'espère qùe la seconde, quoique ayant trait à la Révolution, ne sera pas trop diviseuse), M. Andler, que nous avons conspué quand il l'a fallu, mais qui, depuis, rendit un service immense, auquel nous rendîmes hommage, M. Andler traitera des « idées politiques en Allemagne au XIXe siècle : la tradition du pangermanisme », beau programme, programme qui promet, programme dont les linéaments essentiels étaient tracés par les écrivains patriotes aux environs de 1895.... Notre ami Louis Dimier, secrétaire général de l'Institut d'Action française, m'annonce, d'autre part, que le programme de ses cours fera aussi un beau tableau littéraire et scientifique de guerre aux Boches et de chasse aux Boches : de sorte que, du haut en bas, la vieille Montagne Sainte-Geneviève, depuis la libre fondation de la rue Saint-André-des-Arts, si essentiellement antigermanique, jusqu'aux maisons de l'État qui en couronnent le sommet, sera redevenue pleinement le Pays latin.

L'ORIENT ET L'OPINION

3 novembre 1914.

PAUL BOURGET PAIERA POUR HERVÉ

Voici un animal qui depuis quinze ans qu'il écrit n'a cessé de se tromper et de tromper les autres sur tous les sujets qu'il a abordés, qu'il s'agît de difficultés sociales, d'affaires militaires ou de simples débats conjugaux : il a dit et écrit le contraire, non seulement de ce qui eût été convenable et juste, mais de tout ce qui devait arriver, ce qui ne l'empêchait pas (bien au contraire) tout en marchant à reculons de se déclarer l'homme de progrès ou plutôt le progrès fait homme! Le gaillard ainsi fait vient d'encaisser à Constantinople un nouvel échec. Le comité Jeune-Turc, qu'il a constamment appuyé depuis 1908, malgré les innombrables mécomptes qu'il en a reçus, vient de se déclarer une fois de plus en faveur de l'empereur allemand. Que croirez-vous que fasse notre Hervé national? Un discours de maître d'école naturellement, aux bons Turcs qui se sont payé la tête d'Hervé d'une façon si copieuse. Puis, une ruade inepte, à qui? A l'un des écrivains patriotes dont les événements n'ont cessé de vérifier les calculs : — Ce sont les événements qui ont tort de ne pas se produire comme Hervé les voyait de loin et selon les « effets » de lune ou de soleil qu'il lui plaisait de composer sur le thème de la Corne d'or :

Il y a quelques années, les Jeunes-Turcs firent une révolution à Constantinople. Leurs chefs, élevés en Europe, faisaient *de loin* l'effet de libres-penseurs ouverts à toutes les idées modernes. Nous avons vu *d'assez bon œil* leur révolution, *nous*, les libres-penseurs de l'Europe occidentale, qui n'avons aucun préjugé de races, et qui avons — *j'en demande pardon au néo-chrétien Paul Bourget* — une tendance fâcheuse à considérer tous les hommes comme nos frères sans distinction de races ou de couleurs. Vrai! nous *espérions* qu'ils allaient doter la Turquie d'institutions modernes, se rapprocher des races vaincues, faire de leur pays un pays vraiment européen.

Ils ne l'ont pas fait, les babouins! Et, guide toujours fourvoyé, pronostiqueur toujours déçu, général toujours battu à plates coutures par l'effet de sa prétention et de sa bêtise, il ne trouve rien de mieux que de faire payer la déconvenue aux « mauvais chrétiens » clairvoyants qui répétaient depuis six années à la France : — Méfiez-vous des Jeunes-Turcs. Les Jeunes-Turcs ne feront rien de ce que vous attendez d'eux. La Jeune-Turquie est la queue du pangermanisme.

L'insolence de la manœuvre ne sert plus à rien du moment qu'elle est définie. Son idéale stupidité doit valoir à Gustave Hervé la nouvelle moisson de mépris public qu'il mérite.

LES AFFAIRES D'ORIENT : NATION FRANÇAISE, ÉTAT FRANÇAIS

Louis Dimier montrait hier qu'il y avait lieu de distinguer fortement entre l'Islam religieux et le petit monde des Turcs dernier modèle qui se croient

émancipés ou civilisés parce qu'ils fréquentent des banquiers juifs allemands, s'en vont aux tenues de la Loge et jouent du piano. Les gouvernements qui feront acte d'énergie devant la Finance internationale et qui ne se laisseront pas houspiller par le plus discrédité et le plus branlant de tous les États auront vite raison de cette révolte contre ce que l'Europe compte d'honorable.

Nos missions en Syrie et en Asie-Mineure ne sont pas l'effet du simple zèle individuel engagé à ses risques et périls. De puissantes collectivités catholiques françaises y ont implicitement engagé le nom, l'honneur, presque le drapeau de la France. Toute notre histoire les y engageait au surplus. Des miracles d'administration généreuse et prévoyante ont été faits là-bas, d'incomparables succès y ont été remportés : succès prestigieux et qui faisaient pâlir de jalousie haineuse l'effort de Nations plus riches d'or ou d'États mieux armés du fer. Cependant une chose y a manqué depuis une trentaine d'années, l'autorité des armes, la voix et l'appui du canon. L'Orient nous a entendus nous calomnier et il a entendu nos calomniateurs renchérir. Bien que les guerres balkaniques où notre Creusot a brillé autant que notre École de guerre, aient relevé dans une forte mesure le prestige du « canon franc », il nous manquait encore quelque chose de ce côté. Il n'est pas au pouvoir de l'initiative privée, si vive et si noble soit-elle, de remplacer tout à fait la fonction des gouvernements. Le nôtre a été longtemps distrait et absent. Cette distraction, cette absence pourraient bien être

la cause directe de la redoutable effusion d'un sang d'autant plus précieux qu'il sera tiré des veines d'amis, de protégés, de clients traditionnels de la France. Les hauts personnages français qui, depuis si longtemps, affectaient de se désintéresser devant nous de ce qu'ils appelaient la « forme du gouvernement » et nous montraient notre nation unie et forte sous un autre ciel, par des œuvres de bienfaisance, d'évangélisation, d'instruction et de civilisation, comprennent-ils maintenant ce que nous voulions dire lorsque nous écrivions : « *politique d'abord* » ?

Nous ne voulions pas les arracher à leur œuvre ni certes la déprécier. Nous voulions la fortifier, la défendre et la garantir. Des missionnaires le comprenaient. Ils nous l'écrivaient, ils sont venus nous le dire. Ce sont leurs protecteurs de France que nous n'avons pas convaincus. Puisse leur cruelle indifférence à la force ou à la faiblesse des remparts de notre cité ne pas coûter trop cher à nos citoyens! Bien appliquée, notre maxime, trop discutée et trop diffamée, notre *politique d'abord* eût commencé par constituer en France un État assez vigilant pour empêcher l'Allemagne de tenir une place exorbitante à Constantinople ou plutôt de nous y enlever notre rang.... De l'incurie diplomatique, cela vous fait l'effet de simples fautes d'orthographe sur du papier à tranches d'or... Regardez mieux : c'est du sang humain.

QUELLE EST CETTE MANŒUVRE ?

4 novembre 1914.

Nos lecteurs, nos amis et, je l'espère aussi pour la France, nos adversaires auront découpé pour le relire et le méditer l'article dans lequel Jacques Bainville les conjurait hier de se méfier du libéralisme, du démocratisme, du socialisme allemands, comme, en général, de ce qui est révolutionnaire en Allemagne : cela tourne toujours contre nous.

L'avis de notre collaborateur arrivait à point : soit manœuvre de la finance internationale, soit intrigue des faux naturalisés allemands ou de leurs prête-noms parisiens plus ou moins français, soit machinations de parti retour de Bordeaux, on commençait à percevoir un peu partout des murmures fort singulier tendant à indiquer qu'une fraction du monde officiel repartait dans les directions dangereuses. Pour ne citer qu'un exemple, mais aussi décisif que net, le *Temps* recommençait à ressembler au *Temps* de Neffzer, au *Temps* de 1860, c'est-à-dire à l'un des plus redoutables et des plus fâcheux collaborateurs de Napoléon III dans la funeste entreprise d'erreurs européennes auxquelles la démocratie libérale l'avait précipité.

Nous en sommes réduits à regretter non seulement l'attitude du *Temps* en août 1914, mais celle qu'Adrien Hébrard, imprima parfois à son journal, les années précédentes, et lui avait fait de cet organe

la plus utile source des prévisions de *Kiel et Tanger*. Que veut le *Temps?* Où va son monde? Où traine-t-il son public? Quelle chimère internationale caresse-t-il, ou quelle nouvelle alliance avec les socialistes et les pacifistes? Bref, quels prochains faux pas du côté des embûches de l'ennemi?

L'AME DE L'ENNEMI

Cela est plus facile à subodorer qu'à préciser, mais il y a vraisemblablement quelque chose : puissent les perspectives lumineuses ouvertes par Bainville incliner l'esprit de parti devant les nécessités du pays! Les bons Jeunes-Turcs se sont chargés de démontrer à Constantinople les profondes affinités de la démocratie libérale et sociale avec l'empire allemand; évitons, quant à nous, une expérience nouvelle dont il faudrait payer les frais et lisons plutôt, mais lisons avec profit cette dépêche de Berlin que l'Agence Stefani fait circuler à travers la presse italienne. Elle est découpée dans un organe romain :

Dans un article relatif à la mobilisation allemande, le socialiste badois, Feudrich dit : « Nos fils et nos neveux rediront encore comment le prétendu mécanisme sans âme de notre puissance militaire s'est révélé être simplement une part de cette organisation sainte que Frédéric Schiller nomme *fille du ciel*. Tous maintenant, voient bien où sont allés les millions et les milliards demandés chaque année par le gouvernement pour les projets militaires. Voilà nos chers soldats bien vêtus, bien chaussés, bien armés! Même ceux qui avaient quelquefois déploré le militarisme et étaient toujours mécontents rendent grâce à Dieu en

secret pour le fait que le Reichstag ait voté malgré eux toutes les dépenses; car sans cela, que serait-il à présent advenu de nous ? »

Pas un mot qu'il ne faille peser. Pas un qui ne puisse servir contre les préjugés absurdes qu'on essaye d'accréditer dans les cerveaux français.

On a traité le militarisme allemand de machine; ce n'est pas un général, ni un prince, c'est un socialiste qui répond que cette prétendue machine est l'un des organes sacrés de l'âme de sa patrie. On veut nous faire croire que l'opinion avancée des pays germaniques murmure aussi contre le gouffre du budget militaire; un socialiste se lève pour dire que chacun voit désormais où est passé tout cet or. Nous savions déjà, Marcel Sembat l'ayant écrit dans *Faites un Roi sinon faites la paix*, que du budget impérial allemand il n'y a pas dix centimes d'inemployés; un autre socialiste, allemand celui-là affirme que les milliards sont bien utilisés. Il en crie de plaisir pour ses « chers soldats bien vêtus, bien chaussés, bien armés! » Et il ne finit pas sans former un acte explicite de repentir sur ses vieilles critiques, pourtant bien timides et bien discrètes, du militarisme prussien : ces refus de budget de la guerre, ajoute-t-il, n'ont pas eu de conséquences. Les auteurs du refus bénissent le ciel d'avoir été sauvés malgré eux. Ils s'abîment, ils disparaissent dans la nation. Ils s'enfoncent et s'effondrent dans un « nous » plein de tendresse pour les composantes de l'action militaire allemande. Leur « nous » embrasse un peuple qui va de l'empereur au dernier adhérent du Parti socialiste démocratique, lequel est le mieux stylé des

partis. Voilà l'âme ennemie! A nous de la connaître telle quelle est dans les princes et dans le peuple, dans les professeurs, les publicistes et les lettrés : il n'est pas très flatteur de nous être laissés berner pendant la paix, mais il serait un peu trop risible de recommencer l'illusion et la déception pendant que les compatriotes de M. le socialiste Feudrich et de Guillaume II envoient sur nos soldats des arguments auquel l'humanité ne s'est pas trompée jusqu'ici!

L'EMPIRE DU GERMANISME

5 novembre 1914.

LES FLUCTUATIONS DE L'INSTITUT

C'est à l'Académie des Sciences que paraissait s'être concentrée, on ne savait pourquoi, la résistance aux justes sanctions méritées par les correspondants allemands de nos Académies. A la séance publique annuelle de l'Institut, les porte-paroles de l'Académie des Sciences n'avaient pas paru saisir bien exactement les données et les conditions de la réconciliation générale ; au lieu de s'inspirer du patriotisme territorial et du sentiment national, sur lequel tous les Français s'accordent, ces messieurs avaient mis beaucoup d'insistance à invoquer telles idées dont nous nous réclamerions tous selon eux, et dont, en fait, tous les Français ne se réclament point, bien au contraire, idées qui, par conséquent, nous divisent. Ces idées humanitaires, révolutionnaires, démocratiques et libérales, sont-elles les caractéristiques réelles et véritables de notre Patrie? Cela est au moins discutable; infiniment plus discutables que les doctrines qui soutiennent, par exemple, que la même Patrie française est la fille aînée de l'Église. Les catholiques de l'Institut avaient évité de proposer leur formulaire. Il eût été équitable que leurs collègues humanitaires évitassent aussi d'imposer le leur. Le patriotisme est une chose, les motifs du patriotisme en sont une autre. Il ne sert de

rien d'embrouiller ceci et cela. On peut faire sans difficulté l'union des bons sentiments; il peut être plus délicat, plus long et moins paisible d'opérer le tri des bons motifs et des mauvais, des idées justes et de celles qui ne le sont pas.

L'Académie française qui a publié sa déclaration peu après la séance du 27 octobre, s'est au contraire, très dignement et très sagement abstenue de toute une vaine idéologie diviseuse. Nous l'en avons félicité en faisant observer que son petit discours, œuvre de M. Lavisse, était pur de toute « nuée ». Il n'est que juste d'adresser maintenant la même louange à la déclaration qui a été votée avant-hier chez les savants. Elle est sobre, simple, directe, elle ne sort pas du sujet.

L'HONNEUR DE LA SCIENCE FRANÇAISE

On a particulièrement approuvé et commenté les fortes lignes où l'Académie des Sciences a protesté contre la prétention de lier l'avenir intellectuel de l'Europe à l'avenir de la science allemande :

> Dans le domaine qui lui est propre, l'Académie tient à rappeler que les civilisations latine et anglo-saxonne sont celles qui ont produit depuis trois siècles la plupart des grands créateurs dans les sciences mathématiques, physiques ou naturelles, ainsi que les auteurs des principales inventions du dix-neuvième siècle.

Seulement, fallait-il attendre l'état de guerre pour prendre acte de ces limpides vérités? Et devant l'engouement furieux dont les sciences et les disciplines germaniques étaient l'objet en France, nos grands corps littéraires et scientifiques n'auraient-

ils pas eu le devoir étroit de formuler cette protestation il y a quinze et vingt ans? C'était leur fonction et leur rôle. Ils étaient là pour cela, non en tant que savants, mais comme savants français, membres d'une corporation française; non en tant qu'intellectuels (car à ce titre c'est l'universel qu'ils visaient), mais en tant qu'intellectuels nés en France, vivant de la France, avec des moyens matériels et moraux que la France mettait au service de leurs spéculations générales.

Le fait est que l'initiative privée, la science libre, la philosophie et la littérature non appointée par l'État, non consacrée par la cooptation académique avaient dû depuis vingt-cinq années — jusqu'à la déclaration de guerre inclusivement — exercer l'indispensable ministère qui n'était pas rempli. Ces « gendarmes supplémentaires » de l'autonomie intellectuelle de la France ont d'abord rencontré d'énormes obstacles. En effet, l'opinion des lettrés, des « habiles » avait été faite contre eux. Si l'on dépouillait une Enquête faite vers 1895, l'année du voyage de Kiel, dans les revues d'alors et patronnée par les plus hautes autorités politique et sociales, on constaterait que le germanisme coulait à pleins bords dans notre jeunesse philosophique, lettrée et artiste. Les jeunes gens qui préparaient Saint-Cyr, Navale ou même Polytechnique se doutaient à peine de cette pénétration pacifique de l'intelligence et de la culture allemandes, mais exception faite pour les séminaires catholiques, partout ailleurs elle était maîtresse, deux ou trois d'entre nous représentant alors à eux tout seuls une opposition à peine naissante.

NOTRE RÉACTION NATIONALE

Huit ans plus tard, quand M. Jacques Morland mena une Enquête analogue à peu près dans les mêmes milieux, les choses avaient bien changé ! Une réaction, toujours privée, toujours extérieure et même hostile au monde officiel, traitée par lui presque en ennemi, mais consciente, mais énergique et décidée jusqu'à la passion, avançait, s'imposait et se faisait suivre[1].

1. On trouvera une analyse de cette enquête, faite à la date de 1902-1903 dans mon livre *Quand les Français ne s'aimaient pas*, et l'on y pourra lire la fameuse réponse de Quinton. M. Jacques Darance, dans l'*Action française* du mois de juillet, a brillamment renouvelé la même analyse.

FINANCES ET MOBILISATION

7 novembre 1914.

LA PRÉPARATION FINANCIÈRE

Les informations financières parues en quatrième page du *Temps* nous apprennent que MM. les agents de change seraient « sur le point de » faire « aboutir » « une entente avec la Banque de France » tendant à rembourser à leur clientèle une partie de ce qui n'est pas à eux. Le *Temps*, qui a beaucoup crié contre la méthode adoptée, l'exposait hier sans clameurs, et cela donne à réfléchir au naturel éminemment variable du *Temps*. Il est aussi du naturel de la politique financière du *Temps*, comme de sa politique générale, comme, au surplus, de celle du gouvernement démocratique et libéral dont il est la voix, d'être agie plutôt qu'agissante et manœuvrée plus que manœuvrière. Ce que nous demandons au *Temps*, ce ne sont pas ses idées fausses, mais ses informations, quand elles sont précises. Les nouvelles qu'il donne des Agents de Change de Paris manquent de certitude. En revanche, voici des propos relatifs à la place de Berlin. Ils sont nets, ils sont clairs, ils sont brefs. Sans avoir rien de proprement germanique, ils proposent de quoi songer. Mais quel malheur qu'ils aient été égarés dans un coin de quatrième page! Nous leur rendons leur dignité :

Guillaume II avait préparé la guerre même dans le domaine financier.

Il y a environ un an — ce fait est connu dans les milieux financiers français — l'empereur allemand convoqua le président de la Reichsbank et lui posa cette question :

— Dans le cas où demain un grave événement de politique internationale surgirait, les banques allemandes seraient-elles en situation de rembourser leurs dépôts.

— Sire, ce serait la faillite.

— Eh bien, monsieur, faites en sorte que si bientôt je vous pose la même question, vous me fassiez une autre réponse.

Et de fait, M. Havenstein, président de la Reichsbank, a, depuis ce moment, insisté beaucoup auprès des banques allemandes pour qu'elles surveillassent de très près la liquidité de leurs actifs.

Même au début du mois de juin, M. Havenstein, on s'en souvient, avait convoqué les représentants des grands établissements financiers de Berlin pour leur rappeler cette nécessité.

Ce fut une *faute impardonnable* chez nous de ne pas avoir tenu compte de cet avertissement qui n'a pourtant pas passé inaperçu, puisque nous avons ici même publié trois informations sur ce sujet :

Ainsi l'on était prévenu ! L'on savait ! Et cette science a été tout à fait stérile. Nos informations politiques ont le sort de nos inventions, automobile, aéroplane et le reste. Elles ne servent de rien.

A quoi cela tient-il ? On peut voir là quelque miracle de l'esprit de prévoyance et d'organisation propre aux Allemands. Mais on peut dire aussi que cette mythologie politique ne nous avance à rien d'abord, n'explique rien ensuite. *N'avance à rien*, parce que nous ne serons jamais Allemands, ayant eu l'heur ou le malheur de naître Français. *N'expli-*

que rien et vaut tout juste l'explication du sommeil par l'opium dû à la vertu dormitive de cette drogue, et rend inintelligibles les périodes de l'Histoire de France où nos anciens s'entendirent à voir, à prévoir, à organiser, à préparer des guerres utiles, à conclure de bons traités, à assimiler, puis à annexer de magnifiques provinces, à assurer partout le respect de nos industries et de nos marchands.

Comment une nation imprévoyante et même inapte à l'organisation a-t-elle donc fait tout cela pendant près de dix siècles? Veut-on dire qu'elle dégénère aujourd'hui? Cela serait désespérant, si ce n'était pas faux : allez voir nos chefs-d'œuvre d'organisation improvisées, là-bas, sur le front?

— Alors? — Alors, il reste à penser que Guillaume II, dans son dialogue avec M. Havenstein, représentait moins l'esprit allemand que l'esprit d'autorité, de prévoyance et d'organisation incarné — partout et chez tous les peuples — dans la Monarchie héréditaire : au lieu que, « *chez nous* », comme dit le *Temps*, pour utiliser les informations du *Temps*, il n'y avait âme qui vive, mais simplement la République, c'est-à-dire le gouvernement de tout le monde et de personne. Tout le monde a su, tout le monde a vu, tout le monde a frémi par trois fois en lisant les trois informations alarmantes du journal le *Temps*; puis, comme ce n'était l'affaire personnelle de personne et que nul égoïsme n'était intéressé à veiller au salut de tous, tout le monde s'est calmé, personne ne s'est souvenu, personne n'a agi, personne n'ayant de responsabilité permanente. Pourquoi? Je renvoie à *Kiel et Tanger*, page XXIX.

Le *Temps* croit pouvoir nous parler de « faute impardonnable ». Oh! Oh! Impardonnable, à qui? Cette faute impardonnable, qui l'a commise? Le *Temps* serait gentil de nous le dire. Il s'en gardera bien pour mille raisons. Mais quel scandale qu'il faille chercher pour savoir! En Allemagne, chacun sait bien que le responsable en chef est l'empereur et que, si ça va trop mal, on lui coupera le cou en cérémonie. Nous n'avons même pas la garantie *in extremis* du régicide!

LA MOBILISATION ÉCONOMIQUE

Nous avons été des premiers (avec M. Jouhaux de la C. G. T.) à parler de la nécessité de reprendre et de faire reprendre le travail, par tous ceux qui ne se battent pas. Notre article, « *en avant les civils* » qui n'est pas le premier de la série remonte au 16 août : il n'a été écouté qu'en octobre par le gouvernement qui s'est occupé à cette date d'enlever aux Allemands le monopole de la fabrication des produits chimiques. Il faudrait revenir sans cesse sur ce propos. M. Jean Longuet apporte un curieux témoignage de l'activité allemande, d'après un exposé des motifs tiré de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, et ainsi il confirme tout ce qu'a dit Bainville des avances de l'Allemagne couronnée à « sa » démocratie socialiste, laquelle ne paraît pas vouloir être en reste de politesses avec le royal et impérial protecteur. Canaux, chemins de fer, desséchement de marais, tout sera poursuivi dans les délais les plus brefs, toutes formalités abrégées, moyennant une procédure que M. Longuet qualifie de « hardie » et qui suppose une autorité singuliè-

rement forte dans l'Etat. Voici le menu royal du festin proposé au monde du travail allemand :

1° Achèvement des travaux de canalisation de l'Oder sur la section de Kollan à Annaberg; 2° Suppression des dépôts et alluvions sur le parcours et sur les bordures de l'Oder; 3° Dessèchement et endiguement des parties marécageuses contiguës au fleuve ; 4° Travaux de nivellement des francs-bords de l'Oder; 5° Travaux prévus par la loi concernant l'amélioration de la voie d'eau de l'Oder au-dessous de Breslau, du 30 juin 1913; 6° Achèvement du canal de Plauen ; 7° Travaux d'approfondissement de l'Elbe ; 8° Etablissement du canal latéral de la Lippe entre Wesel et Dattelm et entre Hamon et Lippstadt.

Cette hardiesse, cette activité se comprennent très bien dans un État où les pouvoirs publics sont compétents et permanents, où l'ordre règne, où il existe une autorité qui l'impose. Car c'est un axiome que « l'ordre ne naît pas spontanément dans la société » ; il faut une puissance pour l'établir, soit du dedans soit du dehors. Envahis, nous subissons l'autorité du dehors : c'est elle qui nous décide à accepter notre ordre militaire puissant, notre discipline civile approximative. Les envahisseurs allemands ont une autorité qui leur est intérieure. Ce contraste n'est pas sans poser à l'esprit de M. Longuet un problème embarrassant. Il écrit donc :

Il faut bien reconnaître qu'à cet égard la bureaucratie impérialiste allemande, si haïssables que soient ses principes essentiels et son esprit même, a su cependant faire largement appel, une fois de plus, aux qualités organisatrices merveilleuses de la *race allemande* — qualités dont bénéficierait si largement toute l'humanité, si elles n'étaient pas actuellement acca-

parées et déviées au seul profit d'une politique d'impérialisme brutal.

A la différence (déjà notée ici) de notre bureaucratie républicaine, la bureaucratie allemande a donc la vertu de *savoir* collaborer avec la nation allemande! La nation allemande a cette autre vertu de posséder des qualités d'organisation *merveilleuses*! Nous voici trois ou quatre fois chez Molière. Petit-fils de Karl Marx qui, bien que juif, a pu posséder quelques gouttes de sang allemand, M. Jean Longuet a des grâces d'état pour estimer la race allemande. Tous les révolutionnaires européens ne sont pas comme lui. Hier même, à la *Bataille syndicaliste*, un intéressant réquisitoire de Pierre Kropotkine nous montre le propre grand-père de M. Jean Longuet, qui absorba le *socialisme international* dans un *socialisme allemand*, imposant à son parti cette « logomachie hégélienne » qui fut, à son heure, un fléau. Marxisme à part, il reste que l'explication de M. Longuet n'est même pas soutenable au tribunal des plus grands esprits de l'Allemagne. Ils ont nié avec ensemble les « qualités » et les « vertus » que, de tout temps, dans leur fanfaronnade ethnique, s'arrogèrent les Allemands.

Nous avons mille fois cité les propos concordants de Gœthe, de Frédéric II, de Nietzsche, de Schopenhauer. L'explication Longuet est fausse. L'Allemagne ne doit pas ses avantages intérieurs à ce qu'elle est l'Allemagne. L'Allemagne n'est pas une « nation-chef ». Comme répondait Moréas à l'*Enquête* de Morland, « l'Allemagne est un grand et beau pays, j'ai longtemps voyagé en Allemagne; ses

poètes et ses philosophes, du moins ceux de son bon temps, qui n'est pas celui d'aujourd'hui, me sont encore chers, mais j'aime l'ordre en tout et, certes, ce n'est pas à l'Allemagne de guider le monde. » Né Athénien et, si j'ai bonne mémoire, entré dans la littérature parisienne par une étude sur Schopenhauer, l'auteur de ces lignes fermes et pures était un témoin plus impartial que M. Longuet.

Un autre témoin impartial est le colonel Feyler, qui, rencontrant jeudi le même sujet (sans nier plus que nous l'organisation germanique) écrivait :

Les qualités d'organisation ne sont pas ignorées du Français : la clarté de son esprit les seconde au contraire, mais dans les affaires privées surtout. Dans les affaires publiques, desquelles l'organisation de l'armée ressortit, *la médiocrité du régime politique* a été incontestablement un fléau qui a pu légitimer les espérances des Allemands et même leurs illusions.

M. Jean Longuet serait sage d'en croire ce jugement d'un étranger, d'un républicain et sans doute d'un protestant. Il ne devrait d'ailleurs avoir besoin de personne pour douter d'une idée absurde : l'imprévoyance de notre État et l'état inorganique de notre société ne peuvent venir du péché originel de leur naissance française. Encore une fois, ces explications moliéresques sont de la pure comédie et même de la basse farce. Ce n'est pas ce pauvre rideau déployé par les journaux révolutionnaires qui empêchera l'opinion française d'ouvrir les yeux, d'y voir et d'épeler la question, telle qu'elle apparaît :

— Démocratie ou Monarchie.

CALOMNIES ET CALOMNIES

8 novembre 1914.

« Tandis qu'une certaine presse se plaît à dénoncer de prétendus calomniateurs du clergé »....

Ainsi commence un Premier Bordeaux de la *Lanterne.* Une « certaine presse », c'est nous. Les prétendus calomniateurs » ont été déjà signalés, certifiés, authentiqués, par un préfet, un sous-préfet, un commandant de place. Si l'on veut connaître en quoi les calomnies consistent, en voici une prise au hasard et traitée comme elle le méritait d'après une coupure de la *Vie paroissiale de Plœuc* paroles lues par le curé au prône des trois messes.

Je porte à votre connaissance et avec l'agrément de Mathurin Denis, maçon, époux Ruellan, de Saint-Eloi, qu'en audience de justice de paix du 22 octobre dernier, il a rétracté les paroles injurieuses qu'il a tenues publiquement à mon égard, m'accusant faussement d'avoir porté de l'argent aux Allemands pour nous faire la guerre, et m'a fait à ce sujet des excuses complètes, me disant qu'il ne croyait pas un mot de cette histoire qualifiée de grotesque.

Suit la juste menace des recours plus sérieux que prendrait le curé de Ploeuc si l'accusation grotesque venait à se renouveler. Il importe de féliciter ce curé énergique qui sait ainsi défendre son honneur de prêtre français. Mais il ne servirait de rien de demander à la prétendue *Lanterne* de reproduire ce document, de nous dire ce qu'elle en pense et de nous expliquer pourquoi elle a parlé de ces calom-

nies avérées comme de calomnies prétendues. La prétendue *Lanterne* est la simple vessie de l'obscurantisme. Je lui fais l'honneur de penser qu'elle n'a pas assez de clarté dans l'esprit pour se rendre compte de la gravité des divisions ainsi provoquées devant l'ennemi.

LES SOCIALISTES ALLEMANDS ET LA GUERRE

Karl Liebknecht et Franz Mehring, Mmes Rosa Luxembourg et Clara Zetkin ont fait le 10 septembre une déclaration reproduite dans la *Neue Zurcher Zeitung* du 1er novembre, protestant que pour eux et « assurément », disent-ils, pour « bon nombre d'autres socialistes allemands », l'attitude nationaliste impérialiste de Sudekum et Richard Fischer ne correspondent pas à leur point de vue. Ils ajoutent qu'ils ne peuvent exposer publiquement leurs opinions en raison de l'état de siège. N'auraient-ils pas pu l'insinuer tout au moins? Ces opinions sont d'autant plus imprécises que Karl Liebknecht a fait bon ménage, à Bruxelles, avec des socialistes venus pour suggérer aux camarades belges une reprise du travail que désirait fort l'empereur.

En 1870, Wilhelm Liebknecht, le père de Karl, et Bebel mettaient plus de vivacité à leur opposition. Cela permet de mesurer le déclin des idées révolutionnaires en Allemagne, l'évolution opportuniste et nationaliste de la Démocratie sociale. En revanche, les socialistes de l'empereur n'impérialisent pas à moitié : M. Otto Hue, député socialiste à la Diète prussienne, reproche âprement aux socialistes étrangers de refuser d'examiner le fabuleux projet de

violation de la Belgique imputé à la France et à l'Angleterre. L'article de M. Otto Hue dans le *Journal de Bochum* constitue, dit le *Temps*, un acte de foi patriotique sans réserve et de solidarité absolue avec le militarisme prussien. « Nous autres socialistes allemands! » chante M. Hue :

Le fait essentiel est que notre patrie est attaquée de tous côtés. Cette patrie n'a pas toujours très bien traité les socialistes ; néanmoins, nous sentons, nous autres socialistes allemands, que nous sommes des Allemands et devons affirmer notre solidarité avec tous nos compatriotes. Advienne que pourra. Je sais que ce sentiment de solidarité anime les camarades du parti. Je considère de mon devoir à cette heure grave, de le dire bien haut.

Après la guerre les camarades du parti s'occuperont de « remédier » à ce que M. Otto Hue appelle le complet affolement de « quelques-unes des personnalités socialistes importantes de l'étranger ». Le remède allemand ainsi annoncé, si on lui permettait d'être administré, ne manquerait certes pas d'énergie.... Il faut soumettre ces façons allemandes de dire et de penser aux socialistes français que n'auraient déjà point suffisamment écœurés la défense de la race allemande, du génie et du sang allemand, qui continue à s'épanouir dans la feuille du parti[1] : amoureuse obstinée de l'esprit germanique et rouée de coups par l'amant quand donc cette Martine finira-t-elle de prendre ce plaisir sadique à être battue? Les chefs devraient s'apercevoir qu'ils ne sont pas seuls à encaisser : il y a leurs hommes, il y a la France.

1. *L'Humanité*.

L'INTELLIGENCE ET LA FORCE

8 novembre 1914.

LA PROTESTATION DES UNIVERSITÉS

On trouvera plus loin un résumé de la réponse faite aux universités allemandes par nos universités d'État. C'est un document convenable que nous aurions voulu complet et parfait. Il n'est pas complet, ne portant pas les signatures des représentants des universités catholiques. Il n'est pas parfait, faute d'être exact. Ceux qui reprochent à la science allemande de s'être mise au service ordinaire et extraordinaire de l'État ont eu le tort de s'exposer à un reproche symétrique tout aussi grave. Nous avons fait observer ici le 17 octobre : en esquivant la droite filiation kantienne et luthérienne de Fichte, afin de sauver notre tradition révolutionnaire de son ascendance allemande, M. Boutroux a bien mérité de l'État républicain; a-t-il bien mérité de la vérité et de la patrie? Cette filiation qui gêne le régime dans ses hommes, dans son esprit, dans ses institutions, est également esquivée dans le manifeste de nos universitaires. On y prétend que le pangermanisme a rompu les traditions de l'Allemagne de Leibniz, *de Kant* et de Gœthe. Or, le pangermanisme rompt si peu les traditions de Kant qu'il les contient. C'est un fait que ne peuvent gratter ni les dénégations ni les signatures dont on les orne. Le nom, l'œuvre de Fichte établissent cette continuité, qui est confirmée de mille manières, qui

n'est infirmée par rien, qui est simplement recouverte et voilée par des vues de parti. Quelque intérêt qu'ait le parti des pangermanisants d'hier à la cacher, cette continuité finira bien par être sentie et vue par la simple et honnête raison qu'elle existe, et qu'en outre tout contribue à la faire repasser, en traits de feu et de sang, sous les yeux de tous.

Nous avons félicité l'Académie française et l'Académie des sciences de la pureté bien nationale des déclarations qu'elles ont publiées. Nous ne pouvons accorder la même louange à la déclaration des Universités. Nous le regrettons vivement. Un autre que nous, anonyme, expliquera ce regret avec une clarté et un éclat qui nous dispenseront d'y rien ajouter. Voici ses paroles, d'une admirable justesse, elles retombent de tout leur poids sur les admirateurs de la « tradition de Kant » :

> Nous faisons la guerre à l'Allemagne sur le terrain militaire et économique. Il faut que nous la lui fassions dès aujourd'hui sur le terrain de la pensée. L'activité est encore grande des propagandistes qui mettent au-dessus de tout la méthode teutonne, la science germanique, qui parlent avec une sorte de respect superstitieux de la supériorité allemande. Méfions-nous de ces apôtres à la parole dorée. Ils ont tôt fait de retrouver la haine qu'ils nous portent sous la couche fragile de leurs beaux sentiments humanitaires.

L'auteur de ces fortes paroles ne les a pas signées. Pour qu'il ne soit pas pris pour un suppôt du Gesu de Rome, je me hâte de dire qu'il appartient à la rédaction de la très radicale *Dépêche de Toulouse* où cette page excellente a paru.

La vérité échappe donc !

A LA SORBONNE. — DE LA FORCE

Il nous est également impossible d'accorder la même admiration aux paroles dites en Sorbonne jeudi. La Sorbonne, on ne le l'ignore pas, est une grande blessée. Elle a été blessée par l'Allemagne, non dans la guerre, mais dans la paix. L'une des principales opérations d'avant-guerre aura été de s'emparer de l'illustre place forte universitaire et d'y installer un culte insensé de l'esprit germain. Ses principaux maîtres, ceux qui la dirigent encore aujourd'hui, M. Croiset, M. Séailles, ont germanisé à l'infini. Sont-ils guéris? Sont-ils seulement en convalescence? Jeunes gens, jeunes gens, nous ne pouvons aimer à vous induire en défiance contre des maîtres. Ces maîtres ont été des adversaires; ils sont vaincus, terriblement vaincus par l'événement; sans parler du respect dû aux chaires où ils siègent, ils méritent un traitement plein de générosité qui doit aller, s'il est possible, jusqu'à l'affection. Mais la critique peut être affectueuse, et nous ne saurions laisser passer la leçon d'ouverture, prononcée par M. Croiset, sans en faire sentir les deux ou trois erreurs profondes, persistantes et sans doute voulues. L'éloge qu'en fait M. Séailles dans les journaux établit que l'intervention chirurgicale fera du bien.

Ces messieurs ne prononcent ni n'écrivent plus un mot sans s'élever contre le culte de la force et contre la force elle-même, identifiée ou non à la force brutale. Il ne faut pas laisser courir sur cette pente. Il n'y a pas à diviniser la force, il n'y a pas à

l'avilir non plus. La force est bonne en soi. — Oui, d'accord, la force au service du droit. — Non : pas d'accord sur des confusions!... Accordons-nous sur des idées nettes. Le service, bon ou mauvais, auquel on met la force, c'est une question; le prix de la force en soi est une autre question. Nous parlons de la force pure. Moralement, la force est une vertu et, physiquement, c'est un bien. — Il ne faut pas en abuser. — Il ne faut abuser de rien, ni du vin, ni de l'eau, ni de la viande, ni du pain, ni même, saint Paul l'a dit, de la sagesse. Mais mettre les jeunes Français en défiance contre la force, c'est les affaiblir et, en un sens, les trahir, à cette heure où ce qui presse, c'est de leur inspirer le désir d'être forts, à tous les points de vue, et de rechercher les conditions naturelles de la puissance, tant pour leurs personnes que pour leur pays.

Mais, disent les professeurs, c'est ce qu'on enseigne en Allemagne.

Nullement. Ce que l'Allemagne enseigne, consacre et admire, ce n'est pas la force en tant que force, c'est la force en tant qu'allemande. La défiance de la force peut paraître un état d'esprit inoffensif : un peu fouetté et stimulé, ça conduit à siffler le drapeau, à conspuer les « galonnés », à refuser des canons et des munitions à l'armée.... On me permettra de dissuader nos professeurs de placer de nouveau la Sorbonne dans ce courant : le plus bel héroïsme du monde pourrait bien ne pas nous sauver cette fois. Vive la France signifie vive notre Force française. On invoque la Grèce? Rome? C'étaient des peuples très forts.

On n'a peut-être pas été non plus très heureusement inspiré en Sorbonne quand on a loué presque sans mesure cet esprit de finesse, qui est fait de mesure, et qui, sous peine de languir et de périr, appelle son complémentaire, l'esprit de géométrie. C'est de rigueur, c'est de logique, c'est de clarté rationnelle qu'ont besoin nos jeunes générations combattantes. Si l'on est convaincu que la Révolution est le terrain de notre évolution historique et qu'elle a condensé la philosophie traditionnelle de la France, qu'on le dise, et surtout qu'on essaye de le prouver; mais il importe d'éviter de prouver faiblement ce hurlant paradoxe, car il est trop certain que la Déclaration des Droits exprime Rousseau et Luther, c'est-à-dire un retour à l'individualisme barbare de source germanique, et la Terreur exprime une autre barbarie, à peine un peu plus sauvage et de même origine, Enfin, mêler, confondre les vainqueurs de Bouvines, qui ont sauvé le Pape, et la Révolution qui l'a emprisonné, Jeanne d'Arc qui a reconquis le territoire, et les Napoléon qui l'ouvrirent trois fois, unifier ces contraires au moyen du terme flottant et vide d'« idéalisme », c'est peut-être une rhétorique ingénieuse, mais je dois dire qu'elle vient tout droit d'un certain Hégel, qui n'était ni Anglais, ni Belge, ni Russe, ni Serbe, pas même Français.

Et puis, en vérité, tout cela, ce n'est pas fort!

LA QUESTION DES MAGGI-KUB

Pendant trois mois entiers, nous avons évité d'écrire ici ces noms. Sans rien nous imposer, on nous en avait adressé la prière, ainsi qu'à tous nos con-

frères parisiens. Bien qu'il n'y eût pas d'obligation, bien que nos adversaires socialistes ne se fussent pas privés d'agir tout autrement, l'idée que nous nous faisions du devoir civique semblait nous obliger plus étroitement qu'eux. Au cours de ces trois mois, j'ai parlé tous les jours, à cette place, de l'ablation par ordre des autorités civiles et militaires des affiches et plaques Kub, filiales de la Maggi, dans plus de cinquante départements sans les désigner autrement que par des allusions aux articles de Léon Daudet dans lesquels elles étaient dénoncées. Mais si nous pouvons fort bien nous enorgueillir de porter l'esprit de discipline en temps de guerre jusqu'à la duperie, il y a une chose que nous ne pouvons pas : non, par simple scrupule de fidélité à la lettre d'implorations cent fois périmées, nous ne pouvons trahir la France.

M. Compère Morel, qui avec l'Union des Coopératives parisiennes, a pris la suite des affaires de la maison Maggi, raconte dans une lettre parue à l'*Humanité* « qu'à la Sûreté Générale et au ministère de l'Intérieur », on n'a pu « *Lui* citer, *Lui* apporter ou *Lui* donner une seule preuve, voir l'ombre d'une preuve attestant que la Société laitière franco-suisse Maggi était une société allemande ou comptait dans son personnel des Allemands, ou bien encore avait pu être incriminée d'un acte anti-français quelconque. » Nous ne savons pas ce que M. Compère-Morel peut appeler preuve ou ombre de preuve. Tout se discute dès qu'on le veut bien. Pourtant, nous donnerons les preuves que demande M. Compère-Morel. Sans doute quand on est venu proposer le caleçon

d'une controverse sur l'affaire Maggi, c'est-à-dire entre les 4 et 31 août derniers, si je ne me trompe, le ministère de l'Intérieur et la Sûreté générale avaient d'autres chiens à fouetter. Ces services auraient pu donner un avis. L'a-t-on donné? A-t-on hésité? Mais M. Compère-Morel est de ceux qu'un avis, même en temps de guerre, ne contente point. Juge et souverain, il lui fallait la preuve. Il ne l'a pas eue rue des Saussaies. Il l'aura ici. Je la lui donnerais aujourd'hui si j'en avais la place. Ce sera pour demain [1].

1. Un jugement antérieur aux émotions de la guerre et aux enquêtes de M. Compère-Morel, élaboré l'année précédente était de nature à satisfaire ce qu'il pouvait y avoir de juste dans les anxiétés de ce député. Les sociétés Maggi sont-elles suspectes? Oui, les sociétés Maggi sont suspectes. Cela est connu, archi-connu, publié, archi-publié, depuis le 25 juillet de l'année 1913, date à laquelle le tribunal de la Seine jugea entre les Maggi et nous. Nous accusions les Maggi et ses filiales d'organiser l'espionnage et l'invasion par tout le pays. Les Maggi nous accusaient de les diffamer. Nous répondîmes que la « diffamation », au sens juridique était certaine, mais, comme elle intéressait la sécurité du pays, exigeait une enquête. Les Maggi, tout en feignant de consentir à cette enquête, faisaient de leur mieux pour s'y dérober, le tribunal le constata. Et l'enquête fut ordonnée.

Elle fut ordonnée en termes caractéristiques. La constitution légale et régulière des Maggi, en tant que société française, était reconnue par le tribunal. Le tribunal énonçait d'avance tout ce que ressassent MM. Compère-Morel et Hervé : conseil d'administration français, employés français, etc. Ce nonobstant, il admettait que toutes ces régularités pouvaient être de pure figuration et qu'il fallait en voir le fond. Et, avant même que l'enquête fut ouverte (elle est à peine terminée, le procès ne l'est pas), le tribunal reconnut (en une partie d'un jugement dont les Maggi n'ont pas appelé et qui demeure acquise), que les Maggi françaises et les Maggi étrangères « *sont liées les unes aux autres à raison de leurs origines, de l'organisation et du but*

commun qu'elles poursuivent »... Au surplus, le jugement accablait si bien les Maggi, et les Sociétés Maggi s'y jugèrent si parfaitement condamnées que, par un acte sans précédent, croyons-nous, dans l'histoire de la presse, *un compte rendu falsificateur fut envoyé, sous forme d'annonce de publicité, transmise par l'Agence Paz, à tous les grands journaux de Paris et de nos provinces.*

L'or (qui peut tout, en régime capitaliste, n'est-ce pas? Compère-Morel?) un or qui était dès lors très gravement suspect d'être l'or de la trahison, cet or a pu faire cela : dénaturer un acte de justice pour couvrir une entreprise étrangère soumise à enquête, et *incriminée* d'espionnage non plus par nous mais par la justice elle-même!

Vous cherchiez une preuve ou ombre de preuve. Elle est là, Compère-Morel.

Il faut joindre à ce genre de preuve, celui qui ressort des mesures de police prises à l'égard des panneaux-réclames des Maggi sur la plus grande partie du territoire.

Nous dirions : sur tout le territoire, comme, en effet, nous le croyons, si nous en avions la preuve matérielle. Nos preuves matérielles se bornent aujourd'hui aux départements dont voici la liste : Aisne, Alger, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardennes, Ariège, Aube, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Calvados, Cantal, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Deux-Sèvres, Dordogne, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Landes, Loire, Haute-Loire, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Loiret, Lot-et-Garonne, Lozère, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Morbihan, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Rhône, Saône-et-Loire, Haute-Savoie, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Yonne; en tout 63 départements (*Action Française* du 9 novembre).

Un témoin m'avertit que les affiches et plaques Kub ont été arrachées par les autorités dans les Basses-Alpes : voilà qui est donc établi pour 64 départements. Cela ne compte toujours pas pour M. Compère-Morel.

M. Compère-Morel me fit la bizarre proposition de terminer cette discussion publique par des palabres privés, je l'envoyai promener (12 novembre 1914).

CONFISCATION ET CHATIMENT

10 novembre 1914.

En dépit des réclamations d'un certain nombre de journaux, le château de Chambord, propriété d'un prince autrichien, le prince Hélie de Parme, n'est pas encore sous séquestre. Du même geste dont Monseigneur le Duc d'Orléans renvoyait à l'empereur-roi le collier de la Toison d'or, les royalistes français ont le devoir de demander ce que signifie l'hésitation des pouvoirs publics devant ce propriétaire qui a pris du service contre la France et qui a brisé de lui-même tous les liens d'honneur et de sang qui l'attachaient à ce pays-ci.

Nous sommes incapables de diminuer ni au surplus d'exagérer le profond respect qui s'attache aux Bourbons de Parme comme aux Bourbons d'Espagne. Il nous a été agréable de savoir que don Jaime avait quitté l'Autriche et rendu son grade dans l'armée de nos ennemis. Nous apprenions avec plaisir que la future impératrice, archiduchesse Zita, d'ailleurs vraisemblablement bien innocente de cette guerre, parlait avec une tendre piété du pays de France illustré par tant de grandes princesses de ses aïeules. Les sympathies que trouvaient en France plusieurs frères de la princesse Zita nous paraissaient fort naturelles. Nous aurions eu plaisir à prolonger ces actes de vénération historique un peu complaisante, car il était toujours facile de les délimiter : l'esprit des coutumes tutélaires de notre loi

de succession, renouvelée, explicitée au traité d'Utrecht, distingue de façon tranchante entre ces parentés françaises de nobles princes étrangers et la maison royale, la Maison de France liée à la patrie par d'irrévocables contrats, serve de la couronne, c'est-à-dire première servante et servante exclusive de l'État national. La raison qui exclut de la succession royale soit les femmes, soit la postérité féminine, est aussi celle qui repousse les descendants des princes devenus étrangers par leur accession à des couronnes du dehors. Il importe que le caractère national du règne français soit sauvegardé avant tout.

Dans une brochure courte et forte, relative à des prétentions chimériques, notre éminent ami Marie de Roux demandait aux rares tenants des Bourbons de Parme ou d'Espagne ce qu'ils feraient dans l'hypothèse, toujours possible, où l'un de ces princes prendrait du service contre la France. L'hypothèse de Marie de Roux est réalisée. Il n'y a pas à dépouiller le prince Hélie de droit ni de partisans qu'il n'a point. Mais le château splendide offert par souscription nationale au roi de grand esprit et de grand cœur qui porta, en exil, le nom de Henri V fera retour à la nation. Et ce ne sera point là seulement un acte de haute reprise politique sanctionnée par le droit de la guerre, il y aura aussi un juste châtiment : nos lecteurs de janvier, février et mars n'ont peut-être pas oublié les allusions nombreuses faites ici, sous cette signature, à des intrigues effrontées, à des prétendances audacieuses, à des entreprises hardies d'attentat aux droits du Roi de France et de ridicules

substitutions. Sans les connaître toutes, on en connaissait, on en surveillait quelques-unes. Sans me flatter d'avoir pénétré tous les détours et tous les dessous de celle-là, je puis affirmer que l'intrigue du prince Hélie de Parme représentait bien des complots contre l'histoire la plus sainte de la Patrie, et si les choses eussent continué dans l'état de paix, il n'eût pas été impossible que ce scandale déjà dénoncé à Monseigneur le Duc d'Orléans fût traîné au tribunal public de l'opinion française.

Le prince Hélie de Parme en a-t-il été prévenu? Après avoir tenté l'esprit traditionnel de la France a-t-il rejeté son espoir dans Guillaume et François-Joseph? Folie et folie! Tous nos historiens l'ont marqué, Albert Sorel mieux que les autres : s'il y a dans le cœur français une passion maîtresse, c'est celle de l'indépendance de la patrie, notre fierté traditionnelle a toujours consisté, de père en fils, à n'avoir jamais admis même en pensée un sceptre étranger.

POUR MÉMOIRE

11 novembre 1914.

On lit au *Journal des Débats* ces lignes que nos confrères ont extraites, disent-ils, de la *Nouvelle Presse de Vienne* :

> M. Caillaux a beaucoup de partisans parmi les républicains. C'est l'un des rares hommes politiques de la France qui ne soient pas usés. Les autres sont, pour la plupart, rendus impossibles par leur passé, qui les charge d'une part de responsabilité dans la guerre — responsabilité que l'on ne saurait reprocher à M. Caillaux ; car il a toujours parlé en faveur des bons rapports avec l'Allemagne... Quand les Français commenceront à se dégriser, alors Caillaux jouera dans sa patrie un rôle important, et, il faut l'espérer, heureux...

Les *Débats* disent avec raison que « le souhait du journal viennois semble correspondre à des suggestions récemment transmises à Paris par des courtiers déjà connus sur la place ». Mais les *Débats* ne paraissent pas informés de ce qui rend la pièce par eux citée plus savoureuse, plus suggestive encore qu'ils ne disent : avant de paraître dans ce journal autrichien, elle a été publiée par la *Gazette de Francfort* à la date du 17 octobre. Ce journal étant heureusement tombé entre nos mains, nous avons donné le passage relatif à M. Caillaux. La censure nous a priés de le remplacer par du blanc. Nous sommes heureux d'en saluer la réapparition sur la page rosée de notre

confrère de la rue des Prêtres, ainsi qu'on disait au bon temps. Le public en pensera tout ce qu'il voudra.

« LE FISC ET LES HÉROS »

Nos lecteurs n'ont pas oublié l'émouvant article par lequel Jacques Bainville a proposé le 2 octobre à la presse française une campagne de justice et de dignité nationale en faveur des familles des héros morts pour la Patrie. Donnant en exemple la mesure prise par Lloyd George en Angleterre, notre ami demandait que « ceux qui tombent pour la Patrie ne payent pas l'amende des morts » et que leur héritage passe libre de droits tout au moins aux veuves et aux orphelins.

Le *Figaro* est, à notre connaissance, le seul journal parisien qui ait fait connaître cet appel. Mais l'idée n'en a pas moins fait son chemin dans l'esprit public et, après quarante jours écoulés, voici ce qu'on lit dans le grand officiel du régime, en première page du *Temps*. C'est la lettre d'un lecteur :

> Je signale à votre attention le cas qui va se présenter pour de nombreux soldats et officiers tués à l'ennemi.
>
> Au tarif *récent* actuel, les frères héritiers payent 10 pour 100, pour droits de succession, 10 pour 100 jusqu'à 3000 francs ; davantage à mesure que la succession recueillie augmente. Si plusieurs frères, simultanément sous les drapeaux succombent, frappés par l'ennemi, mesurez le prélèvement dont bénéficierait l'Etat. Est-il juste que celui-ci s'enrichisse parce que des proches auront donné leur vie pour la patrie ? C'est bien assez que leur sang ait engraissé nos sillons.

Le *Temps* répond :

La situation qui nous est signalée dans cettre lettre — et d'autres correspondants nous en avaient également dénoncé la cruelle injustice — ne peut manquer d'appeler l'attention du gouvernement. L'opinion publique ne comprendrait pas que ces morts glorieuses devinssent une occasion de gain pour l'Etat. Il y aurait, tout au moins, un tarif différentiel à établir, pour que la même fiscalité ne vînt pas aveuglément grever les successions de ceux qui sont tombés pour la France et les successions des civils ordinaires.

Il y aura à revenir sur cette grande question. Pour aujourd'hui, deux simples remarques s'imposent.

L'une est que, face à l'imprévoyance naturelle à toute démocratie, la monarchique, aristocratique et traditionnelle Angleterre, même représentée par un chancelier de l'Échiquier socialiste, fait acte de prévoyance, de justice et de piété.

Seconde remarque, dans l'anarchie républicaine, ce sont encore les royalistes qui font preuve d'un esprit de gouvernement. Ce sont eux qui ont réclamé ici, par la voix de Bainville, la censure spontanée des dépêches diplomatiques et militaires. Ce sont eux qui, par notre ami Michelin, dès la mi-août, ont demandé la fondation de cet office de produits chimiques destiné à concurrencer l'Allemagne et qui n'a été fondé qu'en octobre ; eux encore, qui signalaient l'iniquité fiscale à l'évidence de laquelle le *Temps* a dû se rendre au bout d'un mois entier. L'expérience montre une fois de plus que ni l'initiative ni le progrès ne sont choses républicaines, quoi qu'en puisse penser le bon M. Combes.

CHEFS ET DOCTEURS

12 novembre 1914.

Nous ne nous montrons jamais bien chatouilleux ni difficiles sur les paroles prononcées par les hommes qui ont la responsabilité de conduire la France dans les graves circonstances que nous traversons. Ils parlent selon leur éducation politique, leurs préjugés et les pentes connues du vocabulaire usuel. Mais, si un ministre subit l'esprit public, un maître de Sorbonne le fait. Voilà pourquoi nous épluchons les discours et les écrits de MM. Croiset, Boutroux et Séailles. Voilà pourquoi nous nous sommes gardés de faire subir la même épreuve aux dernières manifestations oratoires et littéraires de la présidence du Conseil et de la présidence de la République. Nous avons même été reconnaissants à M. Viviani de certaines paroles exactes qu'il a mêlées dans son discours de Reims à ce qu'on peut bien appeler les préchis-préchas juridiques de la démocratie. Il a su parler d'un *bombardement impie*. Il s'est défendu de *médire de la force* quand la force est en train de sauver la patrie française. Sans doute, nous conservons nos préférences pour l'oraison concise et forte de ce général commandant un camp retranché qui a dit sur la tombe d'officiers morts pour la France : « Comme eux vous êtes tous prêts à faire votre devoir et à prouver qu'une chose importe, *c'est le salut de la patrie* ». Mais chacun n'est

pas obligé de parler à la romaine et il existe des avocats éloquents. Leur parole emprunte ses figures au trésor des lieux communs qui sont courants et ces prêtés-rendus au vœu des auditoires sont parfois ce qui explique le mieux leur succès. Il n'y a qu'à applaudir comme tout le monde et à s'en aller satisfait tant que le bon sens et le goût ne sont pas offensés.

Par contre, nous ne saurions goûter ce genre de satisfaction ni montrer la même endurance lorsqu'une église ou une congrégation enseignante, telle que la Franc-Maçonnerie, dans un ordre du jour destiné à représenter le symbole d'une foi, foi expliquée à des adeptes, foi proposée par des prosélytes à des catéchumènes, écrit sur une même ligne pour mettre ces deux idées sur le même pied, que « *la force et la haine* ne peuvent servir de base « à une civilisation » : il devient nécessaire de signaler l'erreur grossière à tous les esprits capables de réflexion. Sans tenter d'opposer à la rue Cadet que le catholicisme fît de la force une vertu, on pourrait l'inviter à méditer utilement le mythe d'Hercule, accueilli, modelé et perfectionné par le plus spirituel des peuples connus.

LES IDÉES DE M. BUISSON

Quant au manifeste que M. Buisson vient d'écrire au nom de la Ligue des Droits de l'Homme pour raconter « le duel à mort de deux religions, la religion de la force et la religion du droit » (qu'il serait assurément plus sage de combiner!) et pour dire en

somme qu'il n'a rien appris ni rien oublié, le lecteur situera et jugera ce manifeste quand il se sera rappelé la biographie de son auteur.

Avant 1870, M. Buisson lançait au Congrès de Lausanne la fameuse malédiction contre les « trois livrées » : celle du prêtre, celle du magistrat, celle du soldat. Ce libéral anarchisait. Mais, à la même époque, le monde libéral et démocrate exigeait la suppression des armées permanentes dans son programme de 1869, réclamait une armée qui n'en fût pas une et, pour empêcher le maréchal Niel de transformer la France en caserne, transformait notre patrie en un cimetière. Après la défaite de nos armées et l'éviction de la République conservatrice, M. Buisson fut appelé par Jules Ferry à la direction de l'enseignement primaire; une courte conversation entre le ministre et son lieutenant témoigna que les vieilles gourmes étaient jetées, les folies de jeunesse passées et bien passées. M. Buisson, devenu homme de gouvernement, était prié, en somme, d'adoucir ses angles. Il les adoucit en effet. Mais, avec toutes les réserves d'expression nécessaires, il s'occupa activement de deux choses : imposer à l'enseignement primaire la morale indépendante tirée d'un kantisme anarchique et persuader les Français des origines françaises de l'anarchisme huguenot, le mouvement de Réformation ne devant rien à l'Allemagne, rien à Luther, et ayant été par Sébastien Castellion une génération spontanée, sur notre sol. Ainsi l'esprit anarchique de la Réforme était débarrassé de l'étiquette allemande qui nous eût mis en défiance et cet esprit luthéro-kantien était méthodi-

quement et d'office imposé au nom de l'État français aux petits Français.

Je ne puis rappeler quels résultats directs, quels contrecoups indirects détermina dans nos affaires politiques, en particulier dans nos affaires militaires, cet enseignement de l'anarchie au nom de l'État. Le cœur et la fibre profonde d'un peuple né guerrier ne furent pas touchés ; mais la tête fut bien malade à la suite de tant de blessures intimes. Des erreurs innombrables, des méprises sans nom furent multipliées. Cet État, dont l'enseignement avait pris une part si décisive au mal en fut, par très juste retour, douloureusement affaibli et décomposé. Cette crise de l'État français pendant les dix-huit dernières années n'a certainement pas été étrangère au calcul heureusement illusoire. de l'envahisseur : le fait a été admis par tout le monde en France et en Suisse par les critiques militaires du *Journal de Genève* et par les plus graves anonymes du *Temps*. Dans ces lents travaux d'érosion latente, l'anarchie pédagogique de M. Ferdinand Buisson porte le poids de responsabilités extrêmement lourdes.

Qu'en pense-t-il? Il vient de le dire. Il pense comme après 1870 : si les dieux immortels lui prêtent encore un long âge, il recommencera.

Je ne répondrai que trois mots : — Pas la France.

LA SAINT ALBERT

La fête du roi Albert de Belgique va être célébrée dimanche sur un empire où le soleil ne se couche pas : du Japon à la France et à l'Angleterre, de la Russie à la Serbie et au Monténégro, les yeux se-

ront fixés sur ce petit point de Belgique non envahie où tantôt l'épée à la main, tantôt armé du simple fusil de ses troupiers, un roi régnant remplit son vieux devoir de chef de guerre et défend le dernier vestige du sol dont il refera la conquête.

Adrien Mithouard, président du Conseil municipal, a raison de convier les Parisiens à pavoiser en l'honneur d'une action si nettement et si fortement « représentative du sentiment chevaleresque », si purement, si entièrement dévouée à la morale de l'honneur. Comme il n'y a pas d'incompatibilité (au contraire) entre la morale de l'honneur et la religion du salut public et le culte désintéressé des hauts intérêts nationaux, je voudrais que la fête du roi Albert rappelât avec force et clarté les services que ce roi et son noble peuple nous ont rendus : nos grands idéalistes auront peut-être pitié de nous, mais, quand il s'agit de notre France, je me sens devenir utilitaire à fond.

Les Belges ont bien servi, écrit-on partout. On dit même : ils nous ont sauvés. Servi à quoi. Peut-être n'a-t-on pas perdu le souvenir qu'ils nous ont donné le temps d'organiser et de mettre en train notre résistance. Mais quand on demande en quoi consista le salut que nous leur devons, on oublie qu'ils nous ont préservés de l'attaque brusquée.

De son air entendu, de son impayable ton de docteur Hervé, en se vantant, lui et les socialistes, d'avoir tout vu, tout su, tout prévu (la défense nationale n'ayant connu quelques faiblesses que parce que, depuis dix ans, on ne les a pas suffisamment écoutés, Jaurès, Hervé et les bons b.., qui conseil-

laient de lever la crosse en l'air et de rompre les rangs, ou qui, après avoir fait promulguer en 1905, dix jours avant le Coup de Tanger, le service de deux ans, firent en 1907, sous le ministère Clemenceau-Picquart, abréger les périodes d'exercice des réserves), Hervé trouve moyen de loger ceci :

Nous connaissons l'Allemagne .....,.........................
Ce n'est pas par l'attaque brusquée de quelques pauvres corps d'armée qu'elle est redoutable.

Sans doute deux ou trois colonnes plus loin, Hervé publie une souscription « pour nos sauveurs belges ». Il serait inutile de lui faire remarquer que ces sauveurs n'auraient rien sauvé du tout si l'attaque brusquée de quelques pauvres corps d'armée n'eût pas été redoutable et n'eût pas entraîné pour nous un risque d'écrasement. Mais ce que M. Gustave Hervé est incapable de comprendre, tout esprit sensé et lettré, tout Français digne de ce nom doit le savoir, le méditer, le rappeler en toute occasion. Les mots ont un sens. Ils portent avec eux l'esprit même des choses. Nous fêterions mal la saint Albert de demain si nous ne nous disions que c'est l'attaque brusquée d'une immense armée allemande tenue sur le pied d'activité que les héros belges ont amortie à Liége, à Dinant, à Charleroi, à Anvers et partout où ils ont combattu. Notre reconnaissance, passionnée et lucide, doit faire l'exacte synthèse du mortel danger conjuré, de ceux qui nous l'ont épargné, des utopies qui nous y exposèrent dans le passé et des folies qu'il nous faudra nécessairement éviter à l'avenir.

GÉNIE FRANÇAIS ET GÉNIE ALLEMAND

15 novembre 1914.

Nos révolutionnaires et généralement tous nos hommes de gauche continuent de vivre à plat ventre devant ce que les malheureux appellent le génie allemand, même s'il se déploie dans les œuvres de mort : ainsi dans l'*Humanité* d'avant-hier, le petit-fils du juif allemand Karl Marx, M. Longuet, député au Parlement français, réclamait en termes impérieux pour le commandant et les marins de l'*Emden*, le respect, l'éloge, l'admiration, l'enthousiasme de toute la presse française, lui qui distille au compte-goutte le moindre témoignage d'estime à nos généraux ! C'est que M. Longuet admire les hommes de l'*Emden*, non pas comme soldats, ni même comme braves : ils sont Allemands.

A l'*Homme* insuffisamment *enchaîné*, M. Clemenceau, tout cocardier qu'il se déclare, a bien soin d'insérer dans une théorie fuligineuse et sans consistance des deux « manières de penser et de comprendre », un hommage à cet individualisme allemand qui est cependant la vraie source du pangermanisme. *L'une de ces manières*, dit-il... et il écrit n'importe quoi. Puis il ajoute :

L'autre réclame, pour l'esprit humain, le droit à la diversité, à la liberté, qui a déjà donné, *au regard de la seule production allemande*, des résultats dont l'humanité tout entière a le droit de s'enorgueillir.

Quant à Hervé, c'est aussi aux pieds du génie et

du sang de Teutobochus qu'il se jette et se vautre pour mieux humilier notre race. Ah! ce n'est pas Hervé qui dirait comme le Grec Moréas : « *Oui, c'est au sang latin la couleur la plus belle* ». Ce n'est pas lui qui reconnaîtrait à ce sang, avec toute l'histoire, avec toutes les voix du monde civilisé, y compris tels civilisés née en Barbarie allemande, un droit d'aînesse incontestable dans l'invention des ordres logique, politique, militaire, littéraire, artistique. Car, pour Hervé, le Latin est une espèce de sauvage qui porte un pagne et qui fait des révolutions. Ce nigaud, qui devient parricide à force d'être bête, prend la mécanisation allemande pour une méthode organique :

Observez que l'Allemagne, avec tous les grands défauts que nous lui connaissions avant la guerre, a un génie d'organisation (!) qui dépasse peut-être celui de l'Angleterre elle-même, et qui contraste si merveilleusement avec *le débraillé de notre génie latin* si prodigieux pourtant à d'autres égards (!) et ce *génie d'organisation* depuis quarante-trois ans préparait la guerre méthodiquement, alors que nous, les civilisés de l'Occident, tout en nous y préparant, nous nous y préparions en amateurs, en artistes (!), *en latins*. Pouvions-nous croire sérieusement qu'une pareille horreur, si grotesque malgré sa monstruosité, était encore possible au vingtième siècle ?

Ces lignes qui rappellent les idées du romantisme sur les rapports nécessaires du génie et du désordre, ne sont cependant pas aussi vides d'utilité qu'elles en ont l'air.

UNE THÈSE D'ABAISSEMENT

Elles peuvent servir, elles peuvent aider à faire comprendre qu'il faut choisir entre deux explications de ce qui se passe en Europe. Ou la préparation de cette guerre est le fruit du génie allemand, d'une génération spécifique de l'Ordre sur la terre teutonne dans la chair et dans l'esprit teutons, et, alors, en gardant bonne opinion de nous-mêmes, il faudra nous tenir pour de simples bohêmes, des *græculi*, voués à la conquête comme le furent les Athéniens de la décadence : si ce n'est pas pour cette invasion ce sera pour la prochaine! Ou ce que l'on observe chez nous d'inférieur ne tient ni au sang latin, ni à la qualité de Français, ni à la prétendue génialité de l'Allemagne en fait d'organisation, mais au système politique des deux pays : sensé en Allemagne, parce qu'il y est uni, autoritaire, hiérarchique; absurde en France, parce qu'il y est divisé, irresponsable, anarchique.... Et c'est pour éviter de poser ainsi la question République ou Monarchie que les révolutionnaires et les démocrates de tous les poils, devenus tous ensemble les officiels du régime, cèdent insolemment sur la valeur de notre race, sacrifient son passé, son génie, sa noblesse et ne lui reconnaissent que de vagues, brillantes et inconsistantes qualités d'*improvisation* : malheureux qui ne sentent pas que la condamnation du régime est écrite dans ce simple mot qui avoue — neuf ans après Tanger! trois ans après Agadir — la nécessité où nous avons été, en 1914, d'improviser!

C'est donc ainsi. Il faut trahir et désavouer l'or-

gueil de la France si l'on veut fermer les yeux sur l'infériorité démocratique et républicaine; il faut lâcher la démocratie et la République si l'on veut continuer à porter haut le nom de notre race qui fit la synthèse de l'ordre intellectuel athénien et de l'ordre pratique romain, si l'on ne veut pas oublier que politiquement, la France est la digne patrie des Colbert et des Vauban, des Sully et des Richelieu, des Fleury et des Suger, des Villèlle et des Talleyrand. Je signale l'alternative à tous les esprits qui allient au patriotisme la réflexion. Une chose vaut en Allemagne : est-ce la race? est-ce sa mise en œuvre administrative et politique? Une chose est gâtée en France : est-ce notre système politique? est-ce notre sang? Question de fait sans doute. Mais il ne faudrait pas que des intérêts de parti nous la fissent résoudre contre nous et à nos dépens, au déshonneur des pères et au désespoir des petits enfants!

Nous ne sommes pas assez jeunes pour nous dire de la génération auprès de laquelle M. Lavisse, dans la *Revue de Paris*, sollicite de l'indulgence. Mais, quoique nés un peu avant 1870, nous n'avons jamais eu « des âmes de vaincus » et c'est au nom de la dignité nationale que nous protestons contre une thèse d'abaissement ethnique, de discrédit physique et moral.

LORD ROBERTS

16 novembre 1914.

Il est beau de périr à la fleur des vérifications de son rêve comme vient de le faire ce soldat de quatre-vingt-deux ans. Le maréchal lord Roberts avait consumé ses dernières forces à porter de ville en ville des paroles de prophétie. Il s'était fait le prophète de la guerre imminente, et l'on ne croit pas le méconnaître en disant que l'apparition de l'épouvantable fléau à l'horizon des mers de l'île natale ne lui causait aucun frémissement de joie ni de satisfaction. Les vrais guerriers sont ceux pour qui la guerre est un labeur ou un jeu de prédilection, mais qui en parlent sans complaisance, avec la gravité qui convient au langage des fatales amours.

... Ce malheur guerrier, dont on n'est pas maître, on est maître de le prévoir, d'y pourvoir, d'en atténuer les épreuves et surtout d'en limiter les pertes du côté de ceux qu'on chérit. Lord Roberts aurait moins aimé ses frères, ses fils et ses petits-fils d'Angleterre s'il eût moins redouté, s'il eût moins dénoncé les embûches que devaient tendre et les coups que devaient porter leurs mauvais cousins d'Allemagne.

Lord Roberts s'attachait avec une extrême énergie à reformer l'armée anglaise et surtout à l'augmenter.

L'armée anglaise est faite de volontaires et de mercenaires, en quoi elle put comporter aux yeux de lord Roberts des défauts, dont quelques-uns lui

semblaient très graves. Mais l'armée anglaise est une armée de métier, et c'est un immense avantage dont le vainqueur des Afghans et des Boers espérait sans doute conserver tout l'essentiel quand il préconisait avec autant de vigueur que de fermeté l'établissement de la conscription. Quelques-unes de ses déclarations parurent témoigner qu'il se serait volontiers montré plus hardi. Serait-il allé jusqu'au terme de ces hardiesses, qui s'appelle la « nation armée »? Cela est possible. Et, de même que « les résultats de « longues méditations et de l'expérience » lui faisaient prononcer ce qu'il appelait hautement « des paroles décisives » sur l'insuffisance du système militaire anglais actuel, de même une méditation plus longue encore et des expériences ultérieures lui auraient peut-être fait regretter de s'être avancé indiscrètement dans ce sens.

En effet, l'opulence de l'immense empire britannique est-elle la seule explication de ces beaux organes d'armement, d'équipement, de services alimentaires et sanitaires, qui ont fait, depuis trois mois, l'admiration des connaisseurs? Peut-être aussi dans ces merveilles du beau fini anglais faut-il voir les effets d'un système où l'élite tient plus de place que le nombre où l'on accorde un soin attentif à tout ce qui touche à l'organisation, à la préparation, à l'éducation des cadres d'abord, des hommes ensuite. Cet art minutieux et sévère reste compatible avec la conscription qui comporte un service à termes inégaux et des conditions variées. Mais l'uniformité démocratique cadrerait-elle avec les mœurs de ce que l'on appelle avec une fausseté ridicule la démo-

cratie anglaise? On peut dire que cela fait question. Et l'on peut dire aussi que cette question est grave, si elle suppose un risque quelconque de livrer les forces militaires à la nécessité d'improviser. Cette nécessité, en France comparable à une grave maladie, ailleurs pourrait déterminer le coup de la mort.

Non nostrum inter vos... La réflexion patiente des hommes d'État britanniques finira bien par trouver une solution moyenne qui pourra accroître le nombre de leurs vaillants soldats tout en leur conservant, du haut en bas, l'incomparable valeur qualitative de ce bon et robuste instrument guerrier. Le maréchal lord Roberts gardera le solide honneur d'avoir posé à temps les termes rigoureux du rude problème, parce qu'il voyait qu'il était urgent de le résoudre. L'accent de son discours de Manchester, en septembre 1912, aux citoyens du « grand et saint empire » de la Grande-Bretagne unit à l'action pathétique cette clarté, cette familiarité, cette nudité d'expression qui mène au sublime : « Si », disait-il entre autres belles et fortes choses, « si je me pose à moi-même cette question : « — *Comment puis-je, même à* « *cette heure tardive et solennelle, le mieux servir* « *l'Angleterre qui représente tout pour moi, l'Angle-* « *terre qui a tout fait pour moi?* » je réponds de nou- « veau : « *Armez-vous et préparez-vous à vous con-* « *duire en hommes, car le jour de l'épreuve est proche.* »

Il était venu voir sur le continent comment les hommes de son pays se tenaient à la grande épreuve réalisée du fer et du feu. Une pneumonie contractée jeudi dernier l'a emporté, dit très bien le *Temps*, « devant l'ennemi ». Magnifique mort de soldat.

LE CATHOLICISME ET LA PAIX

17 novembre 1914.

L'Encyclique annoncée depuis les débuts du nouveau pontificat nous est résumée par le télégraphe. Comme elle a pour sujet la paix, il sera permis de renouveler d'abord à ce propos certaines remarques et certaines questions auxquelles on n'a pas répondu jusqu'ici. D'abord voici la seule Internationale qui tienne. Toutes les autres défaillent ou elles tendent à défaillir. Pendant que les socialistes essayent vainement de se mettre d'accord sur la composition de leur bureau central et sur l'emplacement ou siège de ce bureau, les millions de catholiques pressés dans les armées et les États belligérants n'ont pas un doute sur la demeure du Saint-Siège ni sur la personne du Souverain Pontife. C'est au moins un sujet qui est hors de débat! L'article qu'on a lu plus haut montre suffisamment que tout le reste est contestations, disputes, coups de plume, coups de sabre et coups de canon[1]. Cela étant, comment se fait-il que les pacifistes du monde entier fassent si peu de cas de cette paix catholique romaine si fermement établie dans son ordre qu'au milieu d'une mer ainsi démontée il n'y a plus la moindre banalité à en comparer les assises à celles du roc? Le bon sens devrait suffire à faire sentir que, si l'on veut jamais

1. Article de Jacques Bainville sur « les difficultés de s'entendre ». On ne s'entend ni sur le socialisme, ni sur le Kantisme, ni sur le principe des nationalités....

obtenir quelque paix entre les hommes, il sera sage et prudent de tenir au moins compte de cet élément. Bizarrerie étrange : non contents de n'en pas tenir compte, les pacifistes veulent plus ou moins le détruire. Tous ou presque tous sont anticléricaux et anticatholiques[1]. Je ne comprends pas.

Il en est de même, et à plus forte raison, des socialistes. Pourquoi? C'est ce qu'on devrait m'expliquer. Leurs trois journaux : *Humanité*, *Bataille syndicaliste*, *Guerre sociale* sont, avec une franchise inégale, mais une intensité profonde, ennemis déclarés ou sournois de tout ce qui est catholique. Depuis qu'a été jurée notre concorde intérieure du 4 août, ces journaux charment leurs loisirs, amusent leur détresse à manger du curé tout en gémissant sur l'étroitesse de l'esprit catholique. Comment donc méconnaissent-ils le point d'appui, cependant clair et net, que trouverait dans le centre romain une propagande en faveur de la paix universelle, en faveur du désir de tempérer la concurrence économique par un esprit de cordialité et d'équité? C'est leur secret.

On en verra sans doute la clé dans la nouvelle préface du beau livre de Georges Valois, *la Monarchie et la Classe ouvrière*. Mais j'avertis que cette clé, ouvrant sur la conscience et sur l'intelligence des meneurs du Parti, ne les montre pas dans un très beau jour. Cependant, de deux choses l'une : ou bien, il y a dans l'effort du socialisme et du pacifisme, un élément caché que l'on ne nous dit pas, ou

1. Et tous veulent faire sortir la papauté du rôle international.

bien, si l'effort est sincère, cette ignorance du catholicisme, cette hostilité au catholicisme demeure un scandale pour la raison. Qu'enseigne le pape? la paix. Et l'autorité qu'il exerce, la continuité de son autorité, le respect dont l'entourent d'innombrables populations suffit à témoigner que cet enseignement pacifiste n'est pas un vain mot, il s'étend aux réalités, il porte sur les faits, les incline et les modifie dans son domaine avec une bien autre efficacité que n'ont fait, dans le leur, les Congrès pacifistes ou la Cour de La Haye. L'alliance et le concours généreux d'un tel pouvoir en faveur de la paix européenne serait à solliciter à tout prix si les pacifistes étaient sérieux. Ils le répudient. Ce sont des fols, ou bien quel mystère!

PORTÉE POLITIQUE ET MORALE DE L'ENCYCLIQUE

Les paroles de paix du Pontife catholique romain auront-elles la force de vaincre la ruée de la haine internationale? Les nations seront-elles sensibles à ce que S. S. Benoît XV appelle son premier « frémissement d'affection pour tout ce qui touche l'humanité »? C'est une autre question et qui porte sur un autre ordre. Mais, là encore, il faut admirer la gravité, on voudrait oser dire le réalisme avec lequel l'Encyclique, pour viser l'avenir, s'applique à peser et à mesurer exactement les données du passé.

Au lieu qu'il est impossible de lire sans bâiller d'indifférence et d'ennui les tirades oratoires qu'alignent les clients et confrères de M. d'Estournelles de Constant, ici les conditions normales de la vie humaine se trouvent saisies et envisagées telles

quelles et comme chacun peut les voir. Certains points ne peuvent manquer d'y échapper absolument à des profanes, mais d'autres concordent de la façon la plus saisissante avec les préoccupations nécessaires des citoyens. Personne n'y peut être insensible. Ainsi l'analyse des causes de la Guerre porte également sur la guerre extérieure et intérieure : nous sommes chez les philosophes et non chez les rhéteurs; s'il est horrible de se massacrer de peuple à peuple, il l'est plus encore de s'entretuer au sein d'une même nation.

Au nombre des causes de guerre, le Pape relève l'injustice dans les relations des classes inégales qui pourraient s'aimer. Le Pape donne cette explication des guerres sociales : le mépris de l'autorité depuis qu'on a voulu assigner au pouvoir pour toute origine la libre volonté des hommes; cela revient à désigner l'élément d'anarchie et de lutte intestine inclus dans le libéralisme. Mais le point le plus digne d'être remarqué et médité est ce qui est dit du désir de bien-être matériel considéré comme un élément belliqueux. Notre jargon dirait : la cause économique. Certains ont exagéré le rôle de cet élément. Il ne faudrait pas le nier ni trop le réduire.

Tout le livre de Norman Angell, assez bien nommé la Grande Illusion, et qui n'est en effet qu'une illusion, mais sans grandeur, repose sur cette vue qu'il n'y aura plus de guerre quand on saura, quand on verra que la guerre ne paie pas ses frais. Le vrai est qu'elle cessera quand on *croira* cela, c'est-à-dire jamais : le grand producteur, le producteur effréné de richesses matérielles, le travailleur

qui se flatte de créer et de multiplier cette sorte de biens dont l'essence est d'être partagés crée autour de lui et en lui, des puissances de destruction qui, en se développant, agiront à main armée. En effet, il créera des jalousies furieuses. Il s'enivrera de ses propres rêves, et pour les mûrir plus rapidement, la destruction de toutes les rivalités s'offrira et s'imposera comme la plus prudente des ambitions. Ainsi il lui sera possible de griser et d'entraîner dans un mouvement belliqueux ces éléments voisins qui d'eux-mêmes tendraient à préférer les douceurs de la consommation et de la jouissance. C'est ainsi que l'esprit d'équilibre conseillé par le premier degré du travail, de l'épargne et des autres arts dits pacifiques est promptement rompu par l'esprit d'entreprise et d'initiative attaché à toute technique purement matérielle. Il faut dépasser la conception des richesses divisibles et susceptibles d'être volées pour abolir ce genre de guerre de rapine qui est à la société des nations ce que le vol est à la société des familles. Normann Angell aurait pu démontrer que le vol ne paie pas ceux qu'il envoie au bagne : mais les en a-t-il convaincus? Sans compter qu'il y a des voleurs impunis, donc récompensés.

Incomparablement plus sage, l'Encyclique conseille de déraciner d'abord l'avarice. On se battra moins pour le bien-être matériel quand les hommes et les peuples en seront un peu détachés. Hors de ce détachement, hors de cet esprit catholique, toutes les perspectives d'avenir sont guerrières fatalement. Si Karl Marx a raison, si M. le ministre Jules Guesde a raison, si les fatalités du ventre doivent diriger de

plus en plus les pensées et les sentiments de l'homme futur, il faut aussi compter que l'acier des faucilles et celui des charrues et des couteaux de table seront de plus en plus changés en armes de défense ou en instruments d'agression. Telle du moins me paraît être l'évidence. Ceux qui prétendent autre chose prononcent des mots décousus démentis par l'événement. La faillite du pacifisme humanitaire n'a pas étonné ; depuis longtemps, il étonnait par sa monstrueuse irréalité.

Tout au rebours, le pacifisme catholique et pontifical se présente comme une doctrine intelligible, liée, rationnelle, supérieure aux réalités, mais en accord avec toutes les lois des choses. Si l'on veut un autre exemple du genre de satisfaction intellectuelle qu'on y rencontre, on peut lire au dernier numéro des *Études* fondées par les Jésuites l'article d'Yves de la Brière sur « la guerre et la doctrine catholique » ; la question de la force et du droit s'y trouve abordée et analysée : nous n'avions guère lu jusque-là dans les écrits français et allemands, que des balivernes sur ce sujet. Là se retrouve enfin l'esprit des choses et la liaison des idées. Même question : comment tous les profès du pacifisme ne donnent-ils aucune attention à cela ? Je fais mon devoir d'écrivain en leur disant et même en leur criant d'un peu de regarder de ce côté. C'est très intéressant pour tout le monde. Cela devrait les passionner. C'est tout le contraire. Pourquoi ?

DEUX SUCCÈS DE « L'ACTION FRANÇAISE »

« LE FISC ET LES HÉROS ». M. CAILLAUX ET L'ALLEMAGNE

Enfin! enfin! enfin! nous nous décidons à imiter des Anglais quelque chose de sage. On lit à la fin du communiqué du Conseil des ministres d'hier :

Le Conseil a décidé, sur la proposition du ministre des finances, de saisir les Chambres d'un projet de loi pour supprimer en ligne directe et au profit du conjoint survivant les droits de mutation sur les successions des officiers et soldats morts sous les drapeaux.

Non, ce n'est pas sur la proposition de l'honorable M. Ribot, mais sur l'avis de Jacques Bainville, dans l'*Action française*, qu'a été prise cette mesure plus que tardive et qu'il est permis de trouver insuffisante, comme nous aurons prochainement l'occasion de le voir et de le montrer. Aujourd'hui, il nous suffira d'en prendre acte et d'y mettre la signature de notre collaborateur, en faisant remarquer de nouveau que cette idée de gouvernement a été appliquée dans la monarchie anglaise qui nous en a donné l'exemple, il y a de longs mois, et qu'elle a été importée en France par un royaliste. L'essence tardigrade du régime et de l'esprit républicain se trouve donc pincée sur le fait une fois de plus.

L'après-midi d'hier nous en a apporté la vérification redoublée avec le numéro du *Temps* qui paraît à cinq heures. Ce grand officieux du régime daté du 17 novembre aborde — enfin! enfin! enfin!

— la question des bons rapports de M. Caillaux avec l'opinion allemande. Il y a juste un mois jour pour jour que la *Gazette de Francfort* avait traité de ces rapports dans son numéro du 17 octobre, nous avons signalé le fait dans notre numéro du 26, lequel fut impitoyablement caviardé pour toute l'étendue de notre citation du journal allemand. Le *Temps*, comme les *Débats*, s'obstine à attribuer la paternité de l'article à la *Nouvelle Presse Libre de Vienne*. Or, tout ce qu'il en tire depuis la marque d'origine bordelaise, fausse ou vraie, jusqu'à l'allusion à un certain restaurant du Chaperon Rouge, se trouve identiquement dans la *Gazette de Francfort*. Vienne n'a fait que répéter l'évangile de Francfort. Mais le plus grand, le plus beau journal de la République, feignant d'avoir ouï vaguement parler d'un texte explicitement rappelé ici le 11 novembre, se laisse aller à écrire : « Ces invites de la *Nouvelle* « *Presse Libre* et aussi de la *Gazette de Francfort*, « DIT-ON... » L'accent de ce doute témoigne d'un esprit critique à rebours. L'incrédulité du *Temps* ne signifie rien que sa lenteur extrême à former des jugements justes. Ce ne sont pas les Autrichiens, ce sont les Allemands qui ont formé le premier acte de foi et d'espérance en M. Caillaux. Ce n'est pas Vienne, c'est Francfort. Le *Temps* veut-il voir la coupure originale? Préfère-t-il qu'on la dépose chez le notaire? Le *Temps* ferait mieux de prendre garde à la course générale des choses : elle suffirait à lui démontrer qu'en ce moment plus que jamais le paradoxe de la veille publié par l'*Action française* doit devenir la vérité du lendemain.

L'ALLEMAGNE ET LES NATIONS

Il nous vient d'Amérique d'amusantes informations. L'ambassadeur d'Allemagne à Washington promet de respecter au Canada la doctrine de Monroë ; la presse américaine demande si la promesse sera respectée comme le traité de Berlin en Bosnie et en Herzégovine ou comme les engagements à maintenir la neutralité du territoire belge.... Cette improbité allemande a le don de fouetter la verve anglo-saxonne. On a lu à l'*Opinion* de samedi un très intéressant résumé que vient de faire M. Raymond Guasco des idées exposées récemment sur ce point par M. Chesterton dans l'édition insulaire du *Daily Mail*.

Chesterton est une sorte de Carlyle nouveau, un Carlyle catholique et, comme son maître, doué magnifiquement des talents du langage, une imagination riche, belle, singulière, étant mise au service d'une excellente vivacité d'esprit. Ces dons sont assez rares pour renouveler tous les sujets et forcer ici les curiosités, là les assentiments. Ses fortes remarques sur la malhonnêteté teutonne viennent heureusement en stricte et pure confirmation de ce qui a été exprimé ici sur la commune racine de l'infériorité des Allemands : la religion de leur moi ethnique, l'application de l'individualisme absolu à leur peuple et à leur État, l'apothéose de l'être allemand en tant qu'Allemand. Le sujet allemand peut supporter une règle, mais l'Allemand souverain n'en a d'autre que sa fantaisie ou son intérêt. Par rapport à l'Europe et au monde, c'est un anarchiste. Pareil anarchisme

aboutit naturellement à ne tenir aucun compte des engagements du passé pour la conduite de l'avenir, ce qui doit rendre esclave des instincts, des intérêts, des désirs, des besoins. Un moraliste latin exprimerait cela en disant par exemple qu' « ils se sont affranchis même de la constance et l'univers entier les subjugue chaque matin. » La fantaisie de Cherteston a plus de montant. Il fait de la « *promesse* » le signe vivant et l'effet concret de cette constance : « frêle corde jetée des collines oubliées d'hier aux invisibles montagnes de demain » ; sur ce pont jeté entre le passé et l'avenir il fait porter tout le poids sacré de notre condition d'homme et rend sinon plus clair, du moins plus sensible et tangible, ce qu'il y a de barbarie et d'humanité dans l'anarchie de l'être, dans l'anarchie du peuple qui fait profession de promettre sans tenir. L'image coloriée de ce fils de Shakespeare, de ce disciple de la Bible, illustre vivement et utilement les définitions hasardées de ce côté-ci du détroit.

On ferait la même observation sur la brillante analyse du manque d'esprit de réciprocité chez les Allemands. Ils ne sont pas *les autres*. Ils sont à part des autres et au-dessus des autres. Pourquoi? Parce qu'ils sont eux. Toujours l'individu de Fichte : allemand signifie tout l'homme! L'Allemagne équivaut à l'humanité. Le terme de comparaison leur manque pour mépriser ou même pour désigner une humanité qui ne serait pas allemande et, par hasard, existerait.

POUR L'INTÉRÊT DE TOUS!

18 novembre 1914.

M. de Monzie, qui nous discute dans le *Radical*, peut le croire : nous sommes aussi peu désireux que possible de prononcer un mot de nature à fausser l'esprit public ni à servir l'intérêt d'un parti. L'intérêt que nous voulons servir, c'est seulement celui de M. de Monzie lui-même, et de ses collaborateurs du *Radical* et de leurs lecteurs dans la mesure où tous ces messieurs participent à l'intérêt français. Une monarchie de couleur ou de parti, de caste ou de clan ne nous intéresserait à aucun degré. Ce que nous voyions dans le mode d'organisation monarchique, c'est un instrument de paix et de guerre capable de donner à nos forces, à nos ressources, à nos capacités nationales tout le plein de leur rendement. Nous pouvons certes nous tromper et, si l'erreur existe, on nous rendra service en nous la montrant ; mais, si nous ne nous trompons pas, si nous voyons juste, il existe un bien dont M. de Monzie n'a pas la notion, il existe des maux, il existe surtout des facteurs de bien et de mal auxquels M. de Monzie et ceux qui pensent comme lui ne prennent pas garde. Alors, nous crions : — Citoyens, citoyens, qui que vous soyez, nos frères de France, il y a quelque chose d'essentiel, de central et de capital à saisir de ce côté-là !

Loin de tirer à nous une « couverture » quelconque, c'est de couvrir la France que nous nous

occupons. Ceux qui nous ont bien lu le savent. M. Sembat nous a rendu cette justice quand il a parlé de « l'énorme point d'interrogation tracé par nous au tableau noir » à propos de notre livre *Kiel et Tanger*. Les réflexions faites dans ce gros petit livre sur dix-huit ans de politique extérieure (1895-1913) ont été gravement vérifiées par les derniers faits connus, par les derniers documents diplomatiques publiés et publiables (je ne parle que de ceux-là) : comment est-il possible de nous désintéresser de vérifications de cette puissance et qui s'ajoutent à la série des confirmations qui n'ont cessé de se produire et d'accourir dans la décade antérieure ?

Il ne s'agit point des erreurs ou des retards du « service des postes », ni des erreurs ou des retards de la « censure » quelle qu'en ait pu être la gravité : nous ne traitons que de l'essentiel et du général, des conditions supérieures de cet Ordre public, distributeur, sinon générateur, des forces nationales. Réfléchir sur des points de cette importance, c'est travailler à rendre le pays plus lucide et mieux renseigné, plus libre et plus heureux dans ses mouvements à venir. Tous les bons Français y ont le même intérêt.

M. de Monzie ne paraît d'ailleurs pas s'être arrêté à une circonstance. Quand nous écrivions ici le 15 novembre. « *Une chose vaut en Allemagne : Est-ce la race? Est-ce sa mise en œuvre administrative et politique? Une chose est gâtée en France : Est-ce notre système politique? Est-ce notre sang?* », ce n'est pas nous qui avions ouvert le débat, c'étaient des écrivains républicains de son bord, entre

lesquels M. Hervé. M. Hervé, avec sa brièveté d'esprit coutumière, avec cette légèreté qui lui inspiraient avant-hier encore les plus sombres sottises sur les délicates affaires d'Italie, M. Hervé avait jugé à propos de concéder à nos ennemis allemands la supériorité du sang, du génie, de la race, de la nature enfin sur tout le chapitre de l'organisation et de l'ordre! Sans cette folle concession, qui biffe les 99/100 de notre histoire et de l'histoire des Allemagnes, mais qui est malheureusement courante dans la presse républicaine et socialiste, nous n'aurions pas été amenés à protester en rappelant les titres de notre présent et de notre passé. L'honneur français nous y obligeait. Mais l'honneur satisfait par nos protestations, il était inévitable de poser alors la question d'utilité nationale : — Comment celui des peuples qui est le plus ordonné dans ses affaires privées est-il en proie à l'incohérence et à la désorganisation politique? Et comment un peuple médiocre, tel que le peuple allemand, hôte d'un territoire relativement disgracié, a-t-il fait ces chefs-d'œuvre d'organisation? Si d'autres causes que celles qui tiennent à l'histoire et à la constitution politiques de l'Allemagne et de la France ont été en jeu, M. de Monzie rendrait service à tout le monde en les découvrant. Il faut savoir cela afin de prévoir et de pourvoir : il n'est pas d'intérêt public au-dessus de cette pressante et commune nécessité.

LA « CONSCIENCE » AU SERVICE DE LA NATION

19 novembre 1914.

Nous lisons tous les jours tantôt dans un journal socialiste, tantôt dans un journal radical-libéral ou opportuniste des plaidoyers d'une remarquable insistance en faveur des personnes qui ont été, auraient été ou risqueraient d'être victimes « de l'application trop hâtive ou trop étroite des justes mesures prises par le gouvernement » contre les sujets de l'Allemagne ou de l'Autriche-Hongrie. Les erreurs policières, judiciaires ou fiscales commises au détriment d'innocents, celles qui transformeraient en coupables de simples suspects, inspirent à ces divers journaux des réclamations auxquelles nous applaudirions sans réserve, si la question était envisagée en son entier. Mais on s'obstine à n'en considérer qu'un aspect qui est toujours le même. A côté de l'erreur déplorable qui atteint des particuliers, il y a l'erreur symétrique, celle qui atteint la patrie et l'armée, celle qui tue ou laisse tuer nos soldats. A l'erreur née de la précipitation, de la hâte, de la sévérité, s'oppose l'erreur qui résulte de la négligence, du laisser-aller, parfois d'autres mobiles, intéressés et plus coupables. N'en sera-t-il jamais question ?

Le *Temps* conseillait le « doigté ». Oui, il faut du doigté en tout. Le *Temps* veut bien ajouter : et de la conscience. Que le *Temps* prenne garde. La con-

science ne signifie pas seulement, la lenteur scrupuleuse et la timidité calculée. Il faut aussi au magistrat qui veut agir la conscience ardente de son devoir, et le sentiment vigoureux que son devoir n'est pas limité à la faculté de trembler devant le « droit » d'étrangers équivoques, s'ils sont entourés de protections puissantes. La conscience du magistrat se déploie aussi dans la rigueur sereine et dans l'inflexible lucidité d'une action juridique et patriotique. Ce qui importe, c'est de poursuivre l'ennemi embusqué, c'est d'atteindre son espionnage, c'est de ne pas se laisser paralyser par les manœuvres qu'il rétribue. On a confessé que naguère, avant la mobilisation du 2 août, nos hôtes allemands et autrichiens étaient les maîtres de Paris. S'ils sont partis, beaucoup de leurs amis et de leurs complices sont restés. Il y a même lieu de penser que, dans la détresse commune, ils ont su faire des razzias opulentes, et rien ne prouve que leur or doive présentement demeurer inactif. Raison de plus pour recommander aux magistrats la conscience, celle qui regarde droit devant elle, celle qui n'a pas froid aux yeux, celle qui est armée et ne craint pas de sévir.

En temps de guerre, les intérêts particuliers de nos nationaux se sentent plus voisins, leur addition se fait mieux et se rapproche davantage de l'intérêt général qui les limite et les déborde. Mais il ne faut faut pas croire que tous les intérêts trop particuculiers ou même révoltés et rebelles se soient évanouis du coup. Un de nos amis habitant un fameux pays de bains de mer nous écrit à ce sujet une lettre-

type où se laissent voir et palper les infirmités et les médiocrités de la pauvre nature humaine, qu'une moisson de héros ne suffira jamais à transfigurer :

Nous avions en août, septembre et dans le mois d'octobre, beaucoup d'Allemands contre lesquels on ne prenait que des mesures de sûreté insuffisantes, parce que l'intérêt du propriétaire louant son chalet ou sa maison l'emportait sur l'intérêt national, sur le patriotisme. Mon propriétaire, qui était aussi adjoint au maire, fermait les yeux sur ces Boches, en particulier sur l'un d'eux, son locataire depuis 20 ans et marié dans le pays : il est, me disait-il, incapable de travailler pour les Boches, pour espionnage ou autre chose, car on peut le considérer comme naturalisé ; il se trompait ou voulait s'excuser, car le brave Boche a été, à deux heures du matin, arrêté dans les derniers jours de septembre et envoyé à... avec trois ou quatre autres. Ce propriétaire est pourtant un brave homme qui défendrait son pays sans peur s'il n'avait soixante ans passés. Le mal que l'intérêt laisse faire à des Français un peu faibles dont le cerveau est farci de nuées, il doit le laisser faire à plus forte raison à des hommes de moins de scrupules.

Il est assurément absurde, dangereux et fol de prendre pour des Boches les Alsaciens-Lorrains ou les Arméniens pour des Turcs. Mais les faux Arméniens et les faux Alsaciens-Lorrains sont certainement plus à redouter que des Boches avoués et des Ottomans convaincus. L'intérêt allemand est de multiplier les faux-nez de ce genre. Il n'est pas de notre intérêt de vivre sans nous en méfier du tout. C'est pourtant ce que l'on conseille à l'État. C'est ce qu'on lui demande, au nom de la conscience, quand ce n'est pas au nom du doigté. Et l'on y réussit dans une mesure étroite, mais puissante et

par là même fort dangereuse : en mêlant un peu de bonhomie sincère, beaucoup de fausse philanthropie et de générosité théâtrale à un soupçon d'intérêt matériel ou moral, il est facile d'obtenir de petits courants d'opinion capables de désarmer ou de démoraliser les autorités, car il suffira d'agir à la bonne place, de manœuvrer dans les couloirs du Palais de Justice et des administrations. Qui en portera le poids ? La France espionnée et trahie. Et qui paiera? Son sang prodigué.

Ce prix nous semble exorbitant. On peut toujours réduire à peu de chose les chances des erreurs administratives, policières, judiciaires, fiscales. Mais si, absolument, il faut qu'une erreur soit commise, eh! bien, mieux vaut la moindre erreur : celle qui afflige et désole quelques particuliers ! Ce qu'il importe de préserver d'abord, c'est la France. L'État n'a plus de raison d'être quand il néglige ou sacrifie cette cause de la patrie, la cause de tous.

LE FISC ET LES HÉROS

18 et 19 novembre 1914.

UN MAGISTRAT RÉPUBLICAIN

Hier, en relatant la décision prise en Conseil des ministres sur la proposition de Jacques Bainville, dans l'*Action française* du 2 octobre, nous disions que notre collaborateur et ami trouvait la mesure insuffisante et se réservait de demander qu'elle fût complétée. Il me communique, en effet, deux notes fort intéressantes qui lui ont été adressées. Elles doivent être mises sans tarder sous les yeux du public en général et, en particulier, du Conseil des ministres de la République française.

La première émane d'un magistrat parisien, qui, le 2 octobre, a lu, par hasard, l'article « le fisc et les héros ». Félicitant Bainville, il lui proposait ce « complément nécessaire » :

Il ne suffira point de dispenser les héritiers des soldats morts pour la patrie de tous droits de mutation. Nous devons nous efforcer, en outre, de leur épargner la plaie *du partage judiciaire et des licitations.*

Reportez-vous à Le Play, notamment, et vous verrez quel danger est suspendu sur la tête des veuves et des orphelins de la guerre. Les petits héritages seront mangés en frais de justice, si on n'apporte une réforme de ce côté.

On pourrait tout simplement étendre aux petits biens ruraux les dispositions successorales de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable

(art. 18 et 19). Au lieu d'être astreints au partage forcé, les héritiers mineurs pourraient demeurer dans l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune enfant. Au lieu de mettre aux enchères le bien familial, et de le livrer à un vil prix à un étranger, on le conservera dans la famille; il pourra même être attribué sur estimation soit à la veuve, soit à l'un des héritiers.

Pour le cas où la licitation sera inévitable, on devrait recourir à une procédure simplifiée, analogue à celle de la loi belge — ou de la loi allemande, celles dont jouissent actuellement les Alsaciens-Lorrains à qui il ne faudrait point imposer notre procédure archaïque et spoliatrice.

Il n'est point prématuré de lancer l'idée dès à présent et même d'y insister, car les gens de loi réussiraient plus tard à la faire écarter, comme toutes les réformes judiciaires un peu sérieuses.

Nous avons été heureux de constater qu'il se trouvait un jurisconsulte républicain pour verser dans nos deux hérésies : la méfiance à l'égard des gens de loi et l'évocation de l'enseignement de Le Play. Comme l'illustre auteur de la *Réforme sociale* est un de nos premiers maîtres, et que la basoche fut toujours notre bête noire, nous éprouvons le même plaisir à insérer la communication d'un autre jurisconsulte, celui-ci de nos grands, de nos meilleurs amis.

UN JURICONSULTE ROYALISTE

Voici sa lettre Comme le magistrat républicain qui, hier, donnait son sentiment sur la proposition heureuse de Bainville, le royaliste se montre effrayé

du flot de procédures que va déchaîner l'application du Code Napoléon.

Un père de famille est tombé sur le champ de bataille; quelques-uns de ses enfants sont encore mineurs. Il suffit du caprice d'un héritier, de l'obstination d'un conseil de famille pour que la maison où le champ soit *licité*, exposé aux enchères publiques. Quels frais! Pour les très petits héritages, ils vont parfois jusqu'à 60, 80 ou même 100 pour 100. Ce n'est pas seulement le fisc, ce sont les hommes de loi qui dévorent la substance des orphelins et des veuves. Pour les immeubles les plus importants, c'est toujours une exaction ruineuse.

Quelques efforts ont été faits, depuis une trentaine d'années, pour diminuer cette déperdition de l'héritage qui se renouvelle automatiquement à chaque décès; la réforme essayée n'a donné que des résultats insignifiants, et les statistiques du ministère de la justice montrent qu'il est souvent ruineux d'hériter. Est-ce là ce que nous allons voir se reproduire à l'ouverture de ces successions deux fois sacrées? Les hommes de loi vont-ils se refaire avec les lambeaux de propriété laissés par ceux qui ont défendu le sol de la France contre l'invasion allemande? C'est par centaines de millions qu'il faudrait compter les capitaux engloutis et par dizaines de mille les héritiers de nos héros réduits à la misère.

En Angleterre, un tel fléau est inconnu, l'héritage est recueilli par un seul, qui pourvoit en retour (d'une manière ou de l'autre) à la subsistance et à l'avenir des cadets. Mais avec le partage égal, sans atténuation d'aucune sorte, qui est la base de notre loi successorale, et avec l'axiome rigoureux du code civil que nul n'est tenu de rester dans l'indivision, nous sommes en face d'un *véritable abîme, ce qui n'aura pas été dévoré par la mitraille et l'incendie le sera par la légalité.*

On me permettra de noter ici l'un des traits dis-

tinctifs de l'État moderne, de l'État né de la Révolution, qu'affermit et consolida le premier Bonaporte : c'est un État destructeur, un État ennemi de la nation. En 1815, un de nos plus fameux vainqueurs[1] se montrait généreux et pitoyable envers nous, en disant que nous étions bien assez affaiblis comme cela par notre loi successorale.... A bien des égards, nous ne nous sommes pas relevés des coups que nous a portés cette loi. Est-ce qu'elle va nous achever au lendemain de l'invasion?

Le jurisconsulte royaliste répond :

Ce qu'il faudrait d'abord, c'est abolir l'article 815, ou du moins en suspendre l'application pendant une quinzaine d'années. Ce qu'il faudrait, en outre, c'est autoriser le partage amiable alors même qu'il y a des héritiers mineurs ou absents. (Les absents, les disparus ne seront-ils pas en nombre incalculable après la guerre ?)

Je ne proposerai pas — car on dresserait aussitôt devant nous le spectre de la féodalité — le rétablissement du droit d'aînesse. Je demanderai seulement qu'on introduise dans notre législation, sous le coup des nécessités actuelles, quelques dispositions analogues à celles de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché.

En vertu de l'article 8 de cette loi, le conjoint survivant ou n'importe quel ayant droit peut demander que l'indivision soit maintenue jusqu'à la majorité du plus jeune des héritiers. D'autre part, s'il y a lieu de partager, l'un quelconque des héritiers peut demander qu'il lui soit fait attribution de la maison sur estimation, au moyen d'une procédure très simple et très rapide dont l'arbitrage est confié au juge de paix. La mise en vente publique est évitée, ainsi que les frais

1. Lord Castlereagh.

considérables qu'elle entraîne, et la maison du défunt reste dans la famille.

Les dispositions de cette loi sont demeurées lettre morte ou à peu près, en raison de son caractère très spécial. Il faudrait les élargir et les appliquer, de droit, à toute succession ouverte par le fait de la guerre, quelle qu'en soit d'ailleurs la consistance; qu'il s'agisse de terres ou de bâtiments, que la succession soit minime ou opulente,

La loi de 1906, d'ailleurs, n'est qu'une ébauche assez imparfaite de législation *familiale*. Mais le principe en est infiniment supérieur à la barbarie savante du Code civil et du Code de procédure civile, et je doute qu'une occasion plus favorable se présente pour obtenir la réforme radicale de ces lois d'émiettement des fortunes privées que la Révolution et l'Empire nous ont léguées.

Tout Français doué d'esprit politique voudra tourner ses réflexions vers ces vérités tutélaires, aujourd'hui animées, colorées, rendues vivantes et sensibles par la nécessité première de « mettre à l'abri des corbeaux » ce que notre correspondant appelle « l'héritage des morts glorieux ». Ainsi les sentiments d'une noble amitié reconnaissante pour les défenseurs du pays tombés au champ d'honneur servira et militera pour la France future, pour ces foyers, pour ces berceaux « deux fois sacrés » qu'il s'agira, plus que jamais, de défendre ou de relever.

Ce qu'il y a de vif et de concret dans les principes nationalistes de l'hérédité apparaît ainsi peu à peu dans nos heures cruelles. Ces familles misérablement morcelées, ces héritages cruellement rançonnés par les lois de démocratie plébiscitaire et parlementaire (plus que jamais dans ces derniers

quinze ans, le *Temps* d'hier soir l'avouait), les successions et les foyers sont enfin reconnus pour les deux colonnes de la patrie. Nos Français vivants, les meilleurs, les soldats, on les voit, hélas ! se dresser et tomber dans une minute glorieuse, mais éphémère : si, à travers eux et au delà d'eux, il subsiste une France durable, c'est par la chaîne de l'esprit et du sang que leurs familles développent. Il n'y a point de France sans la continuité des familles françaises. Mais la famille ne se soutient, ne se maintient et ne se défend que par le foyer légué et par le foyer hérité.

Une œuvre de restauration domestique s'imposera donc sous l'influence de la guerre. Il y a des lois à refaire, des lois à corriger, des lois à abolir. Les faits présents ont des clartés qui suffisent à faire voir que de ces réformes dépendent notre vie ou notre mort en tant que *nation*. Si l'on veut qu'au bout de quelque temps il ne *naisse* plus de Français, il n'y a qu'à laisser agir les lois « hache menu » de la démocratie.

CONCLUSION

LA MAISON DU PASSEUR

6 décembre 1914.

Cette Maison du passeur *que nos troupes disputaient à l'ennemi depuis de si longs jours, et qui a fini par être enlevée, donne la juste idée de la troisième partie de cette guerre : symbole de patience et de ténacité qui fait autant d'honneur aux soldats de la France que leur retraite en ordre depuis la Belgique et leur ardent retour offensif sur la Marne. Évidemment, c'est une phase. Il n'y a pas à la généraliser, ni à supposer qu'elle durera toujours. Mais il faut l'apprécier à son importance.*

Comme pour éclairer ce moment transitoire à l'aide d'un passé qui fut d'un genre assez différent, de larges et substantiels aperçus, les uns officiels, d'autres officieux, permettent de prendre une vue cavalière des opérations de ces quatre mois. Nous repassons et nous classons dans leurs ordres de claires notions entrevues : l'élan et l'en-avant de Maunoury sous Paris; le coup de Foch dans la Marne, les résistances de Sarrail dans l'Argonne, les belles manœuvres de Castelnau et de Dubail sur les Vosges et sur la Moselle. Puis, d'autres noms de généraux déjà environnés d'estime et d'admiration diffuses : les Franchet d'Esperey, les Langle de Carry, les Maudhuy, les Hache, les Urbal, les Ronarch' sur l'Yser, à Dixmude, com-

mencent à paraître dans la seule gloire qui leur convienne : le cortège de leurs actions.

Ainsi la haute armée sort peu à peu de l'ombre. Ainsi se dissipe l'anonymat si justement dénoncé par Jules Delahaye. Ainsi commence à devenir intelligible le rébus publié au Temps *de mardi soir, confessant les inégalités de la préparation militaire : « la France s'est sauvée elle-même ». Oui par le bras et le cœur de ses soldats! Par la tête et le cœur de ses généraux !*

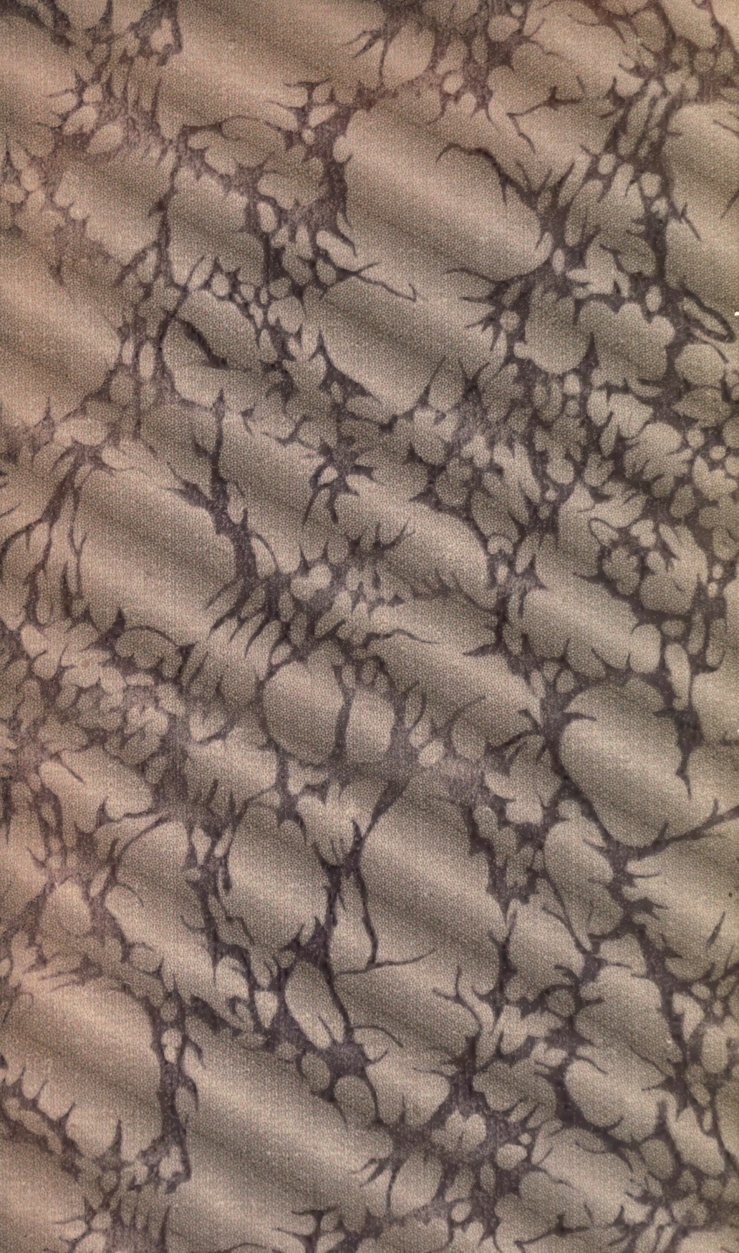
TABLE DES MATIÈRES

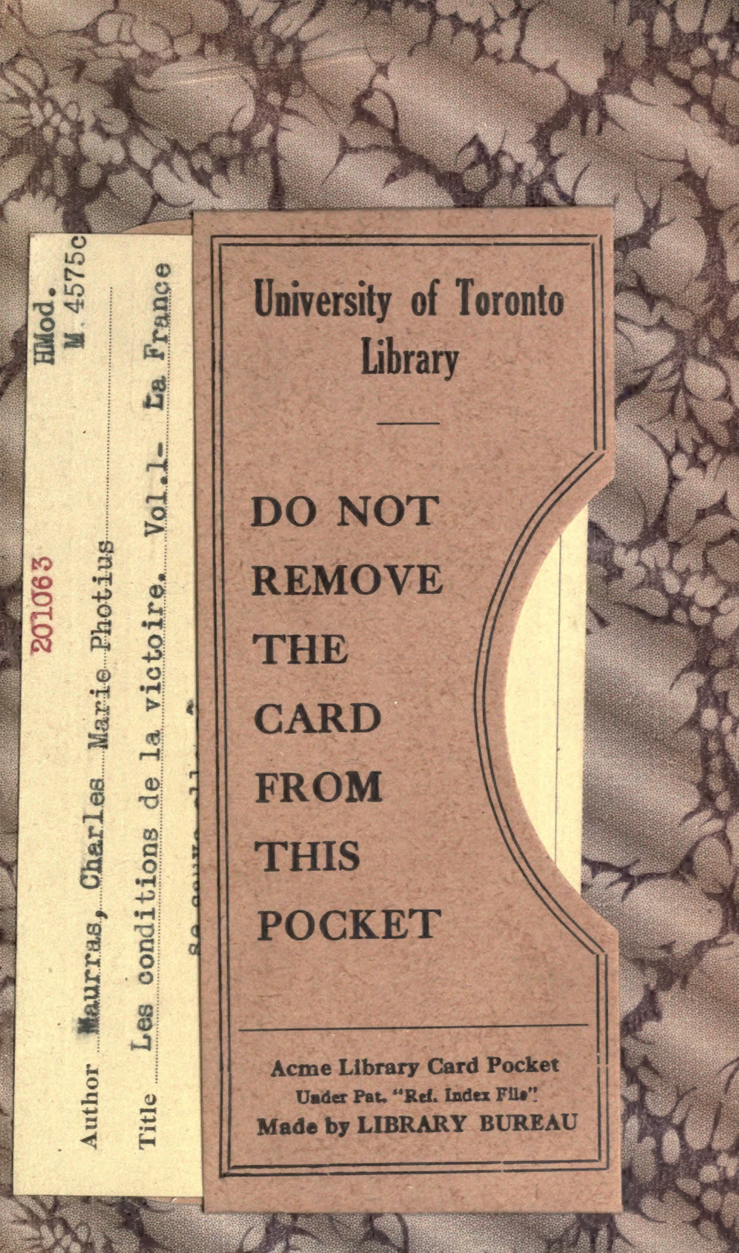
Dédidace. v
Le moral (1er août 1914). 1
Après vingt ans : paix ou guerre (2 août 1914). 8
Devant l'ennemi (3 août 1914). 16
La vérité (4 août 1914) 19
Rage de cyclope (5 août 1914). 23
Erreurs qui affaiblissent (6 août 1914) 26
Maggi et « l'avant-guerre » (9 août 1914). 29
Alsace et Lorraine (10 août 1914). 32
Une souveraine restaurée (11 août 1914) 34
Les ordres du roi (12 août 1914) 38
Le Fédérateur allemand (13 août 1914). 40
Le travail national (14 août 1914). 48
La nature allemande (15 août 1914). 52
En avant les civils! (16 août 1914).. 56
Vers Strasbourg (18 août 1914). 60
Pie X (21 août 1914). 65
Les nouvelles d'hier (22 août 1914). 68
L'Allemagne au-dessous de tout (23 août 1914). 70
M. Lavisse retrouvé (24 août 1914) 75
Deuil provençal (25 août 1914) 80
Contre les murmures (26 août 1914). 85
L'embusqué (27 août 1914) 89
Les nouveaux ministres (28 août 1914) 94
« L'appel » du gouvernement (29 août 1914) 101
La mémoire de Pie X (31 août 1914) 111
Libéralisme et barbarie (1er septembre 1914). 115
La pression orientale gage de la victoire (2 septembre 1914) 118
Le départ et la victoire (3 septembre 1914). 122
Vive la nation! (4 septembre 1914) 128
La manœuvre de Thersite (5 septembre 1914) 133
On nous a dit la vérité (6 septembre 1914). 138
La coalition décisive (7 septembre 1914) 143
Le corps diplomatique au Vatican (8 septembre 1914) . 150
Le romantisme impérial (9 septembre 1914) 153
Le danger des harangues (10 septembre 1914) 158

1870 et 1914 (11 septembre 1914) 162
La victoire de la Marne (12 septembre 1914) 169
Les fruits de la victoire (13 septembre 1914) 174
Sur la ruine de l'ennemi (14 septembre 1914) 181
Poursuite militaire, poursuite politique (15 septembre 1914) 185
Vers la plus grande Allemagne (16 septembre 1914) . . 188
La révolution en Allemagne, peut-être que oui, peut-être que non? (17 septembre 1914) 192
Pourquoi pas Valmy? (18 septembre 1914) 198
Responsabilité capitale des Allemands (19 septembre 1914) 204
Contre la cathédrale de Reims (20 septembre 1914) . . 208
Une démence (21 septembre 1914) 210
Le pédagogue homme d'État (22 septembre 1914) . . . 216
Entre Français (23 septembre 1914) 218
Religion, patrie, politique (24 septembre 1914) 224
Vers l'unité française (26 septembre 1914) 233
De Berne et de Bâle à Senlis (27 septembre 1914) . . . 236
Internationalisme et nationalisme (28 septembre 1914) . 239
Au nom des Alsaces possibles (29 septembre 1914) . . . 245
L'antique nature allemande (30 septembre 1914) 249
Pour la paix française (1er octobre 1914) 253
Contre les « clémences d'Iéna » (2 octobre 1914) 257
Le sapeur providentiel (3 octobre 1914) 260
Église et patrie (4 octobre 1914) 263
Les inconséquences d'Hervé (6 octobre 1914) 268
Rumeurs infâmes (7 octobre 1914) 271
Patriotisme sans condition (8 octobre 1914) 276
Prosélytisme négatif (9 octobre 1914) 282
Où est le piège? (10 octobre 1914) 284
La paix religieuse et morale (11 octobre 1914) 293
Les doctrines écroulées (12 octobre 1914) 297
Encore les intellectuels allemands (13 octobre 1914) . . 300
L'État belge sur le territoire français (14 octobre 1914) 304
Une politique religieuse (15 octobre 1914) 309
Décadence allemande et simple crise française (16 octobre 1914) 314
Chez les neutres (17 octobre 1914) 319
M. Boutroux et l'Allemagne (17 octobre 1914) 322
L'Allemagne criminelle (19 octobre 1914) 334
Paix et pacifisme (20 octobre 1914) 337
La doctrine nationale (21 octobre 1914) 342
Les Germains peints par eux-mêmes (22 octobre 1914) . 346

Une manœuvre socialiste allemande (23 octobre 1914) . 351
Le renouvellement des énergies françaises (25 octobre 1914) 356
L'art français et les barbares (27 octobre 1914). 359
Race et état (28 octobre 1914) 363
La préparation de la guerre (28 octobre 1914) 367
Nord et Midi (29 octobre 1914) 369
L'évangéliaire de Reims (30 octobre 1914) 374
Toujours la question religieuse (31 octobre 1914) . . . 381
Au pays latin (1er novembre 1914) 387
L'Orient et l'opinion (3 novembre 1914). 388
Quelle est cette manœuvre? (4 novembre 1914) 392
L'empire du germanisme (5 novembre 1914) 396
Finances et mobilisation (7 novembre 1914) 400
Calomnies et calomnies (8 novembre 1914). 407
L'intelligence et la force (8 novembre 1914) 410
Confiscation et châtiment (10 novembre 1914) 418
Pour mémoire (11 novembre 1914) 421
Chefs et docteurs (12 novembre 1914) 424
Génie français et génie allemand (15 novembre 1914) . 430
Lord Roberts (16 novembre 1914) 434
Le catholicisme et la paix (17 novembre 1914) 437
Le fisc et les héros (17 novembre 1914) 443
M. Caillaux et l'Allemagne (17 novembre 1914) 443
Pour l'intérêt de tous ! (18 novembre 1914). 447
La « conscience » au service de la nation (19 novembre 1914). 450
Le fisc et les héros (18 et 19 novembre 1914) 454
Conclusion. — La Maison du passeur (6 décembre 1914). 460

78151. — Imprimerie Lahure, 9, rue de Fleurus à Paris.




HMod.
M 4575c
201063
Author Maurras, Charles Marie Photius
Title Les conditions de la victoire. Vol.1- La France
University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

